Les tribunaux argentins pratiques prudence qui dégrade de lels principe dans d'autres pays lation-américan; produnce do pouvoir judiciaire y des objectif à conquérir La concent les pouvoirs aux maios de l'este atteinte à la sécurité juridique des car

Bien que les pays membres du spe Massons unics sient signé et ratifié pe pert. les pactes, déclarations et per concernant les droits de l'homme p d'entre eux ne les respectent pas Ca qu'ils continuent de violer les droits elementaires de la personne. L'às intine. l'Afrique et l'Asie sont tompane ment visces parce qu'on y soumer de le a un Etas de noo-protection juide estourne les gens des institutions de affaiblis la confiance en la démocrair

Beaucoup d'Etats (en particulier hi Unia) jourssent d'une sorte d'impais nationale qui leur permet d'occultale tion concernant la collaboration de les tionnaires de police ou des forces an opérations massives de répresse nnées 70 en Amérique de Sad a s L'Etat argentin, par exemple, reinse les documents en sa possession cener citoyens latino-américains et européo; disparcis au début des années 80, des nière dictamre militaire.

> Un tribunal internation pour les crimes d'Eta

E nombreuses organisations 2: des drosts de la personne ont az des instances internationales, an Commission interaméricaine des a l'homme. Mais les intérets possion groupes de pression parviennent à par se réfugiant derrière les lois d'impa action visuat des goovernements d'avoir violé les droits de l'hom l'impunité devient une barrière 🚎 décourager toute démarche en faver: de la personne. Sur de telles bases, 15 sable d'éditier une démocratie cité

Nous avons aucint un point = conquêtes civiques des dernières == ques après d'énormes efforts, et à E ices par l'expansion de l'impunis

Pour faire reffuer celle-ci, il es: 35 de mettre sur pied une Cour interne manente de justice pénale qui at = vanctionner les gouvernements. Il 20 reiabiens entre les Etats soient com le respect des droits de l'homme a: cipes démocratiques. Tout Etat com Lette Cour internationale pour des furnmentes contre sa propre populare.

Les normes du système des Natidéfendant les droits de la persezs'imposer aux législations nationale detet comme nulles les lois d'andes victimes, et au principe même d'

PAGE 22.

FORM de

#24. 9 21. 2

W. Chest.

SECURE SE

SHOOM TEVE

It tope de

Authorities &

THE REAL PROPERTY.

7. TENNEY

\*\*\* \*\*\*\*\*

C. PARTELET

perce des

2 12 M

Butich inch

4 -

100000000

m tiper.

in tony were,

€ Se patre

PER SENSE

2 2 TE.

Service Service

A ...

THE PLANE

Mark M

w menut

L ...... 368

CENTRAL .

Server Se

PERMIT

Marie 15

Sugrapor d'alconne en Liuvane, pur Andre Linard. SEMES : Lin + render-went disver - mining

PAGES 24 et 25 : 2 vertices, and expense on danger open Denis Docks.

with Columbia of the track of the Residence Bottom

The state of the s

The was the first Asserted of States of the Control of the States of States PACE 28

with Valley of wager or in first the second law that I

PAGES 30 et 31 :

A Palarata de la companya de la comp

EMONDE

L'empire

américain

Par IGNACIO RAMONET

L est des périodes dans l'histoire du

monde où l'hégémonie d'un Etat, en raison de la défaite ou de la

décomposition de ses principaux

rivaux, s'exerce sondain sans partage sur toute l'étendue de la planète. Tour à tout, depuis le XVI siècle, trois puis-

sances - l'Espagne, la France et l'Angleterre - out dominé militaire-ment, économiquement et, en partie,

avec l'Union soviétique - l'autre super-

donc placés dans une situation de supré-

matie qu'aucune puissance n'a comme

depuis plus d'un siècle. Désormais,

« l'empire américain est le seul au

monde, c'est une hégémonie exclusive, et c'est la première fois que ce phéno-

mène étrange survient dans l'histoire de

Certes, dans le monde contemporain,

la prépondérance d'un empire ne se

mesure plus à la seule emprise géo-graphique. Outre de formidables attri-buts militaires, elle résulte essentiel-

lement de la suprématie dans le contrôle

des réseaux économiques, des flux

financiers, des innovations technolo-

giques, des échanges commercianx, des

extensions et des projections (maté-rielles et immatérielles) de tous ordres.

Terre, ses océans et son espace environ-

nant que les Etats-Unis.

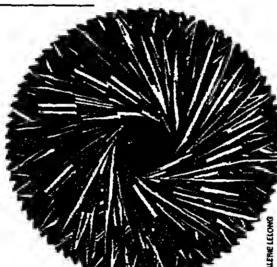
DANS CE NUMERO :

culturellement la Terre.

« guerre froide ».

1'humanité (2) ».

diplomatique



DONALD LIPSKI. - « Qui a peur du rouge, bisuc et bieu ? » (lame de sele et mouspeline, 1990)

imposé, par les accords de Dayton, un règlement au conflit de Bosnie et garanti la paix sur le terrain grâce à la présence de ses troupes; assuré, enfin, cahin-caha, la poursuite des oégociations pour un règlement paci-fique du conflit israélo-

paru menacer Talwan;

L'Empire britannique n'a comm son véritable essor qu'après la déroute napo-léonienne de Waterloo (1815), et sa Ici et là, on réclame désormais la médiation américaine pour sortir d'une situation politique bloquée. Demiers exemples : en Serbie, l'opposidomination ne s'est achevée qu'avec la montée des ambitions allemandes, tion qui proteste contre M. Milosevic en cause de la première puis de la seconde guerre mondiale. Ces deux conflits ont épuisé le Vieux Continent et vu l'entrée. appelle à Washington; et même en Algérie, comme vient de le demander M. Ait Ahnbed, pour «faire cesser la sur la scène des relations internationales, de l'acteur politique qui a dominé spirale de la violence (3) » le XX siècle: les Btats-Unis d'Amé-An point que les Etats-Unis ont de

plus en plus tendance à agir sur rique (1). Après 1945, ceux-ci établirent l'échiquier planétaire (en particulier en Afrique noire) en fonction de leurs puissance du moment - une sorte de condominium mondial caractérisé par propres cructes et pour servir leurs seuls intérêts, seus tron crets, sans trop se soucier de l'avis une furieuse rivalisé qu'on appellera la d'instances internationales comme Cette confrontation, on le sait, s'est achevée par l'implosion de l'Union soviétique en 1991. A l'échelle inter-nationale, les Etats-Unis se retrouvent l'Organisation des Nations onies (ONU). C'est pourquoi, souveraine-ment, ils imposent des sanctions économiques à Cuba, à la Libye ou à l'Iran; ils se sont, arbitrairement, opposés à la reconduction au poste de secrétaire général de l'ONU de M. Boutros-Ghali. général de l'ONU de M. Bontros-Unau. Et ils viennent de rejeter fermement - « C'est clair, c'est catégorique, ce n'est vraiment pas négociable », a répli-qué M. William Cohen, le nouveau ministre de la défense (4) – la légitime demande de la France de voir le commandement Sud de l'OTAN attribué à un officier européen. Dans leur pro-pension à l'hégémonie, les Etats-Unis en arrivent même, dans le cas de la loi Helms-Burton, qui renforce l'embargo contre Cuba, à réclamer que la législation américaine ait une application

EST que la conquête de parts de A cet égard, nul ne domine autant la marché reste au premier rang des priorités nationales de cette superpoissance (traditionnelle-ment déficitaire en matière de commerce Consciente de ses atouts retrouvés, dopée par une économie flamboyante extérieur) dont l'exportation de biens et copee par une economie namboyane (en dépit de ses carences sociales), l'Amérique reprend ses présentions à régenter le monde. Elle a résubil la légi-timité démocratique en Haïti; riposté aux intimidations de la Corée du Nord; de services représente, depuis 1987, un tiers de la croissance économique. Le nouveau secrétaire d'Etat, M. Madeleine Albright, ne vient-il pas d'affir-mer: « L'un des objectifs majeurs de notre gouvernement est de s'assurer que les intérêts économiques des Etats-Unis réaffirmé sa vigueur militaire dans le détroit de Formose quand la Chine a

extraterritoriale...

pourront être étendus à l'échelle plané-

Et les meilleures armes idéologiques dont dispose cette « diplomatie do négoce » pour promouvoir les exportations sont les programmes audiovisuels (cinéma et télévision). Dans l'Europe des Quinze, de 1985 à 1994, la part de marché des films américains est passée de 56 % à 76 %. Et sur les 50 chaînes enronéermes de télévision à diffusion nationale « en clair » - ce qui exchu les réseaux cablés et les chaînes cryptées -. les films américains représentaie 1993, 53 % de la programmation. En dix ans, le bilan commercial de l'andio-visuel européen face aux Etats-Unis s'est terriblement dégradé : les pertes, 0,5 milliard de dollars en 1985, s'élevaient, en 1995, à 4 milliards de dollars, ce qui a catraîné la disparition de quelque 250 000 emplois...

Même suprématie dans les domaines aéronautique, informatique, des réseaux télématiques (Internet), du pétrole, etc. Sans parler du colossal potentiel des fonds de pension américains, qui constituent la principale force de frappe des marchés financiers. Nulle autre puis-sance, à l'heure actuelle, ne peut rivaliser avec l'Amérique ou s'opposer à ses offensives économiques.

Est-ce une raison pour imposer au monde sa loi ? Quand émergent déjà, à l'horizon géopolitique, les mastodontes du futur - Chine, Inde, Union eurocéenne -, les Etats-Unis peuvent-ils poursuivre, sans risque de conflit majeur à moyen terme, leurs arrogantes prétentions impériales ? Ignorent-ils que, tôt on tard, « tout empire périra »?

(1) Lire Claude Julien, L'Empire américain. Grusset Paris 1969 et, Paris, 1968.

(2) Paul-Marie de La Gorce, Le Dernier Empire, Crasset, Paris, 1996, p. 16. (3) Libération. 24 junvier 1997.

(4) Le Monde, 24 janvier 1997. (5) The Wall Street Journal Europe, Bruxelles, 21 janvier 1997.

Craquements pointe de la mondialisation, la société s'est disloquée (pages 15 à

« Nulle autre puissance, à l'heure actuelle, ne peut riveliser avec l'Amérique ou s'opposer à ses offensives économiques, constate Ignacio Ramonat. Est-ce une raison pour imposer au monde sa loi ? »

Grisés par cette suprématie que leur offre un ordre planétaire désormais sans contrepoids, les Etats-Unis méprisent le droit international. En braquent l'arma économique contre Cuba, la loi Helms-Burton a capendant provoqué de très vives réactions (pages 22 et 23). Plus généralement, des résistances se font jour à la mon-



petant. Au Royaume-Uni, à la

17). Dans l'ex-Allamagne da l'Est, les Ossis, qui ont connu le a socialisma réal », commencent à regretter certains aspects de l'expérience passée (page 12). Et, malgré la conspiration du silence, des économistes « dissidants » proposent des solutions constructives, comme la taxation des capitaux financiers (pages 24 et 25).

COMPLICITÉS

13

Si les lois du marché tentent de soumettre le réseau Internet (pages 26 et 27), alles sont impuissantes à apaiser les turbulences régionales. Au Proche-Orient, l'accord d'Habron maintient les injustices, et l'instabilité menace de s'étendre au Liban (page 7). Au Maghreb, la pouvoir algérien et les islamistes poursuivent une sanglante escalade. Sana an tirer les lecons, et sous prétente da combattre le péril Islamiste, le gouvernement tunisien ne tolère aucune forme d'opposition (pages 3 à 5). La guerre qui s'étend au Zeire et eu Soudan marque le pourrissement de régimes qui ont trop longtemps bénéficié de toutes les compleisances (pages 8 et 9). Inégal et injuste, le nouvai ordre mondial ressemble tragique-

Lire le sommaire détaillé page 32.

## RÉSISTANCE A LA MONDIALISATION

BERLA

PERION

MAGHREB

Face

(Pages 3 à 6,

# Les travailleurs coréens à l'assaut du dragon

En décembre 1994, une grave crise ébranlait le système monétaire au Mexique et jetait dans la misère des millions de citoyens d'un pays dont on avait célébré l'ouverture au marché mondial. Depuis plusieurs mois, l'extension du chômage a sérieusement écorné le modèle allemand, qui alliait croissance et garanties sociales. Désormais, ce sont les succès du Royaume-Uni qui sont vantés par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), et qui conjuguent les deux caractéristiques du modèle libéral : d'excellents indices macro-économiques et une société disloquée (lite pages 15 à 17). C'est justement ce modèle de développement, fondé sur la mondialisation, qui suscite de plus en plus de révoltes. En décembre 1995, les grèves massives en France exprimaient déjà le refus de l'Europe néolibérale. Depuis janvier dernier, c'est au tour des travailleurs de Corée du Sud, longtemps donnés en exemple aux salariés du Vieux Continent, de partir à l'assaut de la mondialisation. Ils refusent la « flexibilité » imposée par le pouvoir et revendiquent l'extension de la démocratie.

#### Par LAURENT CARROUÉ \*

A Corée du Sud est devenne, en trois décennies, une puissance écocomique : deuxième rang mondial pour la construction navale, troisième pour l'électronique grand public, cinquième pour l'automobile, sixième pour la sidérurgie, douzième importateur et exportateur de la planète. Entre 1963 et 1995, son produit intérieur brut (PIB) réel a été multiplié par 12, le revenu par habitant par 7 et, dans les quinze dernières années, la production industrielle a augmenté de 450 %.

Cette extraordinaire progression doit tout aux chaebols (grands conglomérats multinationaux). Samsung, Hyundai, LG Group, Dacwoo, Sangyong..., ces groupes, contrôlés aux deux tiers par leurs familles fondatrices, ont été les artisans du projet de développement lancé par un régime militaire, nationa-

\* Géographe, aniversité Paris-VIII.

liste et dirigiste (1). En trois grandes phases (1953-1961: substitution aux importations; 1961-1973: promotion des exportations; 1973-1980 : dévelop-pemeot des industries lourdes), la Corée du Sud est passée du statut de pays en voie de développement à celui de nouveau pays industrialisé, devenant un des principaux « dragons » asia-

Séoul, la capitale, est l'une des métropoles les plus chères et les plus polluées du monde (2), l'eau du robinet y est rarement potable car cootaminée par les métaux lourds.

(Lire la suite page 18.)

(1) Jacques Decornoy, • Délicate fin de guerre dans la péninsule de Corée •, Le Monde diploma-

(2) Rapport mondial sur le développement humain, 1996, ONU-PNUD, New York, 1996.

En vente dens les kiosques le 15 février :

#### GÉOPOLITIQUE DU CHACS

Manière de voir, nº 33

100 pages, 45 F



### **CENTRE D'ETUDES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES**

Formation spécialisée pour dirigeants

MARS - JUILLET 1997

Cycle de relations internationales approfondies

2 soirs par semaine, 1 samedi matin par mois + dîners-débats

> Formation sanctionnée par un diplôme de 3° cycle

> > Renseignements:

à l'ECOLE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES Établissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899

> 54, avenue Marceau, 75008 PARIS Tél.: 01-47-20-57-47

#### UN LIVRE DE JEAN CHESNEAUX

# A la reconquête du temps

cnmme on habite celle de l'espace... Cela suppose, nous dit Jean Chesueaux dans snn nnuveau livre (1), « une capacité certaine à articuler le temps du devenir, les rythmes de la nature, le temps du vécu social, le temps du symbole sinon du rêve ». Le divorce qui s'établit entre cette aspiration et la réalité de nos sociétés, dans lesquelles le « temps-compagnon » dégénère en « temps-paromètre », fait bien du temps, comme l'écrit Jean Chesneaux, un problème de notre temps.

Si le temps de la technique se déplnie instantanément à l'échelle de la planète, il n'est pas à l'aise dans la durée : la « mémoire » de l'ordinateur, très élnignée de la mémoire humaine en dépit de la similitude des termes, ne représente qu'un stock de données mortes. Le temps de l'économie, de son côté, dominé par les exigences du court terme, comprime à l'extrême les rythmes et les délais. L'un et l'autre s'affrontent aux temps naturels et sociaux : le présent devient non-durée comme le chiffre instantané qui, sur la montre digitale, a remplacé le mouvement de l'aiguille dans l'espace du cadran. Mais l'effacement de la durée implique celui du sens car une successinn de « coups » ponctuels ne saurait avoir de signification. Pourtant une certaine postmodernité nous présente la fin des grands récits - christianisme, marxisme, foi en le progrès... - comme une évalution posi-

Que devient alors et que devrait être le regard de l'historien ? À l'histoire historienne traditionnelle qui avait fait du passé son territnire exclusif, indépendant du présent et de l'avenir, aux historiens postmodernes nous invitant à démantibuler l'axe du temps, s'oppose la belle figure de l'historien juif allemand Walter Benjamin (1892-1940). Celui-ci nnus invite à nne révolution copernicienne dans laquelle l'histoire, s'efforçant de « penser le temps dans l'unité de l'amont et de l'aval », prend le présent et nnn plus le passé comme point fixe. Les crises du présent, en nous révélant leurs racines, le plus souvent dans le passé, font apparaître des évolutions permettant de porter un autre regard sur l'avenir.

Dans un même mouvement, le temps uniformisateur des technologies contempnraines, qui nous nuvre le monde (temps-monde), se referme sur nous. « Tel est le paradoxe spatio-temporel des sociétés modernes : leur temps se contracte, se dégrade à mesure que s'nuvre et s'élargit leur accès à l'espace grâce aux exploits des nouvelles technologies ». La maîtrise du temps-monde passe par la reconquête

A la linéarité du temps, porteuse d'un avenir prédéterminé, doit se substituer la prise en compte de la rupture, c'est-à-dire du point critique: « C'est dans le jail-lissement du moment que la durée se noue autour du présent, à la fois dans l'élan du passé et dans l'attente du futur ». Alors le temps devient irréversible, car le caractère aléatnire du point critique a pour conséquence, comme le disait Marx, que « l'histoire ne repasse jamais les plats»; et le présent - ouvert sur la bifurcation est porteur de plusieurs avenirs possibles dont un seul émergera.

R ETROUVER également le temps dans la singularité de notre époque où des sociétés dépossédées de leur avenir voient, de plus en plus, celui-ci déterminé par des forces d'intégration qui - para-doxe apparent - unifient les économies, mais fracturent les sociétés. Retrouver le temps, enfin, à travers les rythmes indispensables à la démocratie. Car cette dernière, fruit d'un long processus historique, est née et se pense dans la durée. Parce qu'elle doit respecter la pluralité des choix et des avenirs possibles, elle suppose un temps de réflexion que menace la « démocratie électronique ».

Voici les grandes lignes d'un livre riche et porteur de réflexions. Enraciné dans le réel tout en le dominant, il fourmille d'expressions heureuses dont les citations faites ici ne donnent qu'un faible aperçu. forts » tels que la relation passé-présentavenir, l'histoire, la démocratie...

RENÉ PASSET.

(1) Jean Chesneaux, Habiter le temps, Bayard Editions, Parls, 1996, 344 pages, 150 F.

# « L'enfance, une espèce en danger? »

A la suite de l'article de Denis Duclos, «L'enfance, une espèce en danger?» (Le Monde diplomatique, janvier 1997). M. Henri Brenu, « citoyen belge séjournant très souvent en France », fait part de ses profonds désaccords avec l'auteur :

(...) L'auteur de l'article s'en prend à la constitution de comités comprenent des juges, des éducateurs, assistantes sociales, etc., « pour décider de la liberté de ces criminels fous », et pense qu'il faut « reconnaître la différence radicale entre le juge, comme personnage paternel, arbitre suuverain choisi par le peuple, et différents types d'expertises. »

Bien des affaires jugées démontrent cependant que le monde de la justice a fait preuve de beaucoup de elémence, de « paternité » pour les abuseurs, qu'ils soient incestueux nn pédophiles. Ainsi, en Belgique, au moins jusqu'en 1994, sur 100 vinls, 5 seulement étaient punis de plus de deux années d'emprisonnement.

Le juge « arbitre souverain » : trop souverain, plutôt, n'ayant de compte à rendre à personne, membre d'une caste. Une caste formaliste, ayant son décorum artificiel et vaniteux, son jargon juridique incompréhensible pour le citoyen moyen, ses procédures pointilleuses, son esprit de corps le séparant du peuple.

Le jnge « choisi par le peuple »! La « marche blanche » de 325 000 per-sonnes, le 20 octobre 1996 à Bruxelles, a démontré tont au contraire l'ineptie de cette prétention, en dénouçant les lenteurs des procédures, le mépris des victimes et des parents, les pertes ou misés à la pou-belle de rapports et de dossiers, les passivités, les complicités d'une partie de ce monde inaccessible, orgueilleux et intouchable de la justice (...).

Il est encore faux de dire que les corres-

pondants des jnurnaux provinciaux sont

que les journaux attendent des collectivi-

tés locales une manne publicitaire bienfai-

sante. S'il est vrai que les municipalités,

les conseils généraux, disposent souvent

de budgets de communication, ils n'en font en général bénéficier la presse que

Jamais personne ne croira que les journalistes de la presse de province sont prêts

à se faire acheter par les notables an prix

de quelques diners ou d'agréables

voyages sous les cocotiers. Ils sont trop

attachés à leur indépendance et, de plus,

ils savent que, si les hommes politiques passent, les journaux restent (...).

bien parcimonieusement (...).

L'auteur fait preuve de sensiblene au sujet des coupables, et manifeste bien peu d'intérêt pour les victimes atteintes dans leur corps, leur cœur, et parfois leur vie.

Il est contre la contrainte des soins, contre la castration chimique qui asexue le condamné, contre la rééducation seulement psychologique qui infantilise, contre l'intervention de ners dans les décisions de relaxation, contre les peines incompres-

Que propose-t-il comme solutions ? Le statu quo ? Le laisser-aller ? Les solutions doivent encore se chercher et rien n'est simple. Les criminels sexuels ne sont pas seuls responsables. Ils sont en partie les fruits d'une société qui secrète la violence. la pornographie, la recherche du profit à tous prix, l'abêtissement. Un long travail d'éducation et de culture à entreprendre !

Dans l'immédiat, il y a des initiatives et des mesures à prendre. En face de faits aussi abjects que ceux de l'affaire Dutroux, ce ne sont pas des mesures de vengeance qu'il faut appliquer, mais des mesures de protection pour mettre les coupables hors d'état de nuire à nouveau.

La protection des enfants, victimes en puissance de telles horreurs, doit primer toute autre considération. (...) Alors, pour mettre nos enfants à l'abri de pédophiles récidivistes, si l'on ne veut pas revoir la peine de mort, il ne reste plus que la perpémité incompressible. A moins de se résigner à d'antres viols, tortures et assassinats d'enfants qui seraient commis par ces monstres ayant purgé leur peine.

Quant à moi, je préfère de loin les voir mis définitivement hors d'état de muire. Ce qui doit évidemment s'accompagner de l'humanisation la plus poussée possible des conditions de détention à vie.

Monsieur Pierre Chatorier, de Beez (Belgique), adhère pour sa part à l'esprit de l'article, et exprime une inquiétude -

(...) Parmi la dangerosité des dérives des consciences belges, s'installe insidiensement la condamnation d'une catégorie de citoyen(ne)s âgé(e)s, probes, qui du fait des circonstances de la vie, n'out pas pu ou voulu réaliser leurs rôles de « papies » ou « mamies », Ces gens vont-ils être mis en état moral et permanent de suspicion d'autrui parce que solitaires ? Va-t-on les confiner dans un rôle social marqué du sceau de la défiance permanente de mères responsables, de la maturation de leurs

#### nommés et payés par les communes, ils sont en fait scrupuleusement choisis par les rédactions et rémunérés par les jour-Il se noue autour de quelques « temps nanx (...). Il est tonjours faux d'assurer

Après lecture de l'article de Philippe Descamps « Misère du journalisme de province » (novembre 1996), M. Jacques Saint-Cricq, président du Syndicat de la presse quotidienne régionale et président de La Nouvelle République du Centre-Ouest nous fait part de sa réaction :

« Misère du journalisme de province »

**COURRIER** 

DES

**LECTEURS** 

(...) Il est fanx de prétendre que les jnurnalistes s'aggintinent en Île-de-France. Si 10 000 journalistes travaillent en province, ils sont presque tous dans la presse quotidienne. Les 20 000 antres, réfugiés à Paris, œuvrent essentiellement dans la presse magazine ou [la presse] spécialisée, et sculement 1 000 exercent leur métier dans la presse quotidienne

Il est également faux d'affirmer que la presse de province fait « plus de communication que de journalisme ». Les journaux regionaux ont pour vocation principale de traiter l'information locale et, dans ce domaine, ils jouent un rôle démocratique incontestable. Ils s'acquittent de cette mission avec une rigueur et une pugnacité telles que certains personnages en viennent à déplorer ces gêneurs, redoutant des enquêtes qui attirent trop l'atten-tion de leurs électeurs (...). Les rédactions de province sont en effet peuplées d'enquêteurs chevronnés, soucieux de leur indépendance, attentifs à ne pas céder aux pressions des élus de tous bords et instinctivement méfiants à l'égard de la communication sous toutes ses formes.

Edité par la SA Le Monde diplomatique Société anonyme avec directoire et couseil de surveillance Actionnaires: SA Le Monde,

La légion du Christ

Suite à l'article de Michel Arseneault sur « les nauvelles légions de Jean Paul II », publié dans notre numéro de décembre, M. Norbert Herkenroth, directeur de Misereor, nous précise que son œuvre n'a jamais financé la Légion du Christ:

Les tâches mêmes de Misereor, telles qu'elles sont définies par ses statuts, interdisent un éventuel financement. Miscreor est l'œuvre des catholiques allemands contre la faim et la maladie dans le monde. A sa fondation, il y a trente-huit ans, Misereor a reçu pour mission de contribuer à soulager la misère et la détresse dans le monde. L'aide de Misereor doit être une aide à l'effort des intéressés eux-mêmes et bénéficier à tous les hommes qui souffrent de la misère, indépendamment de leur race, de leur sexe, de leur religion et de leur appartenance

## Témoignage

Coprésident de l'association La Ligne d'horizon (les amis de François Partant), notre collaborateur François de Ravignan nous écrit :

Jacques Decoruny suivait régulièrement les activités de notre association. Il ouvrage (posthume) de François Partant, Cette crise qui n'en est pas une, sous le titre « Pour en finir avec l'obscénité ». Pour Jacques, en effet, « nous vivons une époque obscène », en ce qu'elle détourne de leur sens non seulement les plaisirs. mais aussi les affections, les activités et même les nouritures de l'homme.

A Jacques Decornoy, comme à François Partant qu'il qualifiait de prophète, il a certes manqué des lecteurs et des auditeurs. Mais il n'a manqué sans doute ni persifieurs ni détracteurs, tant sont légion les faux prophètes d'une civilisation mourante. Nos amis, à l'inverse, ne doutaient pas qu'une autre est à inventer, même si nnus ne pouvons encore qu'à peine en esquisser les contours. Jacques Decornoy aimait à l'imaginer parée de frugalité, une vertu qui rime, disait-il, non sculement avec responsabilité, mais aussi avec humilité et fraternité.

#### Colloques et rencontres

• AMÉRIQUE LATINE, TOURNANT DE SIÈCLE. Des pays revenus à la démocratie, en quête de développement économique et confrontés à la modernité. Débat animé par Fernando Carvallo et Jean-Jacques Kourliansky. A Paris, le 3 février, 18 h 30 (Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris-7. Contact: Pascale Iltis-Tyel: 01-44-88-84-21).

● LES ÉCONOMISTES CONTRE LA PENSÉE UNIQUE. Débat public organisé par le Mouvement des citoyens pour mieux faire connaître l'appel lancé par les économistes contre la mondialisation, l'été dernier. A Paris, le 6 février, 19 heures (Assemblée nationale salle Victor-Hugo, 126, rue de l'Université, Paris-7. Contact : 01-41-83-83-00).

• MICHEL RAPTIS-PABLO, SA VIE. SON ŒUVRE. La revue Utopie critique et le cercle Mericau-Ponty honorent la mémoire

Précision. - C'est par erreur que, dans l'encadré « La langue française au cœur de l'identité » de la double page sur le Québec publiée dans notre numéro de décembre, nous avons annoncé que la loi 40 avait été votée par l'Assemblée nationale en décembre 1996. En fait, son adoption est reportée à la session de printemps. Par ailleurs, The Gazette n'est pas · l'un des quotidiens de langue anglaise », mais le seul quotidien de langue anglaise de

minitel 3615 code LQP (1,01F lo minute).

d'une figure marquante de la mouvance trot-skiste et retraceront son action, de la résistance à la guerre d'Algérie, en passant par le soutien aux peuples cubain, chilien, palestinien et le combat contre les colonels grees... A Paris, le 28 février, de 18 heures à 20 h 30 et le 1º mars, de 9 heures à 19 heures (La Sorbonne, amphithéâtre Turgot, place de la Sorbonne, Paris-5. Contact : 01-43-73-36-57).

Avec « Le Monde diplomatique »

**Y A-T-IL UNE ALTERNATIVE POLI-**TIQUE À L'EST? Une conférence-déhat animée par Jean-Yves Potel. Au Havre, le 4 février, 20 h 30 (Le Volcan, espace Niemeyer, place Gambetta, 76600 Le Havre. Contact; 02-35-19-10-10).

PRESSE ET POUVOIR. Débat avec Ignacio Ramonet, organisé par le Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective, le samedi 8 février, à 18 h 30, à l'Ecole supérier de commerce de Toulouse (ESC, 20. bd Las-crosses, Contact : 05-61-13-60-61).

■ MARSEILLE, PORTE DU SUD, Débar organisé par l'Association Santé Sud, à l'occaon de son dixième anniversaire, le 8 février à 19 heures. Qu'est-ce que le développement ? La démocratie : une réponse au mal-dévelop-pement ? Avec notre collaborateur Maurice noine (Centre des congrès, parc Chanos, 13000 Marseille. Contact: Claude Canu-Gomez, 16L: 04-91-95-63-45).

Le spécialiste VPC du Livre Cassette vous offre

gratuitement son nouveau cotalogue.

.Plus de 800 Titres, entretiens et documents sonores

J. Giono, S. Guitry, F. Mauriac, P. Léautaud, J.P. Sartre, J. Cocteau, A. Makraux, J. Prévert, P. Dac & F. Blanche, etc...

ENRICHISSEZ VOTRE BIBLIOTHÈQUE DE LIVRES CASSETTES

ET DE DOCUMENTS SONORES EXCEPTIONNELS...!

Je désire recevoir gratuitement et sans obligation de ma part votre dernier catalogue.



Le Monde diplomatique

est imprimé sur papier recyclé.

#### INFORMATION ET SOLIDARITÉ

Grace à vous, nous avons pu abonner, depuis janvier 1995, 351 contres de lecture collective, dont 184 en Afrique et su Proche-Orient, 68 en Amérique latine, 87 en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique et 12 en Asis

The said the said and the said the said

Dans les pays du tiers-monde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, les difficultés économiques et, souvent, la non-convertibilité des monnaies interdisent l'occès à l'information et aux journaux étrangers. La elroulation des idées, la réflexion sur la démocratie et la justice sociale sont alns freinés. L'absence de moyens est porticulièrement criante dans les centres de lecture collective: bibliothèques, universités, instituts de recherche, groupements associatifs et organisations humanitaires.

Pour aider ces organismes à recevoir Le Monde diplomatique, participez au fonds « Lecteurs solidaires »

A retoumer à : Le Monde diplomatique, « Lecteurs solidaires », 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Codex 05

Nom: Prénom :

Code postal: Ville:

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

□ chèque postal Je verse par : 

chèque bancaire la somme de :

☐ 350 F pour un obonnement en Afrique ou ou Proche-Orient.

☐ 395 F pour un obonnement en Amérique latine ou en Asie.

ou de □50 F destinés ou fonds commun « Lecteurs solidoires » □200 F

5

صكدا ساالاصل

position et

Le destin du Maghreb reste suspendu au résultat de l'impitoyable confrontation qui oppose, en Algérie, la junte militaire et les groupes isla-

mistes armés. D'autant que, ces dernières semaines, et alors que les auto-

rités d'Alger parlaient de « terrorisme résiduel », cet affrontement a connu

un spectaculaire rebondissement. Aux tragédies ordinaires est venue

s'ajouter, en ce mois de ramadan, une délirante aggravation de la guerre

Le refus, confirmé par le président Zeroual le 24 janvier dernier, d'une

solution politique sur la base du document (dit « plateforme de

Sant'Egidio ») élaboré à Rome par l'ensemble de l'opposition en janvier

1995, et le choix du « tout répressif » fait par le pouvoir expliquent, pour partie, la recrudescence de la violence. Une fois encore, un temps précieux

a été perdu après l'élection présidentielle de novembre 1995 qui avait

donné au général Zeroual une certaine légitimité et montré que les

citoyens étaient attachés à un programme de paix. Au lieu de le mettre en œuvre, la junte militaire a intensifié le recrutement de « mílices d'auto-

défense ». Cette « privatisation de la guerre » a déstructuré la société,

relançant d'innombrables « vendettas », multipliant les règlements de

comptes et les représailles des groupes armés. De part et d'autre, on ne fait pas de prisonniers. La confusion atteint un tel degré que les récents

attentats à la voiture piégée dans des quartiers populaires d'Alger favo-

Bien que, à Washington, on n'écarte pas l'éventualité d'une victoire des

islamistes, la junte d'Alger continue de bénéficier du soutien des puis-

sances occidentales. Les crédits et les investissements permettent la pour-

suite de cette « sale guerre » et de préparer les élections législatives du

printemps prochain. Lesquelles, on peut le redouter, donneront lieu à un

rables aux islamistes ont pu être attribués à la sécurité militaire...

GILBERT

**GRANDGUILLAUME\*** 

B 17 décembre 1996, le Conseil

national de transition (CNT), l'assem-

blée législative algérienne désignée, votait à l'unanimité une loi sur la

« généralisation de l'utilisation de la

langue arabe ». Elle stipule notamment

qu'à la date du 5 juillet 1998 (et en l'an

2000 pour l'enseignement supérieur) e les administrations publiques, les ins-

titutions, les entreprises et les associo-

tions, quelle que soit leur nature, sont

tenues d'utiliser la seule langue arabe

dans l'ensemble de leurs activités telles

que la communication, la gestion admi-

nistrative, financière, technique et artis-tique ». Et de préciser: « L'utilisation

de toute langue étrangère dans les déli-bérations et débais des réunions offi-

L'Algérie de 1962 était totalement francisée. Celle de 1996 est largement

arabisée. La loi récente la veut « totale-

ment » arabisée. Par cette mesure déma-

gogique, le pouvoir tente de rallier à la fois les anciens du Front de libération nationale (FLN) et les islamistes. En

pure perte : il se trompe en croyant obte-nir la reconnaissance des islamistes, et la

« cause sacrée » de la langue est usée

tant elle a justifié d'abus. La scule manière de faire reconnaître sa légiti-

mité, ce serait, pour les dirigeants algé-

riens, de développer la démocratie, à

commencer par la libre expression de la population. Or la loi sur l'arabisation

constitue au contraire un obstacle à cette

Dans l'opinion occidentale, déjà si

mal informée au sujet de l'Algérie, cette mesure va accroître l'incompréhension

et la confusion. Pour bien des Français,

par exemple, arabisation est désormais

synonyme d'islamisme. Anssi faut-il

clarifier trois points : la nature de l'ara-

bisation et ses enjeux ; ce qui a'est déjà fait dans ce domaine en Algérie ; le lien

qu'entretient l'arabisation avec la ques-

tion fondamentale de la légitimité poli-

évolution.

cielles est interdite (1). »

nouveau bain de sang...

civile, marquée par les égorgements et les attentats à la voiture piégée.

# une espèce en danger?,

L'auteur fait prenve de sensi sujet des coupables, et manifest la d'intérêt pour les victimes ment teur corps, leur cœur, et parfois les Il est contre la contraine de le contre la castration chimique qui se condamné, contre la réédicain p nient psychologique qui infantile a l'intervention de tiers dans les des qu l'intervention de tiers dans les dens relaxation, contre les peines inco

Que propose-t-il comme somme siani quo ? Le laisser-aller ? Le me doivent encore se chercher et des simple. Les criminels sexuels ne an seruls responsables. Ils som en pasi frunts d'une société qui secrète la vite ta pornographie, la recherche di pi tous prix, l'abetissement. Un long le

stace a fast

mence. de

R 1994, MT

. BOD TOU

que à remire

carte. Une

CONTRACT MILES

a periodique

THE RESPOND

son expert de

center - La

15 000 per-

Brazelics, a

i mercie de

Carpange est 2

s existency et

A la pari-

FF. 100 (2001)

partie de ce

THE ST UNLINE-

ME MEN CONTES

PAN. RUNSTON

manager Ha

E AMENDA DUC

DOME HIS HOME

RES & MARKET

ET CANDOLTSTE

outsides.

METER WALLEST

A 100 - 1 0 000

A PRITTIES WHE

The rate and

A F WAR STATE

MAKEL ME CETS

A 427620,2%

he wast tree

r 12 de phis.

The transferred

Christ

N. A Sec. 25 54.

A ......

history or Hare.

CONTRACT THIS

The particular

·被精发 光 / 1

-

No MACCINE

ex absences.

mind from it

A NUMBER OF STREET

A STATE OF THE ACT

qui saver ge la

mein de Madr

THE SE THE

WALL THE WA

BURET TAKE

ALCOHOLD THE

APPRIL LAND

d'éducation et de culture à entejué Dans l'immediat, il y a des minue des mesures à prendre. En fact de aussi abjects que ceux de l'ac Dutroux, ce ne sont pas des messes vengeance qu'il faut applique, mi mesures de protection pour mette ha

pables hors d'état de nuire à noma La protection des enfants, viction puissance de telles horreus, du pa toute autre considération. (...) Along mettre nos enfants à l'abri de pens récidivistes, si l'on ne veut pas mis peme de mon, il ne reste plus que ba tuité incompressible. A moins de Re gner à d'autres viols, tortures et some d'enfants qui seraient commis pri monstres ayant purgé leur peine,

Quant à moi, je préfere de lon les mus définitivement hors d'état de mie que doit évidemment s'accompage. l'immunisation la plus pousse pe des conditions de détention à vic

Monsieur Pierre Chatories de (Belgique), adhere pour sa me l'esprit de l'article, et espiret

1... 1 Parmi la dangerosité des déins consciences belges, s'installe insile ment la condamnation d'une caign citayenfacts light(e)s, probes qu'il: des circunstances de la vie, n'onpar vendu réaliser leurs rôles de - papis - mamies -. Ces gens von-ils and d'autrus parce que solitaires? Visut continer dans un role social mayer secan de la défiance permanent de responsables de la maturaion de la

#### Témoignage

Coprésident de l'asseciation Ligne d'horizon tles amis de hart. Partent), notre collaborates frat de Ravienan nous ceri::

Jacques Decornoy suivant representation ment les activités de nour assential me se lit pas prier pour préface kins ouvrage (posthume) de Français hac Certe crise qui n'en est pas une. titre - Pour en finir avec l'observe Perus Jacques, en effet , nous rimes. épaque abscene », en ce qu'elle des de feur sens non seulement les pir mars aussi les affections, les acriei meure les nourritures de l'homme.

A lacques Decornov, comme in cons Partant qu'il quaimait de propie 4 certes manque des lecteurs et des feur. Mats il n'a manque sans don per-atteur ni detracteurs, tan son le ier lauv prophetes d'une evilisant rante Nos arus, à l'inverse, ne deste bre de nine antre est à incenter me nous ne pour mis encore qu'à par esquisser les contents Jacques Deor vertu qui tine, disultil, non sente avec /c-ponsabilité, mais aux p humilité et traternité.

ATION ET SOLIDARITÉ

title per obsessor, depois janvier 1995, 351 centres in 1 195 an Adrigue et su Proche-Orient, 68 en America Filial et dans l'ancienne Union soviétique et 12 es les 

names a recessoir Le Monde diplomatique, ten des ferres « Lecteurs solidaires »

Minada delementeur, « Lecteurs solidaires», paris Cedex 05

Sometic and other house, the same processed Contacts

Appendig to Symptotic entires

The Assemble of the Section 1889 in

to sometime to the source of the second

\* Anthropologue, ament d'Arabisation et politique linguistique au Maghreb, Maison-neuve et Larose, Paris, 1983.

les régions. Non écrites, ces langues comportent chacune plusieurs variantes, qu'on appelle parfois dialectes. Avant la ion, la seule langue écrite était l'arabe, dit classique on littéral, introduit avec l'islam à partir du VII siècle. Puis le français - écrit et parlé - fut imposé et acquit le statut de langue officielle. at de l'acc pendance, les pays du Maghreb déci-dèrent de rendre à la langue arabe la place que la colonisation lui avait fait perdre. Aussi passionné qu'on soit de

Dans le sens qu'a pris ce terme au

Maghreb, l'arabisation consiste à restau-

rer la langue arabe. Pourquoi ? En Algé-

rie, les populations parlent leur langue

matemelle : l'arabe ou le berbère, selon

francophonie, comment contester la légitimité de cette démarche? Une société dont l'identité avait été déniée durant cent trente ans oe pouvait se reconstruire sans en restaurer le socie : la langue arabe, étroitement associée à la culture islamique. Politiquement, face à une population pour qui l'indépendance devait mettre fin à la domination des roumis (2), aucus pouvoir n'aurait pu se dispenser de s'engager à rendre à la langue arabe sa place éminente. Et des pays arabes du Proche-Orient, qui avaient sourenn la lutte des Algériens pour l'indépendance, exerçaient une pression « amicale » dans ce sens.

Deux conceptions étaient alors envisageables. Dans l'une, l'« arabisationtraduction », il s'agissait de dire et faire en arabe ce qu'on faisait précédemment en français. Avec l'antre, l'« arabisa-tion-conversion », l'arabe étair avant tout l'expression d'une autre culture, non pour renoncer aux avancées techmiques modernes, mais pour renouer avec la culture que, faute d'autre terme, on peut qualifier d'« arabo-islamique ». L'alternative était entre deux options idéologiques : l'une d'ouverture sur l'acquis transmis par la colonisation, l'autre de rejet; l'une de bilinguisme, l'autre de monolinguisme. On voit l'unilisation politique qui pouvait être faite de ces idéologies entre lesquelles aucun choix radical o'était possible, la seule solution étant le compromis.

#### Luttes de factions

D ES 1962, le groupe porteur de l'ara-D bisation regroupe les Algériens de culture arabe dominante, voire exclusive, qui veulent trouver leur place dans un encadrement massivement francophone. Cadres issus des écoles coraniques on de médersas, intellectuels provenant des universités arabes, de formation souvent religiouse ou littéraire, ils définissent leur champ : n'est « arabisant », décrètent-ils, qu'un Algérien formé dans les pays arabes, et qui n'est pas bilingue. Durant la présidence de M. Ahmed Ben Bella (1962-1965), leur influence est fortement contrebalancée par l'aile progressiste, et le président n'hésite pas à dire en public que « l'arabisation n'est pas l'islamisation ».

Le second président, Houari Boumedienne (1965-1979), s'engage dans nne action plus radicale. Par un décret de 1968, il impose l'arabisation de la fonction publique : dans un délai de trois ans, les fonctionnaires devront apprendre suffisamment d'arabe pour travailler dans cette langue, La majorité

d'entre eux n'y parviendront pas, mais les arabisants verront s'ouvrir à eux. dans le même temps, les portes de la fonction publique. Il en ira de même dans l'enseignement, dont l'arabisation est intensifiée, à partir de 1970, sous l'impulsion de M. Abdelhamid Mehri, qui contrôle l'enseignement primaire et secondaire. Le supérieur résiste plus longtemps, avant d'être à son tour concerné par la réforme.

Sous la présidence de M. Chadli

Bendjedid, l'antorité de l'Etat se dissont dans les luttes de factions. Les armées 80 voient la poursuite de l'arabisation dans l'enseignement supérieur, mais aussi la naissance des mouvements berbères qui s'y opposent et, pen après, celle du mouvement islamiste. L'échec du développement et l'institutionnalisation de la corruption suscitent une opposition qui s'incarne progressivement dans le diacours des islamistes. Confronté à cette vague qui conteste sa légitimité, le régime tente de se revaloriser en favorisant l'islam (3). La confusion culmine avec les campagnes électorales, durant lesquelles les partis islamistes se présentent tout simplement comme « les partis de Dien ».

La langue arabe est liée aux deux sources de légitimité auxquelles puise le ponvoir : la lutte de libération nationale et la défense de l'islam. C'est leur combat contre la colonisation française et pour l'indépendance - à partir du déclenchement de l'insurrection armée, le 1º novembre 1954 - que les dingeants algériens invoquent pour affirmer leur légitimité. Ils gouvernent au com d'a un million et demi de martyrs » - même si l'histoire (4) montre que la lune o'opposait pas seulement les révolutionnaires algériens à la France. mais également les mondjahidins entre eux. Dans cene perspective. l'arabe était la langue nationale, le français celle du colonisateur. L'utilisation massive de cet argument a suffi à culpabiliser la couche francophone, qui détenuit la presque totalité du pouvoir : elle s'est donc associée à cette opération.

LE MAGHREB CONFRONTÉ À L'ISLAMISME

Par ailleurs, la langue arabe est étroitement liée à la naissance et au déve-loppement de l'islam. C'est dire que les inspirateurs de la stratégie d'arabisation entendaient transférer vers le pouvoir politique la légitimité ultime que seul l'islam incarne. Mais les excès de ces dernières années ont provoqué une dissociation du couple islamisme-islam, La majorité de la population n'approuve pas la forme extrémiste prise par les mouvements islamistes, ni leur comportement. L'islam auquel elle adhère comme fondement de son identité se réfère à une morale dont - à part quelques pratiques spécifiques toujours soulignées (5) - les lignes générales s'apparentent à la morale universelle, croyante on laique.

Le discours politique fait de l'arabisation un combat de la langue arabe contre la langue française - ce qui est vrai, dans la mesure où la première est vouée comme langue nationale et officielle, à prendre la place do français. Mais elle est aussi présentée comme un conflit avec la France, voire avec ceux qui, en Algérie, unlisent le français dans leur Fransa, teoants do « parti de la

L'opinion a cependant mès vite compris que ce clivage en dissimulair un autre : celui qui sépare l'arabe des langues maternelles, et particulièrement des langues berbères (dont le kabyle est l'expression la plus comue)... Comme leurs anciens « maîtres » jacobins de l'Hexagone, les idéologues de l'arabisation recherchent l'unification linguistique totale du pays. D'où leurs tirades contre les dialectes arabes, considérés comme des formes dégradées du pur arabe classique. D'où également leur tentative d'entretenir la confusion, par exemple en déclarant l'arabe écrit langue maternelle, puisque « langue des ancètres ». D'où aussi des directives pédagogiques prescrivant d'enseigner cette langue écrite comme une langue orale. Comme jadis les patois en France, les parlers arabes passent en Algérie pour des formes incorrectes, des fautes que la pédagogie se devrait de corriger - au besoin en culpabilisant l'élève, voire le citoven, convaincu d'indignité.



KHADDA - « Le Campement » (1989)

Hier qualifié de « bougnoule » par les colons, le loculeur algérien est désormais traité par ses dirigeants de... « sauvage » ! Ce que les Algériens ont appelé c'est aussi cela. Et pourtant l'arabisanoo était censée leur rendre leur dignité culturelle... (6).

La politique linguistique des autorités algériennes aurait pu aboutir, pour les pariers arabes, à une solution « à l'égyptienne »: un mélange subtil d'arabe elassique et de langues locales. Mais les parlers berbères? Leur vice premier, c'est qu'ils rémoignent d'une Algérie antérieure à la conquête arabe. De surcroît, il o'y a pas d'intercompréhension avec les parlers arabes. Leur disparition était donc programmée par la logique même de l'arabisation, mais aussi du fait des pratiques du pouvoir. Avec un résultat redoutable : des fractions importantes de la population, pour lesquelles les langues locales représentent on support identitaire, se senteot exclues de la oouvelle construction

nationale. Or la société algérienne est pluraliste : dans ses régions, dans ses langues, dans ses conceptions du rapport au passé, à l'avenir, dans ses repré-sentations de l'Occident ou du monde

arabe. Jusqu'à présent, cette diversité n'a pu être reconnue comme telle, c'està-dire dans le cadre d'une volonté de vivre ensemble : l'unité du pays n'était pas suffisamment affichée au sommet. Faute d'un « lien symbolique du pouvoir » qui, comme une clé de voûte, assure l'ensemble de l'édifice, chaque particularisme se seot menacé, et semble aux autres une menace de fracture. Il n'y a donc qu'une seule issue à la crise actuelle : que s'établisse un consensus sur ce lieu central où sera reconnn le règne de la loi, et le pouvoir pourra enfin apparaître comme le garant du pluralisme réel de la société. A condicion, bien sûr, qu'il émane d'élections suffisamment transparentes pour être incontestables : c'est cette attente qu'ont exprimée l'élection présidenrielle du 16 novembre 1995 mais aussi la déception consécutive au référendum constitutionnel du 28 novembre 1996.

La loi sur l'arabisation ne va pas dans ce sens. Alors que l'ordre du jour, c'est la construction d'un consensus autour de l'acceptation du pluralisme, la politique linguistique officielle procède par contrainte et par exclusion. D'un côté, elle impose une langue alors qu'il convient de la faire aimer. De l'autre, elle relance l'anathème sur les langues parlées, notamment le berbère, et sur le français – au moment même où celui-ci bénéficie pourtant de l'explosion des antennes paraboliques. Bref, l'arabisation tend à exclure toutes les langues, sanf une : celle précisément que seul le pouvoir parle.

Le retour périodique de ces mesures radicales témoigne de leur inefficacité, que les idéologues arabisants dénoncent comme un scandale. Mais qu'est-ce qui est vraiment choquant? Que l'arabisanon ne soit pas « totale », ou qu'elle symbolise, pour une grande partie de la population, échec scolaire et gâchis? La politique linguistique d'Alger obéit d'abord, depuis toujours, à des objectifs politiques. En revanche, et c'est regrettable, les autorités ne manifestent aucune préoceupation pédagogique, aucun souci de valuriser l'arabe en profondeur, par la recherche et la réflexion. Voici le vrai scandale : que le pouvoir ne s'efforce pas, dans un univers de langues qui refiete si profondément la pluralité de la société algérienne, à crécr cet espace de tolérance, d'ouverture, d'efficacité et de respect des différences qui constitue le cadre même de la démocratie.

## Quelle politique pour Washington? six mois d'intervalle, avant l'effet révélateur des flottements statis-

DES DIAGNOSTICS CONVERGENTS

A revenueur constitunomei du mois de novembre 1996, les diagnostics de deux importantes fondations américaines s'accordent sur l'essence polioque de la crise algérienne et convergent en partie sur la réponse que l'environnement occidental devrait y apporter. Pour Andrew Pierre et William Quandt (1), qui ont rendu leurs conclusions au début de l'année 1996, les Etats-Unis devraient faire passer à Alger un message à deux volets : convaincre d'abord que, « contrairement à une croyance populaire, ils ne souhaitent pas particulièrement voir un régime islamiste au pouvoir »; dire ensuite, » avec la même insistance », « qu'un retout à la stratégie éradicatrice serait voué à l'échec » et qu'une forme de dialogue « ancré sur des principes pas trop différents de ceux de Sant Egidio » constitue la seule issue à l'impasse.

Les deux chercheurs de la Fondation Carnegie accordent toutefois plus de crédit que leur confrère Graham Fuller (2), de la Rand Corporation, au résultat de l'élection présidentielle de novembre 1995. Tout en admentant que le tanx de participation élevé « pourrait avoir reflété (\_) une volonté de paix et de stabilité davantage qu'une véritable caution donnée à Zeroual » et, tout en soulignant la nécessiné d'élections législatives « comprenant toutes les grandes formations politiques », ils ne font pas de la participation du FIS à ce scrutin un impératif absolu. Dans le cas, argumentent-ils, où celui-ci « refuserait ces élections ou en serait exclu (...), il ne faudrait pas qu'il puisse bloquer le processus par l'intransigeance de ses posi-

mons .. E N revanche, pour Graham Fuller - qui écrit, il est vrai, alors que l'euphorie de l'élection présidentielle est largement retombée -. « la junte au pouvoir manque de légitimité », son élection « présidendelle » de novembre 1995 a exclu les représentants de la plupart des partis politiques majeurs du pays, y compris le puis-sant FIS. Aucun retour à la normale n'est envisageable « sans que de véritables élections présidentielles n'aient lieu (...), qui ne peuvent pas exclure le FIS, le plus grand vainqueur des élections annulées de 1991. Certes, sa présence posentielle comme composante majeure du gouvernement implique des risques, mais les autres solutions sons pires ..

Les anteurs des deux études s'accordent enfin pour estimer que l'Europe et les Etats-Unis devraient augmenter leur niveau d'engagement dans la recherche d'une solution à la crise qui se développe « sur le pas de leur porte ».

FRANÇOIS BURGAT.

(1) Andrew J. Pierre et William B. Quandt. The Algerian Crisis: Policy Options for the West, Carnegie Endowment Books, Washington, 1996,

(2) Graham E. Fuller, Algeria: the Next Funda-mentalist State." Arroya Center for the United States Army, Rand Corporation, 1996, 124 pages.

(1) Cf. El Watan, Alger, 18 décembre 1996.

(2) Terme de l'arabe parlé, désignant primitive-ment les Byzantins, et qui a été utilisé pour dési-gner les étrangers, et notarament les colons, en tant

(3) En témoigne le code de la famille de 1984, de coloration islamiste.

(4) Cf., entre autres, les travaux de Mohamed Harbi, Benjamin Stora et Omar Carlier.

(5) On peut songer lei aux principsux rites reli-gieux (ramadan, prière, fêtes, pelermage) et à des éléments comme le staut de la femme, symbolisé par le voile, dont on ne sait pas s'ils relèvent de la religion, de la culture traditionnelle ou du machisme ordinaire.

(6) Point de vue bien explicité par Mohamed leurabah. « La langue perdue », in Esprit, Paris,

# Les libertés envolées

N 1996, les Etats-Unis, la France et la Banque Mondiale se sont félicités du redressement économique de la Tunisie. Pourtant, celui-ci a été payé au prix fort : censure de la presse, arrestations arbitraires, procès d'opinion, torture, une chape de silence s'est abattue sur le pays. Régulièrement accusés par les organisations de défense des droits de la personne, le président Ben Ali vient de faire quelques concessions. Mais il s'agit plus de gestes symboliques, destinés à désarmer les critiques et à préparer la visite du chef de l'État à Paris, que de changements destinés à engager la Tunisie sur le chemin de la démocratie.

#### . Par HAMED IBRAHIMI \*

« L'expérience tunisienne montre que le président Ben Ali et son gouvernement ne tolèrent aucune forme d'opposition. Le péril islamiste qu'ils invoquent n'est qu'un prétexte pour réduire au silence tout individu, groupe ou journal soupconné de nourrir la moindre opposition

La cinquantaine bien sonnée, l'homme qui parle ainsi n'est ni un opposant tunisien jouant les trouble-fêtes à l'occasion du neuvième anniversaire de l'accession au pouvoir de M. Zine El Abidine Ben Ali - I' artisan du changement ». comme on dit à Tunis, - ni l'un de ces militants des droits de l'homme « manipulés par les islamistes », encore moins « un nostalgique de l'ère coloniale », expression consacrée pour désigner les journalistes français mal vus au palais de Carthage... M. John L. Esposito est américain, professeur spécialiste des relations internationales et directeur du Centre pour l'entente islamo-chrétienne de l'université de Georgetown, à Washington. Son regard critique sur l'« expérience tunisienne » rejoint les inquiétudes croissantes des organisations des droits de l'homme

Le 7 novembre 1987, le « coup d'Etat médico-constitutionnel » contre le président Habib Bourguiba, piégé par la vieillesse et un entourage de plus en plus discredité, est salué par les différentes familles politiques, y compris les isla-mistes. M. Zine El Abidine Ben Ali paraît redonner espoir à un peuple réputé pour sa modération. Le premier discours du successeur inattendu du Combattant suprême emporte l'adhésion générale, car il recommit le peuple comme mûr pour l'exercice de la démocratie, au contraire de M. Habib Bourguiba, qui prophétisait : « La démocratie serait une catastrophe si elle devait nous précipiter de nouveau dans l'anarchie et les antaismes de jadis qui avalent été à l'origine de la colonisation (1). »

L'ancien président avait pourtant fini par entrouvrir la porte du pluralisme politique en levant, en 1981, l'interdiction frappant le Parti communiste tunisien (PCT) depuis le début des années 60 et en autorisant, plus tard, deux petites for-mations politiques: le Parti de l'unité populaire (PUP) et le Mouvement des démocrates socialistes (MDS). Cette timide ouverture n'était toutefois pas de nature à répondre à l'inquiétude des citoyens face an spectacle désolant offert par la classe dirigeante : celle-ci semblait plus préoccupée par les intrigues dont le palais de Carthage était deveon le théâtre, à la fin du règne du président

Pseudonyme d'un journaliste maghrébin qui, par craînte de représuilles, ne souhaite pas signer de son nom.

La monnaie unique

en débat

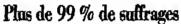
69 F - 128 p.

Habib Bourguiba, que par la gestion d'un pays en proie à des problèmes socio-économiques aigus et à une vive comes-

Avec M. Ben Ali, la suppression de la résidence à vie et de la Cour de sûreté de l'Etat, la libération de centaines de prisonniers politiques, pour la plupart slamistes, et les prises de contact avec des opposants politiques longtemps ignorés et parfois humiliés par M. Bourguiba contribuent à créer très vite un cli-mat favorable. Pourtant, ce général avait été appelé au ministère de l'intérieur pour combattre la contestation syndicale. réprimée dans le sang le 26 janvier 1978, et la poussée du mouvement islamiste, au milieu des années 80. Devenu premier ministre, il allait faire destituer pour « incapacité », un mois plus tard, celui qui vensit de le nommer, et prendre constitutionnellement - sa place à la tête de l'Etat.

Aussitôt, des personnalités issues de l'opposition et du mouvement syndical ou même de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) se bousculent pour faire allégeance au nouveau maître de Carthage, Deux anciens présidents de la LTDH entrent au gouvernement : le docteur Saadoon Zemerli, comme ministre de la santé, et M. Mohamed Charfi, ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur chargé de mettre les programmes scolaires en conformité avec la Déclaration universelle des droits de l'homme. D'anciens

rangs du Parti socialiste destourien (PSD), fondé par M. Habib Bourguiba et présidé à partir de 1988 par M. Ben Ali sons le nouveau nom de Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), pour bien marquer-sa volonté de « changement démocratique ». Que confirment le retour d'exil de certaines personnalités politiques, l'adhésion à la convention internationale sur la torture, l'ouverture à Tunis d'une section d'Amnesty International, la première dans le monde arabe, et la reconnaissance de la première association féminioe indépendante, l'Association umisienne des femmes démocrates (ATFD).



Ne voulant pas opposer une parole unique à

la pensée unique, ce livre rassemble cinq

contributions constituant des points de vue

argumentés sur les choix possibles en matiè-

Pour certains, la monnaie unique est une

condition nécessaire - mais pas suffisante - à

une reprise de la croissance en Europe : pour

d'autres. l'euro ne peut que renforcer la

logique libérale - et l'aggravation du chônia-

ge et de l'exclusion - si elle n'est pas précédée

de règles politiques sociales communes aux

États membres de l'Union européenne. Un

**SYROS** 

livre ambitieux pour un enjeu décisif.

re de construction européenne.

HEIRH RACHED GHANNOU- CHI, dirigeant du parti islamiste Ennahda (Renaissance), condamné à la prisoo à vie durant les dernières semaines du règne du président Bourguiba, retrouve sa liberté de mouvement. « Ma confiance en Dieu et en la personne du président Ben Ali est grande », dit-il en 1988. Pendant les deux premières années de son mandat, le nouveau président fait tout pour apparaître comme le « protecteur de la patrie et de la religion » (introductioo de l'appel à la prière à la radio et à la télévision, création d'un secrétariat d'Etat aux affaires religieuses, voyage à La Mecque pour le petit pèlerinage...). Mais les élections législatives et pré-sidentielle anticipées d'avril 1989, qui se déroulent avec la participation de « listes indépendantes » soutenues par le monvement islamiste, marquent la fin de l'état de grâce.

Seul candidat en lice, M. Ben Ali se succède à lui-même à la présidence de la

République en s'attribuant 99.27 % des suffrages exprimés (2) tandis que son parti rafle tous les sièges à la Chambre des députés (3) – des scores dignes des régimes de parti unique. Les listes indépendantes souteoues par les islamistes agraient, en réalité, recueilli environ 14 % des suffrages exprimés. Intimidation des candidats de l'opposition et de leurs sympathisants, truquage des résul-tats : ces méthodes que les Tunisiens croyaient à jamais révolues ont refait surface, provoquant une grande vague de désenchantement (4).

Le premier à en tirer la leçon est Cheikh Ghannouchi. Il prend des 1989 le chemin de l'exil, laissant un mouvement décidé à croiser le fer avec le gouvernement pour obtenir une légalisation devenue de plus en plus problématique à un moment où, en Algérie, le pouvoir paraît à portée de main du Front islamique du salut (FIS). Profondément décu, lui anssi, par ce scrutin traqué, le dirigeant du Mouvemeot démocrate socialiste (MDS), M. Ahmed Mestiri - qui avait brillé au début des années 70 par ses prises de position fracassantes contre l'antoritarisme de Bourguiba - se retire sur la pointe des pieds.

Autre grand déçu : M. Ahmed Ben Salah, ancien ministre du plan et de l'économie nationale sous l'ancien régime, et ancien secrétaire général de l'une des plus puissantes centrales syndicales d'Afrique, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT). Rentré au pays après une absence de quatorze ans consécutive à sa condamnation puis à son évasion de la prison de Tunis, il se résigne à quitter à nouveau le pays après un séjour de plusieurs mois au cours duquel il sura été constamment harcelé par les autorités et arbitrairement privé de ses droits civiques et politiques.

Mis à part les islamistes qui font l'objet, à partir de 1990, d'une véritable chasse aux sorcières, la plupart des animateurs des petites chapelles de l'oppositioo légale redoublent d'efforts, comme si de rien n'était, pour se faire apprécier du pouvoir. Ces dirigeants, comme certaines personnalités dites « indépendantes », se montrent fort sensibles aux homeurs, comme si le « processus démocratique » se mesurait au nombre d'audiences accordées par le président Ben Ali. En échange, ils gardent le silence face aux atteintes aux libertés qui se multiplient à partir de 1990, voire tirent à boulets rouges sur quiconque critique la politique prési-

La légitimité que le pouvoir retire de

son attitude empreinte de « nationalisme arabe » an début de la crise du Golfe, à l'été 1990, facilite le déclenchement d'une répression dirigée essentiellement contre les islamistes, enconragés par la victoire du FIS algérica aux élections municipales de juin 1990. Mais la machine infernale à a pas pour seul but, comme beaucoup le crurent, d'infliger une correction sanglante aux intégristes. Nombre d'hommes peli-tiques et de militants des droits de l'homme, qui avaient femic les yeax sur la chasse aux islamistes descont les rouvrir lorsqu'ils seront, à leur tour, arrêtés. Ainsi des dirigeaute du MDS. dont la lune de miel avec le pouvoir n'aura duré que jusqu'au scrima municipal de mai 1995.

Les résultats - 4 000 secte pour le

RCD et 6 pour l'opposition - sont en effet ressentis comme un affront par M. Mohamed Mouada, le président du MDS, qui avait pourtant apporté un sou-tien sans faille à l'« artisan du changeprésident Ben Ali entraîne son arresta-

(1) Discours à Carthage, le 17 décembre 1967.
(2) Le président Ben Ali améliorera son acoré à l'élection du 20 mars 1994 en obsenant 99.91 % des suffrages exprimés, un record inégalé dans le ...

monde arabe.

(3) Une modification du mode de scrutin a per-nis l'ennée su Parlement, en 1994, de 19 depunés issus des rangs d'une opposition favorable au pré-sident Ben Ali. Le RCD compte actuellement 144

(4) Lire l'acqueline Boucher, « La société uni-sieme privée de parole », Le Monde diplomatique, février 1996.

# Une presse asphyxiée,

I dans certains pays comme l'Algérie, la Bosnie ou encore la Turquie, on tue les journalistes à bout portant, dans d'autres, comme la Tunisie, on assiste à une mort lente de la profession, par asphyxie (1). >

Les méthodes utilisées pour étouffer un journal ou sanctionner un journaliste qui n'applique pas à la lettre les ordres du palais de Carthage ou du secrétariat d'Etat à l'information vont du harcèlement aux pressions économiques et fiscales (2), en passant par l'application d'une législation riche de possibilités en matière d'entraves au libre exercice de la profession. Il n'est pas rare de voir un journaliste privé des facilités nécessaires à l'exercice de son métier (carte de presse ou d'accréditation, téléphone, de presse ou d'ancientation, telégopieur, passeport...). Résultats : une opinion publique privée du droit élémentaire à l'information et un pou-voir classé parmi les plus hostiles à la

Calendrier des fêtes nationales 1--28 terrier 1997

Pête de l'Indéq Pête nationale

Fête de l'Isdéne

Am. de la révolution Pête de l'Indépe Pête de l'Indépe

4 SRI LANKA 6 N-ZELANDE 7 GRENADE 16 IRAN 16 LITTIANIE

22 SAINTE-LUCTE

Fête de l'Indér GUYANA 24 ESTONIE Fête de l'indép 25 SOWEST Fête sutionale 27 REP. DOMINICAINE Fête de l'indép

liberté de la presse (3) et les mienx outillés en matière de désinformation que compte la planète. La presse étrangère est sévèrement contrôlée. Le Monde, Le Monde diplo-

matique et Libération ont été interdits à la vente en 1994 et 1995. Tout journal qui publie la moindre critique contre le gouvernement tunisien est saisi. Les programmes de Prance 2 ont été souvent brouilles ou interrompus par les services techniques de la Radio et Télévision unisienne (RTT). Plusieurs journalistes étrangers out quitté Tunis, au cours des dernières années, sous l'effet de pressions ou de mesures d'expulsion, comme les correspondants de l'agence Reuter et de la BBC. En décembre 1994, les autorités tunisiennes ont même tendu « un véritable piège » au correspondant de l'Agence France-Presse à Tunis « en l'impliquant dans une affaire, montée de toutes pièces, de viol d'une étudiante (4) ». Rien d'étonnant, dès lors, si la peur et l'autocensure se répandent parmi les correspondants de la presse étrangère, qui passent souvent sous silence les procès d'opinion, les grèves de la faim et la mort de prisonniers islamistes.

Quant à la presse tunissenne, tout entière, elle parle d'une seule voix - celle du pouvoir - depuis la dispartion, an début des années 90, de deux hebdomadaires : Le Maghreb, indépendant, et Al Fejr (L'Aube), du mouvement islamiste Ennahda (5).

La Tunisie fut pourtant le premier pays du Maghreb à connaître, dans les années 70, une presse indépendante. L'association des journalistes tunisiens

•



مكذا من الاصل

de la Tunisie

kc==: 23224.4 12 T : 7 T Pizzin . Three res

and the second MERCH .. Element to a conenteres a second 3570 z . .... PRESIDE TO THE LE ECT THE .... STREET, F. F. Manage .... CREWY.

415,000

Car. . .

71 -- ---

MORIE TO THE STREET BERT STATE OF THE TO VALUE OF THE PARTY OF THE PA

Legan ....

The Water Marie Barrier Control of the Control THE REAL PROPERTY OF THE PARTY OF THE PARTY

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

Nos precedents artis



um attitude empreime de . man

lisme arabe - au début de la mei

Civite, 31'ete 1990, facilite le delae

trænt d'une répression dirigée es

ucilement contre les islamises me

tagés pur la victoire du FIS alguine

riccums municipales de jun W

Mars la machine infernale n'apage

and but comme beaucoup kees

L'indicer une correction sanglages

integrates. Nombre d'homas pe

l'evenine, uni avaient fermé les yous

in chasse and islamistes, denut

marver forsqu'ils seront à les se

urcies. Ainsi des dingeans à Mi

n mura duré que jusqu'an seminum espal de mai 1995.

RCD et te pour l'opposition-sur

effet ressentis comme un affor p

M. Mohamed Mouada, le prisituit

MDS, qui avait pourtant apponéme

tien was faille à l'« arrisan à dans

Time Che lettre ouverte crispez

recodent Ben Ali entraine son anse

11 - 12 second à Carthure, le 1º décembre de

Le per adent Ren Al, ameliane same i ce, a a da 70 mar, 1942 en obtenim 85%

The state of protection and technical method and

the Prof. as edited atom the mode to compare the Prof. as the Parlement, on Joseph to Parlement, the Control of Parlement that the Parlement the Parlement that the Parlement the Parlement that the Parlement that the Parlement that the Parlem

of the Confidence Branches, La solder one of Protect de pare le . La Monde approbe from a Protect de pare le . La Monde approbe

.ban la lune de miel avec k pour

Les résultats - 4 000 siège por l

AMARES, AU SUD DE GARES

ment Abover the deliberture Tip tracameters with Marine - m. American Mirror COMME OF SHE 47 Tableton server of THE BOOK TYPE

m spirocale WHAT THE WAY 160 S TWO ! IN en Wer in abienen EL M. 119774 THE R. LEWIS CO. Committee 2 44 Tel 3444 Trace See Mills W- W 1882 A i Carata C 12. C. .... A STANTON

Service Control nente anne mens 美国 新工程的 winds to STATE OF ST وأناه التواهداتين A Carrie S. · -> -5 -5 -5 -5 10-12-14 PM(2) San San Car

nggan na angganaga Mga mangganaga

and the second

, par 4: 15:00

presse asphyxiét liberte de la presse si et les me surfices en neutrere de désinfament que acompre la pianère. La presse circurere es servicies de vivilles La Mande, La Umile de

Carlingues of July 1999, on the intense 4070,000 1808 det autolic te monage cultique come andterwinent funisien est cust the area of the state of the st REN SHIPS THE antent by unites of mercanas is A STATE OF THE PARTY OF of the return files can luniscenne (RTT) pluste curraction circancers cai quitte lus-No. of the second \$ \$ 10 m or coars des dernieres ames se WATER TO THE de de de demoras ames de qualsant comme les compans de l'anche Reuter et de la BBC · · Marketon Commence The second of th Service of Service 2018 Company the second 1935 R 4 4 4 1 10 - 10 m CONTRACTOR the second second section of the second seco Berger 144 the state of the s 40 6 400 And the second s 1 19 All March \$ part 12 12 12 12 with property with the state of the A THE PROPERTY OF THE PROPERTY The state of the s of the first of the property is a factor of the

The second secon

Not of the state o

À L'ISLAMISME

# de la Tunisie

tion en octobre 1995, juste après la visite officielle du président français Jacques Chirac. En février 1996, il est condamné à onze ans de prison pour... « intelligence avec un pays étranger » en l'occumence la Libye. Quant à M. Khémais Chamari, membre du bureau poli-tique, il écope en juillet 1996 de cinq ans de prison pour « dividgation du secret de l'instruction » dans l'affaire Mousda - tous deux beneficiernut, le 30 décembre 1996, d'une mesure de « libération conditionnelle » accordée par le président.

La Ligue tunisienne des droits de l'homme, la première dans le monde arabe, avait dénoncé dès 1991 « la détérioration sans précédent » de l'exercice des libertés fundementales et « le recours croissant à la pratique de la torture » afin d'arracher des avenx sux prisonniers islamistes. En février 1992, environ cinq mois avant l'ouverture des procès des dirigeants islamistes, le Palais fait voter une loi contre les associations : elle a pour but de réduire la LTDH an silence, mais peut aussi

empêcher l'émergence d'une influente société civile » (5).

Fort de ce qu'Amnesty International nalifiera de « bureaucratie des droits de l'honune » - des structures et organisations non gouvernementales créées en fait par l'Etat -, le pouvoir parvient à semer la division parmi les membres de la Ligne. A partir de mai 1994, c'est au tour des femmes de faire les frais de la croisade du régime contre l'indépen-dance d'esprit. Une campagne d'infimidation est orchestrée contre une partie de l'élite féminine coupable d'avoir lancé un appel pour « la démocratie et la liberté ». Dans ce pays doté d'une des législations du monde arabe les plus respectueuses des droits de la femme, on verra la police frapper à la porte d'uni-versitaires on de fonctionnaires pour leur demander des comptes au sujet d'une pétition s'élevant contre - le verrouillage des espaces d'expression de la société civile » et « les condamnations, licenciements, arrestations et poursuites d'intellectuels et de militants progres-

Espionnage, harcèlement et torture

DE plus en plus de Tunisieus D découvrent que contester la poli-tique du président Ben Ali peut coûter très cher. L'écrasante majorité se réfugie dans un silence inhabituel, pour éviter tout problème avec une police omniprésente. Les personnalités que la presse a coutume d'interroger requièrent, pour la première fois, l'anonymat. Le sort réservé aux adversaires du pouvoir incite chacun à surveiller en permanence ses paroles, y compris an télé-

Et ces Tunisiens qu'on prive arbitrairement de leur passeport pour leur interdire de sortir du pays, combien sonf-ils? Les cas les plus en vue sont ceux du docteur Moncef Marzouki, en France et de participer à des conférences internationales. Ancien membre du comité directeur de la LTDH, le docteur Mustapha Ben Jaafar n'a pas pu se rendre à Paris, en 1994, pour participer à un congrès international de radiologie. D'autres militants, comme M. Hamma Hammanni, dirigeant du Parti communiste nuvrier tunisien (PCOT, nnn recumu par le ponvoir), ou encore M. Omar Mestiri et sa femme, M= Sihem Ben Sidrine, sont également privés de titre de voyage. L'avocate Alya Cherif-Chamari, victime des tracasseries du pouvoir avant l'arrestation de son mari en mai 1996, s'est à nouvean vu interdire, six mois plus tard, de se rendre à Genève pour une conférence sur les droits de la femme.

Le harcèlement policier, la confiscation d'un passeport ou le licenciement abusif apparaissent néaumoins commo de simples brimades comparés au sort des prisonniers politiques islamistes : au cours des dernières années, plus d'une dizaine seraient morts de sévices corpotels. « Les gardiens et les tortionnaires,

durant la présidence de M. Bourgiaba. étaient moins brutaux que ceux de l'ère nouvelle » de M. Ben Ali, estime un opposant, qui a connu les geôles du Combattant suprême. Et de raconter « une atroce séance de torture » an cours de laquelle un tortionnaire encourageait son collègue à « cogner plus fort » sur sa « tête pourrie ». Ces propos confirment ce que des dizaines d'islamistes avajent déjà déclaré en 1992 devant les tribunanx militaires : la torture « est plus atroce » que celle prati-quée sous M. Bourguiba. Un des avo-cats des islamistes, militant des droits de l'homme, M' Nent Hosni, condamné lui-même à huit ans de prison pour « falsification d'un document foncier », a décrit, avant sa libération conditionuelle, à la mi-décembre 1996, les « interminables séances de torture »

Pourtant, rappelle Amnesty International, aucune enquête n'a 616 ouverte sur les « cas de mort pendant la garde à vue », en dépit de l'e existence de preuves accablantes » des vinlences pratiquées sur les victimes. Les autorités tunisiemes n'out toujours pas « fourni de réponse aux préoccupations » de cette organisation, qui publia en 1995 un rapport intitulé : Tunisie : l'impunité favorise le renforcement de la répression (7). En visite à Tunis, fin juin 1996, le secrétaire général d'Amnesty International, M. Pierre Sané, n'a pas été autorisé à rencontrer des prisonniers. « Il existe une grande sophistication dans cet Etat policier. Il n'y a pas de répression brutale sanglante, c'est plus subtil et plus sinistre », déclare-t-il au terme d'un séjour de quatre jours sous hame surveillance policière. « Le plus inquiétant, précise-t-il, c'est la poursuite d'une stratégie pour faire intérioriser la peur par les citayens et l'auto-

qu'il aurait subies en 1995 (6).

censure par les organes de presse et les organisations démocratiques indépendanies. Avec une politique de relations publiques pour faire avaler la couleuvre à l'opinion internationale.

Même constat pour Human Rights Meme constat pour Human Rights
Watch et le Lawyers Committee for
Human Rights qui dépéchèrent à Tunis,
début 1996, deux chercheurs, qui furent
constamment surveillés par la police. Ils
eurent cependant plus de chance que cet autre chercheur américain anaqué dans sa chambre d'hôtel, en janvier 1996, par un étrange voleur qui préféra s'emparer de son ordinateur portable plutôt que des quelques centames de

dollars qui se trouvaient à portée de sa main. Le 23 mai 1996, la police de l'aéroport de Tunis-Car-thage refoule M.-Patrick Baudonin, président de la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH). Le système des autorités tunisiennes, explique M' Bau-donin, « consiste à faire croire que tous leurs problèmes viennent des gens qui dénoncent les violations des droits de l'homme, alors que c'est l'existence de ces violations aui leur crée des pro-

blèmes (8) ». La police, dont les effec-tifs auraient & multipliés par quatre depuis l'arrivée ponvoir de M. Ben Ali (9), est soutenue dans sa tâche de surveillance de la société tunisienne par des milliers d'indicateurs et par les comités de quartiers créés par les autorités anx quatre coins do pays. Si le président Habib Bourguiba avait contume de s'appuyer sur le parti qu'il mobiliser les masses et faire face à ses adversaires politiques, son successeur

n'a pas été formé par cet appereil: il est venu aux affaires comme nistre de l'intérieur et, avec hi, la police occupe le devant de la scène. Elle intervient dans la composition des conseils municipanx, des bureaux directeurs des cellules du RCD, des associations culturelles et sportives et même de certaines organisations progouvernementales souvent présentées comme des

Ecoutes, coupures de lignes téléphoniques ou de fax, entraves à la circulation du courrier semblent devenues les missions prioritaires des forces de l'ordre. Partout dans le pays, les propriétaires de cabines de télécopie on de pho-tocopieurs sont invités à jeter un coup d'œil sur les documents de leurs clients avant de les faxer on de les photocopier. La condamnation de M. Chamari à cinq ans de prison pour divulgation du secret de l'instruction repose sur un fax qu'il anrait envoyé à un avocat belge.

Les nouvelles technologies semblent toutefois donner du fil à retordre au pouvoir. En décembre 1994, il a suspendu la vente et l'installation des antennes paraboliques pour, en juillet 1995, faire voter une lui imposant une redevance et une autorisation préalable. Selon le ministre des communications, le général Habib Ammar, cette loi n'est destinée qu'à » préserver le paysage » et à encourager le développement de la télévision par câble, aisément contrôlable par la censure. Une agence vient aussi d'être

créée afin de surveiller, entre aurres

l'accès des Tunisiens à Internet.

EL KAMEL - « Transfiguration » 5 » (1987)

L'édition est logée à la même enseigne. La censure frappe non sculement les antenrs soupconnés d'être favorables aux thèses islamistes, mais aussi des intellectuels, comme l'histo-rien des religions Abdelmajid Charfi, nu le docteur Moncef Marzouki dont même les livres scientifiques sont interdits à la vente. Le poète Ahmed Loghmani, renommé pour ses odes à la gluire du président Bourguiba, n'échappe pas non plus aux coups bas de la censure (10). Bref, les intellectuels et les démocrates susceptibles d'enrichir le débat public et de permettre à la Tunisie de relever en douceur les défis du XXI siècle vivent dans des conditions qui rappellent à maints égards celles qui prévalaient en Algérie avant l'explusion sociale de

Du temps du président Bourguiba, il y avait plus de marge de liberté qu'actuellement. Bien qu'affaiblie vers la fin de

son règne, l'organisation syndicale (Union générale des travailleurs non-siens - UGTI) était le contre-pouvoir le plus influent : elle n'est plus actuellement qu'un instrument entre les mains des dirigeants, qui s'emploient à privati-ser l'économie – la plupart des grèves des dernières années se som d'ailleurs organisées sans elle.

LE MONDE DIPLOMATIQUE - FÉVRIER 1997 - 5

Tour cela n'a pas empêché le pré-sident français, Jacques Chirac, en visite à Tunis en octobre 1995, de faire l'éloge de son homningue umisien, imité, en décembre de la même année, par le sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires du Proche-Orient, M. Robert Pellerreau Ir. Plus lyrique, en octubre 1996, le colonel Mouammar Kadhafi qualifiait son homologue tunisien d'« étuile éclatante dans le ciel du Maghreb arabe . Paris, Washington et Tripoli ne partagent donc manifeste-ment pas les préoccupations des défen-seurs des droits de l'homme. Ni même celles du Parlement européen qui, le 23 mai 1996, réaffirmait que rien ne peut justifier l'« étauffement des libertés démocratiques » en Tunisie. Et de rap-peler à M. Ben Ali que l'accord de partenariat signé en 1995 entre l'Union européenne et la Tunisie comporte aussi un volet relatif au respect des droits de

La Tunisie, répond en substance son président, n'a de leçon à recevoir de personne, ses citoyens ont subi avec succès l'examen de passage à la démocratie en l'élisant, dès 1989, à plus de 99 % des suffrages exprimés. Le régime ponsse à son terme la contradiction entre son discours sur le respect des droits de l'homme et une réalité marquée par un étouffement croissant des libertés fondamentales. Et ce ne sont pas les mesures de « libération conditionnelle » qui ont profité en décembre à quatre prisonniers politiques, ou les nouvelles promesses d'ouverture faites par de métro de Tunis baptisées « Nelson-Mandela \* et \* Déclaration-universelledes-droits-de-l'homme » qui suffiront à satisfaire un peuple assoiffé de démocratie et « digne d'une vie politique évo-

#### HAMED IBRAHIMI.

(5) Luc Political Liberalization and Democrati-zation in the Arab World, ouvrage collectif sous la direction de Rex Bryoen, Bahgat Korany, Paul Noble, p. 142, édité par Lynne Rienner Publishers-Boulder, Colorado, 1995.

luée et institutionnalisée (11). »

(6) Dans une autre all'aire montée de toutes pièces, M'Hosni a été acquirié le 14 novembre 1996 par la cour d'appel de Tunis. Il était poursuivi pour « ussociation de malfaiteurs ».

(7) Vois également Tunisle : des femmes victimes de harcèlement, de torture et d'emprisonnement, Annesty International, juin 1993. (8) Entretien de M<sup>e</sup> Bandouin au quotidien belge Le Soir, Bruxelles, 3 juillet 1996.

(9) Lire Ignacio Ramonet, « Main de fer en Tunisie » Le Monde diplomatique, juillet 1996. (10) Voir v Le Maghreb en privation de libertés v et « Edner au Maghreb » par Catherine Simon, Le Monde du 8 mai 1996 et du 18 octobre 1996.

(11) Déclaration lue par M. Ben Ali, à l'aube du 7 novembre 1987, à la radio tunisienne.

## des journalistes harcelés

Nos précédents articles :

• La monarchie marocaine tentée par la réforme, par Hicham Ben Abdallah El Alsoui

A nouveau le mirage pétroller (en Algérie) par Small Goumeziane (septembre 1995).

La Mauritania sous l'amprisa d'un régime patriarcal, par Mohamed-Mahmoud Mohamedou (novembre 1993).

Paris et Alger, antre brouilles et complicités, per Lucila Provost (septembre 1996).

Bidonvilles et trafic de drogue à Tanger, par Hubert Prolongeau (mai 1995).

. L'islamisme a'enracine au Meroc, par Abderrahim Lamchichi (mai 1995). La société tunisienne privée da parole, par Jacqueline Boucher (février 1996).

Algéria martyre (éditorial), par Ignacio Ramonet (décembre 1995).

(AJT) était l'une des organisation pro-fessionnelles les plus émancipées du pouvoir dans le monde arabe. En 1981, elle était allée jusqu'à organiser un débat sur la liberté de la preses auquel ont pris part le chef des islamistes, Cheikh Rached Channouchi, et le président du Mouvement des démocrates socialistos (MDS), M. Mnhamed Mouada. Elle a depuis perdu toute

En novembre 1993, la presse tuni-sienne a appuyé la candidature du président Ben Ali à sa propre succession. Du jamais vu pendant le long règne de Bourguiba : le « Combattant suprême » ne se privait pas d'attaquer ses ememis politiques à travers les journanx de son parti, L'Action, et son pendant en langue arabe, Al Amai. Mais, arjourd'hui, ce sont des journaux privés, et non les deux quotidiens du parti au pouvoir - Le Renouveau et Al Hourryia (Liberté) - qui se chargent de trainer dans la boue les adversaires politiques du président Ben Ali. Qu'ils

soient en prison, en exil on en « liberté provisoire », ce sont tous des « obsédés sexuels » on des « agents à la salde de pays étrangers ». Même MM. Hedi Baccouche et Mohamed Charfi, respectivement ex-premier ministre et exministre de l'éducation nationale, qui ont rendu de loyaux services au pouvoir, sont attaqués par cette presse tunisienne privée que le journaliste algérien Omar Belhouchet qualifie de « presse aux ordres vidée de sa substance [ex] ignorant les questions de fond qui agitent la société (7) ».

Cette presse reçoit pour directive, entre aures, d'ignorer les activités et les prises de position de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH). Sanf quand il s'agit de verser des larmes de crocodile sur la situation des droits de l'homme... au Maroc, dont les relations avec la Tunisie évoluent en dents de scie.

En mai 1996, l'Association mondiale des journaux (AMJ, ex-FIEI) a stispendu l'Association minisienne des

17.

simation de la presse en Tunisie. Elle a même exprimé, en septembre 1996, le sonhait de participer avec cinq autres nrganisations internationales de défense de la liberté de la presse à une missinn d'enquête en Tunisie. La réponse du gouvernement tunisien est venue, le 15 octobre, par l'intermédiaire de l'Agenee tunisienne de communication extérieure (ATCE), créée pour soigner l'image du pouvoir dans les capitales occidentales et sur Internet (8). Cette mission d'enquête, indiquait l'ATCE, « n'est ni fondée ni opportune ....

directeurs de journaux (ATDI) pour son

inaction face à la détérioration de la

(1) Ettrait d'une lettre adressée par des journa-listes unusiens au Congrès de la Fédération inter-nationale des journalistes (FU), réunie du 1" au

nationale des journausses 3 mai 1995 en Espagne. (2) L'East punisien contrôle environ 80 % de la poblicité des journaits per le biais de l'Agence unfisieme de communication étafrieure. Voir le rapport 1996 de Reporters sans frontères (RSF).

(3) Voir rapport 1996 de RSF et le rapport 1995 du Committée To Protect Journalists (CPJ).

(4) Voir « Tunisie : deux journalistes en pri-son ». RSF. juin 1996. (5) Vois rapport 1996 de RSF.

(6) Cheikh Channouchi est réfugié actuelle-ment à Londres; tradis que M. Mouada viest de bénéficier d'une mesure de « libération condi-tionnelle », sprès avoir été condanné à onze aux de prison pour « intelligence » avoc la Libye. (7) Entretien para dans L'Express, Paris, 8 200s.

(8) L'adresse du serveur du gouvernement tuni-sieu est : hup ://www.tumisiacolline.com/. L'accès des Tunisieus à Internet est soumis à unturisation présiable.

. . . . . . . . .

Z.

Crise de la raison, éthique, nouvel humanisme... La philosophie contemporaine peut-elle satisfaire notre recherche aujourd'hui du sens?

SCIENCES HUMAINES

Le magazine des sciences de l'homme

Disponible en kiosque et en librairie. Sur commande 49 F, frais de port compris. 38, rue Rantheaume - BP 256 - 89004 Auxerre Cedex - Tél. : 03 86 72 07 00.

## GUERRES ET TENSIONS À TOUTES LES FRONTIÈRES

# La Mauritanie cernée par les conflits

N Mauritanie, les vingt partis de l'opposition n'ont obtenu qu'un seul siège à l'Assemblée nationale lors des élections législatives d'octobre dernier. L'écrasante victoire du Parti républicain démocratique et social (PRDS) a confirmé la domination de la formation du président Masouya Ould Taya et le caractère peu démocratique de son régime. Dans un environnement géopolitique très agité - conflit au Sahara occidental, guerre civile en Algérie, affrontements touaregs au Mali, tensions avec le Sénégal -, la Mauritanie reste un pays instable où s'amorce un tímide démarrage économique.

Par notre envoyé spécial BRUNO CALLIES de SALIES \*

Depuis la fin des années 60, la Manritanie - un million de kilomètres carrés, deux millions et demi d'habitants tente de résister à l'étouffement des sables et à l'aridité. La sécheresse a jeté dans les villes la quasi-totalité d'une population nomade. « Nouokchott comptoit quelques milliers d'habitants en 1960, note un expert de la Caisse française de développement (CFD). Ils sont maintenant près de 800 000, soit le tiers du pays. Le taux d'occroissement urbain est le plus élevé au monde. » L'impossibilité d'endiguer cet afflux fait que 40 % de la population vit dans des bidonvilles.

Au cœur du pays, Chinguetti, sep-tième ville sainte de l'islam, émerge au milieu d'un océan de dunes : son minaret du XIIIe siècle, symbole du pays des Maures, se dresse vers un azur sans nuage dans one chaleur accabiante. Quoique les précipitations ne soient pas aussi importantes qu'avant, le ciel s'est montré plus généreux depuis 1987. Uo habitant racoute: «L'oued Botha a même débordé en 1995. Depuis trente ans, on n'avait pas vu cela. .

Les pluies sur ces terrains inondables provoquent des épidémies. L'hebdomadaire Mauritanie demain titrait récemment : « Choléra : silence... on meurt. » et expliquait : « Les maladies diarrhéiques (...) ottoquent choque semaine, selon des sources médicales, près de 450 personnes. Déjà, durant les dernières semaines, près de 2 000 personnes ont été traitées... (1). » Le travail est aussi rare que le logement, car l'extraction du fer et la pêcbe, les deux principales activités économiques, ne créent guère d'emplois. La Mauritanie reste classée parmi les pays les moins avancés (PMA).

La situation politique est tout aussi nisateur, la Mauritanie rassemblait dans le Nord les tribus maures de culture arabo-berbère, essentiellement des oomades vivant de l'élevage. Cette population était divisée entre tribus guerrières et tribus maraboutiques, organisées en véritables ordres. L'exode rural a contribué à un éclatement des structures sociales traditionnelles, et à leur recomposition partielle autour d'une activité économique moderne. La domination de grandes familles maraboutiques et guerrières reste très importante au sein de l'Etat et de l'économie. Au Sud. les ethnies

\* Professeur et chercheur aux écoles de Saint

conaidéré comme garable.

Une économie en expansion

La beaucoup plu an Mauritania ces demières années. Et, dans cette région arida, des pluies plus ebondantes sont évidemment appréciables pour les activités agricoles. Les troupeaux ont été reconstitués. Le chaptal, tombé à 7,6 millions de têtes lors de la sécharesse de 1973, dépasse désormaia les 11 mil-

ions da têtes. Dana le vallée du flauve Sénégal, la production céréalière atteint les 136 000 tonnes. Les cultures da sorgho et de mil constituent l'essentiel de la production, malgré le réalisation d'infrastructures (1) pour développer la riziculture. Le sectaur agricole représente 24 % du PIB, et occupe la moitié de la population active, Mais les importations da céréales restent indispensables.

Le production de far, una des principales ressources, e attaint 11,5 millions de tonnes en 1995. L'augmentation des guentités exportées et le légère hausse des cours ont permis un accroissement des recattes. Ces dernières, environ 201 mil-liona da dollars, ont rapporté 44 % des devises. Toutefois, les revenus du fer ont

perdu de laur importance dapuis la crisa da la aidárurgie européenne, et na constituant plus qua 13 % du PIB. En revencha, la pêche est devenue la principale

ressource même si la non-respect des quotas et le manque de rigueur dans l'attribution des licences contribuent à dégradar la productivité. Ces négligences na seront paa sans conséquances pour l'avenir, alors qua la pêcha rapporte 56 % des recettes d'exportation. Par aillaurs, l'accord de juin 1996 entre la Mauritanie

et l'Union auropéenne permet à Nouakchott d'obtenir 266 milliona d'écus, aur cinq ans. En contrepartie, les chalutiers européena peuvent pécher dans les eaux réputées les plus poissonneuses au monde.

C ES ressources sont complétées par les multiples dons et prêts (d'organismes internationaux, at d'organisations non gouvernemantales – ONG) auxquels se sont ajoutes, récemment, l'annulation de 67 % du service de la dette publique du programme d'ajustament 1995-1997, einsi qua la rééchelonnsment

pronque du programme d'ajustament lassarias, enta que la récellacimient très favorable de son reliquet. Tous ces financements ont permis de réaliser des infrastructures d'équipement. Le revêtement d'una partie du réseau routier, surtout constitué da pistes, e été refait. Un programme d'électrification a permis de doter chacuna des treize principales villes du pays d'une cantrala.

Le taux d'inflation est passé da 11 % an 1992 à 3,6 % en 1994, pour remonter à 6,7 %. Le taux da croissance a stteint 4,9 % an moyenna, at 4,4 % an 1995. Le PiB est de 1,2 millierd de dollars. La dette extérieure représente deux fois ce chiffre. Le ratio service de la dette publique rapporté aux axportations, 30 % en 1995, est

(I) Des travaux ont permis de réguler le fleuve Sériégal en amont par la construction du barrage de Manantali, et en avai par celui de Diama qui empêche la remontée de l'eau de mer. Des permètres d'irrigation out été amenagés bien avant l'achèvement des barrages.

oégro-africaines, surtout des agriculteurs, se concentrent principalement le long de la vallée du fleuve Sénégal. Ces populations très hiérarchisées et platôt sédentaires, moins touchées par la sécheresse, se rattachent à ce que Léopold Sédar Senghor a appelé la « négritude ».

La quasi-totalité de la population. musulmane, est peu sensible à l'isla-misme (2), mais l'excision des femmes demeure très fréquente dans les deux communautés. « Les Maures ont une seule épouse, olors que les Négro-Africains en ont jusqu'ò quatre, comme l'autorise le Prophète. Il en résulte un accroissement démographique favo-rable aux Négro-Africains ». indique un sociologue. Aussi ceux-ci consti-tuent-ils maintenant le tiers de la population, proportion généralement admise par les observateurs, mais contestée par

Parmi ces derniers, qui représentent les deux tiers de la population, il faut distinguer les Maures Blancs, ou Beidanes (« blancs »), détenant la réalité du ponvoir politique et économique, des Maures noirs (Négro-Africains de culture arabo-berbère). Les Maures



LE VILLAGE DE QUALATA, PRÈS DE LA FRONTIÈRE MALIENNE Une vie qui dépend du climat, amis aussi des aléas politiques

noirs sont surtout les descendants des captifs emmeoés à l'occasion de rezzou. La suppression de l'esclavage à deux reprises, par Mokhtar Ould Dad-dah, puis par Mohamed Khouna Ould Haïdallah en 1980. est loin d'être une realité. Ce même sociologue explique : « L'absence d'une volonté aussi bien politique qu'administrative et les mentalités font que l'esclavage subsiste, surtout dans le sud-est du pays. La sécheresse o favorise le maintien de cette situation. Bien des esclaves ont préféré rester avec leur maître, qui o l'obligation de les nourrir et de les vētir, car ils ne pouvaient pas subvenir à leurs besoins. Certoins maîtres ont exploité la situation. »

**Emeutes raciales et complots** 

C E racisme est à l'origine de ten-sions. Si an lendemain de l'indé-pendance, en 1960, les Maures blancs avaient le pouvoir politique, les Négro-Africains étaient nombreux dans l'administration. Le président Mokhtar Ould Daddan maintenait une certaine stabilité grâce à de subtils équilibres (3). Le problème linguistique cristallisait cependant les tensions entre les Négro-Africains favorables an maintien du trançais, puis au développement de leurs diverses langues, et les Maures qui souhaitaient l'extension de l'arabe. Le conflit do Sahara occidental, à partir de 1973, déboucha sur un resserrement du pouvoir an profit des Maures. M. Mokhtar Ould Daddah fut renversé en 1978, et plusieurs régimes militaires se succédèrent jusqu'à la prise du ponvoir par le colonel Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya cn 1984.

Des Négro-Africains, hostiles à cette évolution, craignaient par ailleurs la concurrence économique des Maures, qui investissaient dans l'agriculture au sud du pays, à partir de 1983. Les résultats des élections municipales de 1986, première phase d'une libéralisation du

régime, trop favorables aux Maures, suscitèrent la méfiance. Il en résulta un comp d'Etat manqué en octobre 1987, à l'origine duquel se trouvait le mouvement clandestin des Forces de libération des Africains de Mauritanie (Flam). Des émeutes raciales, puis une banale querelie entre paysans soninkés sénégalais et éleveurs peuls mauritaniens dans le Sud aboutirent, en avril 1989, à des massacres de Négro-Africains (sénégalais et mauritaniens), alors que d'autres étaient chassés vers le Sénégal et le Mali. A la suite de la découverte d'un complot début 1991, eocore bien confus à ce jour. plusieurs centaines de cadres militaires oégro-africains furent arrêtés, souvent torturés, et un grand nombre exécutés.

Isolé en raison de son soutien à l'Irak après la guerre du Golfe, le régime a fait peau neuve en faisant adopter, dès juillet 1991, par référendum, une Constitution démocratique. L'élection présidentielle de jauvier 1992 a permis à M. Maaonya Ould Taya de rester au poovoir. « Cette victoire n'avait rien de certain, et des observateurs ont été témoins de fraudes non négligeables », rappelle un diplo-mate occidental. L'ensemble de l'opposition contesta les résultats du scrutio (4). En décembre 1995, accusés d'avoir créé une organisation secrète illégale pro-bassiste, favorable au régime irakien, cinquante-deux militants (dont deux anciens ministres et sept officiers) étaient arrêtés, jugés, et finalement acquittés.

Les récentes élections législatives d'octobre 1996 ont vu la participation des divers partis d'opposition - le plus important est la coalitio Union des forces démocratiques-Ere nouvelle (UFD-EN) - qui rassemble les Maures

blancs du Trarza (région d'où est origi-naire Mokhtar Ould Daddah), et les couches les plus modestes parmi les Manres noirs ou Haratines (anciens esclaves affranchis), ausi que parmi les Négro-Africains. Ces partis ont rarement présenté des candidats communs. Ils n'ont guère tenté d'obtenir l'adhésion des conches urbaines défavorisées. Ils ont considéré enfin qu'après toutes ces années l'exercice du ponvoir devait

La majorité présidentielle, rassemblée autour du Parti républicain démocratique et social (PRDS), comprend beancoup de Maures blancs de l'Adrar (région d'origine du président Ould Taya), du Brakna, et des Hodhs, ainsi que la majeure partie de l'élite des Maures noirs, et des grands notables des ethnies négro-africaines. L'évolution du régime s'est faite en plaçant ces person-nalités à des postes importants afin d'obteuir le ralliement de leurs tribus et ethnies respectives. Un professeur de l'université de Nouakchott explique: \* Un citoyen valont un bulletin de vote, il était ainsi plus facile de constituer une majorité aux dernières législatives. » La politique régionale est également marquée par cet ancrage arabe et négroafricain.

M. Mokhtar Ould Daddah souhaitait faire de son pays le « carrefour des Arabes et des Noirs ». Il s'était engagé auprès du Maroc, son puissant voisin du Nord, dans une politique de récupération du Sahara espagnol, considérant que la frontière avait séparé artificiellement des populations ethniquement et culturellement identiques. Il en résulta la repture des relations diplomatiques. jusqu'alors privilégiées, avec l'Algérie, et le déclenchement des opérations du Front Polisario, soutenn par Alger.

Les attaques répétées du train acheminant le fer sur la côte et le coup de main sur la ville minière de Zonérate avaient révélé la faiblesse et le manque de préparation de l'armée mauritanienne. Le renfort de troupes marocaines, installées sur le territoire mauritanien, avait calmé les craintes d'invasion, mais inquiété ceux qui se souvenaient des ambitions du royaume chérifien. Aussi l'aide de la France fut-elle sollicitée (5). Le coup d'Etat militaire mit un terme au conflit Par l'accord d'Alger de 1979, Nouak-chon a reconnn le Front Polisario et s'est retiré du Tiris El Gharbia, anssitôt occupé par l'armée marocaine. Parmi les régimes militaires qui se sont suc-cédé, celui du lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haïdallah (19801984) est allé jusqu'à reconnaure la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Décision qui créa des tensions avec le Maroc et précipita sa perte.

Au lendemain de son

arrivée an pouvoir, le colonel Maaouya Ould Taya annonça une politique de stricte neutralité face an conflit francide du Sahara occidental. S'il n'était pas question de revenir sur la reconnaissance de la RASD, Nooakchott renouait les relations diplomatiques avec le Maroc. Le problème du Sahara occi-dental entra ensuite dans une phase plus diplomatique, sons l'égide da l'ONU, avec l'acceptation du plan de paix (1988), et le cessez-le feu (1991). La cessez-ie feu (1991). La région connut même un bref état de grâce en 1989, avec la création de l'Union du Maghreb arabe (UMA), qui rassemble les cinq pays d'Afrique du Nord.

«L'élaboration de listes électorales,

afin d'organiser un référendum d'autodétermination, bute sur les nombreux obstacles soulevés par Rabat et le Poli-sario conscients de leur enjeu crucial », rappelle un observateur de l'ONU en poste. Aussi le Conseil de sécurité a t-il finalement suspendu, an mois de juin 1996, les opérations de recensement des populations sahraonies. A Nonakchott, on craint une reprise des attaques du Polisario, et on redoute que les troupes marocaines entrent sur le territoire oational pour exercer un droit de pour-

Les relations avec l'Afrique noire restent fragiles. La contestation par Dakar de la frontière, mais surtout les massacres de Négro-Africains en Man-ritanie puis de Maures au Sénégal, enfin les expulsions massives de part et d'antre ont provoqué la rupture des rela-tions entre les deux pays en août 1989. Leur rétablissement et la mise en place d'un plan spécial d'insertion des réfu-giés (PSIR) n'ont pas encore about au règlement des préjudices matériels, pour-les quelque 60 000 Mauritaniens réfu-

Avec le Mali, la situation est marquée par le retour dans ce pays des Touaregs et des Manres. Quelque 120 000 perest de la Mauritanie, après les massacres perpetrés, à partir de 1990, par l'armée et les milices des paysans songhaïs. La lente application de l'accord signé en 1992 entre les Touaregs et le gouvernement de Bamako n'a permis le rétablissement de la paix qu'au début de l'anitée 1996 (6).

La réprobation internationale au lendemain des massacres de Négro-Africains, mais surtout l'isolement après la guerre du Golfe out amené le président Ould Taya à un changement de politique. Mais le pays reste enclavé dans l'une des zones les plus conflictuelles d'Afrique, et sa stabilité dépend, en grande partie, de l'apaisement des tensions régionales.

(1) Mauritanie demain, 26 noût 1996. (2) Of Catherine Simon, « Les islamistes mand-taniens jouent la carte des exclus», Le Monde, 21 mars 1995.

(3) Lire Philippe Marchesin, Tribus, edinies, et pouvoir en Maioritonie, Karthals, Paris, 1992.
 (4) Lire Mohammad-Mahmoud Mohamodou,
 « La Manritanie sous l'emprise d'un régime patriarcal », Le Monde diplamanique, novembre 1993.

(5) La coopération militaire est renforcée, et des Jaguar français infligent à deux reprises des pertes à des colonnes sabraouries à la fin de l'année 1977. (c) C/Robin Edward-Poulton, « Vers la réinté-gration des Touaregs au Maii ». Le Monde diplo-matique, novembre 1996.

#### CENTRE DE FORMATION PRESSE & MULTIMEDIA METAMEDIA

Stages intensifs permettant d'acquérir : "les bases techniques & les savoir faire" Le plus : l'Agence de Presse École

IFS STAGES :

Photojournalisme 12 semaines : avril octobre Art et technique de la photo 5 semaines : tous les 2 mois Techniques d'Écriture et Internet 12 semaines : avril, octobre Multimédia. BBS Intranet Droits d'Auteur Calendrier sur demande Métamédia Éducation

18 rue G. Bertrand 75011 Paris Tel: 01 43 55 54 00 Fax: 01 43 55 72 25

٦.

Repères chronologiques

28 novembre 1960 : Indépendance. M. Mokhar Ould Daddah devieut chef de l'Erat. 27 octobre 1961 : Admission de la République islamique de Mauritanie (RIM) à l'ONU malgré l'hostilité du Maroc. Décembre 1963 : Exploitation effective des mines de fec

Janvier 1966 : La promulgation de décrets rendant obligatoire le bilinguisme (français-arabe) dans l'enseignement décienche des affrontements raciaux à Nonakchott.

8 juin 1970 : Signature avec le Maroc d'un traité de solidarité, de bon voisinage et de coopération pour vingt ans. Etablissement de relations diplomatiques.

6 au 10 juin 1975 : La mission d'information de l'ONU dans je nord de la Mauritanie consu

6 au 19 juin 1975 : Le mission d'information de l'ONU dans le nord de la Mauritanie constant la similitude des populations sabraoule et mauritanieme.

11 am 13 juin 1975 : Le président Mokhar Ould Daddah rend visite au président algérien Houari Boumediène et à Hassan II pour expliquer as position sur le Sahara occidental.

14 novembre 1975 : Accord de Madrid prévoyant le retrait des troupes espagnoles du Sahara occidental, et le partage du territoire entre le Maroc et la Mauritanie.

8 juin 1976 : Premier raid du Polisario sur Nouakchott.

10 juillet 1978 : Un coup d'Etzt renverse M. Mokhtar Ould Daddah et instaure un Comité militaire de redressement patiernal (CMRN).

militaire de redressement national (CMRN).

1979: La Mauritanie renonce au Sahara occidental et s'en re

12 décembre 1984 : Le colonel Maaouya Sid'Ahmed Taya prend le pouvoir. 12 décembre 1984 : Le colonei Maaouya Sid'Ahmed Taya preud le pouvoir.

Avril 1989 : Massecres de Noirs (mauritaniens et sénégalais), en réaction aux violences subies par des Maures au Sénégal. Expulsions massives de Noirs.

Août 1989 : Rupture des relations diplomatiques entre Noualchott et Dalcar.

12 juillet 1991 : Adoption par référendum d'une Constitution prévoyant le multipartisme.

24 junvier 1992 : M. Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya est élu président de la République avec 62.8 % des suffrages exprincés, courte 32.5 % à son adversaire, M. Ahmed Ould Daddah (demi-frère de l'ex-président). Reprise des relations diplomatiques avec le Sénégal.

11 et 18 octobre 1996 : Elections legislatives.

مكدا من الاصل

k aller . The state of M-2 12 7 - ge la CLE d' Marce la CLE d' grane is ---na a Berrain badalı Sireinin. dust be procession. BES COL ps odiocasa \*--men is it. Linear M. Croc ----19h x HE THEN possibles Citiz III II -MILE TO SERVICE STREET MORRIS CT. annania aura TO DEPEND dimension in the second M Less 10 -----STORE OF ST der manner and a second 中年 2000年 -Property of the second (transie ~ ~ program: BE SEE T. more come a la demons a rate --copelato. 100 g / ft 125 --per park to the second MINISTER IZ 1 mm to 500 .... Both & B. .... OFFICE STATE 50E3 211 REMINERAL & COMMENT OF THE PROPERTY OF THE PRO SACR DESCRIPTION OF THE PERSON defend des sections Arm of Faccon Compd. or at press ..... Capa a far or com-Avec les élections folian Constant

mens de la ser Tantana

Consistence of the Consistence o

Constitution (2) 4

**\*** 

STATE NO. 1.

# onflits:



W WYO . - ct beq

NAME OF STREET

MENTS.

Marriedo Love

THE THE

materias.

Take.

MANAGE.

A. Linkson

艺 大 山

MARKET BELL

CO. L.

TE STEEL

A 20 30

地 电电话

n. 1000

E.M. # "

Park at Mark

64 A 45 cm

Tel. 10. 15.

10 2 4

غه ماحاسم

--- X

40 3 45

. . . . .

\*\*\* \*\*\*\*

A. 20.2.

ومعاشفت به

To 200

1500 860

Section 25

- 443

Act to the

11 4 4

\*\*\*\* F

\*\* \* \*\*\*

4. ....

A. . . . . . .

A. 5" . JE

All and

£ 50 3

3 . . . . .

707

200

10 about 18

DESCRIPTION OF THE PERSON OF T

~\_---

W 45 22

A 150

Track State

4, 431.4

12.20

\*\* \* \* \* \*\* \*\* \*\*

£, ....

12.734 \*b.\*.~

1.00

19841 est allé jusqu'i reconnaitre la Républe arabe sahraouie démon tique (RASD). Décisi qui créa des tensions qui créa des tensi le Maroc et précipio Au lendemain de a

.

arrivée au pouvoir le ob nel Maaouya Ould In annonça une politique e stricte neuralité fac a conflit francicide du Salan occidental. S'il n'étal s question de revenir sir la reconnaissance de h RASD. Novakchou renouait les relations de matiques avec le Marie le problème du Sahara oni dental entra ensuite das une phase plus diplom tique, sous l'égide à l'ONU, avec l'acceptain du plan de paix (1988), de cessez-le fen (1991). L région conunt même a bref état de grace en 1986, avec la création de l'Une du Maghreb arabe (UMA) qui rassemble les cinq pap

d'Afrique du Nord · L'élaboration de listes électories sfin d'organiser un référendum d'aux desermination, bute sur les nombres e l'stacles souleves par Raba et le Mi parco conscients de leur enjeu crucid, tappelle un observateur de l'ONU m prote. Aussi le Conseil de sécurité ail mulement suspendu, au mois de ju '97%, les opérations de recensements pryndations sahraouies. A Novakrina en araint une reprise des anagues à Primario, et on redoute que les trope marocaines entrent sur le teribile national pour exercer un droit de pou-

Las relations avec l'Afrique nois restent tragiles. La contestation pr Dakar de la frontière, mais surou le --- assures de Négro-Africains en Ma cause paix de Maures au Sénégal edu les expulsions massives de par a d'autre ont provoqué la rupture des réthems entre les deux pays en soit 1989. Leur retablissement et la mise en plac d'un plan spécial d'insertion des téligres (PSIR) n'ont pas encore about m regieracut des préjudices materiels pour ies quelque 60 000 Mauritaniens réfu

piés au Sénégal. Avec le Mali. la situation est marque par le retour dans ce pays des Toures et des Maures. Quelque 120 000 pamanner avaient fui, surrout dans le su ic la Mauritanie, après les massans perpetres, a partir de 1990, par l'amés et les milices des paysans songhais la arric application de l'accord signé a :FIZ entre les Touaregs et le gouvent ment de Bamako n'a permis le n'a de la paix qu'au début le Lanee 1996 (6).

La reprobation internationale at lesdentain des massacres de Négro-Afr parte du Golle om amene le préside Guil Taya a un changement de pol-Title Visus le pays reste enclave des Lare de rones les plus confictells Afrique, et sa stabilité dépend na confictelle partie, de l'apaisement des un g er s régionales.

. Mary lattice designs 20 mail 1990 20 T & afternor Senson 20 total 1990 20 T & afternor Senson, a Les relamises mon-ners, pour la carte des exclus . Le Mon-man . Acc

The Philippe Marche in Tribus charts of the Magaziner, Karthala Pars, 1992.

Late Magaziner, Karthala Pars, 1992.

Alexander vous l'empris d'un réfut d'un

The second section is a second section of the second to the or infration militare on regions, the base of t

re-chronologiques

as succession to a familiar devical the life Pent diseases and the property of the Materialne (RSM) in PONU india construction of the continue is being marine strain, and another The second second account a contract of the second was to the second of the second of the Manufacture constitute

the most of the contract of th the state of the second the first of the second of the

the control of the first of the property of the control of the con

grade and refer that the properties. the second of th to a second of the second of t

Rédacteur en chef de L'Orient-Express.

OUS ne guittons pas Hábron, nous nous redéployons dans une partie de la ville. Nous restona dans tous les lieux où e existe, existe ou continuera à exister une présence juive. Les forces armées israéliennes, et elles seules, conserveront le contrôle et le responsabilité [de ces zones] et continueront d'y opérer partout sans eucune restriction [...] (1|. » Au len-

demain de la conclusion, à l'aube du 15 janvier dernier, de l'accord israélo-palastinlen sur Hébron, M. Benyamin Nétanyehou ne cachait pas sa détermination à maintenir, quoi qu'il en coûte, la présence des colons juifs dans la ville, désormais coupée en deux, vingt-cinq mille Palestiniens continuant à ployer sous occupation « Sachez que nous ne vous considérons pas comma un appendice insignifiant de quatre cents juifs ; vous êtes nos frères, lan-

çait-il aux fanatiques qui occupent le centre de la cité. Nous nous préoccupons de checun d'entre vous. Vous êtes nos représentants dans la ville des Patrierches. » Hébron vient ainsi s'ejouter à le longue liste des villes qui auront connu la division au cours de cette seconde moitlé du siècle, de Nicosie à Sarajevo, de Belfast à Berlin, de Beyrouth à Jérusalem. Si l'évacuation partielle de la « ville des Patriarches » a provoqué un baroud d'honneur d'une fraction de la droite nationaliste et de l'extrême droits, elle a été largement approuvée par l'opinion israé-

lienne at par le Parlement. Avant même les élections générales de mei 1996, M. Nétanyahou avait annoncé qu'il respecterait la lettre des accords d'Oslo signés par les travalllistes. C'est parce qu'il avait fait cette promesse - « la paix dans la sécurité » - qu'il avait, d'extrême justesse, remporté le scrutin. Le premier ministre pouvait d'autant mieux entériner le compromis du 15 janvier que celui-ci ne remet nullement en question ses objectifs d'expansion.

SAMIR

KASSIR \*

U printemps 1996, Poperation

israélienne contre le Liban, « Raisins de la colère », avait ébréché l'image d'un

pays « en voie de reconstruction ». Mal-

gré la réunion, à Washington le

16 décembre dernier, des Amis du

Liban, qui a débloqué des fonds d'aide

et a donné son quitus à l'équipe au pon-

voir à Beyrouth, l'escalade verbale entre

Israel et la Syrie a accentné les craintes,

les frais des tensions régionales. Les pro-

pos délibérément menaçants du coordi-

nateur des activités israéliennes au

Liban, M. Ouri Lubrani, en décembre

1996, alimentent également une véri-table psychose chez les différents res-ponsables. Cette inquiétude s'est visible-

ment propagée aux services de sécurité libanais quand s'est produit un attentat aux mobiles toujours incomus contre un

minibus civil syrien, à une vingtaine de kilomètres de Beyroufu, le 17 décembre

1996. Aussitôt, des rafies massives ont été menées dans les milieux de l'opposi-

tion chrétienne, alors qu'ancune piste sérieuse ne les justifiair L'hypothèse

d'une manipulation destinée à décapiter

ce qui reste de cette opposition, pourtant

par ces arrestations et les mauvais traite-ments infligés aux détenus devaient amener le chef de l'Etat à désavouer

clairement sa police. Entre-temps, les

interpellations, survenues à quelques

jours de Noël, avaient envenimé encore

nn peu plus le désarroi des chrétiens. La réconciliation nationale reste à réaliser,

le retour des déplacés est loin d'être

achevé, et nombre d'entre eux sont

convaincus qu'ils sont les senls à payer

les erreurs de la guerre. Ils sont persoa-dés que l'accord de Taëf de 1989 signifie

le reimplacement de l'ancienne hégémo-

nie maronite par une hégémonie musul-mane. Et le maintien à l'écart de la

sphère institutionnelle des dirigeants

chrétiens des années de guerre, qu'ils soient en exil comme le général Michel Aoun et l'ancien président Amine

Gemayel, on en prison comme M. Samir

Geagea, no fait qu'entretenir ce malaise.

s'offrait l'occasion d'assainir les fonde-

ments de la vie publique, elle a été lamentablement gaspillée. A l'autonme

1995, déjà, la prorogation du mandat du président de la République, M. Hias

Hraoni, au terme d'un amendement de la

Constitution taillé sur mesure, était

Avec les élections législetives,

Quoi qu'il en soit, l'émotion suscitée

inoffensive, a été avancée.

population, de faire à nouveau

Pour l'instant, l'autonomie palestinienne reste limitée à 4 % de la Cisjordania : quelques villes entourées de colonies et da soldats, réduites eu statut de bentoustan. Et les trois retraits ultérieurs de l'ermée israélienne des zones rurales, prévus par Osio!!, en: ete reportés d'un en. Qui plus est, nen n'est dit, dens l'accord du 15 anvier, de l'ampleur de ces redéploiements. Dans uns « lettre d'accompagnement », Washington a mêma reconnu e israé: Is droit de décider seul de ce dernier point, an fonction de ses bescins

INJUSTICES ET INSTABILITÉS MENACENT LE RETOUR À LA PAIX

#### Hébron

de sécurité. Quand bien même ses troupes se bomeraien! à évacuer quelques villages ou quelques kilomètres carrès, l'Etat juit aurait, pour Washington, tenu ses angagements.

Libération des prisonniers politiques, établissement d'un passage sûr entre Gaza et la Cisjordenie, construction d'un port et et ouverture de l'aéroport à Geze; comme ses prédécesseurs, M. Benyamin Nétanyahou s'est engegé à répondre à ces ravendications palestiniennes, Mais, comme eux, il pourra utiliser, eu nom du principe de « réciprocité » inscrit dans le texte du 15 janvier. n'importa quel prétexte pour refuser de tenir ses engagements - au nom, par exemple, de la faiblesse aupposée de l'Auterité palestinienne dena sa lutte contra le terrorisme. Enfin, et la premier ministre l'e souligné avec insistance, les retards pris sur le calsndrier lui donnent « une plus grande marge de manœuvre » ; chaque jour, des logements supplémentaires sont construits en Cisjordanie; chaque jour, des colons e'y installent, qu'il faut, évi-

dsmmsnt, « défendra contre les terroristes ». Pourtant, an acceptant le retreit de l'ermée israélienne d'une partie de Hébron, M. Netanyehou a dissipe les légères brumes qui euraient pu obscurcir le ciel des relations avec les Etats-Unis. « Il [faut] faire crédit eu premier ministre pour le courage qu'il a montré en faisant cet accord », déclarait M. Martin Indyk, ambassadeur eméricain en Isreël (2). « Vous pouvez être essuré, lui écrivait pour ea part le secrétaire d'Etat eméricain, Warren Christopher, que l'engagement des Etats-Unis pour la sécurité d'Israël est catégorique et représente la pierre angulaire de notre relation spéciale. »

Pour prouver cet « engagement », le département d'Etat américain a confirmé par lettre qu'il dégageeit le gouvernement israélien des promesses faites par Itzhak Rebin d'évacuer l'ensemble du Golan (3). Les négociations entre Damas et Tel-Aviv, dont la reprise est annoncée par le presse israélienne, s'en trouveront affectées. Les tansions sont déjà fortes dens le aud du Liban, Pour la pramière fois depuis plusieurs années, le Mossad, dans son rapport annuel sur la sécurité, a désigné la Syrie comme le denger principal pour Israēl (4). Ls « nouvel ordre » imposé par les Etats-Unis au Proche-Orient resesmble de plus en plus à l'ancien : instable et injuste, instable parce qu'injuste.

(1) Summary of World Broadcasts, BBC, Londres, 18 janvier 1996.

(2) Mideast Mirror, Londres, 22 janvier 1997.

(5) C'est Zeev Schiff, le chroniqueur militaire du quoidien israèlien Hauren, qui a révelé cette information. Cité par Mideast Mirror, Londres, 22 janvier 1997. .4) Summers of World Broadcasts, B&C, Londres, 23 janvier 1997.

# Désordre établi au Liban



BEYROUTH EN CHANTIER.

apparue comme la mise à nu d'un régime d'exception à qui tout devient possible quand cela convient à son protecteur syrien (1). Depuis, rien n'est venu corriger les effets du coup de force

C'est une politique menée de bout en bout sous influence syrienne, qui a pré-sidé à la préparation des législatives de l'été. Pour ce scrutin, une nouvelle loi électorale devait être promulguée. Selon l'accord de Taëf de 1989, le découpage électoral devait épouser celui des moha-fazat (l'équivalent des départements) evant la guerre, il suivait celui des caza (les arrondissements) -, mais il était convenu qu'une nouvelle division administrative scrait mise en place. Or les Elections de 1992, les premières après la fin du conflit, ne suivirent pas ce principe : alors que deux départements senlement étaient transformés en circonscription électorale élargie (Beyrouth et le Nord), deux autres étaient fondus dans une même circonscription (le Sud et Nabatieh), le découpage par arrondissements étant maintenu pour les deux demiers (la Bekaa et le Mont-Liban).

#### Une Chambre introuvable

CETTE inégalité de traitement fut l'une des raisons du boycott décrété à l'époque par la plupart des persomalités et forces politiques agissant en milien chrétien - la participation n'y dépassa guère les 30 %. Le piètre résultat, combiné an caractère exceptionnel qu'avait explicitement revêtu la loi de 1992, rendait obligatoire l'adoption d'une autre législation pour 1996. Malgré un intense débat public, le gouvernement choisit l'attentisme, encourageant même les spéculations sur un possible report de la consultation.

Finalement, à peine six semaines avant le début des élections (étalées sur cinq dimanches), le découpage retenu fut

dévoilé: sous prétexte d'appliquer les dispositions de l'accord de Taëf, on maintenait le découpage de 1992 pour trois circonscriptions clargies (Beyrouth, Nord, Nabatich-Sud), tout en faisant du département de la Bekaa une circonscription unique. Seul le Mont-Liben restait divisé en arrondissements électoraux, au nombre de six, pour éviter le veto du dirigeant druze, M. Walid Journblatt, peu désireux de devoir dépendre des voix chrétiennes, majoritaires dans

ce département. Voice à la va-vite, la loi fut invalidée par le Conseil constitutionnel. Une autre mouture fut adoptée, encore plus rapidement, qui spécifiait que ce découpage inégal serait en vigueur pour une « seule et dernière fois ». On n'était plus alors qu'à cinq jours du premier scrutin, fixé

المعجود والمستحرين والمحاجب والمحاجب والمستحدود

au 18 août, qui devait être marqué par de multiples irrégularités : manipulations des listes électorales, vote des morts et des expatriés, expulsion des scrurateurs de l'opposition, bourrage d'urnes, confiscation des pièces d'identité des electeurs récomment naturalisés amenés par cars spéciaux aux bureaux de vote, interdiction de passer par l'isoloir et, en amont, achats de voix et pressions administratives, voire policières. Aggravées par les effets pervers du scrutin majoritaire dans les circonscriptions élargies, ces manipulations allaient produire une Chambre intronvable (2) où les opposams ne sont pas assez nombreux pour réunir les dix signatures nécessaires, le cas échéant, pour une saisine du Conseil constitutionnel.

L'opposition payait le prix de sa divi-sion. Pour simplifier à l'extrême, il faut distinguer l'opposition dite chrétienne, qui récuse les institutions de l'aprèsguerre; l'opposition institutionnelle et réformiste (multiconfessionnelle); l'opposition antigouvernementale mais pro-syrienne (tout aussi multiconfession-nelle).

Le premier courant s'était mis hors jeu en boyconant le scrutin de 1992. Cette fois, cependant, il paraissait tenté par l'enjeu, et de nombreux signes indiquaient une volonté de participer. Mais les atermoiements du pouvoir et son insistance sur un découpage hybride finirent par faire prévaloir l'option du boycott. Celle-ci fut confirmée lors de la formation à Paris d'un front tripartite regroupant le général Aoun, l'ancien président Amine Gemayel et M. Dory Chamoun, chef du Parti national libéral (qui réside à Beyrouth), choix appuyé par M. Raymond Eddé, exilé volontaire en

Pourrant, malgré de lourds griefs à l'égard du régime, la majorité des chrétiens s'étaient laissé apprivoiser en quatre ans par l'appareil administratif de l'Etat, et de nombreux hommes politiques, mesurant le prix de leur mise à l'écart en 1992, étaient résolus à ne pas répéter la même erreur. Le boycott fut battu en brèche, tant du fait du nombre de candidatures de personnalités chrétiennes que du taux de participation.

somme toute honorable - il avoisina les 50 % dans des circonscriptions purement chrétiennes. Pour autant, les anciens abstentionnistes, ayant pris le parti d'être candidats, ne réussirent que rarement à percer, combattus par leurs anciens amis à grand renfort de graffitis et de tracts, sous l'œil bienveillant de services de

sécurité d'ordinaire moins tolérants.

Les candidats de l'opposition institu-nonnelle qui s'étaient affirmés au cours de la législature sortante connurent un sort semblable. Si quelques ténors, comme MM. Sélim Hoss et Nassib Lahoud, parvinrem à s'imposer, les coalitions électorales entre les différents piliers du régime laminèrent certains des opposants les plus conséquents. Ainsi de

sud par l'alliance de circonstance entre le chef du gouvernement, M. Rafic Hariri, le mouvement chiite Amal du président de l'Assemblée, M. Nahih Berri, et le Cette dernière alliance, contractée sur

M. Habib Sadek, éliminé dans le Liban

les instances pressantes de Damas, venait illustrer, d'une manière presque caricaturale, la contradiction où se trouve cette frange d'opposants - peu amènes pour le chef du gouvernement mais étroitement liés à la Syrie, qui, elle, le soutient continument. Cette antinomie reflète celle qui sépare les deux principaux c coexistant au sein du pouvoir syrien. L'un s'incarne dans la personne du viceprésident de la République, M. Abdel-halim Khaddam, traditionnellement lié au chef d'état-major, le général Hikmat Chéhabi, tandis que l'autre regrouperait les principaux responsables des organes de sécurité, avec pour figure emblématique, dans les affaires libanaises du moins, le propre fils du président Assad, Bachar. Ce demicr est l'ami de plusieurs personnalités libanaises associées an ponvoir mais résolument hostiles à M. Hariri, qui, pour sa part, bénéficie de l'appui constant de M. Khaddam.

A bien des égards, M. Rafie Hariri, le premier ministre, apparaissait alors comme le grand vainqueur des élections. S'il avait essuyé un revers symbolique incontestable dans sa propre bataille à Beyrouth, en ne parvenant à surclasser ses deux principaux rivaux, MM. Salim Hoss et Najah Wakim, que grâce au déploiement d'une machine électorale phénoménale – et à un certain nombre d'irrégularités -, il semblait pouvoir compter sur l'assise parlementaire solide qui lui a fait précédemment défant. Renforcée par les blocs parlementaires de ses alliés les plus fidèles pendant ces quatre années, notamment M. Walid Joumblatt et M. Elie Hobeika, cette assise devait lui assurer sinon une majorité, du moins une positiou dominante dans ses relations avec le président du Parlement aussi bien qu'avec le chef de l'Etat. Sa politique de reconstruction, de plus en plus contestée, semblait pouvoir être imposée.

#### Damas divise pour régner

O R, à la surprise générale, il n'en e rien été. M. Joumblatt, allié jusque-là indéfectible de M. Hariri, fait fen de tout bois contre lui. Lorsque le go overnement est enfin formé, le 7 novembre 1996, on constate avec étonnement que certains des ministres sor-tants les plus proches de M. Hariri en ont été évincés. A l'inverse, M. Journblatt, plus critique que jamais, garde sa place, tandis que rentrent deux des « ministres frondeurs » dont le président du conseil avait eu tant de mal à se débarrasser en mai 1995, MM. Soliman Frangié et Talai Arslan, Illustration de ce changement de climat, le débat de confiance se révèle nettement plus éprouvant pour M. Hariri que ses succès électoraux, deux mois auparavant, ne le laissaient présager.

C'est que, entre-temps, les relations de M. Hariri avec la Syrie se sont subrepticement détériorées. Glissement dans les conlisses du pouvoir à Damas -où le général Chéhabi se serait écarté, dit-on, de son partenaire traditionnel, M. Khaddam? Irritation des dirigeants baassistes après une visite de M. Hariri à Washington, en septembre dernier? Projection sur la scène libanaise de la crispation consécutive à la montée de la tension régionale? Etant donné l'opacité de la scène damascène, on e du mal à discerner les raisons immédiates de ce revirement. Mais la conduite de la Syrie après la réunion des Amis du Liban, à Washington, indique an moins qu'elle ne considère plus avec la même sérénité sa simation an Liban. Sous les dehors satisfaits affichés par la presse officieuse de Damas pour le soutien financier accordé par les Occidentaux au « pays frère », les dirigeants syriens semblent avoir interprété négativement l'engage-ment américain : les Etats-Unis n'entendraient plus leur laisser les mains libres an Liban...

Du conp, la réconciliation nationale est moins que jamais à l'ordre du jour. Mais, par-delà, la dernière crise est venue confirmer combien la multiplication des centres de décision, tous soutenus par l'une ou l'autre aile du pouvoir syrien, est génératrice de désordre. Et qu'à trop vouloir contrôler le pays on prend le risque de le rendre ingouvernable autrement qu'en eyant recours, à tout instant, à l'arbitrage du parrain pro-

(1) Lire Samir Kassir, « Coup de force instin-tionnel au Liban », *Le Monde diplomatique*, décembre 1995.

(2) Voir les dossiers spéciaux de L'Orient-Express (Beyrouth), uº 10 (septembre 1996) et 11 (octobre 1996).

# Le Soudan au centre

EPUIS des semaines, la plus grande incertitude règne sur l'issue des conflits qui se déroulent dans deux des plus vastes pays du continent africain, reliés par une frontière commune : le Soudan et le Zaïre. Dans l'un et l'autre cas, des régimes à bout de souffle sont menacés par des mouvements de guérillas. Leur victoire bouleverserait les rapports de force et les intérêts géostratégiques des grandes puissances. Si, au Zaïre, une contre-offensive gouvernementale, encadrée par des mercenaires, semble remporter quelques succès, le régime islamiste du Soudan doit faire face à l'union de l'opposition politique nordiste, de la gnérilla du Sud et de ses voisins exaspérés par de permanentes ingérences de Khartoum.

- Par GÉRARD PRUNIER \*

Le 28 décembre 1996, près de la bour-gade d'Hamish Koreb dans la province de Kassala, dans l'est du Soudan, un violent affrontement militaire mettant aux prises deux brigades de l'armée gouvernementale et environ I 500 rebelles armés venus de l'Erythrée voisine a marqué un tournant dans la guerre civile entre le régime de Khartoum et son opposition. Le Soudan islamiste se trouve maintenant impliqué dans une guerre régionale non déclarée où il est menacé de déstabilisation par nne opposition désormais unifiée s'appuyant sur les gouvernements que Khartourn tentait de faire tomber.

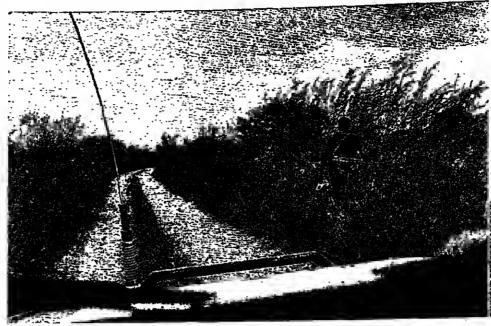
Nonveau renversement d'alliances dans les guerres de l'Afrique orientale, qui durent sous diverses formes depuis plus de quarante ans, la rupture entre le Soudan et ses voisins semble par moments ramener aux logiques bipo-laires des années 60, 70 et 80. En effet, lorsque le régime communiste éthiopien avait succombé aux coups de la guérilla du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) en 1991, Khartoum était apparu comme l'allié local privilégié du nou-veau ponvoir. Cette situation, qui n'était paradoxale qu'en apparence, tenait à la vision géopolitique de Washington à la fin de la guerre froide. L'accelération de la guerre civile en Afghanistan, à partir de l'intervention militaire soviétique de décembre 1979, avait amené le départe-

\* Chercheur au CNRS, Paris.

ment d'Etat et la CIA à tout tenter pour trouver des appuis antisoviétiques dans le monde islamique.

Partout, les diverses branches nationales du mouvement des Frères musulmans (1), radicalement anticommunistes, avaient reçu l'aide clandestine des Etats-Unis. Mais, à partir de 1989, toute une série d'événements – chute du mur de Berlin, évacuation de l'Afghanistan par l'armée rouge, montée du Front islamique du salut (FIS) en Algé-rie, etc. – avaient radicalement changé la donne. Les alliés d'hier, dont on s'apercevait tout à coup qu'ils étaient au moins aussi anti-occidentaux qu'ils étaient anticommunistes, commençaient à devenir genants.

L'arrivée au pouvoir du FPLT en Ethiopie et la victoire militaire de son allié le Front populaire de libération érythreen (FPLE) dans une Erythree qui allait bientôt devenir indépendante (avril 1993) s'étaient produites pendant ce que l'on pourrait appeler l'« interrègne », c'est-à-dire le moment où Washington n'avait pas de politique bien définie dans la région. Les États-Unis utilisaient discrètement le Soudan depuis 1988 comme canal de leur aide aux mouvements luttant contre le régime du colonel Haîlé Mariam Mengistu en Ethiopie et cette politique s'était poursuivie sans à-coups avec le nouveau pouvoir isla-miste installé à Khartoum en juin 1989. Vingt-deux mois plus tard, elle débou-



UNE PATROUTLLE AU SUD DU SOUDAN

chait sur le renversement du régime marxiste et sur l'entrée triomphale dans Addis-Abeba des guérilleros du FPLT accompagnés de tankistes soudanais. Très satisfait de cette ultime victoire de la guerre froide. Washington ne s'était pas autrement formalisé de l'appui du gouvernement soudanais islamiste aux nouveaux maîtres de l'Ethiopie puisque le FPLT avait bénéficié d'un solide soutien diplomatique américain lors de la conférence de paix de Londres (avril

Le problème, c'est que la nouvelle équipe au pouvoir à Khartoum avait une vision très claire de la politique d'extension de l'islam militant à l'Afrique noire qu'elle entendait mener. Les alliés du moment étaient, de ce fait, appelés à devenir les cibles de demain. Le Front national islamique (FNI) qui gouvernait désormais le Soudan avait plusieurs visages : celui bonhomme et cultivé de son dirigeant, M. Hassan El Tourabi.

celmi des affairistes comme MM. Khalid Osman El Mondawi et Abdel Rahim Hamdi, l'homme de la banque Faysal, mais aussi celui des « durs » de la révo-Intion islamiste comme l'actuel ministre des affaires étrangères. M. Ali Osman Mohamed Taha, et son adjoint, M. Ghazi Salah El Din Attabani. Pour ces derniers - et ils n'en faisaient pas mystère -, le Soudan était trop pauvre et trop marginal pour servir de base à un islamisme à vocation universaliste correspondant à leur vision. Il importait donc d'étendre le mouvement fondamentaliste le plus vite possible en commençant par les pays de la région. Il s'agissait d'une sorte de « trotskisme révolutionnaire musulman » refusant l'enfermement qu'aurait constitué « l'islamisme dans un seul pays (2) ».

Pour les tenants de cette vision, il n'y avait pas de différence entre la guerre « civile » dans le sud du Soudan et la subversion dans les pays voisins. Dans non musulmanes relevaient du concept clas de Dar El Harb (3) La démonstration se trouva faite en 1993 lorsque, à la suite d'offensives victo-rieuses contre la guérilla sudiste, les forces de Khartourn parvincent an contact direct de l'Ouganda, à l'extrémité méridionale du pays. L'obsession du régime était que le pré-sident ougandais Yoweri Museveni, qui connaissait depuis longtemps le colo-nei John Garang, chef de l'Armée de libération des peuples du Soudan (APLS), puisse venir à son aide au nom d'une solidarité à la fois culturelle (l' « africavisme » face à la x poussée arabe ») et idéologique (M. Museveni comme le colonel Garang appartenaient à l'ancien niche progressiste et bien str laïque).

Dès 1993, donc, le régime islamiste se mit en devoir d'aider une petite guérilla résiduelle qui végétait sur la frontière ougandaise en pays acholi. Il s'agissait de l'Armée de résistance du Seigneur (ARS), mouvement millénariste héritier de la révolte de la prophétesse Alice Lakwena, qui s'était sonlevée contre le gouvernement ongan-

(1) Pondé par l'Egyptien Hassan El Banna en 1928, l'organisation des Prères musulmans a és la première organisation islamiste moderne. Les Frères ont ensuite assaimé en de nombreux cha-

es nationaux hors d'Egypte. pitres nationaux hors d'Egypte.

(2) De ce point de vue, on peut dire que la direction du FNI soudanals était composés d'e internationalistes » convaincié, ce qui est loin d'être le cas de tous les mouvements islamistes. Les islamistes algériens et égyptions, par exemple, sont beaucoup plus nationalistes. Sur le régime islamique, irre Alain Gresh, e Les militaires soudanais en quête de légitimisé », et lean Gueyras, « Le pouvoir islamiste se consolité », Le Monde diplomatique, respectivement octobre 1989 et juillet 1994. *Le Monde diplomati* 1989 et juillet 1994.

(3) Selon une conception de l'islam classique, Der El Harb représente toutes les unres non musulmanes où il est donc liene de pratiquer le djibad, la guerre pour la foi.

# Incertitudes d'une fin

COLETTE **BRAECKMAN** \*

crise qui a éclaté en novembre 1996 à l'Est du Zaïre, où l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo Kinshasa (AFDL) s'est emparée des principales villes du Kivu, n'a pas sculement permis le retour de quel-

Journaliste, Le Soir, Bruxelles, auteur de Terreur ofricaine, Fayard, Paris, 1996.

que 600 000 civils rwandais et la disperde dizaines de milliers de réfugiés qui errent toujours sur les pistes et dans les forêts (1). Elle a aussi été le crucl révélateur du climat de fin de règne que connaît le Kinshasa après trente-six ans de dictature. La crise a révélé que l'Etat n'était plus qu'un décor vermoulu et a démontré que l'armée zaïroise, qui n'a jamais eu d'autre chef que le maréchal Mobutu Sese Seko, est incapable d'assurer la sécurité des citoyens et l'intégrité

Pour conquérir Uvira, Goma, minière de Bunia, qui commande l'accès aux mines d'or de Kilo Moto, les forces de l'AFDL n'ont pas dû se livrer à de violents combats : il a suffi de la rumeur de leur approche pour que l'armée zaïroise se replie en débandade. A chaque fois, le scénario est idenoque : refusant de se battre, les soldats se livrent à des pillages, à quelques dernières exactions contre une population civile qu'ils ont pris l'habitude de ranconner, puis s'enfuient à bord de véhicules volés aux organisations non gou-vernementales (ONG), aux religieux on

aux dernières entreprises de la place. Lorsque les « rebelles » prennent possession du terrain déserté par les forces adverses, ils s'efforcent de rétablir un certain ordre public, qui se traduit par la fin de l'insécurité, ils tentent de rassurer la population, de convaincre les notables locaux de collaborer avec les nouvelles autorités. Ils veillent à accueillir des transfuges de l'armée, dont le ralliement est d'autant plus enthousiaste que, dans un premier temps en tout cas, il s'est traduit par le paiement d'une solde en dollars. Malgré les discours et les promesses, le ral-liement n'est cependant ni massif ni spectaculaire : en réalité, chacun suit que la déroute de l'armée zaïroise pourrait n'être que passagère, et craint une reconquête qui se traduirait par de nombreux morts au sein de la population et par des représailles à l'égard d'éven-

tuels « collaborateurs ». La déliquescence de l'armée zaīroise est bien réelle : rivalités entre des unités « privatisées », qui se comportent comme des milices mises au service de personnalités ou d'intérêts financiers; militaires non payés depuis des mois, ayant revendu munidons et uniformes ; luttes d'influence entre la Division spéciale présidentielle, la Garde civile et le Service d'action et de renseignements militaires (SARM). Bien dirigés. convenablement équipés et rémunérés, les soldats zaīrois pourraient retrouver les qualités dont ils avaient fait preuve dans la Force publique, du temps de la

Tel est précisément le défi auquel doit répondre le nouveau chef d'étatmajor, le général Marc Mahele Lieko Bokungu. Ce demier est un vétéran de toutes les guerres de la région, depuis Kolwezi, qu'il reprit aux côtés des Français en 1978 jusqu'à la guerre du ligne contre le Front patriotique en 1990. Sa bravoure mais aussi sa dureté (sa répression des pillages et des mutineries de 1993 fut extrêmement violente) fout de lui un militaire craint et respecté, qui a toujours proclamé sa fidélité absolue au président Mobutu, mais aussi son sonci de respecter les institutions du pays. N'appartenant pas à la même ethnie, quoique originaire lui aussi de la province de l'Equateur, il est en mauvais terme avec les généraux Nzimbi et Baramoto, parents du président Mobutu.

Assisté par des conseillers militaires français, le général Mahele s'emploie à rendre à notiveau opérationnelle son armée, une tâche qui pourrait prendre du temps; et il s'efforce surtout de récolter des soutiens concrets : des armes, des munitions, des avions, et des mercenaires. Venus de France, de Belgique, de Serbie, mais aussi d'Afrique du Sud - maigré ses dénégations, la société Executive Ontcomes (2) a fourni des anciens membres des forces spéciales sud-africaines -, plusieurs centaines de « soldats de fortune » ont déclenché une contre-offensive que Kinshasa promet « foudroyante ».

#### Présence de mercenaires

ETTE attaque effraie-t-elle les membres de l'Alliance? M. Laurent-Désiré Kabila, porte-parole de l'AFDL et qui est lui aussi un vétéran de la rébellion, après trente années de maquis et de vie semi-clandestine partagée entre la Tanzanie, l'Ouganda et le Zaïre, se gausse de la menace de reconquête militaire, tandis que le commandant Kisasse Ngandu, qui a suivi des cours à Berlin et qui est le neveu du général Olenga, héros du combat nationaliste, assurait il y a quelques mois que la perspective d'affronter des mercenaires a été prise en compte dès le départ, puisque depuis trente ans le maréchal Mobutu a toujours eu recours à des alliés extérieurs (3).

En réalité, les membres de l'Alliance sont à la fois plus forts et plus vulnérables que les « rebelles » des lende-mains de l'indépendance. Parmi les combattants se trouvent des Tutsis dits Banyamulenge, originaires du Sud-Kivu et qui ont été entraînés et appuyés par une armée rwandaise désireuse de supprimer la menace que posaient les camps de réfugiés. Des Zaïrois venus d'Ouganda combattent également dans l'AFDL, et il est plus que vraisemblable que le président Museveni a trouvé là l'occasioo de faire payer an Zaïre l'appui apporté aux rebelles musulmans, les Tabliqs, qui opèrent dans la région de Kasese, au sud-ouest de l'Ouganda. D'autres Zairois se retrouvent dans cette Alliance composée de quatre partis d'opposition : des militaires déserteurs on ralliés, des opposants décus par les blocages et les duperies de la transition démocratique, des jeunes, très nombreux, très radicaux, qui ne croient plus

anx partis d'opposition traditionnels dénoncent leurs compromissions et estiment que la dictature doit être renversée par la force...

S'il est évident que le Rwanda et l'Ouganda sinon le Burundi ont trouvé un intérêt direct dans l'implantation de cette rébellion à l'est du Zaïre, et l'ont sans doute encouragée, il est certain aussi que le monvement tronve ses racines dans le pourrissement d'un régime en fin de course. Les semaines à venir diront si les combattants « rebelles » sont suffisamment entraînés et équipés pour supporter le choc d'une contre-offensive, et s'ils disposent encore du soutien des pays voisins qui les avaient initialement appuyés pour sécuriser leur frontière commune avec le Zaīre. Certainement meilleurs militaires que les participants aux jacqueries pay-sames des années 60, les « rebelles » ont d'autres faiblesses : tout d'abord, ils sont nettement moins nombrenz, quelques milliers; ensuite, le temps n'est plus où l'URSS, la Chine on Cuba ravitaillaient des soldats africains engagés sur le front de la guerre froide. Désormais les armes sont prises sur l'ennemi. ou payées avec les ressources locales, celles que fournissent les mines d'or, de

(!) Lire Colette Bracckrown, « Du Rwanda an Zaire, l'onde de choc d'un génocide », *Le Monde* diplomatique, décembre 1996. (2) Lire Laurence Mazure, « Lucrative reconver-ion das merceraires sud-africains ». Le Monda intomanique, octobre 1996.

(3) Schot une source informée citée par l'agence Reuter, le 19 janvier demier, le commandant Kissasse Ngandu aurait trouvé la mort, quelques jous plus 10t, près de Botembo, dans une embuscade vraiserublablement tendue par des guerriers Mat

#### magazine littéraire N° 351 - Février 1997 Stefan Zweig écrivain européen LES AUTEURS DU MOIS : Jean-Philippe Toussaint, Dominique Fernandez, Roger-Pol Droit, Felisberto Hernández, Heidegger/Jaspers, Robert Sabatier LE GRAND ENTRETIEN: François Maspero Chez votre marchand de journaux : 30 F OFFRE SPÉCIALE 6 numéros : 132 F Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez □ Jacques Derrida □ Witold Gombrow | Kant | Guy de Maupassant | Livi-Strauss | La fin des certifudes | Jaan Genet | Roland Barthes | Jacques Lacan | Georges Perec | Cétne, Voyage au bout de la nuit □ William Faulkner □ Italo Calvino □ Virginia Woot □ Albert Carnus □ Marguertte Duras □ Jean Starobirski Boris Vien ☐ Icheknov ☐ L'Age du Baroque ☐ Chegrins d'amous ☐ Michel Leiris Règlement par chèque bancaire ou postal magazine littéraire 40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.45.44.14.51



ETT. distance of ICPI -74 FOR ----医底 25.

10 To 12

GE SUE

1 III ...

200 Page 2

TEN L TEN

TENER.

Here Parks ---

THE PARTY OF THE P

OPERATE TO

&G217 :---

mcir:

Miles Land

REPORT A CONTRACTOR

WE & STATE OF

CAR 3-1 -

d'une guerre, r

MINES & CO. (E) TTTT ... 1 3 m DE TOTAL : E 1 2 ---ACZ 13 . T. SECTION. Section 19 To 19 mere Election inter to a k Cipi a vier. de Commercia Page 21 - Fr. Entra de la constante de la co 1 2 2 2 S A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH THE SECTION

1 1/27

being a server GREAT T. E

APLS , PERE

tite . h fa :

T. Areans

Lands Total

Weigne M. R.

contain le très le

die mariament.

Samuel Language

Des 1995. 5

and the same

The second of th

tras a la transporte tode komi ominanti de la la trasporte de la comi

متسيبيني ببري بالمارين بالمراجي

Material Material

de en en el el ellore el

And the state of the state of the state of

arms of the most in the designation

The second of the Person of Francis

A STATE THE DESCRIPTION

To the Control of the

The second section of the second section is the second section of the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the se

te a transfer to the state of t

المستخدقة على والنسائية والبور المورون المسار

Service of the servic

The state of the s

Company of the second control of the second

Section 1 to 12 to

Control of the contro

The second secon

Algeria Service

- Comment of the state of the s

nie w neig, )



Berling Sets, Kingles of prints occurred a minima the the American Karener or profit possible the training to be managed trapped. to be to militare cumming a 大学 の 一年 と ところ **東京 中央に終せるとがさらばる** taken de Seynes ARS at Mary Mary Towards to tended tenter de bina: WE K 199 W. Co. 121proposed to have Library where or other to provide La etc. American The The first of the second of the

Please Appendison 17 4. · 西城 安徽 244 117 1 Month of the An application of the Comment. C. Property. MERCHANISE THEFT with party this freeze our faire and the the state of the s Performance of the contraction The state of the state of # men minate ? with the same of the same seem promoter the Membership

the first belowings at the Princip Augustines District udes d'une fi

Mr. T. Sanked To

THE PROPERTY OF

THE PROPERTY OF BE MENNE IN CAPPER LANGE OF THE PROPERTY. Salaminatural to the ANT THE PARTY OF MELLINE ALL MEL THE KENTY IN Marine Marine Marine . the second of the second The townson of the THE THE PERSON .... A S Security of the Co. ment. Ben Beiben bit- --

**新教性的**以 一年,"下"

or water person to

MALE SAMES IN SECTION

Water market in the

Procence de mercenaires Service of the servic Milyaness will no State of the state

Charles of the street of the s Marian The manufact of the Section Visit Section 2. die 1 Mark Mark 1987 of sound the best the 电路磁性 建二十二十二 William William Company of the confession of the grander to the MA SECTION A

施 100 mm 1975年 1976年 the a report was to be 國史 中野山江 (1) S West Propose Dak page the hear him Company of the market in 1 and 4 Market Notes The service of the se Water Street THE PARTY OF S my mer 450

equipment of a later www.Pepoet in de Buganite Accept being with gantal della MANA - FREE CO. M.

E STATE OF THE A THE PROPERTY OF المحافي فالعواد ومهو 18 1 1 Walter 18 1

d'une guerre régionale de De Bik dais en 1987 et qui, banne, s'était réfu-giée an Kenya. Le chef de l'ARS, M. Joseph Kony, n'est pas un « fondadenomination of the control of the c mentaliste chrétien » comme on l'a trop souvent écrit, mais un illuminé qui se prétend inspiré par des espaits, qui badi-Grover areas geomne ses combattants d'une substance magique censée les protéger des balles doct de l'e et dont le programme politique se résume au respect des dix commandements bibliques et à l'installation de la Para L'obse banque d'Ouganda à Gulu. te inne ca 2 Sans se formaliser de ce syncrétisme Mascree, practical states of the control of the con délirant, les islamistes de Khartoum l'aident depuis trois ans et demi. Les forces de l'ARS, qui sont passées dans ce laps de temps de deux cents à trois mille hommes, tuent les cyclistes, les vieux et les instituteurs (trois phobies de M. Joseph Kony), violent les écolières

CŒUR DE L'AFRIQUE

pagne. Bien qu'elle n'aime guère le président Yoweri Moseveni et qu'elle ait Une alliance hétéroclite

E dernier venu dans le trio des organisations combattantes anti-Museveni, l'Alliance des forces démocratiques (AFD) qui opère dans l'ouest de l'Ouganda à partir du territoire zaïrois, est symptomatique des alignements géopolitiques dans la région. En effet, l'AFD est un « produit » conjoint sou-dano-zalrois (4) construit à partir de quatre sources : des combattants musulmans appartenant à la secte Tabligh (5) réfugiés au Zaire au printemos 1996 après l'échec de la constitution d'un maquis près du lac Albert; des chômeurs de diverses origines ethniques (baganda, banyoro, batoro); des combattants bakonjos (6); enfin des Hutus rwandais partisans de l'ex-gou-vemement responsable du génocide de 1994 et qui out fui les camps de la région de Goma lors du récent « nettoyage » du nord du Kivu par les forces rebelles de M. Laurent Kabila, appuyées par le nouveau régime à dominante tutsie au pouvoir à Kigali depuis trois ans (lire, cidessous. L'article de Colette Brueck-

dans les pensionnats avant de leur cou-

per nez et oreilles et brûlent les voya-

geurs vivants dans les autocars de cam-

voté massivement pour l'opposition légale à l'élection présidentielle de 1996, la population civile acholie, épouvantée, fuit vers les villes. Mais l'aide militaire de Khartoum permet toujours de ramasser suffisamment de jeunes chômeurs ruranz pour alimenter cente guérilla de l'Apocalypse.

Au début de 1996, Khartoum a trouvé un autre relais anti-ougandais, le Front de libération de la rive occidentale du Nil (FLRON). Celni-ci est plus « clas-sique » que la guérilla millénariste de M. Joseph Kony et opère à partir du ter-ritoire zaïrois dans la région de Kaya. Il est composé de représentants de certaines ethnies locales (oubi, kakwa, aringa) à dominante musulmane dont les cadres sont des anciens de l'armée d'Idi Amin Dada. Il a de vagues buts « politiques », jusqu'à présent jamais explici-tés dans un document cohérent. Moins violent que l'ARS, il est aussi moins

On a donc face an régime du président Museveni une alliance hétéroclite où se retrouvent les islamistes de Khartoum, le régime du président Mobatu Sese Seko, l'ex-ponvoir hum rwandais, les illumi-nés de M. Joseph Kony et les anciens officiers du général Idi Amin Dada. Ce conglomérat regarde vers Paris avec l'espoir que la vague sympathie francaise, motivée par l'obsession du complot américain », se transformera en une aide sérieuse, ce qui n'a jamais été le cas.

Alors qu'il était assez logique que le pouvoir de Khartoum considère l'Ouganda « infidèle » comme un terrain de manœuvre pour ses visées d'exportation islamiste, les ex-alliés du Soudan dans la lutte contre le régime comministe du colonel Mengistu ne devaient pas être mieux traités, en dépit de leurs fortes populations mu partir de 1992, les émissaires du FNI ont tenté de recruter tous les mécontents de la politique de « fédéralisme ethnique » qu'Addis-Abeba était en train de mettre en place (8). Les principaux étaient les

Oromos. Mais la direction politique du Front de libération oromo (FLO), la vicille organisation qui avait longtemps lutté contre le pouvoir du colonel Mengisto, était à dominante chrétienne et n'accepta pas de s'allier avec Khartoum malgré son hostilité envers le régime du président Meles Zenaw.

Le pouvoir soudansis en fut réduit soit à créer des organisations oromos purement islamiques comme le Front islamique pour la libération de l'Oro-miya (FILO), qui ne furent jamais bieo efficaces, sort à joner sur le problème des minorités musulmanes non abyssines comme les Somalis. De ce côté-là, Khartoum a eu plus de succès. Le groupe islamiste al-litihad al-Islami (l'Unioo islamique), né vers 1991, est un produit de la décomposition de la société somalienne à travers l'éprenve de la guerre civile. Grâce à l'idéologie islamiste, des jennes de diverses origines claniques tentaient de retrouver une expérience minimale de cobésion « nationale ». Mais, malheurensement, al-Ittihad est très vite devenu un instrument de la politique extérieure de Khartoum, proclamant le djihad contre l'Ethiopie « impie » et y commettant régulièrement meurtres et attentats par l'intermédiaire de la forte population somalie qui y vit.

L'un de ces attentats, la tentative d'assassinat de M. Abdul Majid Hus-sein à la mi-1996 (9), a été très mal pris par le régime d'Addis-Abeha, Lorsque des arrestations dans les milieux somalis de la capitale éthiopienne out mis au jour l'étendne du complot, la réaction du gouvernement a été de frapper mili-tairement les bases arrière d'al-luihad dans le Gedo, de l'antre côté de la fron-tière somalienne. En représailles, Addis-Abeba s'est également mis à coopérer activement avec l'opposition soudanaise en exil. Celle-ci était d'ailleurs déjà installée en Erythrée. Lui anssi « proche » du Soudan au moment où il avait pris la pouvoir, le président avait pas moins toujours considéré les bommes du FNI de manière très circonspecte. Lorsque, en janvier 1994, un premier commando co provenance du Soudan avait été intercepté en terri-

tnire érvihréen, le gnuvernement d'Asmara avait réagi vigoureusement en menaçant Khartoum de représailles. Devant la multiplication progressive des escarmonches dans le courant de l'année, les opposants soudanais, et notamment les opposants musulmans qui avaient un certain mal à s'identifier à la lutte « africaine » et « chrétienne » de l'ALPS sudiste, commencerent à arriver à Asma. Priés au début d'être discrets, ils devinreot onfficiels » l'année suivante lorsque le gouvernement érythréen finit par rompre les relations diplomatiques avec Khartoum et par faire cadeau de l'ambas-sade du Soudan à Asmara aux oppo-

sants. C'est à ce moment que la politique soudanaise de subversion, trop confiante dans les effets rapides du prosélytisme islamique révolutionoaire, commeoça à perdre le contrôle des évécements. Lorsque le soutien érythréeo à l'opposition soudanaise oordiste devint militaire dans le cnurant de 1996, il o'y eut aocuoe protestation dans le monde arabe. Et en octobre de la même année, à la suite de fortes pressioos exercées par le président Issayas Afeworki sur les opposants musulmans, ceux-ci accepterent le chrétien Juho Garang comme chef militaire supréme.

#### Le rôle de Washington

'ULTIME pièce do dispositif ano-Khartoum – après les premières sanctions prises par les Natinos unies en avril 1996 – vint des Etats-Unis. Washingtoo annonça que 20 millions de dollars d'équipements militaires « 000 meurtriers » (c'est-à-dire des tentes, des uniformes et des chaussures) allaient être donoés à l'Ouganda, à l'Ethiopie et à l'Erythrée.

Malgré les molles dénégations américaines, chacan savait que, derrière ce cadeao « innoceot », il y avait une volooté anti-Khartoum et probablement d'autres sommes discrètement allouées à des achats plus offensifs. Le déclenchement d'opérations militaires générales par l'opposition soudanaise à partir de toutes ses bases étrangères est

(4) Ce n'est pas la première lois que Khartoum et Kinshasa coepèrent. Depuis 1992, à chaque offensive des lorces gouvernementales souds-naises contre l'APLS, les troupes islamises pénétrent au Zaïre avec l'accord du gouvernement et de Paris, qui tolère la traversée du territoire de

(5) Cette secre musulmane d'origne pakista-naise est devenue en Ouganda une secte islamiste

(6) Les Bakonjos intrett depuis plus de quarante ans courte tous les gouvernements de Kampala pour protester contre leur inclusion forcée par les Anglais en 1904 au sein du Royaume (aujourd'hai District) de Toro. Ils vivent sur les pentes très boisées du matsif du Ruwenzori, terrain idéal pour la guérilla.

en cours. Sun issue est iocertaine, comme celle de toute bataille. Le viceprésident soudanais, M. Zubeyr Mohamed Saleb, est allé au Caire pour tenter de ranimer chez les Egyptiens les vieilles peurs d'un « complot antimusulman », et plus concrètement d'une meoace sur le contrôle des eaux du Nil. Mais, quel que soit le succès de Khartoum dans sa recherche d'appuis militaires extérieurs, le régime islamiste soudanais, usé par la guerre civile et par la déconfiture économique, devenu un paria international et ayant suscité l'bostilité de la majorité de ses voisins par ses opérations de subversion, se trouve dans uoe situation d'une extrême gravité.

GÉRARD PRUNIER.

(7) Les vértuables statistiques qui permettraient de comaitre le rapport chrétiens/musulmans en Ethiopie et en Erystrée n'existent pos. Une estimation sommaire donnerait à ces deux pays entre 35 7 et 50 % de musulmans.

35 % et 50 % de musulmans.

(8) Le régime éthiopien postcommuniste pratique une étrange « démocratie » ob les seuls partis politiques autorisés sont les partis ethniques.

Obligatoire en Ethiopie, le « fédéralisme ethnique » est au contraire strictement interdit en Erythrée chez les alliés proches du régime

d'Addis-Abeba, là oi le même e noyau tur e eth-nique possède une majorité relative.

(9) Somali né en Ethiopie, Abdul Majid Hus-sein est le e M. Somali e du président Meles Zenava, pour qui il a réussi la prendre en main la région de l'Ogaden.

# de règne au Zaïre

cassitérite, de colombo tantalite, qui se trouvent dans les régions conquises. En outre, la jonction entre les combattants de l'Alliance et les populations locales o'est pas évidente.

Sur le plan militaire, les combattants Mai Mai issus des populations hundes soucieuses à l'époque de se défendre contre des réfugiés butus rwandais jugés trop envahissants, s'avèrent des alliés difficiles: ils combattent suivant leurs propres méthodes, un mélange de bra-voure et de sorcellerie (l'eau dont ils s'aspergent avant la bataille est censée les rendre invulnérables), ils refusent la discipline de troupes régulières et se montrent farouchement nationalistes, récusant des ordres qu'ils estiment venir de Kigali on de Kampala. Ils auraient même retoumé leurs armes contre leurs partenaires de l'AFDL, à la mi-janvier...

Enfin, si les populations civiles salnent le fait que dans les territoires conquis par l'Alliance elles jouissent d'une sécurité dont elles avaient perdu le souvenir, elles demeurent circonspectes face à ceux qu'elles appellent « les nouveaux maîtres ». Bien des habitants de Goma et Bukavu sont toujours prudemment repliés dans leur village. Ils craignent de faire les frais d'une contreoffensive, et si certains notables locaux ont accepté de collaborer avec le nouvean pouvoir, les plus prestigieuses des personnalités locales ont préféré s'abs-tenir.

C'est que, précisément, le Zaîre n'est plus celui des années 60, où la vie poli-

PAROLE DE TERRE. Une initiation africaine. Pierre Rabhi \* Albin Michel, coll. « Espaces libres », Paris, 1996, 245 p., 49 F.

Pierre Rabhi s'est lancé dans un geure diffi-cile : le conte philosophique. Deux sages, Tye-moro et Ousseini, aux prises avec le développement et l'occidentalisation de l'Afrique noire, dénoncent les méfaits des Blancs. Ils sont les porte-parole de l'anten qui, né au Sahara, est aussi proche du fermier des Cévennes qu'il est devenn que de l'éleveur toucouleur ou du paysan burkinabé. L'histoire se termine bien grâce au retour à la terre et à la découverte de l'agrobiologie, poste ouverte sur un paradis commun retrouvé. Par-delà les naivetés d'une vision du monde où la bonne volonté sufficait à désauner les tross agroalimentaires, on découvre l'atopic nécessaire d'un mode de saint par la terre, à nouveix simée et respectée. Une lecture sain-teure et roborative par ces temps de vaches folles et autres semences transgénériques. SERGE LATOUCHE.



tique était encore balbutiante. Depuis 1990, lentement, avec d'innombrables manœuvres dilatoires, des discussions interminables, le pays est entré dans une phase de transition démocratique. Celle-ci s'est traduite par la conférence nationale souveraine, la promulgation d'un Acte de transition, et la perspective d'élections en 1997, qui devraient être précédées d'un référendum constitutionnel portant sur la transformation du pays en État fédéral.

Tortueux aux yeux des observateurs étrangers, chaouque, marqué par les manœuvres de corruption du pouvoir mobutiste, par les faiblesses et les contradictions des partis d'opposition, ce cheminement démocratique est cependant bien réel, et sa lenteur a permis de l'enraciner jusque dans les régions les phis reculées. Or l'AFDL ne s'inscrit pas dans cette dynamique: M. Laurent Désiré Kabila o'a pas participé à la conférence nationale, ses lieurenants sont des personnalités peu connues ou perçues comme des « agents de l'étranger » alliés des Rwandais, ses troupes, à l'intérieur du pays, sont considérées - la propagande du régime aidant - comme

des aventuriers ou comme une armée d'envahisseurs. Bien des Zalrois qui se préparaient à aller aux urnes craignent que la situation au Kivu ne retarde plus encore des élections tant attendues.

A l'aspiration démocratique de la majorité du peuple 2airois s'ajoutent deux autres facteurs, eux aussi nouveaux par rapport aux années 60: le rejet, presque viscéral, de la violence - sentiment partagé par de larges couches de la population - et l'aspiration à l'unité nationale

Amplifiée par la propagande mobutiste, qui n'a jamais manqué de rappeler les centaines de milliers de morts que firent les rébellions et leur répression durant les années 60, la crainte d'une généralisation des combats hante l'esprit de tous les Zaïrois. Cette peur, cette aspiration à la paix, ce choix de la nonviolence, qui caractérise le principal parti d'opposition, l'Union pour la démocratie et le progrès social, ont jusqu'à présent permis à la population zaïroise de résister à bien des provocations ou d'en limiter les effets (entre autres en 1993, lors des épurations ethniques an Shaba et an Kivu). Ce paci-

fisme conduit une large part de l'opinion à se métier de l'action des « rebelles », coosidérée comme une aventure incontrôlable.

Méfiance renforcée par le sentiment de l'unité nationale : il est frappant de constater que, lorsqu'il est question d'implosion ou de démembrement du Zaīre, ces menaces sont toujours agitées par des étrangers au pays. Les plus coovaincus, des Français entre autres. tentent par ce moyen de présenter le président Mobutu comme incontournable. En réalité, le sentiment de l'identité nationale est profondément enraciné au Zaire, et même les Tutsis Banyamulenge ou les pasteurs tutsis expulsés du Masisi en direction du Rwanda en donnent l'exemple : leur objectif n'a jamais été le rattachement au Rwanda, mais bien la reconnaissance de leur appartenance à la nation zaîroise.

Ce souci d'unité est un garde-fou contre d'éventuelles tentatives de démembrement, contre d'hypothétiques sécessions, même si plusieurs provinces connaissent déjà une autonomie de fait par rapport à Kinshasa : le Kasaï occidental utilise sa propre monnaie, le

Shaba vit en symbiose économique avec l'Afrique australe, le Kivu a toujours entretenn plus de liens avec l'Afrique de l'Est qu'avec la capitale. Mais ce nationalisme peut aussi être manipulé et se transformer en chauvinisme, sinon en xénophobie, ainsi que la « chasse aux Tutsis », déclenchée à Kinshasa aux lendemains des événements du Kivu, l'a mistement démontré.

Si la crise du Kivu a confirmé la déliquescence de l'armée, révélé la profindeur du sentiment national et l'enracinemeot des aspirations au changement démocratique, elle a aussi mis en évi-dence, une fois de plus, les faiblesses de la classe politique. Dans le camp mobutiste, c'est le nationalisme exacerbé qui a prévain, les combattants de l'AFDL étant évidemment présentés comme des envahisseurs étrangers. Mais dans les rangs de l'opposition, la nouvelle donne apparue an Kivu a jeté le trouble : les uns se sont gardés de toute expression de soutien aux rebelles, craignant d'être qualifiés de traîtres; les autres, comme M. Erlenne Tshisekedi, le leader de l'apposition dite radicale, pronant la négociation avec Kabila.

Le bref retour au pays du président Mohutu, en décembre dernier, a ajouté à la confusion : alors que tous s'atten-daient à ce que M. Tshisekedi prenne la tête d'un gouvernement d'union nationale, c'est M. Kengn Wa Dondo qui a été reconfirmé dans ses fonctions, malgré les vives critiques dont il fait l'objet, pour son absence de politique sociale, mais aussi, sur fond de xénophobie, à cause de ses origines tutsies. Le président Mubutu a visiblement cédé aux pressions de ses alliés occidentaux, aux yeux desquels M. Kengo est un gestionnaire sérieux, capable d'assurer la transition, sinon de prendre les commandes en cas de disparition prématurée du chef de l'Etat.

Cette confirmatioo à son poste d'un premier ministre honni, l'affront infligé à M. Tshisekedi qui avait imprudemment annoncé sa nomination à la tête du gouvernement, auront peut-être poussé un certain nombre d'opposants à se rallier à M. Kabila, à ne voir d'autre issue que dans un renversement radical du système. Cependant, en cette fin de régime, toutes les options demeurent ouvertes et, aux yenz d'un grand nombre de Zaïrois, la reconquête militaire du Kivu demeure la plus hasardeuse des

bypothèses... COLETTE BRAECKMAN.

# Le Gabon entre pétrole et démocratie

ONDÉ par le président Omar Bongo, le Parti démocratique gabonais (PDG) a remporté plus des deux tiers des sièges aux élections législatives de décembre 1996. L'opposition, sur la lancée de ses succès aux élections municipales, à Libreville et Port-Gentil, croyait pouvoir inquiéter le pouvoir. Elle u'a pu triompher du « système Bongo », dans ce qui est un des plus petits et des plus riches Etats du continent et aussi l'un des plus fidèles clients de la «Françafrique» à l'ancienne. Pourtant, le désengagement de Paris pose de nouveaux défis à un pouvoir affaibli.

#### Par STÉPHANE ODZAMBOGA

Au Gabon, plus de deux décennies de régime de parti unique avaient institu-tionnalisé clientélisme et corruption tandis que l'endettement s'alourdissait du coût d'investissemeots hasardeux, tel le chemin de fer transgabonais. Peu de voies discordantes s'élevèrent alors : le pays connaissait une certaine prospérité grâce à la rente pétrolière, tandis que la presse restait sous contrôle et que les rares opposants étaient muselés par la police politique et la garde présidentielle, quand ils o'étaient pas emprisonnés, exilés on assassinés, comme Germain Mba en 1971.

Dans la seconde moitié des années 80, la chute des revenus pétroliers et l'accroissement de la pauvreté stimulent l'opposition ao régime, la contestation gagne la rue. Le président Omar Bongo est contraint de convoquer en janvier 1990 une conféreoce nationale qui aboutit à la proclamation du multipartisme. Une façon de calmer le mécontentement populaire et de respecter les « recnmmaodations » du sommet franco-africain de La Baule, en juin. L'avancée démocratique concédée par le président Omar Bongo o'est qu'un simulacre : les dizaines de partis politiques qui se créent sont financés par l'État, l'ancien parti unique conserve la majorité absolue lors des élections législatives, outrageusement truquées, de 1990, un des dirigeants de l'opposition, Joseph Renjambe, est mystérieusement

Lors de l'élection présidentielle de décembre 1993, le président Omar Bongn est réélu dans des conditions douteuses au premier tour, devant soo principal adversaire, M. Paul Mba Abessolé, avec 51.18 % des vnix. Des manifestations, réprimées par la garde présidentielle, font de nombreuses victimes. Dans une atmosphère de guerre civile, les responsables de l'opposition regroutance (HCR) et les partisans du président Bongo engagent des oégociations qui se concluent, en octobre 1994, par la signature des accords dits de Paris. Il s'agit de mettre en place les instruments juridiques de la transparence : commission nationale, code électoral, etc., en vue des futures échéances. Si le président a su tirer parti des contradictions internes de l'opposition pour se maintenir au pou-

LAREVOLUTION

Tous les mercredis 1

voir, il a également profité des failles d'un système juridique inadapté et d'une administration à sa solde.

En 1997, le jen démocratique paraît une nouvelle fois bloqué. Certes, le der-nier scrutin municipal dans la capitale s'est soldé, après une première annulatioo eo octobre 1996, par la victoire de l'opposition. Mais ce succès prend in relief différent à la lumière du résultat des élections législatives des 15 et 29 décembre 1996. Reportées tout au long de l'année, en violation des accords de Paris (1), elles ont permis à l'ancien parti unique de confirmer sa domination dans des conditions de transparence cnotestables. Faute d'un improbable consensus et malgré quelques acquis, telle la renaissance d'une presse libre, les perspectives ee sont guère encourageantes. La version démocratique du système Bongn, marquée par une insécurité croissante et une incapacité relative à gérer le pays, a remplacé la versioo autneratique. Mais puur la population, démobilisée par les frances électorales et perdue dans un paysage politique complexe où se mêlent ambitinns personnelles et rivalités ethniques, la rue apparaît comme le seul lieu

Au-delà des apparences, le pouvoir reste depuis bientôt trente ans conceotré entre les mains du même homme, qui dispose à sa guise de la richesse clef du Gabon: I'or noir, Premier client et premier fournisseur, la France constitue le principal partenaire économique d'un pays où vivent plus de 10 000 de ses ressortissants. les entreprises françaises tirant pleinement profit de la zone franc (2). Aux sociétés de négoce et d'exploitation forestière héritières des concessions d'antan sont venus s'ajnuter les intérêts miniers : uranium, manganèse et surtout pétrole. Après le premier choc pétrolier de 1973, les gisements découverts dans les années 50 par l'Erap, ancêtre d'Elf Aquitaine, vont représenter la première ressource du pays, contribuant, sur la période 1974-1985, pour plus de 40 % du produit intérieur brut (3). L'épuisement temporaire des réserves et la chute du prix du baril vnnt cootraindre le pays à traiter avec le Fonds monétaire international (FMI) en signant le 22 décembre 1986 un programme d'ajustement structurel.



UNE IMPORTANTE PRÉSENCE DES ENTREPRISES FRANÇAISES

#### Points de repère

Population : 1 011 710 habitants.

Superficie: 267 667 km2. PNB: 4.75 milliards de dollars (les chiffres sons de 1994).

PNB par habitant : 4 468 dollars.

Dette extérienre : 3,9 milliards de dollars, dont 60 % à la France.

ources naturelles : pétrole (18,2 millions de tonnes en 1995, 72 % des exportations), manganèse (3º producteur mondial), uranium (6º producteur mondial), bois (qui emploie la moitié de la population active).

De l'indépendance au multipartisme

1960 : 15 juiller, Indépendance. La République du Gabon a une Constitution calquée sur celle de la France, avec un président de la République élu pour sept ans au suffrage universel, Léon M'Ba. 1964 : Temative de coup d'Etat militaire réprimée par l'armée française. Le président Léon M'Ba muselle l'opposition et met en place un système à parti unique, le Parti démocratique gabonais (PDG), qui sera institutionnalisé en 1968 par son successeur.

1967 : 28 novembre, Après la mort de Léon M'Ba, M. Albert Bernard Bongo devient président de la République. Après sa conversion à l'islam en 1973, il prend le nom d'El Hadj Omar Bongo. 1996: Le décès d'un opposant provoque des émeutes à Libreville et Port-Gentil. La Légion étrangère intervient sous présente de rapartier les résidents français (18 000, plus qu'au temps de la colonisation). Sauvé par l'intervention militaire française, le président Bongo doit toutefois lâcher du less, il autorise le multipartisme.

1993 : Décembre. La réélection de M. Omar Bongo à l'élection présidentielle déchaîne des vio-

1994 : Dévaluation du franc CFA de 50 %.

1995 : Expulsion de 40 000 immigrés (le pays, peu peuplé, attire une forte immigration venue des pays voisins, Guinée, Camerton, Congo).

1996 : Elections locales et législatives. Le PDG conserve la majoriré à l'Assemblée, mais le leader de l'opposition, Paul Mba Abessolé, remporte la mairie de la capitale, Libreville.

Au Gabon, comme ailleurs en Afrique noire, la France abandonne progressivement ses responsabilités économiques aux institutions financières internationales, se résignant à la dévaluation du franc CFA, à la grande fureur du président Omar Bongo, le pays étant lourdement tributaire des importatioos, notamment alimentaires. En revanche, en vertu d'un accord liant les deux pays, l'armée française dispose toujours d'une base permanente de 650 hommes à Libreville. Quant à Elf, véritable Etat dans l'Etat, il continue de jouer un rôle actif, grace ootamment à ses réseaux de

financement occulte (4). Mais la position privilégiée de la France suscite de multiples coovoitises, en particulier aux Etats-Unis, et le président Bongo a toujours su jouer des rivalités pétrolières franco-américaines pour faire pressino sur Elf ou sur le gouvernement français. Au début des années 90, les scrupules de Washington à l'égard du pré carré français eo Afrique se sont évanouis avec l'effondrement de l'empire soviétique (5). Le retour du multipartisme s'est accompagné de rumeurs sur le soutien apporté par les Américains à l'opposition. L'organisation du premier sommet Afrique-Amérique, à Libreville en 1992, a confirmé le regain d'intérêt des Etats-Unis. Les séjours d'opposants gabonais à Washington, l'attitude circonspecte de l'ambassade américaine après la réélec-tion controversée du président Bongo en 1993 ou encore l'aide qu'aurait reçue M. Paul Mba Abessolé pour sa station de radio tendent à indiquer que Washington, par l'intermédiaire de Ron Brown, secrétaire d'Etat au commerce (décédé en 1995), et de M. George Moose, sous-secrétaire d'Etat aux affaires africaines, mise résolument sur l'après-Bongo.

En Afrique. « la fiction d'une greffe accélérée de l'Etat-nation s'est effon-drée (6) ». Au Gabon, depuis l'indépendance, le pouvoir central, divisant pour mieux régner, a multiplié le nombre de circunscriptions administratives, trop élevé au regard de la démographie du pays. Les ethnies vivent séparées chacune dans leur province d'origine. Seul l'exode rural a permis de brasser les populations à Libreville. Port-Gentil et depuis peu Franceville. Même en milieu urbain, les Gabonais se regroupent par ethnies dans les quartiers pauvres.

La relative opulence des années de croissance pétrolière. l'entrée au gouvernement d'opposants notoires ou la présence dissuasive des militaires français

partis politiques s'opèrent essentielle-ment sur des critères ethniques en dépit des dénégations des principaux respon-sables politiques du pays (7). Le Gabon joue un rôle important en Afrique centrale par la volonté de son président. Sa longue pratique du pou-voir, les rapports privilégiés qu'il entre-tient avec la France, son maniage avec la fille de son ancien homologue congolais Denis Sassno Nguesso soot autant d'atouts dont M. Omar Bongo sait user avec habileté. Le Gabon finance largement les organes politiques, économiques ou colturels de la régioo (Banque des Etats d'Afrique centrale, Union douanière des Etats d'Afrique

centrale [Udeac], Centre international des civilisations bantoues...). En contre-

coivent pas l'Etat comme un instrument politique au service du développe mais comme un enjen qui assure à celle qui est au pouvoir sécurité, richesses et

domination. Celle du président est surreprésentée par rapport à son poids démographique, et les clivages entre

partie, il exerce des responsabilités importantes qui lm permettent, malgré sa petite taille et sa population peu combreuse, de disputer le leadership au Zaire et au Cameroun. La participation gabonaise dans le règlement des confins angulais et tchadien ainsi que dans la récente crise congolaise, la réunion des chefs d'Etat de l'Udeac en 1995 et le sommet spécial de la Banque africaine de développement en 1996, tenus tous deux à Libreville, témoignent ainsi des prétentions du Gabon à imprimer sa

Pourtant, cet activisme, marqué par une suite d'initiatives dispersées, appa-raît davantage come le fruit de la stra-tégie personnelle du président Borgo que comme le signe d'un grand dessein collectif, que pourrait effectivement constituer l'intégration régionale. Uo tel objectif, le seul qui vaille pour le Gabon dans la perspective de l'après-pétrole, paraît pour l'heure inaccessible. Comment, en effet, les dirigeants d'Afrique

marque à la politique régionale.

centrale à la tête d'Etats fortement centralisés et sans réelle assise populaire pomraient-ils consentir à praiquer de larges abandons de souveraineté et réns-sir à emraîner l'indispensable adhésion des populations?

(1) Lire Jean de Dieu N'Dontouney, « Les accords de Puris serout-ils respectés 7 », Le Nouvel Afrique-Asie, n° 79, avril 1996.

(2) Lire Jean-Baptiste N. Wago, Zone

(3) Live Hugues Alexandre Barro Chambries

(4) Lire Pierre Pénn, Affaires africaires. Fayard, Paris, 1983. Lire Stephen Smith, « Jacques Chine revient au pays d'Elf ». Libération, 17 juillet 1996. (5) Claude Wanthier, « Appéties américains et issions françaises » (e M

olidarités etimiques », Le Monde di novembre 1993.

(7) Lire l'entretien de M. Paul Mba Abessolé in Jeune Afrique du 20 mars 1996.

ont préservé le pays de rivalités ethniques trop vinlentes. Mais la construc-tion de la nation gabonaise, à comps de singans antitribalistes et de discours sur l'« unité nationale », o'est qu'un leurre visant à tromper institutions internationales et gnuvernements étrangers, tandis que les postes ministériels continuent d'être attribués en fonction de considérations ethniques. Le débat nécessaire sur la place des ethnies dans la nation, supposé dange-reux et subversif, a toujnurs été repoussé. Les principales ethnies ne per-

> Joël de Rosnay, Du pasteur au passeur ● Paul Caro, La marche obstinée du savoir · Roger Lesgards, Pour un nouveau pacte républicain • Georges Minois, Savant et théologien : le grand débat • Jean-Marc Lévy-Leblond, Le paradoxe de la démocratie • Claudie André-Deshays, Lettre ouverte aux jeunes Pierre Thuillier, Qu'estce qu'un savant ? • Le pouvoir dans l'étau : questions à François d'Aubert, secrétaire d'Etat à la recherche, et à Francis Mer, président de l'Agence nationale pour la recherche technique • L'ombre de l'idéologie, par Nicolas Truong • La méfiance de l'opinion - Entretien avec Isabelle Stengers, par Valérie Marange 
>
> Manipuler pour comprendre - Interview de Georges Charpak • Enseignement : peut mieux faire, par Caroline Helfter • Publier ou périr, par

Agnès Sinal • La mise en scène des inventions, par Fabrice Hervieu 🗣 La culture du questionnement - Interview de Goéry Delacote, directeur de l'Exploratorium de San Francisco Marc Dupuis, La science infuse, Internet diffuse Olivier Postel-Vinay, La re-



cherche française menacée d'asphyxie • Hervé Hamon : Lettre ouverte à ceux qui n'aiment pas la science Macha Séry, Cyber m'était conté ● Cyril Jarton, Roman au creux d'une éprouvette • Portrait: Mireille Viguier, immunolo-

UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

 Michel Serres, Le jour et le père ● Jean-Michel Gaillard, L'agrégation, un concours royal pour une élite républicaine Portrait de Jean-Pierre Rosenczveig, activiste des droits de l'homme • La violence en débat, avec Olivier Cachin, Martin Even et Bernard Charlot...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

صكذا من الاصل

## ocratie

California (Allah)

win if he

大 有事公司不。

14 · 140 p.

professional and the

医毒素 的复数

\* 74% ×

grant and the same

---

STREET, SAL WIT

convent pas l'Etat comme un insme politique au service du dévelopement de comme un enjeu qui assir les qui est au pouvoir sécurité, rédessa clamination Celle du président et a represente par rapport à son par demographique, et les chapes m cernographiques s'opèrem escrit, rattre politiques s'opèrem escrit, ratra des critères ethniques a la cles denégations des principam lesso sables politiques du pays (7).

Le Galverr joue un rôle imponate Attudes contrale bar la coloni de la Artique centrate par la volunte en prevailent. Sa longue pranque de par control de la rapporte privilégiés qu'il ma accet avec la France, son mariage met tille de son ancien homologue consti Dents Sussou Nguesso som and distracts dont M. Omar Bongo same aver habileté. Le Gabon finance les ment les organes politiques, ions ratques on culturels de la riga Ranque des Etats d'Afrique com Loris douantere des Etats d'Affig centrale [Lideac]. Centre intensine thes greelesctions barrouss..... Erone corrie, il exerce des responsable intentalités du la bemenent me sa retific table of sa population penses Breiter de disputer le leadership ; Porce et au Cameroun. La paracipio gara marse claire le reglement des confe angellare et tehadien amsi que des receive error congelaise, la rémioné chets d'Etat de l'Udeac en 1995 que sommet special de la Banque africe or descingmentent en 1996, tems te which is laborable, temporgnem and a terrentum du Gabon à impinere mangue 2 la publique régionale.

Programme, set activisme, member the state of mutatives disperses as Full davantage connue le fruit de bes think terminnelle du président Bos of the common is some d'un grand due Constitution of the program effections constituer Conferention regionals list a regional for anni qui vaille pour le Gar date la perspective de l'aprèsent en the trace remu, on eller les dingeons d'Alie percenta a la tete d'Eters foncientes it died et eathe reelle assise police terminant the consenter à prise à har you are made as the sourcement and The same of independent rese

A Control of the North State of the Control of the Supplied No. Wago Delta Santa And the second section in the second marketine - 12 the second of the latest the second to et in an er er ibt all The World Co. e diameter state 1 Part of the Control the ser war. The second secon Sample of the Contract of the The state of the state of

and the second of the standards

Im pundrut au pareur & Paul Caro, La mart Bages Lengurds. Pour un nouveau pactent Miner. Ser auf et thredogien : le grand debt black le paradour de la democratie o Con. the survey and prune of Pierre Thuillier. Que The pearwise clans l'etau : questions à france F & Francis Me Protection of a Francis Me pr the state of the restriction of the state of Versien l'anne La mefiance de l'opinion-le Par labere Marange Manage terroire de Catarie Charpak Engle have par Caroline Heller & Publier ou penis



LLE FURNILLE OF PRINCIPLE A REPLECTE

Le part et in faite de jerige die feit The state of the s Market Market are the contract of the state THE MARCHANO DE JOURNAUX

L'ÉTAT FÉDÉRAL EN PÉRIL

# Divorce à la belge

« Le mouvement national flamand ne

AINTIEN d'un Etat fédéral ? Confédéralisme à la flamande ? Séparatisme? Ces divers scénarios pour la Belgique fout l'objet du manifeste « Choisir l'avenir ». Lancé par l'auteur de cet article – avec ses collègues Christian Franck, André Frognier et l'historien Vincent Vageman -, il interpelle les milieux politiques du nord et du sud du pays. Fait rare en Belgique, une centaine d'universitaires des différentes universités francophones y ont adhéré. La Revue générale lui consacre son numéro de janvier, et il fera l'objet d'un livre à paraître en mars. Deux ans avant les échéances décisives, le débat ne fait que commencer.

Par BERNARD REMICHE \*

Préfaçant son Histoire de la Belgique des origines à nos jours (1), le grand historien beige Henri Pirenne commence par une mise en garde: « Tous les mobiles par lesquels on a courume d'expliquer la formation des Etats lui font également défaut. On y chercherait vainement soit l'unité géographique, soit l'unité de race, soit l'unité politique. La Belgique forme en effet une contrée sans frontière naturelle, où l'on parie deux langues et qui, depuis le traité de Verdun, relève de la France à gauche de l'Escaut, et de l'Allemagne à droite de ce fleuve. A partir du X siècle, cette terre de contrastes se coupe en une foule de principautés bizarrement dessinées et bilingues pour la plupart. Enfin, pour comble de confusion, les circonscriptions ecclésiastiques s'y croisent comme au hasard avec les circonscriptions politiques et rattachent le pays, sans tenir compte de la nature de ses habitants, iel à l'archevêché germanique de Cologne, là à la métropole romane de Reims. >

Voilà qui éclaire la situation actuelle de la Belgique. « Accident de l'histoire », elle naît en 1830-1831 de la sécession des provinces méridionales des Pays-Bas. « N'ayant pas voulu être hollandais, n'ayant pas été autorisés à donc résolus à devenir belges (2) ». résume l'ancien ministre belge Lucien

Au XIX siècle, le pays est dirigé par une bourgeoisie francophone-tant au

du niveau du pouvoir fédéral.

on propose de cogérer confédéralement

un résidu de compétences communes.

La justice, la politique étrangère ou la

défense sont des domaines où, par

« nécessité fonctionnelle », l'existence

d'une structure commune de forme confédérale se justifie encore. Cepen-

dant, comme le souligne le manifeste

« Choisir l'avenir », « le eritère de

nécessité fonctionnelle est en lui-même

inopérant pour réunir des peuples s'il n'est pas soutenu par une volonté et des

aspirations politiques partagées. (...) Si

l'on peut déjà envisager de scinder la

sécurité sociale et de « régionaliser »

les transports, comment la justice reste-

commun quand on connaît les diver-gences Nord-Sud sur l'amnistie, la

dépénalisation des drogues douces?

\* Professeur à la faculté de droit de l'univer-sité de Louvain, secrétaire général de l'Asso-ciation internationale de droit économique.

La Balustrade

de sciences sociales.

tous ouvrages sur demande

librairie

nale?

rait-elle une nécessité d'intérêt

Nord qu'au Sud - qui refuse aux peuples flamand et wallon le droit à la parole, tout en cherchant à diffuser un sentiment unimire dans toute la populanon. Le mouvement d'émancipation culturelle de la Flandre, conjugué à partir des grèves de l'hiver 1960-1961 aux revendications fédéralistes d'une partie de la Wallonie, va faire passer la Belgique d'un Etat centralisé et unitaire à un Etat fédéral. Aujourd'hui, il s'agit de savoir si la dernière réforme de 1993 est un aboutissement - comme l'affirmait la majorité francophone qui la vota au Parlement - ou une simple étape, comme l'estime la majorité flamande.

Sous une forme institutionnelle encore imprécise, le « confédéralisme à la flamande » entend en effet sortir de la Belgique fédérale, mais sans renoncer à une structure commune qui permettrait conserver une présence flamande et un droit de regard sur Bruxelles. Il faudrait « défédéraliser » la Sécurité sociale, le commerce extérieur, l'aide au développement, la politique scientifique, les transports ferroviaires, les télécommunications, etc. Il s'agirait anssi d'angmenter le pouvoir fiscal des régions et de supprimer les dernières facilités linguistiques pour les francocial. Enfin, le Parlement flamand, par un vote l'été demier, à réclamé le scission du vote de la Belgique au Conseil de l'Union européenne : à la Flandre trois voix, aux francophones deux.

Flandre: un nationalisme de nantis

D EPUIS mars 1996, sur la base d'une Comment la politique africaine et cernote du goovernement flamand, le tains aspects même de la politique Parlement flamand élabore le catalogue européenne qui touchent à la culture, à des nouvelles revendications qui visent l'emploi des langues dans les institutions de l'Union et aux aides régionales à l'affirmation d'une communauté politique flamande bomogène et à l'érosion feraient-ils l'objet d'une harmonie confédérale toute spontanée, alors que le consensus fédéral y est déjà labo-Certes, à côté de ces revendications conduisant à une très large autonomie, rieux ? »

En fait, une minorité de responsables flamands, nationalistes cohérents, est prête à renoncer à Bruxelles pour conquérir l'autonomie totale de la Flandre et se débarrasser du « poids wallon ». La majorité espère encore. sinon « reconquérir Braxelles », du moins en accentuer la dépendance : en faisant des Flamands de la capitale une des minorités les mieux protégées du monde (3), et en donnant aux instances confédérales un pouvoir de tutelle qui empéebe la région de s'autogérer comme les deux autres.

Cette montée de l'« antonomisme flamand » est encouragée par la crise dé la légitimité fédérale. Avec la dernière réforme institutionnelle, les régions se sont vues dotées d'assemblées élnes au suffrage universel et devant lesquelles des gouvernements régionaux sont res-ponsables : une nouvelle légitimité est donc née. En Wallonie et à Bruxelles, elle apparaît à l'immense majorité de la classe dirigeante comme complémen-taire de celle du pouvoir fédéral. Mais, en Flandre, elle est très souvent perçue comme concurrente de celle du pouvoir fédéral : en cas de conflit entre les deux, la légitimité enracinée dans la nation flamande ne l'emporterait-elle pas sur l'autre, fruit d'une coexistence binatio-

Le nationalisme en Flandre est ancien, on en trouve les premières traces il y a plus de cent cinquante ans. Mais il a évolué : hier défensif. fondé sur une alienation réelle des Flamands dans l'Etat belge, il est devenu, depuis quelques décennies, un nationalisme de nantis, expression d'une Flandre riche et dominante - à l'image de celui de la Ligue lombarde. Lorsque les hommes politiques flamands déclarèrent en chœur, il y a quelques années, « plus un franc flamand pour la sidérurgie wallonne », ils exprimaient ce nationalisme étroit - la sidérurgie flamande, comme l'industrialisation de la Flandre en général, s'est largement construite grace à la richesse wallonne de l'époque. De même, lorsqu'ils exigent la scission de la Sécurité sociale, ils onblient qu'au début des années 50 plus de 85 % des chômeurs étaient flamands, tandis que l'essentiel de ses ressources provenzient de la Wallonie...

peut se survivre qu'en formulant des revendications toujours nouvelles .. soulignait déjà, en 1966, une note interne confidentielle du Parti social-chrétien (PSC). Et de souligner qu'il est « turol en ce sens qu'aucun secteur de la vie insellectuelle, économique et sociale n'échappe à ses objectifs. Il trouve en effet sun origine dans la conviction que la patrie, e'est la Flandre ». Ce nationalisme n'aveugle certes pas tout le monde en Flandre, notamment parmi les jeunes. Mais, par-delà les sondages et malgré les déclarations isolées, on ne voit guère d'expression forte et structurée y répondre. Et e'est ici que se pose la question de l'avenir de la Belgique.

Face à l'ambition de doter la Flandre d'une structure quasi étatique, comment réagissent les franenphones? L'artitude de leurs partis à évolué depuis le début des réformes institutionnelles des années 60. Les formations traditionnelles ont d'abord fait des concessions aux revendications flamandes, qualifiées alors de « linguistiques »: en échange d'un accord présenté comme définitif, on renonça à des principes et des règles auxquels on prétendait tenir (4). A un mouvement fla-mand cohérent répondaient des franco-phones dispersés, nostalgiques de la « Belgique (prospère) de papa ».

La négociation du pacte d'Egmont en 1977, fut, pour la première fois, l'occasion d'un débat de communauté à communanté, débnuchant sur un accord global de réforme en profondeur de l'Etat. Hélas, en octobre 1978, sons la pression des milieux flamands radicaux. le premier ministre de l'époque, M. Léo Tindemans, avec l'accord du roi Baudouin, en empêcha la concrétisation. C'était sans doute la demière chance d'une solution équilibrée entre les deux composantes de la Belgique.

cédé, les Flamands avancant à chaque fois de nouvelles revendications auxquelles les francophones tentaient de répondre, mais de manière défensive, compte tenu de la situation économique et sociale de la Wallonie. Par peur du lendemain, ils cédaient à une bonne part des exigences flamandes, tout en défendant la formation des régions wallonne et bruxelloise et en exigeant le maintien des facilités lin-guistiques dans les enimones à statut spécial en bordure de la frontière linguistique.

Qu'en sera-t-il demain ? L'échéance normale, c'est 1999 : l'année de l'entrée en vigueur (pour la Belgique aussi) de l'Union monétaire européenne verra également se dérouler trois scrutins: européen, fédéral et régional. De plus, la loi de financement des communautés et des régions entrera dans son régime définitif.

Proportionnelle et absence de partis nationaux obligent, la formation du gouvernement belge fera inévitablement l'objet d'une négociation entre



JAMES ENSOR. - . Le Combat . (1896)

Nord et Sud. Et les formations flamandes v viendront avec une plate forme commoe de revendieations réduisant l'Etat fédéral à une pean de ehagrin... Or les partis francophones considèrent comme inacceptables les exigences de scission de la Sécurité sociale, de plus grande autonomie fiscale, de limitation des droits des francophones dans la périphérie, de renforcement des privilèges de la minorité flamande à Bruxelles, etc. Ils pour-raient donc être amenés soit à les refuser, soit à leur opposer des demandes irrecevables par les responsables flamands, comme la remise en eause du tracé de la frontière linguistique.

On risque donc une situation de hlocage, sauf à imaginer que le désarroi de la majorité francophone ne l'incite à entrer dans la lugique du « ennfédéra-lisme à la flamande»... Si, en revanche, les partis flamands sentent une fermeté réelle ehez leurs interlocuteurs francophones, peut-être accepteront-ils de négocier des améliorations de l'organisation de l'Etat fédéral, sans entrer pour autant dans un système d'autonomie qui le mettrait en péril.

rattachement à la France, en passant par la création d 'une contederation avec grand-duché de Luxembourg. La Belgique francophone se rapprocberait naturellement du pays avec lequel elle partage, non seulement une langue, mais aussi une culture et de nombreuses valeurs. Bref, la France pourrait se sentir un jour interpellée par ce que le poète Marcel Thiry appelle . ce cri du cap le plus nord-nord-est de la France (7) ». Certes, très peu de Belges francophones envisagent un rattachement à la France, et l'un ne voit guère les provinces devenir départements français. Mais, à terme, la solution rattachiste pourrait gagner du terrain, moyennant des statuts régionaux particuliers.

Sécession flamande et fin de l'Etat belge apparaissent évidemment comme un scénario-catastropbe. D'aucuns voient, au contraire, dans la récente « marche blanche » d'octobre 1996, qui mobilisa aussi bien des Flamands que des francophones, la preuve que la Belgique a encore de beaux jours devant elle. Sans doute le mouvement populaire actuel est-il de nature à détourner l'upinion de l'upinn de dislocation de l'Etat belge. Mais il ne l'enrayerait réellement que si la Flandre exprimait clairement sa préférence pour une Belgique binationale. Il fandrait, pour ce faire, qu'elle rejette la tentation de larguer une Wallonie en dépression écnnomique tout en ignorant le fait francophone majoritaire à Bruxelles. Le mouvement historique flamand pourra-t-il s'arrêter avec la fin du siècle? « On n'orrête pos un troin en marche. Hélas! .. commentait récemment Vincent Henderick dans La Libre Bel-

(1) Henri Pirenne, Histoire de la Belgique des origines à nos piurs, La Renaissance du livre, Bruxelles, 1972. (2) Lucien Outers, Le Divorce belge, Editions de Minuit, Paris, 1968.

(3) Grace aux mécanismes sur la protection de i si crace aux mecanismes sur la protection de la mnorité flamande de Bruxelles (10 élus sur 75 à l'Assemblée régionale), un élu flamand est à lui tout seul groupe parlementaire, chef de groupe et ministre régional, et dispose d'un droit de veto sur un grand nombre de décisions.

(4) Telles que la liberté linguistique, la consulta-

(5) Certains rèvers d'un sannt pour Bruxelles de ville libre et européenne. Mais, comme le souligne le manifeste « Choisir l'avenir », « l'idée d'un sta-nut "européen" peur Bruxelles inverse complète-ment la relation [entre] Bruxelles, ville d'accueil. ment la rélation (entre) Bruxelles, ville d'accueil, et les anstitutions qui sont ses hôtes. Au lleu que, pour exercer leurs fonctions, celles-ci jouissent des privileges et inamunités accordés par l'Etat d'accuell, ainsi que de leur public et des infrastructures urbaines que celta-ci leur assure, on voudrait les charger de la titelle, et sans doute du financement de la région bruxelloise. Plutôt que de s'embarrasser de cette tâche, qu'aucun Etat membre ne revendique, la Commission et le Conseil seraient uncites à s'installer silleurs. Onant à l'idée d'un Etat bruxellois purement indé-Quant à l'idée d'un Etat bruxellois purement indé-pendant, elle relève du monde des chimères...

16) Il faut savoir que les « minorités « franco-phones dans les communes à statut spécial de la périphèrie bruxelloise dépassent dans cinq des six communes les 55 %, pour aller su-delà des 70 % dans certaines d'entre elles.

(7) Marcel Thiry, Lettre du cap, suivi de D'autres tons, Editions Audré De Rache, (8) La Libre Belgique. Bruxelles, 6 janvier

## Une fédération Wallonie-Bruxelles

ET l'hypothèse d'une sécession flamande? En cas de refus par les francophones des réformes avancées par les partis flamands, la mise sur pied d'un gouvernement belge pourrait se révéler impossible. Forts de leur légitimité, le gouvernement flamand, rapidement constitué, et l'Assemblée flamande, démocratiquement élue, pourraient alors prendre des initiatives en contradiction, vnire en rupture avec les règles constitutionnelles beiges. Des responsables flamands, et non des moindres, not déià envisagé cette perspective. Il conviendrait alors de recourir à une consultation populaire permettant aux populations flamande, francophone et germanophone de choisir leur avenir institutionnel. Mais, dans la culture politique belge, la démocratie directe est suspecte. Pareille consultation serait. probablement refusée. Et l'on pourrait alors en venir à négocier les termes d'une sécession flamande.

« La sécession flamande, souligne le manifeste, laissera alors les francophones de Bruxelles et de Wallonie prendre en main leur destin. Les deux régions devront décider de leur avenir en recourant au référendum : vivre séparément ou former entre elles un

confédération que une fédération (on voit mal un resour à un Etat unitaire). La fédération est la forme d'Etat qui leur permenrait d'assurer leur solidarité tout en conservant leur autonomie (5). » La Belgique « résiduelle » drait alors la forme d'un Etat fédéral Wallonie-Bruxelles.

Cette perspective d'éclatement du pays implique la révision des limites intérieures formant les régions actuelles. En effet, ces limites devront se transformer en frontières d'Etat, ce qui suppose, dans un système démocratique. l'expression de la valonté des populations concernées. De nombreuses communes de la périphérie bruxelloise et de la frontière linguistione choisiraient sans aucun donte l'Etat fédéral Wallonie-Bruxelles (6). Et, si l'Union européenne n'a pas à s'immiscer dans l'évolution de la crise belge, on peut espérer qu'en cas d'éclatement du pays elle veille au respect du choix des populations en matière de frontières et protège les minorités où qu'elles se trouvent.

Sur l'avenir de cette nonvelle Belgique, plusieurs options se présentent, du maintien « tel quel » de cet Etat birégional (Wallonie-Bruxelles) jusqu'au

#### Nos précédents articles :

- Même la sport ne rassemble plus les Belges, par Serga Govaert (janvier 1997).
- Affairee et crisa de régime, par Jean-Marie Chauvier (octobre 1996). La culture fiernande toujours rebelle, par Serge Goveert (mars 1996).
- Discrédit politique en Balgique, par Sargio Carrozzo (mai 1995). Anvers la cosmopolite, Anvers la brune, par Ingrid Carlander (mai 1995).
- Délocalisation... chinoise en Belgique 7 par Denis Horman (mai 1994). • La Belgique en ses habits fédéraux, par Florence Beaugé (février 1994).
- Une demiera chance pour l'unité da la Belgique, per Sergio Carrozzo (juin 1993).

## FACE AU MODÈLE IMPOSÉ PAR L'UNIFICATION

# Les Allemands de l'Est redressent la tête

ANS leur « déclaration d'Erfurt », lancée à la mi-janvier, des intellectuels allemands reprochent au chancelier Helmut Kohl sa « guerre froide contre l'Etat social ». Voilà qui confirme la crise du modèle imposé, depuis l'unification, aux nouveaux Länder. Ayant expérimenté les deux systèmes, les Allemands de l'Est peuvent les comparer. Pour nombre d'entre eux, certains aspects de l'expérience socialiste méritent, réflexion faite, d'être pris en compte. Au premier rang des protestataires se trouvent les opposants d'hier au régime de la RDA.

Par notre envoyée spéciale BRIGITTE PĀTZOLD \*

Les intellectuels écrivent, les citoyens protestent. L'image de l'Allemand de l'Est pleurnichard (1), opposée à celle de l'Allemand de l'Ouest arrogant, prend un coup de vieux. Une oouvelle identité se profile des deux côtés de l'ancien mur. Selon un sondage, les Ossis (2) se considèrent comme plus indépendants, plus ouverts et plus soli-daires. Les Wessis. ao cootraire, confrootés à la première grande crise économique depuis la guerre, commencent à douter d'eux-mêmes (3). D'après une autre enquête, 90 % des Allemands de l'Est entendeot désormais prendre leur avenir en main, et 74 % estiment que les oouveaux Laoder peuvent se passer des experts nuestallemands (4).

Fini le complexe devant la supériorité ouest-allemande. Terminée la confiance avengle dans les économistes occidentaux. Ouhliés les « paysages floris-sants » promis par le chancelier Helmin Kohl. Sept ans après, l'unification tourne au désastre, Dans les régions de l'Est, désindustrialisées à 70 %, le chômage atteint 16 % - deux fois plus qu'à l'Ouest. La peur du lendemain a remplacé les lendemains qui chantent. Un symbole: le taux de natalité a chuté de 50 %.

Temps glacial (5) : c'est le titre donné par M. Friedrich Schorlemmer, ancien membre du Mouvement des citoyens, à son pamphlet cantre le modèle imposé aux 16 millions de vaincus de l'Histoire. Le travail devient un privilège, les boursicoteurs se frottent les mains larsque le chômage augmente, et trois quarts des citoyens côtnient sans broncher un quart de pauvres. Pis, les Allemands de l'Est dans leur ensemble sont devenus des marginanx. Economiquement, mais aussi politiquement : ils n'unt plus le droit à la parole. La plupart de leurs hommes politiques n'ant-ils pas été éliminés dans le plus pur style de la guerre froide ? La maindre critique n'est-elle pas assimilée à une nostalgie pour le régime de la République démocratique allemande (RDA), qualifiée de « seconde dictature ».

Mais ceux-là mêmes qui se présected camme « politiquement corrects » passeot sous silence les escroqueries commises sur le dos des Allemands de l'Est. Dernier exemple en date : les 850 millinns de marks accordés par la Commission de Bruxelles aux chantiers navals Vulkan, dans le Mecklembourg, ont été détournés par le gérant de la filiale onest-allemande de Brème. Commeot une telle somme at-elle pu se volatiliser sans complicités, demande M. Friedrich Schorlemmer. Le coupable a été arrêté plusieurs mois plus tard, mais entre-temps les liceociements sont allés bon train - d'autant que l'argent de la subvention n'a pas été re-

VIENT DE PARAÎTRE

MÉLANGES MALIENS

N°144 310 pages 100 F

CAHIERS D'ÉTUDES AFRICAINES

LA FOLIE DANS LA PLACE

PATHOLOGIES DE L'INTERACTION

Journaliste.

Dans les vitrines des librairies berliooises, deux titres sautent aux yeux : Ne regardons plus vers l'Ouest, de Hans-Jochen Misselwitz (6), et En avant vers l'Ouest sans oublier, de Daoiela Dahn (7). La peur fait place au défi. An centre de la formation politique qu'il anime à Potsdam, M. Hans-Jochen Misselwitz s'étonne d'avoir survécu à la foire d'empoigne des carriéristes veous de l'Ouest rafier les postes de direction.

Il passe pour le conseiller politique direct de M. Manfred Stolpe, le ministre-présideot social-démocrate du Land de Brandebourg, lui-même cihle d'une campagne sur sa prétendue collaboration avec la Stasi, Mais les Brandebourgeois ont fait corps autour de l'un des derniers hommes politiques de l'ex-RDA à o avoir pas soccombé à l'offeosive idéologique occidentale. De même qu'en 1995 ils avaient refusé la fusion du Brandehourg avec

Ancien opposant deveno secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le gauvernement de M. Lothar de Maizière en 1990, M. Hans-Jochen Misselwitz explique que « le dis-cours sur le "totalitarisme", assimilant la dictature communiste à la dictature nazie, sert en réalité à relativiser les crimes des nazis et à mettre l'accent sur ceux du communisme. On exige des seuls Allemands de l'Est qu'ils se confrontent avec le passé ». Ainsi les élites occideotales peuvent-elles « juger » celles de l'ex-RDA et, le cas échéant, les remplacer.

Berlin eo affirmant : « Nous ne

voulons pas d'une seconde uni-

Le transfert du pouvnir, poursuit M. Misselwitz, ne s'est pas limité au damaioe politique : 85 % des hiens industriels not été transférés d'Est en Ouest, sous la haulette de la Treuhand. Quant aux immeuhles, leur « restitution » bat son plein : les habitants de l'ex-RDA subissent leur secunde expropriation « légale » depuis la guerre. Bref, patrons et propriétaires sont à l'Ouest, salariés et chomeurs à l'Est. « Les quelques

rares fortunes constituées o l'Est oprès lo chute du mur n'y changent rien, constate M. Hans-Jochen Misselwitz. Les Allemands de l'Est doivent relever lo tête pour se faire entendre. La nouvelle Allemagne ne doit pas se réduire à la République fédérale d'ovant 1989 ovec 16 millions d'habitanıs de plus. 🛎

Volootairement provocatrice. M= Daniela Dahn ne voit pas que des inconvénients à l'absence de propriétaires privés parmi les Ossis. - Notre copitol, c'est justement notre expé-rience du rôle secondaire de l'orgent.

EDITIONS

latings de l'Écrair des Flantes Eauth

Et la cofoodatrice du mouvement d'opposition Renouveau démocratique en 1989 explique: « La RDA a cessé d'exister lorsque nous commencions à y prendre goût. La démocratie de base a disparu, les requins de l'immobilier et du marketing oot pris le relais. « Ce n'est pas pour ce modèle d'un capitalisme ronge por la crise que nous nous sommes battus. Ni pour ce genre de jus-tice empoisonnée par la double morale des Allemands de l'Ouest dont nous faisons l'expérience depuis sept ans ».

Et de citer le cas de Walter Kanf-mann, un écrivain de Berlin-Est. qui avait demandé en 1990 la restitution d'une villa à Duisburg eo Rhénanie – celle de ses parents, juifs, disparus dans les camps nazis. Trop tard : les délais soot dépassés, lui a-t-on répondu à Bonn. « La loi est ainsi faite - note le livre de Daniela Dahn sur la guerre de l'immobilier eotre Allemands de l'Ouest et de l'Est (8) – que 2,2 millions de demandes de restitution émanant de citoyens quest-allemands ont été satisfoites, mais qu'aucune demande estallemande n'o été prise en compte. » Et l'indemnisation des anciens prisnoniers? « Un mois d'incarcération dans les prisons de la RDA rapporte 550 marks, un mois passé dans les camps nazis ne vaut que 150 marks (9). » Et encore : seloo l'article 131 de la Constitution allemande, l'indemnisatino pour déportation pendant la guerre ne s'applique pas aux nouveaux Länder, Deux poids et deux mesures, encore, en

collectif. Aujourd'hui, je dirais qu'on se sent superflu, mais pas libre. »

Pour défendre leur cause, les Ossis peuvent compter sur une battante: Me Regine Hildebrandt, ancieooe opposante sous le régime d'Erich Honecker et actuel ministre du gouvernement social-démocrate du Brandebourg. Dans le petit saloo de son appartement, près de l'Alexanderplatz, elle déclare sans ambages : « Les premières victimes du tournant [Wende] sont les femmes. » Suit un vibrant plaidoyer pour les femmes qu'on licencie en premier (70 % des chômeurs sont des chômeuses), alors que le plus souvent elles sont seules à élever leurs enfants (le taux de divorce était déjà très élevé eo RDA). Habituées à travailler, elles ne supportent pas d'être reovoyées à leurs casseroles: les agences pour l'emploi croulent sous leurs demandes de stage, de recyclage ou d'emploi, même sous-

Mariée, mère de trois enfaots, Mª Regine Hildebrandt elle-même a travaillé comme biologiste, douze ans durant, dans un centre médical, désormais racheté par un investisseur italien. Ses anciennes collègues ont été licenciées on mises à la préretraite. La plus jeune a eu le « privilège » d'être reprise comme représentante en médicaments hien qu'elle soit chercheuse : « Elle avait une profession, maintenant elle o un job », conclut M= Regine Hilde-

wills auti

« Lorsque je suis entrée en politique comme ministre du gouvernement de Maizière, poursuit-elle, j'ai pensé qu'il fallait s'adapter : nous étions les perdants de l'Histoire et avions beaucoup à apprendre. Mais, depuis que j'assiste à la destruction systématique de tout ce que les communistes ont créé, même ce qui est économiquement viable, je ne peux que ruer à nouveau dans les bron-

#### Comparer les deux systèmes

S OUS la pression du lobby médical, par exemple, Bonn remet en cause les polycliniques – des centres de santé pluridisciplinaires où les patieots peuvent consulter différents spécialistes - au profit de la médecine libérale. « Au lieu d'intégrer ce que notre système avait de bon, proteste Mª Regine Hil-debrandt, on nous impose la solution pratiquée depuis toujours en RFA. Nous voulons être pris en compte avec notre

régime, un groupe de sans-emploi a transformé une maternelle désaffectée baisse des naissances oblige – en maison de jeunes. A Kids & Co, les ex-chêmeurs travaillent aux côtés de gens payés par l'Etat pendant un an. « Pour équiper le centre, nous avons commencé par récupérer des objets dont nos voisins n'avaient plus besoin », raconte Mª Steffi Marker, cofondatrice du projet. Dans les temps de pénurie, les Ossis ont appris à pratiquer l'échange, et cela leur sert. Grâce aux chômeurs qui se sont ainsi créé leurs propres emplois, les jeunes de Hellersdorf, longtemps tentés de trainer dans la rue, voire d'agresser les demandeurs d'asile, ont retrouvé une structure d'accueil,

Deroier signe, impartant, do « moral » retrouvé des Allemands de l'Est : le retour aux anciennes habitudes de consoumation, comme le montre un livre récent (14). Pour son anteur, Ina Merkel, « si, après le tournant, les Alle-mands de l'Est se sont empressés de changer de mobilier et d'acquérir les gadgets étalés par la société de consommation, ils reviennent maintenant à leurs anciens objets d'usage, tout simplement parce qu'ils sont plus résis-tants » - chaises, lampes, mais aussi vêtements. « Pour être admis dans certaines surprises-parties, il est de bon ton de porter au moins un vêtement typique de la RDA. » Le dernier chic, ce sont les blinusons de sport marqués aux initiales DTSB - Deutscher Turn und Sportbund -, l'ancienne association est-allemande de gymnastique et de sport.

Schwalbe (hirondelle): c'est le nom des cyclomoteurs fabriqués à Suhl et qo'nu s'arrache à l'Est comme à l'Ouest: facilement réparables, ils peuvent dépasser les 50 km/h réglementaires de la RFA et rouler à 60 km/h, la vitesse autrefois autorisée en RDA Les quatre salariés qui avaient racheté l'entreprise pour la sanver de la faillite peuvent se frotter les mains. En 1996, leur bénéfice a dépassé 200 000 marks, malgré les sombres pronostics de la

The Charles

Treuhand... Peut-être M. Wolfgang Thierse, viceprésident du Parti social-démocrate, a-t-il raison : « Face à la crise, les Allemands de l'Est ont au moins un train d'avance sur leurs compatriotes de l'Ouest. Ils sont plus flexibles, plus débrouillards et plus solidaires. »

(1) Lire Brigitte Plitzold. « Vague de déprime chez es Allemands de l'Est.», Le Monde diplomatique, mbre 1994. (2) Ossis et Wessis sont des termes désignant res-ectivement les Allemands de l'Est et ceut de

(3) Le sondage, réalisé en mars-avril 1996 à l'initia-tive d'Elmar Brithler et de Michael Geyer, de l'oni-versité de Leipzig, a porté sur 1 017 personnes à l'Est et 1 040 à l'Ouest.

141 Die Wochenpast, n° 41, du 12 octobre 1996 (le journal a cessé de paraître en décembre dernier). 1 000 Allemands de l'Est avaient été sondés en aeptembre 1000. embre 1990.
(5) Priedrich Schorlemmer, Eisige Zeiten. Ein Pumblet. Karl Blessing, Manich, 1996, 189 pages.

phiet. Kari 29.80 DML (6) Hans-Jochen Misselwitz, Nicht länger mit dem Gesicht noch Westen. Das neue Selbstbewusstein der Ostdeutschen, Dietz, Boon, 1996, 128 pages, 1930 DM.

(7) Daniela Duhn, Westwarts und nicht vergessen. Vom Unbehagen in der Einheit, Rowohlt, Berlin, 208 pages, 32 DM. (8) Duniela Dahn, Wir bleiben hier, oder wem gehört der Osten? (Nous ressons ici, ou à qui appartent l'Est ?). Rororo, Reinbeck, 1994, 223 pages, 12,90 DM.

(9) Danielu Dahn, Westwarts und nicht vergessen. Vom Unbehagen in der Einheit, op. cit. (10) Der Spiegel, Hambourg, nº 41, du 7 octobre

(11) Lire Brigitte Pătzold, « Berlin, métropole culturelle retrouvée », Le Monde diploma-tique, novembre 1996. (12) Regine Hildebrandt, Wer sich nicht bewegt, hat schon verloren, Dietz, Bonn, 1996, 159 pages. 29,80 DM.

(13) Angelika Griehner et Scarlett Kleint, Starte Frauen kommen aus dem Osten, Argon, Berlin 1996; 248 pages, 29.80 DM. (14) Ins Merkel, Winderwirtschaft, DDR Konsun-kultur in den 60° Jahre (Economie-miracle, Culture de consommation en RDA dans les années 60), Böh-ian, Cologne, 1996, 240 pages, 35 DM,



ENTRÉE DU MUSÉE DE WEIMAR « On se sent superflu, mais pas libre »

matière de retraites : un soldat de la Wehrmacht, même ancien SS, a droit à une retraite normale, alors que celle d'un fonctionnaire de la RDA est

C'est dire le « choc culturel » de l'unification à l'Est. D'autres sondages le confirment (10). Bien sûr, les Allemands de l'Est apprécieot leur ocovelle liberté - celle de voyager plus que celle d'être licenciés. Mais ils aspirent surtout à plus de justice : 77 % placent l'égalité au-dessus de la liberté. Issus d'une société peu différenciée, où cohabitaient souvent dans les mêmes immeubles professeurs d'université, ouvriers et dirigeants d'eotreprise, ils n'apprécient guère ce système individualiste où l'on doit jouer des coudes pour grimper jusqu'à la cime d'une pyramide sociale

toujours plus éloignée de la base. Dans la même enquête, 75 % des Ossis affirment que les citoyens ne sont pas égaux devant la loi. Avec le recul apparaıt plus rose une RDA daos laquelle les trois quarts des sondés voient « surtout » [...] « une tentative de construire une société plus juste ». Cooclusion du psychothérapeute Michael Geyer: « Les Allemands de l'Est sont intimement persuadés qu'ils sons meilleurs, humainement parlant. D'ailleurs, seuls 30 % des citoyens de l'Est (contre 70 % à l'Ouest) penseot que la démocratie est la meilleure forme

Pour le septième anniversaire de l'unification. la Volksbühne de Ber-lin (11) a fait salle comble avec un spectacle au titre évocateur : « La liberté rend pauvre » (Freiheit macht arm). Son metteur eo scène, Frank Castorf, confie : Je crois qu'on était finalement plus libre dans le système du totalitorisme collectif que dans la société actuelle dont le seul ressort est un individualisme mal compris et qui condamne tout ce qui ressemble de près ou de loin au

expérience de quarante ans. Certes, l'Est ne représente qu'un cinquième de l'ensemble de la population allemande. Cependant, nous avons le "privilège" d'avair vécu dans les deux systèmes, et pouvons donc en comparer avantages et inconvénients. . Sous le titre Celui qui reste immobile o déjà perdu (12), M™ Regine Hildebrandt vient de publier un livre dénonçant le dogmatisme de l'establishment : « Ce qui freine la prospérité de la société ouest-allemande, ce ne sont pas les Allemands de l'Est. accusés d'appauvrir leurs frères et sœurs, c'est l'immobilisme de l'esprit et de la politique. »

Dans la Frankfurter Allee (ex-allée

Karl-Marx) babiteot deux jeooes femmes qui ne sont en rien nostalgiques de l'ancien régime : Scarlett Kleint et Angelika Griebner. Dans un livre au titre aguicheur, Les femmes fortes viennent de l'Est (13), elles publient les récits de femmes qui ont surmonté le choc de la transition en créant leur entreprise, en écrivant un scénario de film ou en faisant de la poterie. Elles auraient pu ajouter leur propre expérience : l'une écrivait des chansons (souvent clandestines) pour un groupe de rock de l'Est, City, l'autre était une journaliste marginalisée par le système. Après avoir goîté à la liberté du pigiste, elles sont désabusées : « Le nouveau système est aussi répressif que l'ancien, lance Scarlett, qui écrit des scénarios pour la télévision. La pression du fric a remplacé celle de lo pollique. La censure reste présente. Les Wessis ne se rendent même pas compte du peu de liberté qui leur reste. Ils font tout pour plaire à leur supérieur hiérarchique et faire carrière. Même leur manière de s'habiller, soumise au diktat de la mode, est conformiste. J'ai l'impression que, malgré tout, nous étions plus libres chez

A Hellersdorf, une ville-dortoir à l'est de Berlin, autrefois cité-modèle du

ISAAC JOSEPH & JOËLLE PROUST EDS. RAISONS PRATIQUES, 7 301 pages #30 F LE REGARD SOCIOLOGIQUE Essais choisis EVERETT C. HUGHES TEXTES RASSEMBLES ET PRÉSENTES PAR J.-M. CHAPOULIE MACHINES À PAPIER Catalogue INNOVATION ET TRANSFORMATIONS sur demande DE L'INDUSTRIE PAPETIÈRE EN FRANCE 131 bd St-Michel 1798-1860 Louis Andre Tél.: 01 46 46 70 80

مكذا ساالاصل

# sent la tête

i pridinati di - . Maria Buttani stellar ft. h Marine Charles manytale, elle A CAN SPRINGER Minnet phones ... M Marian er cent THE PERSON NAMED IN COLUMN Chart statement of RESERVED TO THE MARKET & AUSTE De Souler : executive

Mattre, mere de fois Mattre, mere de fois tentralle comme hologie de divient, dans un come col-ma, canciere jur un messe. And the state of the second the rate of the building of the control of the cont term on oile and chester an and conclusion name

Lors par je sias entre ag more remarks de forme Marie de promote de transce festiva à malapter : nem dest festiva de Mainte Comple. of the flore Bond General to the districtions recommended THE ACT OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF San Col et Manufactur int.

military on graph & the

#### Comparer les deux systèmes

Ministrate was a direct the suppliered to the said. 20 2 2 2 2 1 Can Marie School Co. market. All the second Mer Manten Fi .. The second of the second WE OF MAR Sug. with the state of the

and the state of t ben a termination offer A KAN & CO & recommendation of the cover the liber benefit than each professional transfers gine beraturer ar eben ber the to deal of the bearing M. birt - Marker primites: or the more troops because A Course of the Party of the Pa ייים אוני יושר אוניים אוניים מייים where the contract of the property. received to the her dert hereig A framer date is no verte the time in latery displications with the control of a good. Control of the same

> Actes to the W. Pour security Markey and a street of the contract Harry Contract to the second Committee of the state of the A to be a section of the additional ien and entered and permitted the server Approximately the second April 18 Cart St. Comparties, Later Control of the Property and I design. No. 1881. La grange that of the American Commence the second of the second of the second The second contract of the species the state of And the second s

The street of the

in the man in the light are the second

The second of the second

to the second se The second secon 100 mm TORS Management of the State of THE LINE OF STREET production of the second Carrie of the same The second secon to the distance the state of the Management Committee of the The state of Factor and of the species in Marine Committee of the Mary Mary South and the sale

Markey California Control white the way to And the second second Marin Ray C. to the second Compeliate with the property of the 4. godfinanist 419 to the second of weeks to the state of the state The party of the second Topical Control A SE NAME OF Acres and a November Company of the same

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

4 Astomorphis

The Marie Service

Marie San Carlo

The second second second The second secon The second second tord and the lay read to be & Jacobson A

Marie Street Street

Mark Comments

obtenus quelques années plus tôt : M. Andreas Mölzer, rédacteur en chef de The Section of the Se Land Branch \* Professeur agrégé de sciences sociales à l'Université des sciences homaines de Stras-Marie de Marie de la E I M. My Marine

QUAND LE « NATIONAL-POPULISME » SÉDUIT DES INTELLECTUELS

# Fascinations autrichiennes pour M. Haider

. VICTOR KLIMA, qui a succédé le 18 janvier à M. Franz Vranitzky à la tête du gouvernement autrichien, devra faire face à la montée de M. Jörg Haider, à moins qu'il ne compose avec lui. Fort de 28 % des voix, le Parti de la liberté (FPO) est devenu le plus grand parti « nationalpopuliste » occidental. Son racisme prononcé mâtiné d'anti-intellectualisme n'a pas empêché le ralliement de plusieurs personnalités intellectuelles commes - dont l'écrivain juif anticonformiste Peter Sichrovsky.

Par ROLAND PFEFFERKORN \*

Irrésistible ascension. Avec l'arrivée de M. Jörg Haider à sa tête, en 1986, le Parti de la liberté (FPÖ) (1) passe de 4,98 % à 9,72 % des voix sur le plan oational. Trois and plus tard, anx élec-tions régionales, il double ses voix dans quatre Länder, et; grâce à l'appui des conservateurs du Parti populaire (ÖVP), son chef est élu à la tête du Land de Carinthie, malgré ses déclarations xénophobes et pangermanistes. Aux élections législatives de 1990, il obtient près de 17 %, avant de réaliser plus de 22 % en 1994 et en 1995. Enfin, en 1996, aux élections européennes comme aux municipales de Vienne, il frôle 28 % des voix. Parallèlement, les socianx-démocrates et les conservateurs, qui gouvernent ensemble depuis dix ans dans le cadre d'une grande coalition, emegistrent d'année en année de oouveaux reculs.

Des intellectuels, qui sons-estimaient antrefois la force d'attraction de M. Haider, multiplient les mises en garde. Nombre d'entre eux s'attendent au pire dans un proche avenir. « Il est maintenant certain que nous nous diri-geons vers la fin d'une période politique (2) », prévient le politologue Franz Birk. Professeur d'histoire contemporaine de l'université de Salzbourg, M. Gerhard Borz précise: pas le maximum de ses gains possibles. Si l'incapacité d'action des gouvernants se prolonge ou si elle est compen-sée par une politique à la fois précipi-tée et ratée, le FPÖ se transformera bientot en premier parti d'Autriche (3). »

Le succès du FPÖ s'explique en premier lieu par la politique économique et sociale mise en œuvre ces demières années. La grande coalitico a entrepris un démantèlement progressif de l'Etat social constitué par les sociaux-démocrates ao lendemain de la seconde guerre mondiale. CoIncidant avec l'entrée dans l'Union enropéenne. l'inflexion ocolibérale est particulièrement nette: privarisation des entreprises publiques, austérité dans tous les domaines, politique de l'immigration de plus en plus sévère...

Associés à la droite autrichienne, les soccesseurs du chancelier Bruoo Kreisky out ainsi tourné le dos à une orientation qui faisait autrefois la fierté des sociaux-démocrates enropéens. Rien d'étonnant si le SPO perd massivement des voix parmi les oovriers au profit d'un démagogue qui passe son temps à critiquer le gouvernement et l'Europe de Maastricht. A tel point que le FPO est devenu le premier parti ouvrier en Carinthie, dans le Tyrol et à Salzbourg ; à Vienne même, il mord sur un électorat onvrier qui votait massive-ment pour le SPÖ. En 1983, 10 % seulement des électeurs du FPÖ étaient des ouvriers contre 35 % en 1996. Inversement, le SPO, qui comptait 31 % d'électeurs ouvriers, o'en a plus

A y regarder de plus près, le FPŌ ne propose pourtant rien d'antre que l'accentuation de la politique néolibérale. « Chaque Autrichien qui réfléchit, résome l'écrivaio viennois Robert Menasse. sait que Haider gouverne déjà sous de nombreux pseudonymes (4). » Mais la raison n'a-t-elle pas déjà laissé la place à l'émotion ? Le chef du FPÖ ne recule devant aucun virage pour rester en phase avec l'air du temps. Il forge régulièrement de nouvelles formules. « Parfois ça marche "super", parfois c'est un ratoge complet », avoue-t-il. Prêt à dire tout et son cootraire, ce « caméléon » exploite avec constance toutes les peurs : peur de l'avenir, peur de la criminalité mon-tée en épingle par des feuilles de boulevard, peur des étrangers accentnée depuis la chute du mur, peur des « parasites sociaux » à l'heure où le chômage tooche les Autrichiens, longtemps épargnés. Bref, M. Jörg Haider le séducteur exorcise les angoisses des Autrichiens en flattant les « qualités naturelles » d'un penple sérieux, capable, droit et honnête - « ansiăn-



N OMBRE d'anciens nazis se re-trouvent dans le FPO. Il faut dire qu'en Autriche, ils purent poursuivre sans encombre leurs carrières : ici, comme en Belgique ou en Alsace, il n'y a pas en de véritable dénazification, et le cas de M. Kurt Waldheim o'a rien d'exceptionnel. M. Haider a préparé en sous-main son accession à la tête du parti avec différentes fractions, y compris les courants néonazis. Son père était d'ail-leurs gradé de la SA dès 1930, et sa mère, dirigeante d'une organisation nazie de femmes. Le 14 septembre 1986, une par-tie des délégnés déchaînés accueillent sa victoire par des « Sieg Heil! » Enthousiaste, un délégué déclare : « Avec Haider je retournerai en Russie, avec Steger [son concurrent malchanceux] je n'iroi même pas en vacances (6). »

L'aile grand-allemande l'a emporté. Pendant quelques années, Haider va cultiver la tentomanie. En 1988, à la télévision, il qualifie la nation autrichienne de « finisse couche idéologique ». Il se montre régulièrement dans les festivités des nostalgiques de la grande Allemagne et autres ex-SS. En 1991, il se félicite de la politique de l'emploi mise en œnvre par les nazis. Il décide même d'appeler son parti Die Bewegung (le « mouve-ment »), ainsi qu'Hitler désignait le NSDAP.

L'objectif du chef du FPÖ reste cependant le pouvoir. Il lui faut donc adopter des positions publiques plus « respectables ». D'où, depuis 1992, un changement de rhétorique : il soutient le renforcement de la législation antinazie, met en sourdine son chanvinisme grandallemand, se démarque des propos et des actes ouvertement antisémites, condamne les profanations de cimetières ou les attentats à la lettre piégée. Il n'hésite pas à écarter les représentants' des courants les plus extrémistes des postes de responsabilité qu'ils avaient

la Junge Freiheir (« nouvelle droite », comparable au Grece - Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne - français), en fera notamment les frais.

Il o'empêche : de manière certes plus discrète, M. Haider n'en continue pas moins de célébrer les Waffen SS, tout en refusant de se rendre à une exposition sur les crimes de la Webrmacht. Il fréquente toujours les corporations d'étudiants extrémistes au sein desquelles il a commencé sa carrière. Et il ne renonce évidemment pas à railler les intellectuels et à distiller les insimuations xénophobes. Les courants les plus extrémistes sont toutefois dépités, reprochant au dirigeant national-populiste son manque de cohérence idéologique. Mais il leur faut prendre acte de l'absence d'espace poli-tique à l'extrême droite de M. Hai-

Sa dernière opération politique, M. Jörg Haider l'a réussie lors des élections européennes d'octobre 1996, en présentant une liste riche en surprises. A la deuxième place, derrière son conseiller sportif personnel, M. Franz Linser, figurait un écrivain d'origine juive. connu comme antifasciste en Autriche et à l'étranger: Peter Sichrovsky. Autre nouveau venu, un journaliste spécialisé dans l'écologie, très présent sur le petit éctan : Hans Kronberger.

Ce dernier prétend avoir èté candidat sur la liste populiste dans l'intérêt de la défense de l'environnement, dont il se dit expert. Selon le député vert Monika Langinaler, c'est un représentant typique de l'aile écologiste conservatrice. En fait, les contacts de M. Kronberger avec le FPO ne sont pas nouveaux : il a déjà travaillé comme expert pour le parti et, très lié à certains de ses élus, a participé à la création d'une cellule à la télévision. Mais, grâce à cette recrue, le parti peut se présenter comme une organisation onverte, soucieuse de toutes les questions, y compris d'écologie, au point d'offrir une place sur sa liste à un expert de ces questions, qui en plus est journaliste de la télévision et chargé de cours sur les questions d'environnement à



des énidiants... conservateurs -, il tire la

l'université de Salzbourg. Pour couronner le tout, M. Kronberger, originaire d'une famille modeste, plutôt socialdémocrate, a bénéficié, après ses études de journalisme et d'ethnologie, d'une bourse du Centre d'archives et de documentation de la résistance autrichieune, bête noire de M. Haider.

Mais le plus incroyable, ce fut le pas-sage dans le camp de M. Haider de Peter Sichrovsky, ce journaliste-écrivain rendu célèbre par ses deux livres d'entretiens d'enfants de victimes des nazis, puis d'enfants de nazis (8). Mis en scène an Burgtheater de Vienne et ailleurs, ces textes out obtenu un succès considérable à l'étranger. En 1993, il dresse, dans un autre livre, un tableau de l'extrême droite allemande (9). Enfin, une biographie du président du Conseil central des juifs en Allemagne, M. Ignatz Bubis. rédigée en commun par Peter Sichrovsky et ce dernier, est sortic en 1996 (10). Voilà un ralliement qui fournit un brevet d'antifascisme, d'antinazisme, voire de philosémitisme à M. Haider. Il faut croire que le FPÖ serait dorénavant un parti comme on autre, prêt à accéder au DOUVOIT.

Une fois le choc passé, les journalistes autrichiens ont découvert quantité de faits troublants, à commencer par les méthodes de travail de l'écrivain. M. Ignatz Bubis pent, en particulier, s'estimer trahi à plusiours otres. C'est Peter Sichrovsky qui l'a pressé, courant 1995, de rédiger sa biographie, juste avant de faire son grand saut chez M. Jörg Haider . Si j'avais su, déclare M. Bubis, que Sichrovsky allait être candidat pour Haider, je ne l'aurais surement pas chargé de ce travail (11). . De surcroit, le manuscrit que Peter Sichrovsky remet à M. Bubis est consternant au point que l'intéressé décide de rompre avec lui, bien avant l'annonce de sa candidature. Mélangeant faits et inventions, le texte doit être réécrit à 70 %. « Il disait, se plaint M. Bubis, qu'il voulait une écriture fleurie et que cela ne devait pas forcément correspondre avec la réalisé. Il avait une position absurde. Car je ne voulais pas proposer un roman. » Furienx, Peter Sichrovsky o'hésite pas, en septembre 1996, à menacer M. Bubis au cas où ce dernier prendrait ses distances por rapport à l'autobiographie. Ce sera le point final de la brève collaboranon entre le septuagénaire Ignatz Bubis, survivant des camps nazis, et le quinquagénaire Peter Sichrovsky, fils d'une famille juive viennoise et pourtant rallié à M. Jörg Haider.

La mésaventure de M. Bubis n'est malheureusement pas isolée. Une partie des personnes interrogées par Peter Sichrovsky avaient réagi très vivement, lors des représentations données au Burgtheater, récusant par tract les prétendus « entretiens amhentiques » : « Les histoires ont été créées sur la base de données tirées de nos vies, mais, suite à des suppressions et des ajours de déclarations, l'auteur aboutit à des mises en relation totalement arbitraires. La présentation qu'il en donne ne correspond donc ni à notre passé ni à notre présent (12). » Bref, Sichrovsky semble aimer romancer, voire simplement exploiter un filoo, à l'heure on la confrontation avec le passé nazi préoccupe tant d'Européens.

Curiense trajectoire que celle de Peter Sichrovsky. De son passage dans l'industrie pharmaceurique après des études ad hoc - marquées, en 1968, par un engagement au sein de l'Association et à ses relations ». Il s'en prend notamment à l'écrivain Elfriede Jelinek, coupable d'avoir déclaré : « Un partisan de ce référendum est comparable a un fasciste, son adversaire a un antifasciste. Et au'v a-t-il de plus honorable que d'être un antifasciste? - Au directeur du Burgtheater, qui l'avait pourtant soutenu lors de la polémique sur ses « entretiens authentiques , il fait grief de produire des pièces d'ex-communistes camme Peter Turrini et Elfriede Jelinek et d'écarter les auteurs d'extrême droite. « L'exclusion de ceux qui pensent autrement, conclut-il, est, et reste, un campartement fascis-10ide (13). » '

Avec l'annonce de sa candi-dature européenne et de sa promotion au poste de conseiller pour la politique culturelle du FPÖ, les relations dejà anciennes de M. Haider avec Sichravsky sout rendues publiques par le chef du FPO lui-même. Une véritable his-toire d'amour: ils se connaissent depuis 1988 et s'écrivent régulièrement depuis 1991, à l'initiative de Peter Sichrovsky, précise le dirigeant populiste. Ils s'esti-ment munellement, et l'auteur

à succès déclare que M. Haider l'a présenté sur sa liste parce qu'e il [l']aime tellement . Non sans humour noir, M. Haider rectifie : . Parce que les anciens [de moo parti] l'aiment tant!

Peter Sichrovsky a trouvé le parti idéal, « une opposition radicale qui remet en question toutes les valeurs aux-quelles nous nous sommes habitués ces dernières années (15) » dit-il. Mais M. Haider et son FPÖ se contenteront-ils de ce rôle? Ne sont-ils pas susceptibles, dès 1998, de gouverner une Autriche qui vient d'intégrer l'Union européenne? Incongrue il y a quelques années, cette question porte sur une hypothèse qui n'a désormais plus rien d'absurde. D'autant que la perspective de l'arrivée du parti au pouvair pourrait faire basculer vers les natiooaux-populistes d'autres personnalités. Par apportunisme ou par fascina-

(1) Parsick Hassenteufel, « Structure de représenta-tion et appel au peuple, Le populisme en Autriche », Politie, Paris, n° 14, 1991, pp. 95-101. 121 Cité par Profil, Vienne, n° 37, 9 septembre 1996, p. 28. (3) Cité par Focus, Munich, n° 43, 21 octobre 1996, pp. 357, 353.

matière de deux best-sellers publiés en

collaboration et sous pseudonyme: Des

affaires saines et Pilules ameres. Il ne

s'intéresse qu'ensuite au thème juifs et

nazis, qu'il abandonne pour publier, eotre autres, des livres pour enfants. Avant de s'installer en 1995 à Chicago, il

mêne une carrière chaotique dans la

presse allemande et autrichienne, où il laisse le souvenir d'une personnalité nar-

Durant les années 90, l'anticonfor-

miste Peter Sichrovsky s'est fait remar-

quer par ses attaques répétées contre le

février 1993, lors du référendum proposé

par le FPO pour renforcer la législation

sur les étrangers, il s'oppose violemment

à « la terreur de la vertu » et dénonce la

dominatiao - de cette petite couche

intellectuelle supérieure qui s'ennuie,

saturée et engraissée grâce à ses affaires

politiquemeot correct ». Ainsi, co

cissique et instable

(4) Die Woche, Offenburg, 11 octobre 1996, p. 3. i4) Die Woche, Offenburg, II octobre 1996, p. 3.
(5) Ce terme, comme d'autres utilisée par M. Jürg
Haider, appartient au vocabuloire du III Reich. Voir
l'analyse magistrale qu'en propose Victor Klemperer
cans. LTI. la langue du III Reich, Albin Michel,
Paris, 1996 (première edition: 1947).

16) Falber Vienne, n° 35, août 1996, p. 9.
(7) Ces, informations sont tirées de Falter, n° 35,
pp. 6-10 et Profil, n° 37, p.26-30.

18) Wie wassen nicht was Morgen wird (Nous ne
savons pas de quei demain sem fait) en 1985 et

Schuldig geboren (Nes coupobles) en 1987. Ils om eté réunis en français en 1987 par l'éditeur Maren Sell sous le titre Naitre coupable, naître victure et repris dans la collection « Points actuels », Le Seuil, Paris, 1991. (9) Unheilbur deutsch, Rechte Schicksale und Lebenslaufe (Incurablement allemand, Destins d'extrême droite), Kiepenheuer & Witsch, Cologne, 1993.

1993.
(10) Ignatz Bubis et Peter Sichrovsky, Damit bin
Geoig. Die Ausobiographie,

(10) ignaze buons et reuer sichrovec, Dennij bin ich noch längst nicht fertig. Die Audobugraphie, Campus Verlag, Francion, 1996.
(11) Ignaze Bahis in Focus n° 41, p. 63.
(12) Profil, n° 37. septembre 1996, pp. 31-33.
(13) Profil, février 1993, cité par Falter, n° 36, 2 septembre 1996, p. 11.
(14) Focus, n° 41, 1996, p. 65.
(15) Falter n° 41.

GUNTER HOLZMANN Il est des vies que l'auteur On dit que j'ai survo de romans à quelque part · l'imagination au-delà la plus des mers... échevelée oserait à peine concevoir. 264 p. 135 F

# PRESSIONS PHYSIQUES ET POLITIQUES CONTRE LES DROITS DES FEMMES

# Menaces sur la liberté d'avorter

.U nom du « droit à la vie », les commandos anti-avortement aux Etats-Unis continnent de poser des bombes meurtrières. Les attentats qui, en janvier 1997, ont frappé des cliniques pratiquant l'interruption volontaire de grossesse à Atlanta, à Tulsa et Washington témoignent d'une dérive mais aussi de l'isolement politique de ces gronpes. En Enrope, où ils ont essaimé, leur échec est patent, mais c'est de manière plus sournoise - et plus dangereuse - qu'est remise en cause, souvent avec la complicité des pouvoirs, la liberté des femmes d'avorter.

- Par PAUL CESBRON \*

Le premier commando anti-IVG a sévi en France en janvier 1990, contre la maternité des Lilas, une clinique associative qui avait été à l'avant-garde des techniques d'accouchement sans douleur et de contraception. En s'y attaquant, les adversaires de l'interruption volontaire de grossesse s'en prenaient clairement à la liberté des femmes de disposer de leur corps et de leur vie. Les mêmes individus, chapelet au poignet et nbscéuités à la bouche, récidivaient le 16 mai 1992, puis le 8 janvier 1994. En six ans, les intégristes out mené plus d'une centaine d'opérations dans toute la France.

A Clamart, la maternité Antoine-Béclère a été la cible de ces « fous de Dieu » en 1991 et en 1995. C'est évidemment le Centre d'assistance à la procréation qui était visé : ce service est dirigé par le docteur René Frydman, qui a lutté avant 1975 pour la médicalisation légalisée de l'avortement, et le docteur Joëlle Brunerie-Kauffmann, militante connue des droits de la femme, qui y est responsable de l'unité d'interruption volontaire de grossesse,

Bien d'autres centres exaspèrent les apôtres de la soumission à l'« ordre divin ., pour la qualité de leur information ou la diffusion d'innovations médicales, Ainsi l'hôpital Louis-Mourrier de Colombes, l'hôpital Brussais, qui assure la recherche et la diffusion des techniques médicamenteuses, les établissements de Grenohle et Nantes, sans oublier l'hopital d'Annecy, qui fut la cihle en 1995 de huit activistes de La Trêve de Dieu, relaxés à l'issue d'un surprenant verdict (1).

Mais ces commandos ne s'attaquent pas seulement aux structures médicales emblématiques : ils s'en prennent aussi aux plus isolées, aux plus faibles en mnyens et en persunnel, comme à Reims, le 27 septembre 1996. Ce sont souvent des centres établis dans des régions où les organisations intégristes sont les mieux implantées, quand elles ne disposent pas de complicités actives dans l'hopital lui-même, comme ce fut le cas à Valenciennes, en octobre 1995. où un ancien directeur adjoint de l'hopi-

tal dirigeait l'attaque. Ces commandos sont les enfants spirituels des vieilles ligues natalistes du début du siècle, qui opposaient aux volontés émancipatrices des féministes un naturalisme reproductif nécessaire au bellicisme de l'époque. Profondément misogyne et réactionnaire, ce courant a des représentants politiques, ces députés qui proclamèrem leur bostilité haineuse pour les droits des femmes lors des débats parlementaires précédant le vote de la loi Neuwirth de 1967 autorisant la contraception, puis des lois de 1975 et 1979 légalisant la médicalisation de l'avortement. Ni les injures ni les allusinns antisémites n'auront été épargnées à Mª Simone Veil, le ministre de la santé, chargée de défendre ces projets

L'organisation qui mène à l'époque le combat antiavortement est Laissez-les vivre. Dirigée et inspirée par le docteur Jérôme Lejeune, un médecin universitaire cunnu pour ses recherches sur les maladies chromosomiques, elle bénéficie de solides appuis dans les milieux chrétiens, politiques et médicaux, prin-cipalement au conseil de l'urdre. Elle lance une brutale campagne de propa-gande à travers toute la France : dessins et photomontages de fœtus décapités, hroyés, démembrés, amoncelés dans d'énormes récipients ensanglantés, pour illustrer le « nouveau génocide », le « massacre de millions d'innocents ».

Mais son échec est flagrant, et il faudra attendre les années 80 pour que le mouvement trouve un second souffle, en s'appnyant sur l'exemple des Etats-Unis. Dans ce pays, les arganisations Pro-life dénuncent l'interprétation constitutionnelle des libertés ayant abouti, en 1973, à autoriser l'avortement sans aucune restriction, jusqu'à la date de viabilité fœtale. Présents sur tous les terrains, ils prennent tout en charge: entraînement des militants étrangers, et vont même jusqu'à participer directe-ment à des actions sur le snl de la vieille Europe, à l'Ouest comme à l'Est.

#### Une « escroquerie scientifique »

L E lihéralisme trinmphant des années 80 s'accompagne d'une effervescence de courants idéologiques réactionnaires, intégristes et fascisants, plus ou moins liés aux Eglises chrétiennes et aux congrégations, inspirées on non par le Vatican et son bras séculier, l'Opus Dei. La jeune histo-rienne Fianumetta Venner (2) a largement démontré les liens internationaux des groupes activistes opposés à la contraception et à l'avortement avec l'Opns Dei et la mouvance fascisante.

En France, la première offensive généralisée débute en 1985 avec la dif-fusion d'un vidéofilm. Intitulé Le Cri silencieux, ce « document » d'origine américaine se propose d'illustrer spectaculairement la souffrance du fœtus lors de l'avortement volontaire. M. Bernard Nathanson, « avortenr » repenti (il s'attribue le palmarès invraisemblable de 70 000 interventions) s'y prête à une très didactique démonstration échographique pour étayer une thèse qui n'a évidemment pas d'autre but que de cri-minaliser l'IVG.

En 1991, à l'occasion d'une émission télévisée, le professeur Emile-Etienne Beaulieu, chercheur qui a créé une molécule à effet abortif jutilisée sons le nom de RU 486, son numéro d'expérimentation dans les laboratoires Roussel-Uclaf), dénonce l'« escroquerie scienti-fique » de ce prétendu document. Le procès qui s'ensuit donne au docteur Jérôme Lejeune l'occasion de tester sa nouvelle argumentation: il présente comme une vérité scientifiquement indiscutable que, dès sa conception, l'embryon humain est bien une personne. Toute atteinte à son intégrité, pour quelque raison que ce soit, a fortiori par avortement, devient donc un crime

Pontant, la stralégie des Pro-life d'outre-Atlantique a échoué en France.

\* Président de l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contra-ception (Ancie).

Les professionnels et les militantes des droits des femmes ont su faire face. Premier temps : mise en place d'une orga-nisation pluraliste, fédérant les diverses organisations spécialisées, comme le Mouvement français pour le planning familial (MFPF), et les organisations professionnelles, comme l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception (Ancic). Ce fut fait des octobre 1990 avec la création de la Conrdination des associations pour le droit à la contraception et à l'avortement (Cadac). La Cadac va amplifier son action jusqu'à la grande marche des femmes qui, le 25 novembre 1995, rassemble près de 40 000 mani-festantes bien décidées à défendre leurs

Deuxième étape : obtenir du gouvernement nne disposition législative et réglementaire qui permettrait de faire condamner ceux qui s'opposent à l'IVG. M= Véronique Neiertz, nommée secrétaire d'Etat aux droits des femmes en 1991, défendit le dossier au gouvernement et fit voter à l'Assemblée nationale la loi du 27 janvier 1993 qui punit l'« entrave à avortement volontaire » de deux mois à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 2 000 à 30 000 francs.

Les résultats de cet engagement ? Les intégristes n'ont pas réussi à retourner l'opinion contre les « assassins d'enfants ». Les tribunaux condamnent maintenant presque systématiquement les commandos anti-IVG. La Cour de cassation a rejeté définitivement, le 27 novembre 1996, leur dernière diversion, selon laquelle la loi Veil de 1975 violait l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme. La Cour a aussi reconnu à l'Union des femmes françaises (UFF) le droit de se porter partie civile.

Ainsi les commandos anti-IVG notils dû renoncer à la brutalité des années 1990-1992, qui les voyait déstériliser les instruments et détruire les stocks de RU 486. Ils affichent maintenant une

non-violence ostentatoire et manient l'argutie juridique... Ils élaborent de nouvelles stratégies et, pour ce faire, ne manquent malheureusement pas de conseillers, jusque dans les allées du pouvoir (3).

Mª Christine Boutin, député UDF des Yvelines, est le chef de file du groupe parlementaire opposé à l'avortement. Ne craignant pas de s'associer pour la circonstance avec le Front national, elle mène une guérilla très active à l'Assemblée nationale : attaques contre les associations défendant les droits à la contraception et à l'avortement, remise en cause du remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale (par le biais d'un élargissement de la « clanse de conscience » des médecins aux contribuables), avec, pour musique de fond, cette idée répétée à souhait que le bilan de vingt ans de pratique de légalisation de l'avortement est un échec évident, démontré par la constance des chiffres nationaux, pis encore, par l'élévation du taux de « récidivistes » ! Phénomène qu'il est convenu d'appeler de « banalisation . : la simplicité d'un geste ambulatoire finalement indolnre ferait de l'avortement un mude habituel de contraception.

En réalité, la fréquence du recours à l'avortement est en diminution - lente mais régulière - à tous les âges de la vie (4). Le nombre moyen d'avortements par femme est passé de 0,67 en 1976 à 0,53 en 1993. Le taux d'avortements rapporté au nombre de naissances passe de 34,8 avortements pour 100 naissances en 1976 à 31,6 en 1993. Enfin, au cours de ces vingt dernières années, le taux d'avortements rapporté

au taux de conceptions a diminué à tous les âges de la vie, y compris au plus précoce, confirmant ainsi la progression de la diffusion de la contraception

Plus de vingt ans après le vote histo-rique du 17 janvier 1975, un objectif ntiel a été atteint : la disparition des complications les plus graves de l'avortement. Les plus vigilantes publications sur le sujet l'attestent : les risques médicaux liés à l'IVG sont faibles et sans commune mesure avec ceux de l'avorte-ment clandestin du passé. Disparue également, la clandestinité culturelle méprisante et injuste. Une place nouvelle attend désormais l'enfant librement accueilli.

Tout cela, on le doit en partie à l'existence de structures de grande qualité, proches des unités hollandaises (la comparaison est d'importance quand on sait que les Pays-Bas, qui autorisent les interruptions volontaires de grossesse jusqu'à vingt-deux semaines d'aménorrhée, ont le plus bas taux d'avortements dn munde).

in incides s

- Finel Me

A Annecy, Grennhle, Ronbaix, Chambéry, Marseille, Nantes, Moulins, Tours et à Paris - Ile-de-France, avec Colombes, Clamart, Bicetre, Saint-Louis et Broussais, les centres sont le terrain privilégié de formation des professionnels, et leur dynamisme s'oppose à l'hostilité institutionnelle de beaucoup de services hospitaliers.

Pour antant, les centres ne représentent que le tiers de l'ensemble des structures nationales. Dans la majorité des hôpitaux publics français, la situa-tion reste aléatoire, à cause d'abord de l'absence de statut réel, d'une marginalisation professionnelle, quand ce n'est pas de l'ostracisme dont sont parfois victimes les snignants, médecins ou non Les salaires sont souvent dissuasifs (le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) pour les conseillères familiales et conjugales, pourtant consi-dérées comme essentielles par la loi).

#### Législation restrictive

A UX mesures restrictives internes à de nombreux services hospitaliers s'ajoutent de multiples inégalités régionales. Discriminatoire, la sectorisation géographique (on ne reçoit que les fernmes résidant dans un périmètre arbitrairement défini) s'oppose aux principes de liberté et d'égalité d'accès aux soins. Autre aberration: le contingentement des actes qui impose aux services un nombre préalablement fixé d'interruptions de grossesse, sans tenir compte de l'importance de la demande. A ces distorsions officieuses s'ajoutent, en toute

illégalité, les restrictions concernant le terme : on ne reçoit que les femmes qui en sont à dix semaines d'aménorthée an lieu des douze semaines prévues par la loi. Sans parler du rejet des demande répétées : le « récidivisme » est très faci- 🍎 lement assimilé, sinon à la délinquance, du moins à l'immoralité notoire.

Une fois surmontées les difficultés d'accneil, d'autres anomalies surgissent : par exemple, l'absence de choix réel entre les différentes techniques possibles, tout particulièrement anesthésiques. Alors que l'ensemble des publications internationales font clairement ressortir les avantages de l'anesthésie locale, plus des deux tiers des femmes se voient imposer, sans réelle information, l'anesthésie générale - plus de 50 % dans le secteur public et de 80 % dans l'hospitalisation privée. De même pour 🕏 les techniques abortives : alors que près de 35 % des femmes pourraient bénéficier d'une association médicamenteuse (anti-progestérone et prostaglandine), seule la moitié d'entre elles peut faire ce choix (5). Certains départements français ignurent même totalement co

Ce passif s'alourdit encore des abus de pouvoir de certaines administrations hospitalières, publiques ou privées: paiement ubligatoire en liquidités, contrôle inadmissible de la résidence et de l'identité de la pariente, authentification de la signature des deux parents pour les mineures, quand ce n'est pas l'exigence de leur présence. Des tracasseries qui blessent, humilient et confortent ce sentiment que l'avortement, pourtant autorisé par la loi, est en définitive suspect, non seulement moralement mais légalement.

La France, qui était, dans les ... années 70, en avance sur les pays d'Europe méridionale, appartient désormais anx pays qui ont la législation la plus restrictive. Il convient donc d'accurder l'accès aux soins aux femmes, généralement en situation de détresse, qui demandent une interruption de grossesse après les douze semaines d'aménombée légales (2 ou 3 sur 100) plutôt que de les condamner à la clandestinité ou au recours à des services étrangers, hollandais, britanniques et, comble de l'ironie, espagnols. Sans doute fau-drait-il aussi réévaluer les conditions techniques de prise en charge, les obliga-tions faites aux mineures et les interdits frappant les étrangères. Et enfin s'insur-ger coutre le maintien dans le nouveau code pénal du caractère délictueux de l'avortement, qui entretient sa condamnation morale et nuit à la compréhension

de cette douloureuse réalité sociale. (1) Les hoit membres du commando anti-IVG qui avait occupé l'hôpinal d'Annecy furent condemnés à trois mois de prison avec surais par le tribunal correctionnel puis relaxés en appel. La cour prit prétexte du fait que la brochare d'information, prévue par la loi, distribuée par l'hôpinal d'Annecy aux candidates à l'IVG, n'avait pas éré réacqualisée. On ne pouvait donc punir les inculpés d'entrave à avortement volonnaire (loi de 1993) puisque les patientes d'Annecy, mai informées, ne pouvaient être considérées comme volontaires.

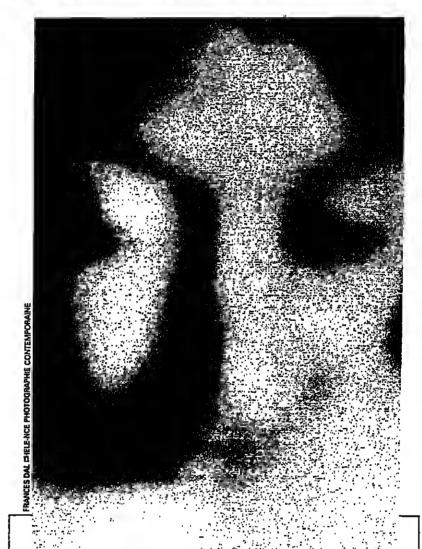
(2) Fianquetta Venner, L'Opposition à l'avortement, du lobby ou commando. Berg international Editeur, Paris, 1995.

(3) Dans l'affaire de l'hôpital de Valenciennes, le dépuné UDF du Val-de-Marne, Jean-Louis Beaumont, térrotigna au triburnal en faveur du commando anti-IVG.

mont, témoigna an tribunal en faveur du commando anti-IVG.

(4) Chantal Blayo, a L'évolution du recount à l'avortement en France depuis 1976 », Population, 1° 3, mai 1995.

(5) Il s'agit de la molécule RU 486 en Mifepristone, si détestée des anti-IVG. Elle fut boycottée aux Etats-Unis, qui viennent à peine d'en lever l'interdiction. Elle n'est encore utilisée qu'en Chine, en Suède, en Grande-Bretagne. En France, la firme allemande Hoechst, qui détent la direction financière des laboratoires Roussel-Uclaf, oh Emile-Étienne Beaulieu l'inventa, en stoppa la fabrication en 1988. C'est le ministre de la santé. M. Claude Evin, qui exigea la reprise de sa commercialisation, sous le nom de Mifiegros. Ses applications : contraception mensuelle, contraception post-collale, dilutation cervicale facilitant l'évacuation utérine instrumentale, déclenchement de l'accouchement, carcinologie... sont acuellement entravées per de multiples mesmes réglementaires.



#### La réglementation

 La cessation volontaire de grossesse est possible à toute époque si deux médecins attestent que la poursuite de la grossesse met en péril la santé de la femme ou que l'enfant à naître aura très probablement une affection grave (avortement thérapeutique). - Sinon, l'IVG ne peut être pratiquée qu'avant la douzième semaine d'aménorthée si la femme estime que son état la met en situation de détresse.

- La femme doit obligatoirement consulter un médecin et un centre d'information et en obtenir une attestation d'entretien. Après une semaine de réflexion au minimum, elle doit confirmer par écrit sa décision au médecin. - Si la femme est mineure célibataire, il faut le consentement d'une personne exerçant l'auto-

- Les femmes étrangères doivent justifier de trois mois de résidence en France.

- L'operation de peut avoir lieu que dans un établissement public ou privé habilité à prati-

 Le nombre d'IVG pratiquées dans les établissements privés ne peut dépasser 25 % du total des actes opératoires effectués dans l'année. - Un médecin peut refuser de praniquer des IVG (clause de conscience).

#### Les demandes

 L'élaboradon d'un véritable statut des centres et de leur personnel, garantissant la pérennité de leur fonction en leur permettant une représentation dans les organismes réglementaires des hòpitaux.

L'intégration obligatoire des centres de planification dans les centres d'interruption de grossesse, dotés d'un budget commun et d'un financement garanti par l'État.

La reconnaissance des centres comme structures de formation des professionnels, y compris universitaire, et d'information auprès de la population, particulièrement scolaire, - La diversification de l'activité des centres par leur participation à la prévention, la détection et le traitement des maladies sexuellement transmissibles, l'accueil des victimes d'agression sexuelle et la prise en charge des pathologies de la sexualité dans le cadre de pratiques

19 Style of the Style Street Street

المكنا من الاصل

# orter

there can be plue has saus de Chumbery, Marselle Marche, Colombes, Clamar, Browness, Clamar, Bring & Richards, Les Colombes, Clamar, Browness, les com-Marthau 11: PANEL STREET in he want heste Louis et Brouseau, les comes The observer restatu lairile de formunit

fergionnels, et leur dynamismels s l'hestilite institutionnelle de le

Bear action, les comes es

drithings nationales. Dan he

des lispelant publics fragalist they make alcalore, a case for

afrence de statut reel d'mean

the professionale mades

victimes ics sorganis, medicas

Les sultires sont souven bene-

chare minimum memores.

2 second (SMIC) pour is one

of services hospitaliers.

the large -MIK OF E Private M Callatelle Line plant dute

MATERIAL STATE TO ACLE MA MENTAL SE A thenest

familiales et conjugales pomes Larges compare essentielles préf Legislation restrictive

March. Little A. WHEN THE PERSON !! to appropriate the same E. W. Marriet P. the medical description with the state of the Mary men in the CAMPAGE OF PRINCIPLE the samester than ME THE I HOUSE and investor (Section) the tomak an bally

phorochite, ice menetions areas the contraction de page et. ..... a der semanes d'arien trus des deute semains photo े प्राप्तिक को स्थाप के स्थाप reporters by residentime states 'er: att ar etti.ic. sinia i bite der einem in hammenspielbeite Litt turi sammandes 🖻 🕮 d' an eure! Cautes anomale: y vers out exemple. Takenek er enter les differnies maier The last restaurance re norman in oan yng Persende de and the control of th terrantis (tr. avandiges de l'exc ing an arminent description in the surgest emperies, same mellelita ..... reie generale -pis t! tut i in secteur puriti et æ 841 the section of the District Di בובדיים נמונות: יים क्षा ए प्रशासकात है। हास्त्री التعصين والسات Ser ment meme rami-

the training are described affined. andre publique enter 100 mm عت عتصر با با با با با Note that the second second The state of the s ica percent And the second of the second o The state of the state of The second of the party and second The second second second the second secon The state of the s A control with the The second secon The second secon 

The control of the co

್ ಿ ಚಿತ್ರವರ್ಷೆ ಮಾಡಿಕೆ

#### LE ROYAUME-UNI CHAMPION DE LA « FLEXIBILITÉ »

# Regards acides sur la société britannique

Conformément à ce qui semble devenir la règle des pays démocratiques, le Royaume-Uni se prépare à son tour à une alternance politique de façade : le programme du Parti travailliste, grand favori de la prochaine élection, ne se démarque guère des politiques conservatrices mises en œuvre depuis dixhuit ans. L'échec économique et social de ces politiques est pourtant tellement patent que même les manipulations statistiques du gouvernement ne parviennent plus à le dissimuler. Les très bas salaires sont en effet le seul terrain où se manifeste vraiment la compétitivité « retrouvée » du Royaume-Uni, celle qui attire les entreprises étrangères, y compris européennes (lire pages 16 et 17). Celle aussi qui est érigée en modèle par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour l'édification des Etats qui ne seraient pas encore complètement convertis aux vertus de l'ultralibéralisme. A cet égard, les nouveaux films britanniques reslètent mieux la réalité du pays que les rapports complaisants des « experts » inter-

Par

GARETH McFEELY \* ANS les années 80, le cinéma britannique - à la suite de Chariots of Fire (Les Chariots de feu, de Hogh Hodson, 1981) et dans un genre bien illustré par Ismail Mercbant comme James Ivory - semblait ne plus s'intéresser qu'au passé, s'abandonnant à la passion des films historiques et accordant une grande attention aux costumes comme aux décors, à cent lienes de tout réalisme social. Et voilà que, depuis quelques années, il revient au contraire aux thèmes de la vie quotidienne qui firent ses beaux joors au début des années 60 - et qui ont occupé, depuis, une place centrale dans la fiction télé-

Ce qui distingue cette récente moisson de films, symbolisée par Beautiful Thing (Hettie MacDooald), Secrets and Lies (Secrets et mensonges, de Mike Leigh) et Brassed Off (Mark Herman), c'est un certain sens de l'espoir, une approche affectueuse et même joyeuse de la classe ouvrière, par opposition eo classique discours sur les problèmes sociaux de la société britannique. En ce sens, on est loin du travail d'un Kenneth Loach on de ces films consacrés à la misère des premières aunées Thatcher, comme Bloody Kids de Stephen Frears (1979).

Antre nouveenté: longtemps circonscrit géographiquement à Loodres et à sa région (1), le cinéma britannique se déplace soudain dans les aurres parties du Royaume-Uni, pour mettre en scène des mineurs du Yorkshire (Brassed Off), des travailleurs de Glasgow (Small Faces, de Gillies MacKinnon) ou des jeunes paumés d'Edimbonrg (Trainspotting, de Danny Boyle). Bien que productions britanniques, The Snapper (1993) — l'histoire d'une jeune Dublinoise enceinte et de ses rapports avec son père pendant la grossesse – et The Van (1996), de Stephen Frears, se déroulent tons deux en nord de Dublin, donc dans un espace social et politique différent. Mais, malgré les points communs avec la Grande-Bretagne, l'Irlande décrite par ces films paraît surtout un produit d'exportation : elle offre un terrain de réflexion sans risque - à distance - sur les maux endémigoes du Royaume-Uni lui-

On a souvent évoqué le « renouvean » du cinéma britannique. Les réalisateurs soulignent que chaque film représente un dur combat, dans une production qui ne compte que vingt à trente titres par an. Mais sans doute les critiques entendaient-ils sur-tont souligner que les Britanniques se tout souligner

\* Chercheur. u

sont engagés sur des questions rarement - ou mai - traitées par d'autres cinématographies européennes.

Cette émergence de la classe ouvrière tient moins à des changements politiques qu'à une évolution de la société elle-même, marquée par une prise de conscience de la légitimité culturelle des travailleurs, à laquelle la télévision a apporté une eoutribution décisive. Le petit écran a joué un rôle-clé dans le financement de la production cinématographique récente, presque chaque film ayant bénéficié d'un investissement significatif, soit de Channel 4, soit de la

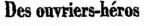
Or la télévision britanoique, contrairement ao cinéma, o'o jamais marginalisé ni la classe ouvrière ni les régions. An cootraire: ses grands saop operos (Caranotian Street, Brookside et Eastenders) ont pour cadre des quartiers populaires, et seul Eastenders situe son action à Londres. « Les feuilletons sont devenus les vision à portée sociale des années 60. Si Cathy Come Home June fiction sur les sans-logis tournée par Ken Loach pour la BBC en 1966] étoit présenté aujourd'hui pour lo première fois à la télévision, ce serait comme scénario de Eastenders ou de Brookside (2). »

Mais les soap operas o'ont pas été le seul cadre de création télévisée à caractère social, Mike Leigh a tra-

vaillé exclusivement pour le petit écran pen-dant plus de quinze ans. Le riche et noir Boys from the Blockstuff. d'Alan Bleasdale (1982). a marqué uo tournant dans la représentation à l'écran des couches populaires : contraints à vivre dans des conditions précaires après avoir été lieenciés, ses personnages font de l'humour lcor arme de survie. comme ceux des derniers films. Car, si la télévision reste fidèle au genre un peu sinistre du réalisme social des années 60 (3), dont on retrouve souvent les traces dans ses scénarios, le cinéma contemporain fait preuve, lni, d'un optimisme et d'une ebeleur qui lui sont

Que le peuple four-nisse des béros de films s'explique aussi par l'évolution de l'industrie cinématographique. Après le déclin rapide qu'il avait connu depuis la fin des années 60, le cinéma britannique a regagné beaucoup de spectateurs dans

les années 90, eo particulier grâce au développement de complexes multi-salles dans des banlicoes loogtemps abandonnées et ce pour des raisons strictement écocomiques : le prix du terrain y est moins élevé qu'au centre. Le couveau public populaire a manifesté le désir de se voir à l'écran, mais dans un contexte agréable, positif - celui-là même qui faisait défaut à bico des films. . Je ne sais pas si je paierois 5 livres pour être oussi déprimé (4) », remarquait Rhona Bird, scénariste de Ladybird, Lady bird (Kenneth Loach, 1993), mettant ainsi le doigt sur une difficulté centrale de l'ensemble du cinéma réaliste traditionoel: souvent dénoé d'bumour comme d'espoir, il ne parvient guère à attirer la population qu'il décrit. A l'inverse, les films sociaux récents doivent, pour beaucoup, leur succès à un mélange subril d'humour et de réalisme.



C UR fond de fermeture de mines au debnt des années 90, Brassed Off racoote l'histoire d'une fanfare de bouillère confrontée au chômage de masse. Le film se présente comme une comédie grand public, mais, sous le vernis comique, se noue une sombre intrigue de trahison et de déchéance. Tandis que les premières scènes rappellent les Ealing come-dies (5) des années 40 et 50, avec leurs personnages parfois gentiment stéréotypés, le film monte progressivement en puissance, pour condamoer explicitement le mépris de la « Dame de fer » à l'égerd des mineurs. Magnifiée par le réalisateur, la détermination des hommes à jouer malgré tout les transforme finalement en héros. Et élle valorise du même coop l'importance du sentimeot

d'eppartenance à une communauté détruite économiquement, mais préservée par la fanfare. De même, les deux chômenrs dublinois de The Van, qui décident d'ouvrir une baragoe de frites comme antidote à leur triste sort, font figure de héros, car ils réussissent à préserver leur amitié et leur bumour, mai-

Ces deux films sont inhabituels dans la mesure où ils présentent des oovriers-béros qui ne se laissent pas ébranler. Les personnages centraux d'œuvres comme Look Back in Anger (Les Corps sauvoges, Tony Richardson, 1959) (6), Soturday Night ond Sunday Morning (Somedi soir et dimanche matin, Karel Reisz, 1960) et This Sporting Life (Le Prix d'un homme, Lindsny Andersoo, 1963) appartenaient également aux conches populaires, mais aucun d'entre eux n'était entièrement sympathique. L'accent était mis sur leur présence physique un peu rude, et des acteurs comme Albert Finney et Richard Harris incarnaient à merveille cei instinct de violence et de rébellion à

peine contenu. En revanebe, les

ouvriers des films des dernières

années frappent d'abord par leur sens

de l'humonr, même si celui-ci o'est pas toujours des plus délicats. Sous lears debors joyenx Brassed Off. Beoutiful Thing et Trainspotting ne dissimpleot eo rien la gravité des problèmes sociaux, pas plus qu'ils ne traiteot leurs personnages sur un mode romanesque. Mais ils ne dramatiscot pas pour autant la problématique sociale, présente en toile de fond du récit. Dans Beoutiful Thing, geotille bistoire d'amour entre deux jeunes garçons de la banlieue sud de Londres. . Steph trofique de l'ecstasy dans les sairées, et l'ex-mari de Sondro avoit coutume de lo battre. Ces détoils sont d'outant plus efficaces qu'on n'y insiste pas : ce sant simplement des choses de lo vie (7) ».

Si combre de réalisateurs puisent leur inspirarion dans la réalité sociale du pays, peu d'entre eux s'eogagent onvertement : après le désespoir de l'ère thatchérienne, on observe comme un profond vide politique seul Brossed Off prend explicitement position contre les conservateurs. Si cbacun s'accorde tacitement à considérer les années Thatcher comme une période tragique poor la classe ouvrière traditionoelle, rarcs sont cependant ceux qui s'identifient au Parti travailliste, défeoseur supposé des intérêts ouvriers. Il est vrai que le bouquet de films détaillé plus baut est sorti depuis la transformation du Labour par M. Anthony Blair. Considéré comme incepable de gagner les élections voilà quinze ans, ce parti semble devoir désormais l'emporter sur son adversaire conservateur, mais au prix de l'abandon de ses engagements les plus anciens et en brisant son rapport avec les syndicats. A sa facon, le cinéma cootemporain réfléchit le fossé grandissant entre le nouveau Parti travaillisie et les travail-

Cette epathic politique, doublée d'une certaine ignorance, trouve son reflet dans les personneges de Trainspotting. Dans Beoutiful Thing, le discours, plus personnel, à propos de l'homosexualité combet « l'affirma-



tion selan laquelle lo closse ouvrière serait automatiquement moins libérole, moins apre o la tolérance (8) ». Bref, le « nouveau cinéma » britannique plonge dans uo univers riche en tensions sociales, mais pauvre en perspectives politiques - dans la mesure, du moins, où il rejette les deux graods partis traditionnels. En fio de compte, soo but est plus simple, et sans donte plus efficace : il produit des films qui oe soot pas « manifestement politiques », mais qui, « par lo vertu du langage et des vies qu'ils dévoilent, peuvent avair des canséquences politiques. Vaus voyez rorement ces gens. Vous entendez rarement leur langage. Voilà qui porte en sai un messoge poli tique (9) ».

111 Voir Tom Ryall, British Popular Cinema, Sheffield City Polytechnic, Sheffield, 1991. 12) Linda Grant, The Guardian Werkend, Londres, 21 decembre 1996,

(3) Volr Richard M. Merelman. Partial Visions: Culture and Politics in Britain. Canada and the United States, University of Wiscoosin Press, Madisoo, 1991.

14) Sight and Sound. Londres. novembre

(5) Le petit studio d'Ealing, dirigé par Sir Michael Balcon, produisait des comédies acides se moquant de la grande bourgeoisie et de la bureaucratie, comme Passport for Pimilico (Passeport pour Pimilico) (Henry Cornelius, 1949) — où les gens de Pimilico (Loodres) découvreot subitement que lour quartier appartient à la Bourgogne, et dooc qu'ils échappent ous lois britanniques...—, ou Kind Hearts and Coronets (Noblesse oblige) (Robert Hamer, 1949). Whisky Galore (Whisky à gogo) (Alexander Mackendrick, 1949), ou coevre The Lavender Hill Mob (De l'or en barres) (Charles Crichton, 1951).

16) D'après la pièce de John Osborne. Beau-tiful Thing, pour sa part, est tiré d'une pièce de Jonathan Harvey, The Van et The Snapper des romans de Roddy Doyle, This Sporting Life d'un roman de David Storey, Saturday, Night and Sunday Morning du roman d'Alan Sillitoe, et Trainspotting de celoi d'Irvine Welsh.

(7) Liese Spencer, Sight and Sound, Juin 1996.

(9) Andrew O'Haşan, Sight and Sound, février 1996.

robeur, université de Cambridge.	gré le chômage et alors que l'Etat oe leur vient oullement en aide.	
		■ Dossier
Le cauchemar	des 48 heures	Le coton en Côt

Ul disait M. John Major indifférent à la question sociale ? On a vu qu'il n'an était rien le 12 novembre 1996, lorsque le Cour de justice européenne a enjoint le gouvernement britannique de respecter le directive limitant la durée hebdomadaire du travail à 48 heures. Cetté directive, présentée en 1990 par la Commission et adoptée en 1993 par le Conselí délibérant à la majorité qualifrée, avait comme base juridique non pas le protocole social annexé au traité de Maastricht, dont le Royaume-Uni s'est exempté, mais l'Acte unique européen dément retifié par Londres et entré en vigueur en 1987. unique européen dûment ratifié par Londres et entre en vigueur en 1987.

unique européen dument ratifie par Londres et entre en vigueur en 1987.

Villpendée par les conservateurs, l'Europe sociale – ou ce qui an dent maigrement lleu – faisait einsi un retour sur le scène britannique. Un « scandale constitutionnel », un véritable « cauchemar », ont clame des députés troises s'étranglant de rage (1). M. Major s'est contenté de condamner « des directives qui ne valent rien », cependant que le Financiel Times dénonçait le document comme « inopportun » et tristement révélateur de le « dangerause tendance continentale à favoriser la réglementation au détriment de la compétitivité (2) ».

La melheureuse décision auropéenne va empêcher le Royaume-Uni da creu-La meineureuse decision auropeenne va empecher le noyaums-on de deures et davantaga l'écart de trois heures par samaine qui le sépare de la moyenne de ses partenaires. Si l'on ajoute que ce texte, qui se réfère à des concepts aussi archefiques que « le sécurité et le santé des travailleurs », comporte également archenques que « le securite et le sente des revalieurs », comporte egalement l'obligation d'une période minimale de repos de 11 heures consécutives et l'interdiction d'un travail de nuit supérieur à une moyenne de 8 heures, on mesure mieux l'étendue du scandale. Et l'on attend le réaction Indignée de

(1) Le Monde, 14 novembre 1996. (2) Financial Times, Loudres, 13 novembre 1996.

Revue	Coton et Développement
	Sommaire du n° 21

Le coton en Côte d'Ivoire

■ 25 ans de Cotontchad

■ Afrique verte: en finir avec les idées toutes faites

■ La progression

de la production en Syrie

- Difficultés en Ouzbékistan
- Recherche et culture en Espagne
  - La conférence du Sitrass

#### Bulletin d'abonnement à COTON ET DÉVELOPPEMENT

	13. rue de Monceau - 75008 Paris
	Td. 0142995300 - Tdecopie 0142995476
l	Société
ı	Nom
	Adresse
И	Ville
П	Pays
Н	Téléphone
ı	Telécopie

#### TARIFS

FRANCE: 300 FF - 4 miniéros 150 FF le numero ÉTRANGER: frais de port compris 500 FF - 4 numeros

200 H le numero

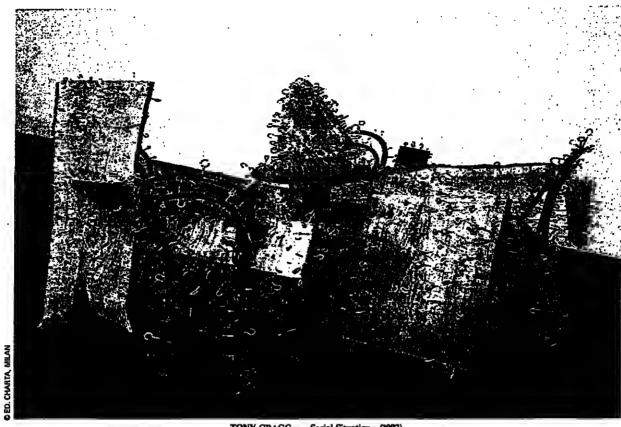
# Excellents indices économiques pour un per la chard par l

RIVÉ de majorité à la Chambr des communes en décembre 1996 à la suite d'une élection partielle défavo-rable, le gouvernement de M. John Major peut, en revanche, se prévaloir de l'appui sans faille de deux institutions internationales, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Pour le FMI, les performances globales de l'économie britannique soot coosidérées comme « enviables et résultant de politiques économiques profondément saines ». Quant à l'OCDE, elle a décerné à Londres les lauriers de meilleur élève de la classe lorsque, eo décembre 1996, le taux de chômage est descendu audessous de la barre symbolique des 2 millions. Le modèle ainsi promu bruyammcot mérite cependant qu'on l'observe d'un peu plus près...

Si, à partir de 1993-1994, l'écocomie britannique a connu un rythme de croissance de l'ordre de 4 %, relevant, pour certains, du « miracle », oo rappelle moins qu'elle partait de très bas puisque, en 1990, avait commencé ln plus profonde récessioo que le pays ait connue depuis les années 30, avec, notamment un recul du produit intérieur brut (PIB) de 2.4 % en 1991! La croissance s'est certes ralentie depuis (2,5 % et 2,2 % en 1995 et 1996), mais le fait significatif est ue, contrairement à ce qui s'était passé dans les années 80, la reprise ne s'est pas accompagnée du mal traditionnel anglais qu'est l'inflation. La hausse des prix est restée basse en 1995 (2,9 %) et en 1996 (2,8 %).

Mais c'est surtout en matière d'emploi que les conservateurs entendent administrer une leçon de libé-ralisme au reste du monde. Dans leur démonstration, la comparaison francobritannique occupe une place de choix. En 1992, en effet, la France et le

\* Majtre de conférences à l'université Paris-III, auteur du *Royaume désuni. L'économie* britannique et les multinationales, Syros, Paris,



TONY CRAGG. - « Social Situation » (1992)

Royaume-Uni avaient un taux de chômage sensiblement équivalent, d'enviroo 10 %. Cinq ans plus tard, après quarante-cinq mois de baisse quasi ininterrompue, ce taux a été ramené outre-Manche à 6.9 % (soit un peu moins de 2 millions de chômeurs), au moment où, en France, il frôle les 13 %. Flexibilité et déréglementation rimeraient ainsi avec création d'emplois, alors que réglementations étatiques et maintien des avantages acquis seraient synonymes de chômage.

Ce raisonnement est, en fait, totalement artificiel car fondé sur des chiffres de l'emploi biaisés, ce que le Financial Times avait déjà relevé en 1993 (1). Donnée pourtant capitale: l'importante baisse de la population active est géné-

ralement passée sous silence. Or, entre 1992 et 1996, elle a chuté de près de 600 000 personnes, modifiant en profondeur les structures du marché du travail, alors que, pendant la même période, la population active de la France augmentant d'environ 400 000 personnes. Autre facteur qui fait la différence : la formidable progression du temps partiel, qui, depuis 1992, est la caractéristique de deux emplois créés sur trois. Un record d'Europe I Enfin, vieille recette, les statistiques de L'emploi sont soumises à un rode traitement outre-Manche: toute personne souhaitant travailler mais ne cherchant pas activement un emploi (soit 1 million de personnes) est rayée des registres, de même que celles (200 000 environ) ne

pouvant être disponibles de suite. Si l'on ramène ainsi les chiffres du chômage à leur véritable niveau, on comprend que le Financial Times soit aussi peu convaince en 1996 qu'il l'était trois ans auparavant (2).

L'extrême faiblesse des rémunérations d'un nombre croissant d'emplois oblige à moduler l'appréciation selon laquelle la reprise actuelle serait tirée par un regain de la consommation. Le Royaume-Uni ressemble de plus en plus à ce que l'économiste amédicain Thorstein Veblen décrivait dans sa Théorie de la classe oisive : une minorité de riches consomment énormément et avec ostentation, cependant que des salaires insuffisants contraignent le plus grand nombre à restreindre leurs dépenses de

vie et an confort quotidiens, ou à revenir légal conduit à des situations inimaginables dans un pays qui fut le pionnier de l'Etat-providence (lire, ci-dessous, l'article de Guillaume Robin). En revanche, les rémunérations de l'élite ne connaissent plus aucune limite, le record absoln venant d'être bann par le directeur de Beecham-Smithkline, qui a perçu quelque 110 millions de franca pour l'année 1996, primes et stockoptions comprises.

L'explication des « excellents » indices globaux dans une société qui se disloque est à rechercher du côté l'approfondissement de la financiaris tion de l'économie. Perçue, analysée et dénoncée dès le début du siècle par John Atkinson Hobson, cette tendance historique n'a cessé de se développer et pèse sur toutes les activités, qu'elles soient industrielles ou de service. La singularité actuelle tient à l'émergence de nonveaux pôles : à côté des piliers traditionnels qu'étaient les banques d'affaires et les compagnies d'assurances, ce sont surtout les fonds de pension qui consti-influence considérable sur les performances des firmes, car, dans la concurrence oligopolistique mondiale actuelle, une de leurs armes décisives est l'abondance d'une trésorerie que l'existence d'un fonds de pension bien alimenté peut rendre pléthorique.

Ce phénomène contribue grandement à faire de la City l'un des principanx pivots de la finance internationale. Accaparant 40 % à 50 % des fusions et acquisitions internationales et près de 30 % du chiffre d'affaires mondial s marché des changes, elle occupe un rang sans aucun rapport avec l'importance de l'économie du pays, ce qui incite de nombrenses firmes étrangères à s'installer au Royaume-Uni. C'est en gardant présents à l'esprit ces éléments que l'on peut mieux apprécler des résultats

# Régime social minimum pour investigers

notre envoyé spécial GUILLAUME **ROBIN**\* INGT milliards de francs pour deux usines. C'est la somme que Hyundai Electronics a décidé d'investir, en octobre 1996, pour la création de son nouveau centre de fabrication de microprocesseurs qui sera implanté en Ecosse. Le groupe coréen a aussi battu un record d'Europe, détenu depuis trois mois par son compatriote, le conglomérat LG Group: 14 milliards de francs pour une unité de fabrication de téléviseurs et de micro-puces au pays de Galles. Et, en août 1995, l'allemand Siemens installait une usine de semi-conducteurs d'un coût de 9 milliards de francs, près de Newcastle (1).

Ces trois projets gigantesques, créateurs de plus de 10 000 emplois directs au total, ne sont pas isolés. Depuis vingt ans, alors que les effectifs employes par

E. Seizelet

l'industrie britannique ont été divisés par respectivement plus de 250 000 et prises locales des vallées avoisinantes, deux (3.8 millions de salariés en 1995). les emplois industriels des entreprises etrangères ont progressé de 30 %. Le Royaume-Uni se targue d'attirer 40 % des investissements américains et japonais dans l'Union européenne, ainsi que plus de la moitié des projets d'entreprises corécnnes ou taïwanaises (2). «Les investisseurs étrangers ont permis de créer ou de sauvegarder 80 000 ò 100 000 emplois en Grande-Bretagne en 1995, soit quatre à cinq fois plus que dans l'Hexagone », reconnaît même une administration française, la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar).

Pourquoi cet engouemeot pour un pays qui, selon le premier ministre, M. John Major, serait deveou e le centre du dynamisme économique en Europe »? Première raison souvent invoquée : les subventions. Dans les cas de LG Group et de Siemens, l'administration chargée d'attirer les investissements étrangers (Invest in Britain Bureau, IBB) et ses correspondants régionaux (3) auraient déboursé

futuribles

revue mensuelle d'analyse et de prospective

L'avenir du Japon

numéro spécial, janvier 1997

· La recomposition politiqua : plus d'État, moins d'État ou pas d'État,

Les « visions » du MITI, l'avenir de l'industrie japonaisa, G. Faure

Commande à Futuribles - 55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France

Tél : (33) 01 42 22 63 10 • Fax : (33) 01 42 22 65 54 • Minitel : 36 15 SJ# FUTURIBLES

Prix du n° France : 70FF - Étranger : 75FF - Abonnement 1 an (11 nº) France : 640FF - Étranger : 690FF

· Évolution da la socièté japonaise et du système des valaurs,

· L'avenir du modèle da production japonaia, É. Dourille-Feer

· La futur des forces armées japonaises, P. Mayaudon

· Le Japon face au monde, J.M. Bouissou

140 000 francs pour chaque emploi cree Cette explication semble cependant insuffisante car la Datar et les autres concurrents européens de l'IBB jouent également sur les primes pour attirer des industriels étrangers.

Jane, vingt-deux ans, accepte de témoigner (sous le couvert de l'anonymat) sur le poste qu'elle exerce chez Aiwa, le fabricant japonais d'électro-nique établi an pays de Galles. Son allure est vaguement punk, mais c'est contrainte et résignée qu'elle travaille dans son « usine tournevis » tous les iours, de 8 heures à 17 heures. Elle doit porter un uniforme, imposé davantage par le souci de discipline que par celui de propreté. Assise au bord d'un tapis roulant où défilent des circuits intégrés montés ensuite sur les appareils de vidéo-son, Jane doit fixer un minimum de 10 000 pièces par jour. « Plus de 60 % de nos 900 saloriés sons des femmes. Les hommes ont des doigts trop gros pour faire ce type d'opérations », explique un responsable de l'atelier de montage.

La jeune Galloise fait les mêmes gestes toutes les trois secondes, à lon-gueur de journée, pour près de 35 francs de l'heure. « Je ne me plains pas trop, parce qu'ailleurs c'est pire », explique-telle. Elle perçoit ce que serait le salaire minimum s'il n'avait pas été aboli il y a quatre ans dans les secteurs industriels qui le respectaient encore. Dans les cotredes employés comme Jar tion, sont payés moins de 15 francs de

Jane et ses collègues de travail, âgés de vingt-cinq ans en moyenne, ont droit à trois pauses par jour, deux petites de dix à quinze minutes et une « grande » de vingt-cinq minutes, le temps d'avaler un sandwich en guise de déjeuner. « Nos ouvriers ont une culture du travail très proche de celle des Japonais », avance la direction de l'usine pour justifier l'implantation d'Aiwa au Royaumo-Uni. Pas question pour les ouvriers de demander une augmentation des temps de pause ou des salaires : Aiwa a signé un accord avec un syndicat unique qui, en dix-sept ans d'existence de l'usme, n'a jamais décienché une grève.

Si une vingtaine de salariés quittent l'entreprise tous les mois, il s'agit surtout de départs pour cause de maternité ou bien de fins de contrat de travail tempo-raire. Outre-Manche, les congés de maternité ne sont pas payés au-delà de six semames, et les entreprises ont la liberté d'embaucher autant de travailleurs en contrat à durée déterminée qu'elles le sonhaitent. Sans subir les contraintes rencontrées par ses concur-rents du cootineot. Aiwa peut ainsi approvisionner l'Europe avec ses appareils électroniques : seul le tiers de sa production outre-Manche est destiné au

#### Sans fiche de paie

P LUS au nord, au cœur de l'Angle-terre industrielle, l'industrie textile. Akhbar (lui noo plus ne souhaite pas donner son oom) est un ouvrier modèle qui fabrique des vestes dans un atelier de confection de la région de Birmingham (4). Agé d'une trentaine d'années, il gagne environ 20 francs de l'heure. Il travaille cinq jours par semaine, de 9 heures à 18 heures. Les deux tiers de ses revenus sont consacrés an paiement du loyer et de sa note d'électricité, mais il reconnaît, lm aussi, que sa situatioo pourrait être pire. Ses camarades, qui o'ont pas ses dix-sept ans d'expérience dans la firme, travaillent douze heures par jour du luodi au vendredi, et huit heures le samedi. En toute légalité, puisqu'il n'y avait pas de durée maximale du travail au Royaume-Uni

jusqu'à ce que s'impose, le 12 novembre 1996, la directive limitant la durée hebdomadaire du travail à quarante-

huit heures (lire encadré page 15). Certaines entreprises textiles – et pas seulement des ateliers clandestins - ne remettent pas de fiche de paie à leurs employés. Ces travailleurs, qui ne sont pourtant pas les immigrants illégaux auxquels d'autres pays enropéens réservent ce traitement, ne perçoivent ui heures supplémentaires ni congés de maladie. Mais, sous la pression de plnsieurs associations caritatives, des détaillants du textile oot été contraints de mettre en place des codes de bonne conduite aux termes desquels leurs fournisseurs s'engagent à payer des salaires décents et à respecter des règles minimales de sécurité. Dans certains ateliers

de confection surpeuples, des inspecteurs du travail mandatés par la chaîne nécriandaise de magasins de confection C&A ont relevé de graves risques d'incen-

Dans les entreprises de service ou dans des régions plus « policées » (comme celle de Londres), la situanon est à peine plus riante. Les salariés des entreprises britanniques sont en effet menacés dès qu'une baisse des carnets de commandes fait frissonner les actionnaires. Ainsi, Mª Henrietta Rowsell vient de vivre plusicurs mois de dépression, consécutifs à son éviction de l'entreprise londonienne de vente par correspondance dans laquelle elle était employée depuis treize ans (5). Elle travaillait de 6 h 45 à 16 heures (parfois jusqu'à 18 heures), avec une pause d'une demi-heure à midi. L'expérience aidant, elle avait commence à devenir antonome, donoant . même un avis apprécié sur les décisions qui étaient prises. Un jour, ses supérieurs ont profité d'une compression d'effectifs pour se débarrasser des salariés qui n'étaient plus de

simples opérateurs. Elle se souvient: « Mon chef m'o subitement annoncé que j'allais quitter l'entreprise. Ce fut un choc. Même le service du personnel n'était pas au courant. Et aucun syndicat n était là pour m'aider à négocier un compromis. » A présent, elle donne des cours particuliers de piano pour survivre : « On m'a offert un dédommagement à peu près correct. qui correspondait à huit mois de salaire. Mais le plus terrible, c'est cette incerti-tude en attendant de recevoir le chèque. Et il ne fut accompagné d'aucun mot d'encouragement ou de remerciement pour mes années de bons et loyaux services. - Selon un porte-parole de l'entreprise qui employait Henrietta Rowsell, les départs sont toujours négociables : « D'ailleurs, les syndicats sont intervenus, il y a cinq ans, lorsque nous avons licencié un groupe de salariés... »





# ues pour us en voie de dislocation

PION DE LA FLEXIBILITÉ

and the Laborate de de in the late of the same of the divide en remaine divide comi plus accesso divide commit des mes der de Become Santa fort de Become Santa From Lanney 1996 Per or to the companies. L'anglicating de ... material Liebard day make the wine est a resident arps tonamentality The state of the s determine as le design White the House will

totale a drost de a ser of the see some of 日本の日本「日本の本を日本」 the minute here after William of adding total our stagett in the The state of the s mat or to lot diges the transfer beim the state of the pasts. Chart of anything letter The state of the state of The second section of the sect er in the Miller and the state of the English · (-) : (1) 25 전설된

- NOTE:

A Comment of Albertage 11

Control time a come

om La Coli⊐ia

Control 1400 C5 9 20

the state of the s

عقر بعار جهرم الم

and the second second

and the supposed as

the property of the same of th

in a sufficient

. It is interested.

Employees the second service Appendix of a September 11 1 1 12 15 11 DESCRIPTION OF THE PARTY OF THE personal designation of a The tel - proposition of the fire State State of the said Brights day thrower, he Marian Aug 17 Tour Additional water Tablication Angelia distalative front for a visit mention of the service

and the party grant.

the contempt of the wife wife agreement of

the edition was true to

"Neglierte geren samme Contra

well property of the control

Company of the second

Mark Serve at 15 (19)

make their matter of the special control

APPROPRIES AND APPROPRIES AND APPROPRIES

paper in the second

was supported to the second

William From the St. Co. S.

e factor or some

6 7 12 12 2 mg de 1 2 mg

Service and the service of the service of

walking and the state of the st

gar reframe to any of a constraint

State of the second second

Marie Marie Andrews

Authorities of the other productions

A STATE OF THE STA

white calculation is

AND A PARTIE AND A STATE OF THE STATE OF THE

with the second second

・ 最別を (中間・本) ロー・エー・コーニー と

 $\label{eq:section} \mathbf{S}_{\mathbf{p}_{\mathbf{q}}}(\mathbf{d}\mathbf{r}_{\mathbf{q}}) = \mathbf{S}_{\mathbf{q}}(\mathbf{r}_{\mathbf{q}}) + \mathbf{S}_{\mathbf{q}}(\mathbf{r}$ 

Many fore service of the service 966

minument of the Trial of

September 1995 p. Top to

Section 6.

MAN FOR MANAGE OF THE STATE OF THE

-

The state of the s

Bee all property and the second

and the state of t

Aller States

William Milliam Control

AND THE PROPERTY OF THE PARTY O

AND SOME OF THE SECOND SOME OF T

general property and the second secon

rational section of the section of t

 $\operatorname{cond} = \frac{1}{2} \operatorname{Tr}^{-1} \operatorname{cond} \operatorname{sph}(\mathcal{G}_{\mathcal{A}}) = \mathcal{G}_{\mathcal{A}} = 0$ 

The plant of the control of AND STREET OF THE STREET, STRE and the second of the second o A STATE OF THE STA

100 mm = 1 mm =

de Marieria.

where the transfer of the first

appointment für bil sie fin Mille in

to the state and the state of

東京機能 大海 しいんきぜんちょうさん

Francis Commence of the Commen

神事 神 とう はおり サイント ハイ

souvent présentés comme mirifiques, notamment en matière de revitalisation industrielle, de commerce extérieur et de performances des multinationales.

L'industrie automobile est l'exemple le plus souvent monté en épingle. Après avoir frôlé l'abime dans les années 70 et 80, ce secteur a battu, en octobre 1996, son record historique de production mensuelle (3). Mais ce secieur d'acti-vité est entièrement aux mains de producteurs étrangers, puisque le dernier constructeur national, Rover, a été absorbé en janvier 1994 par l'allemand BMW. Or les groupes nippons venus s'installer au Royaume-Uni dans les années 80 pour contourner les accords d'autolimitation imposés au Japon par certains Etats membres de la Communanté (France, Espagne, Italie) et pour se prémunir contre les risques - qui ne se sont d'ailleurs pas matérialisés - de protection douanière ont été porteurs d'un modèle industriel très peu riche en emplois. Ainsi, alors que les volumes produits renovent avec les niveaux des années 70, les effectifs salariés ont littéralement fondu.

Les antres constructeurs étrangers ont

rapidement compris les avantages qu'ils pourraient tirer d'une telle augmemation de la productivité. L'usine Ford de Dagenham a réduit ses effectifs de moitié en cinq ans, tout en assurant une production record de 250 000 véhicules en 1995 ! Dopés par le dumping monétaire qu'a représenté la sortie de la livre du système monétaire européen (SME) en septembre 1992, les succès, d'ailleurs très relatifs, du commerce extérieur britannique sont à mettre en relation directe evec ce regain de l'exploitation du tra-

Attirés par les bas coûts salarianx et la très généreuse politique d'incitation aux investissements etrangers mise en œuvre par les gouvernements conservateurs (avec l'argent du contribuable. s'entend...), les groupes se sont rués outre-Manche, Pour eux, il s'agit uniquement de disposer d'une plate-forme manufacturière à destination du continent, Ainsi, en l'espace de dix ans (1985-1995). le volume des exportations à destination des pays européens de l'OCDE a crû de 300 % en valeur, alors que les exportations à destination des Etats-Unis progressaient seulement de 180 %.

#### L'exemple édifiant de British Airways

C ES chiffres révèlent l'une des failles majeures du raisonnement libéral, puisque le niveau des exportations britanniques est directement dépendant de l'intensité de la reprise des économies européennes. Contrairement aux contes de fées thatchériens, le Royaume-Uni ne peut faire cavalier seul en matiere de revitalisation industrielle.

Objet de grande fierté pour le gouvernement, le classement établi au début de chaque année par le Financial Times montre, dans sa version de jauvier 1997, que, sur les cinquante groupes européens les plus performants, trente et un sont britanniques. La encore, un minimum de recul critique s'impose, car, malgré ces résultats, le niveau de l'investissement productif reste toujours aussi déprimé. Même l'OCDE, certes au détour d'un maigre paragraphe, est bien forcée d'admettre que « la faiblesse de l'investissement, intérieur demeure. préoccupante (4) ». Cette faiblesse est d'autant plus criante qu'environ un tiers de l'investissement réalisé au Royaume-Uni est le fait de firmes étrangères, ce qui met bien en évidence la carence des grands groupes britanniques. Ces derniers préfèrent, et de loin, investir hors des frootières, notamment pour reconfigurer à leur avantage les rapports entre le capital et le travail. En abolissant le contrôle des changes dès 1979, le gouvernement de Mª Margaret Thatcher a permis d'ouvrir en grand les vannes des ovestissements à l'étranger, qui, aussi bien eo stock qu'en flux annuels, se

diatement après ceux des Etats-Unis. Au-delà des aspects quantitatifs, il convicot d'examiner les objectifs sociaux dont les investissements sont porteurs. De ce point de vue, l'exemple de British Airways a véritablement valeur de symbole. Privatisée pendant le premier mandat de la Dame de fer, cette compagnie aérienne a été restructurée de manière extrémement brutale, près de la moitié de ses effectifs ayant été éliminés en cinq ans. On peut, au passage, se demander ce qu'il reste de British dans cette société possédée à 40 % par des investisseurs institutionnels américains. qui recrute des pilotes d'Europe de l'Est en vue de faire baisser les salaires de ses propres personnels navigants, et qui s'appréte à délocaliser sa comptabilité auprès d'un sous-traitant indien tout en licenciant 5 000 personnes supplémeotaires. Et ce alors que le dernier semestre

1996 a dégagé des profits historiques! La logique de cette stratégie se comprend mieux lorsqu'oo la compare à celle de la sphère fioancière. Tous comme la City est un intermédiaire mondial privilégié en manière financière. les firmes britanniques mondialisées ne se réfèrent plus à leur territoire d'origine. Retranchées derrière les formes juridiques de sociétés boldings, elles estiment ne devoir rendre des comptes qu'à leurs seuls actionnaires et n'ont qu'un lien de plus en plus ténu avec leur nation et leurs citoyens d'origioe, comme le montre bien la dégradation de l'emploi en leur sein. Peut-être de quoi faire réfléchir plus d'un responsable politique, s'il est véritablement soucieux de cohésion sociale, alors que le « modèle » anglo-saxon, porté aux tiues par les institutions économiques et financières internationales et par leurs innombrables relais médiatiques, est partout à l'offensive.

#### RICHARD FARNETTI,

11) Lire Edward Balls, • Missing the Deregula-tion Link n. Financial Times. Loadres. 6 sep-tembre 1993. Après avoir demonté le mythe de la création massive d'emplois na Royaume-Uni, l'ambar concluait : • La volonté du genvernement prisamque de chancer les touonges d'une dérègle-mentorion à l'angle-axionne du marché du trus cil semble donc déplocée. • (2) Lire . Success of Jobs Questioned ., Funan-

cial Times, 5 decembre 1996. (3) 179 963 véhicules ont été produits au cours de ce mois, soit une progression de 39.2 % par rap-port au mois d'octobre 1995. Lire Financial Times, 21 novembre.

(4) Endes temoralques de l'OCDE, Royaume-Uni, OCDE, Paris, mai 1996. Lire aussi Serge Halimi, « Economistes en guerre contre les salaires », Le Monde diplomatique, juillet 1996.



## Modèle européen

U Royaume-Uni, « l' inégelité des revenus s'est aggravée plus rapidement que dans la plupart des pays de l'OCDE ». (Enuies economiques de l'OCDE, Survaume Les, 1946, OCDE, Paris, 1995.)

Depuis vingt ans:

- le nombre des sans-abri e doublé ; le nombre des enfants ne vivent que de l'eide sociele est pesse de 7 % en 1979 à 26 % en 1994 le frequalitées rule out tex cuts ».

-le nombre de Britenniques qui vivent dans la pauvreté (définie comme moins de le moitié du revenu moyen) est passé de 5 000 000 à 13 700 000 (blut); - les 10 % les plus pauvres ont perdu 13 % de leur pouvoir d'achat, elors que les 10 % les plus riches ont gagné 65 % (ibid.)

Depuis cinq ans, le nombre des millionnaires a doublé, « Le "club" des millionnaires, qui s'est agrandi au rythme hebdomadeire de 200 nouveaux riches, réunit aujourd'hui quelque 100 000 membres » « L'ile des exclus ». Le Figare, l' janvier TRAVAIL:

- « La rigueur de le législation portant sur le licenciement est trés faible, avec des délais de preavis extrêmement courts et des périodes d'essai pouvant eller jusqu'à vingt quatre mois. Il n'existe aucune restriction à l'utilisation des contrats à durée déterminée et des emplois intérimelres. Le nombre de contrats successifs conclus avec le même personne est illimité, tout comme l'est la durée maximale cumulée. Enfin, et cele même pour les contrets à durée indéterminée, il n'y a pas de limitation à le durée hebdomadeire du travail ni d'obligation minimale de congé annuel » (Banque Paribas, Conjenerum, juillet 1996, Article repris par Problemet Frontantiques, La Documentation françoise, Paris, 3 junvier 1997).

« En 1995, près de 300 000 personnes gegneient moins de 1,5 livre par heure
 (13 francs) et environ 1,2 million moins de 2,5 livres » цыц.

- Les emploie à plein temps sont restés inférieurs de 1 100 000 e leur niveau du printemps 1990 IOCDE, cp. cit.1, COMPETITIVITÉ:

Célébré comme un exemple d'efficience qui en remontre aux eutres pays du

- le Royaume-Uni enregistre un déficit commerciel équivelent à peu près è l'excédent commerciel de la Frence (22 millierds de dollars) 17he Guardian, 30

- même depuis 1990 et le boom englais, le taux moyen ennuel de croissance britannique (1,27 %) est resté inférieur eu teux français (1,35 %) (7he Guardian, ibid.) ; - le Royeume-Uni « se classe encore derrière ses principaux concurrents en ce qui concerne le niveau d'instruction des jeunes de seize à dix-neuf ens » IOCDE.

# num pour inisseurs étrangers



AMANDA FAULKNER - « Laside Out » (1985)

Les lois sociales britanniques n'obligent plus les entreprises de montage electronique à régler leurs ouvriers au-dessus d'un salaire minimum virtuel. Ni les industriels du textile à être contrôlés par l'inspection du travail. Ni les entreprises de services à négocier le départ d'un salarié evec le concours de ses représentants syndicaux. Même le Wall Street Journal souligne que la Grande-Bretagne attire surtout les industriels étrangers grâce à ce cadre social minimal mis en place par les conserva-teurs au pouvoir depuis dix-huit ans. Et cui comprend aussi les lois antisyndicales, les horaires illimités (y compris pour les jeunes de seize à dix-neuf ans). la réduction des congés de materniné, le développement du travail féminin à des postes dont les femmes étaient exclues, le droit aux licenciements abusifs et le développement du travail temporaire (6).

« Nous trouvons au Royaume-Uni de meilleures conditions qu'en Allemagne pour l'utilisation de notre équipement industriel », confirme M. Hermann Scholl, président de la firme Robert Bosch GubH, I'un des principaux fabricants mondiaux de pièces détachées automobiles (7). En s'installant outre-Manche, l'industriel allemand u'était en effet ni intéressé par le marché britannique (son usine galloise exporte 80 % de sa productioo) ui attiré par les performances d'uoe maiud'œuvre qui, d'après une étude du cabi-net McKinsey, est de 20 % à 30 % moins productive qu'en Allemagne ou eu France, eo partie parce qu'elle souffre d'un cruel manque de formarion (8).

Les ouvriers de M. Hermann Scholl ue travaillent que 39 heures par semaine, mais dans des équipes qui

penveot indifféremment fouctionner douze heures de jour ou de nuit. Et . les temps de pause ne sont pas rémunérés », se réjouit l'industriel allemand. Autre motif de satisfaction: un seul syndicat est reconnu, celui des électriciens. Il s'est engagé è ne pas faire grève parce que le lutte « pour le succès et la qualité peut être dans l'intérêt de ses membres », précise le patron de Bosch... M. Hermann Scholl formule cependant une critique à l'égard de ses salariés d'outre-Manche: 8 % démissionnent tout les ans, car. . malheureusement, ils ne résistent pas toujours à de meilleurs salaires offerts par d'autres entreprises ».

Le Royaume-Uni pratique donc sans complexe le dumping social aux dépens de ses parteoaires commuoautaires dans le marché unique européen. El pour le plus grand bonheur de ceux qui. comme M. Major, assimileot Charte sociale européenne et chômage 191. Soutenus par le Financial Times et par The Economist, deux publications influentes qui couvreut rarement la realité sociale britannique, les partisans du libéralisme à tout crin estiment que la fin justifie les moyens. Et que la réalité se résume à des chiffres macro-économiques: si la France a 12,7 % de taux de chômage et le Royanme-Uni 6,9 %, c'est que les Français devraient s'inspirer des lois sociales britanniques. En annoncant l'investissement record

de Hyundai Electronics, M. Michael Forsyth, ministre des affaires écossaises, a même déclaré que l'application de la Charte sociale risquerait de \* provoquer un holocauste de l'emploi \*. Dans ses campagnes promotionnelles, l'Invest in Britain Bureau explique aux investisseurs étrangers : « la réglementation sur les conditions de travail est beaucoup moins rigoureuse que celle des autres Etats européens (...). Les heures supplémentaires, le travail en équipe, le travail du dimanche ne sont soumis à aucune limitation. - Mais one structure mise en place en France par la Datar pour attirer les investisseurs étrangers, le Invest in France Network, s'inspire elle aussi des techniques britanniques. Dans une brochure destinée aux industriels américains, elle explique: « Les lois sociales (françaises) ont évolué ces dernières années, les horaires deviennent de plus en plus flexibles (...), les entreprises peuvent facilement embaucher des travailleurs à remps partiel. » L'engrenage de la surenchère est enclenché.

#### « Moins productifs et moins compétents »

E N matière de régression sociale, le Royaume-Uni bénéficie cepeu-dant d'une avance confortable : 12 % de la population active oe béneficie pas de congés payés, et 22 % des salariés à temps plein travaillent plus de 48 heures (coure seulemeot 7 % en France). Même les quelques services publics qui subsistent oot recours à des pratiques qui suraieot inspiré Charles Dickens. En novembre 1996, à Bristol, Mª Helleo Henderson, uoe employée des postes de vingt-cinq ans, a été renvoyée le jour même de son retour de voyage de noces : elle souffre de sciérose eo plaques, et son licenciement a précédé de quelques semaines l'adoption d'une directive européenne coorre la discrimination à l'égard des travailleurs handicapés. La jeune mariée avait pourtant accepté de ne pas être payée peudant ses coogés de maladie.

Une entreprise britannique acquitte en moyenne 18 % de charges sociales

sur les salaires, contre 44 % en France. Faisant ses comptes, le patroo d'une eotreprise électrooique parisienne, M. Olivier Cadic, a annoncé l'été der-nier qu'il allait délocaliser 15 de ses 25 salariés dans le Kent. Au Royaume-Uni, il n'aurait verse que 500 000 francs de charges sociales eo 1995. Or il a payé 1,8 million de francs au fisc français. Le febricant d'aspirateurs Hoover, qui, eu 1993, a transféré 400 emplois de Bourgogne eo Ecosse, avait déjà anooncé le couleur. Pourtant, e les ouvriers britanniques sont moins productifs et moins compétents que les Français », constate un chef d'entreprise qui dirige uce usine métallurgique dans chacuu des deux pays. Il corrobore ainsi ce que même l'Organisation de développement et de coopératioo écocomiques (OCDE) a dù avouer dans sa dernière étude consacrée au Royaume-Uni. D'eilleurs, le repreceur italieu de Hoover critique à présent le manque de savoirfaire de sa noovelle maio-d'œuvre écossaise.

A peine plus de la moitié des Britanniques âgés de dix-buit ans suivent uce formation, contre environ 80 % eo Allemagne et eu France. S'ils s'intéressent à autre chose qu'aux profits à court terme, les cotrepreneurs teutés par la délocalisation outre-Manche devraieut réfléchir au lico eotre charges sociales réduites et faible qualification de le maiu-d'œuvre. « L'avenir de lo Grande-Bretagne ne réside pas dans une économie à bas solaires avec une formation et des technologies de seconde zone . e expliqué un jour M. Aothooy Blair, le chef du Parti travailliste. Il aura peut-être bientôt l'occasion de prouver que son projet de société est véritablement différent.

#### GUILLAUME ROBIN.

111 Ces projets representent des investisse-ments de 2,4, de 1,7 et de 1,1 milliards de livres

(2) Live » Délocalisations Sud-Nord », Le Monde diplomatique, juillet 1996.

131 L'IBB est. à l'instar de la Datar et de son anienne l'IFN (Invest in France Network), chargé de « vendre » le Royaume-Uni aux inves-tisseurs étrangers. Ce service, créé en 1977, dépend du ministère du commerce et de l'indus-trie britannique, et il eossse une dizanne d'institu-tions régionales.

141 Financial Times, Londres, 3 octobre 1996 151 Craignant des représailles contre ses camarades en cours de licenciement, elle accepte que son nom soit cité à condition que celui de son ex-employeur ne le soit pas.

(6) The Wall Street Journal, 11 juillet 1996. Lire aussi Seumas Milne, « Promesse tenue au Royaume-Uni ». Le Monde diplomatique, jan-

17) Discours du potron de Bosch lors d'un seminaire sur le Royaume. Uni comme centre de localisation industrielle en Europe (Munich, 16 novembre 1995).

(8) Sur ce lien entre salaires médiocres, rotation rapide du personnel et mauvaise formation, lire Jonathen Michie. - Quand les bas salaires nuisent à la compétitivite ». Le Monde diplomatique, septembre 1995.

(9) La Charte sociale européenne des droits 191 La Charte sociale européenne des drois sociaux fondamentaux, due Charte sociale, a été adoptée lors du conseil européen de Strasbourg en décembre 1989 par onze Etats membres de la Communauté sur les douze qu'elle comptait à l'époque. Le Royaume-Uni s'y est opposé. La Charte vise ootamment à instaurer une darée maximale du travail et l'interdiction du travail de constant de la confession de maximale du travail et l'interdiction du travail de nuit aux moins de 18 ans. Ce document, qui n'a cependant aucune valeur contraigname, a été repris dans le protocole n' 14 sur la politique sociale amexé au traité de Manstricht et signé lui aussi à onze. Le Royaume-Uni est ainsi exempté des mesures susceptibles d'être prises en verus de ce protocole.

Les déséquilibres territoriaux et de la hiérarchie urbaine - macrocéphalie de Séoul (3) - sont considérables, alors que les densités démugraphiques sont élevées et que le taux d'urbanisation passera de 28 % à 86 % entre 1960 et l'an 2000. Uoe spéculation foncière effrénée enrichit les 5 % de propriétaires qui possèdent deux tiers des terrains privés (4), alors que se multiplient les catastrophes (effoodrement de poots, do grand magasin Samponog à Séoul eo 1995, causant 500 morts et 900 blessés). Enfin, l'eccès au crédit est grevé par des taux d'intérêt très élevés (25 %).

Autre rançon de la réussite économique, avec le sacrifice de l'environne-

ment, du logement et des transports : l'exploitation forcenée de la main-d'œuvre (5). Les années 70 ont été marquées par l'immolation d'ouvriers pro-testaires. La liberté syndicale, partielle, ne sera conquise qu'en 1987, après de très violentes manifestations. Mais, eo 1996, la Fédération corécune des petites entreprises, qui emploie l'essentiel de la main-d'œuvre étrangère – les « sta-giaires industriels » évalués à 150 000 légaux et illégaux –, doit éditer une brochore pour recommander à ses adhérents d'éviter de brutaliser leurs

C'était le prix à payer pour que la Corée accède, fio 1996, au club des pays riches: l'Organisation de coopération et de développement écono-

miques (OCDE). Mais le temps des Daewoo, un géant aux pieds d'argile

VEC un chiffre d'affaires de 285 milliards de francs (contre 40 milliards en 1980), Deewoo, 33 entreprise mondiele. 4 groupe fletioner, tra-vingt ens une forte croissence. Entreprise eteller eyent longtemps tra-1980), Deewoo, 33º entreprise mondiele, 4º groupe netionel, a connu en veillé en sous-traitence pour les sociétés multinationeles dens les ports et zones franches de Corée du Sud, Daewoo s'est développé dans les secteurs de le finence (0,6 millierd de dollers), de l'eutomobile (4,5 millierds de dollers), de l'électronique (5,1 millierds de dollers), de l'industrie lourde et nevele (5,15 millierds de dollers), du négoce (15,9 millierds de dollers), de le construction et de l'immobilier (3,7 millierds de dollers). Mais cel empire (196 000 saleriés, 400 sites industriels dens le monde) est finencièrement fragile du fait d'un excessif endet-tement : 352 % de ses capitaux propres.

Daewoo Electronics, ensemble frêle at dispersé, est un groupe de second plan, peu connu, fortement endetté. Spécieliste du bas de gemme, sans réelles compétences technologiques, il fabriqua des produits simples et fiebles, en très gros volume et è bas cout, pour les couches moyennes des pays émergents.

Avec 39 usines dens 14 pays (Coree du Sud, Vietnem, Chine, Mexique, Pologne, France, Royaume-Uni, etc.), il produit 7 millions de téléviseurs, 4 milllons de megnétoscopes, 12 millions de tubes, meis eussi des micro-ordinateurs, des réfrigérateurs, des fours à micro-ondes, des mechines à laver...

Au quatorzième rang mondiel en électronique grand public evec un chiffre d'affaires de 34 millierds de francs, le groupe serait passé numérn 2 s'il avait racheté Thomson Multimédie. Fece è ses difficultés structurelles, Daewoo Electronics trouvait dens cette reprise une bouée de sauvetage,

sacrifices n'est pas terminé. Les chaebols, qui contrôleot l'essectiel de l'économie (les dix premiers réalisent 23 % de la production nationale et 60 % des exportations), soot des colosses aux pieds d'argile. Surendettés (7), ils ne survivent que par un soutien sans faille du système bancaire étroitement soumis au pouvoir. Le chaebol ne prospère bien que sous la protection d'un Etat autoritaire, renforcé par des liens intimes avec les dirigeants politiques (Samsung doit tout an premier président de l'après-guerre, Syngman Ree, et l'ascension de Daewoo ne se conçoit pas sans la protection de l'ex-général-président Park Chunghee). Mais la collusion entreprises-gouvernants-fooctionneires a fini par déboucher sur une corruptioo généralisée, comme en témoignent les différents procès qui éclaboussent les plus hants dirigeants économiques et politiques du pays (le général Rob Tae-woo, chef de l'Etat entre 1988 et 1992,

Les cheebols se tronvent tout autant empêtrés dans l'étroite dépendance streiégique et économique, tissée durant la guerre froide, à l'égard des Etats-Unis et du Japon, qui détieunent respectivement 18 % et 24 % des parts du marché coréen et y réalisent 29 % et 37 % des investissements étrangers. Il existe anssi une forte dépendance commerciale: les exportations, qui ne représentaient que 2 % du PIB en 1961, en constituent 35 % en 1995. Avec une nette spécialisation sur l'électronique (38 % des exportations) et le textile (15%), devant la chimie (7%) et la construction navale (5 %). Les chaebols, qui pratiquent un dumping (vente à perte) féroce pour s'emparer des marchés étrangers et écraser la concurrence, sont exposés à toutes les mesures de rétorsion, comme en février 1996 quand la Commission de Bruxelles a décidé de taxer de 24,4 % les fours à micro-oudes importés de Corée.

se constitua une cagnotte de 650 mil-

lions de dollars).

Dernier handicap des chaebols : leur dépendance technologique, due à le fai-blesse de la recherche-développement. Ainsi, les chantiers navals paient de larges redevances aux gronpes japonais (5 % à 10 % du prix du navire). Même situatioo pour la voiture : quand Hyun-dai se félicitait en 1993 d'être capable de concevoir et produire seul sa pre-mière voiture, en fait Mitsubishi possédait 11 % de son capital. Kie dépendait à 7,5 % du japonais Mazda, et Daewoo venait à peine de rompre son association evec General Motors.

Depuis, les chaebols ont multiplié les joint-ventures (sociétés à capitaux mix-tes) afin d'acquérir les technologies étrangères aux meilleurs prix, tout en pratiquant une politique systématique de veille et d'espionnage technologique et industriel en détriment d'abord du Japon, puis des Etats-Unis et maintenant de l'Europe. Ainsi Daewoo auto-

mobile débauche d'anciens ingénieurs de BMW, Porsche ou General Motors ouvre uo centre de recherche eu Royaume-Uni et à Munich et coopère evec un centre de design italien.

Enfin, les chaebols vont désormais perdre leur marché intérieur protégé. Avec son adhésion à l'OCDE, la Corée devra, dès 1997, ouvrir ses marchés publics aux entreprises étrangères dans le cadre des accords signés evec l'Organisation mondiale du commerce La levée des protections tarifaires menace 5 % à 12 % des productions locales et entre 170 000 et 405 000 emplois (8). Et l'Etat devra s'effacer. Mais déjà il ne joue plus son rôle d'agent régulateur entre chaebols aux intérêts divergents, comme en témoigne la nouvelle offensive de Samsung dans le secteur automobile qui heurte de plein fouet la suprématie de

#### Logique de guerre

E N effet, pris au piège de leur logique de guerre économique, coincés entre les productions à baute valeur ajontée des pays développés et les productions de masse à bas coûts salariaux des pays asiatiques émergents, les chaebols sont condamnés à se dévorer entre eux ou à accélérer l'internationalisation de leurs bases produc-

L'objectif stratégique de chaque chaebol est de devenir un groupe multinational géant dans le noovean paysage industriel et technologique mondial du XXI siècle. Samsung ambitionne de passer du 18 au 10 rang mondial. Daewoo (33° rang mondial) compte en cinq ans donbler ses ventes à l'étranger, conquérir 10 % dn marché mondial de ses principaux produits et tripler ses implantations en Europe (180 en l'an

Leurs investissements à l'étranger ont augmenté de 28 % entre 1995 et 1996 pour atteindre un stock cumulé d'environ 16 milliards de dollars. Si la Chine (30 % dn stock en 1994) et le reste de l'Asie (18 %) étaient prioritaires devant les Etats-Unis (25 %),

(6) Article d' Asia Times de Bangkok, cité par Courrier international, Paris, nº 317, 4 décembre

(7) La detre des chaebols atteint souvent le niveau exorbitant de 300 % à 500 % des capitanx propres (Hyundai: 500 %, Daewoo: 352 %), contre un maximum de 100 % en France. (8) Philippe Pons, Le Monde, 28 novembre

# Un régime libéral à poigne de fer

BERTRAND **CHUNG \*** A démocratisation serait-elle eu pose depuis que le président Kim Young-sam a fait preuve d'autoritarisme à l'occasion des manifestations estridiantines d'août 1996 et, surtout, après l'adoption d'une nouvelle législation du travail à la fin du mois de décembre dernier. Certes, il y a eu des meneurs se réclamant du régime de Pyongyang (Corée du Nord) parmi les étudiants. mais fallait-il pour autant enfermer cinq mille manifestants dans l'université Yonsei puis les réprimer violemment alors qu'ils voulaient se disperser ? Fallait-il faire voter une série de lois sur le travail et sur le renforcement des pouvoirs des services de renseignement, le 26 décembre 1996 à l'aube, en l'absence des députés d'opposition et au mépris des règles élémentaires de le démocra-tie ? Beaucoup de citoyens craignent le retour des vieux démons et le regrettent d'autant plus que le président Youngsam fut un des champions du mouvement démocratique contre la dictature militaire.

Commeot expliquer un tel revirement? A l'approche de l'élection présidentielle, prévue pour décembre 1997. le président Kim Young-sam e jugé indispensable de créer un climat sécuritaire pour opérer un rapprochement evec la droite conservatrice, qui ne lui e pas pardonné d'evoir fait condamner ses deux prédécesseurs, les présidents Chun Doo-hwan et Roh Tae-woo, accusés du massacre de Kwangju et de corruption. M. Kim Young-sam lui-même ne peut pas briguer un second quinquennat, interdit par la Constitution, mais il est crucial pour loi de faire élire un homme de confiance pour garder une infinence polinque après son départ.

Quant à la législation du travail, qui introduit plus de flexibilité, facilite les licenciements et autorise le remplacement des grévistes, elle s'explique en partie par la crise à laquelle l'économie du pays est confrontée depuis l'année dernière. Le taux de croissance est tombé de 9,3 % eo 1995 à moins de 7 % en 1996, et l'oo prévoit 5 % pour 1997. Il feut rapporter ces pourcentages au taux de croissance moyen des pays concurrents directs de la Corée en Asie orientale, qui est de 7%. Le déficit commercial atteint, en 1996, 20 mil-

\* Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Ehess), directeur du Centre de recherches sur l'économie et la société de la Corée, Paris.



AFFRONTEMENTS ENTRE POLICIERS ET ÉTUDIANTS A SÉOUL, EN 1987

liards de dollars, et la dette extérieure 100 milliards.

Ainsi, l'économie voit soo evantage comparatif se détériorer rapidement en matière de coûts variables tels que les salaires, les prix fonciers, les taux d'intérêt, le taux de change. Les salaires approchent ceux des pays développés et les prix de sites d'usines sont déjà parmi les plus chers du monde. Quant aux tanx d'intérêt, ils soot plus élevés que dans les pays industriels. Bref, si la Corée do Sud veut renforcer sa compétitivité, elle o'e pas d'autre choix que de transformer la structure économique.

La crise actuelle o'est pas une surprise. Bien des économistes o'oot cessé de tirer la sonnette d'alarme ces deroières aooées pour réclamer des réformes du système productif et managérial, devenu désuet, sans que le gouvernement et le patronat agissent. Ce o'est que le 9 octobre 1996 que le gouvernement e annoncé un plan global visant la progressioo de la compénnité de 10 % en un an.

Dans ce contexte, des réformes paraissaieot nécessaires. Mais toute législation du travail doit présenter de réelles garanties cootre les licenciements arbitraires, ce qui n'est pas le cas des textes adoptés le 26 décembre. Heri-

حكدا من الاصل

Dix sus plus tard, le même combat pour la démocra tage néfaste de trois décennies de dictature militaire et de la stratégie de développement adoptée dès les années 50, la société ne sait pas encore résoudre pacifiquement les conflits sociaux.

A la différence des pays d'Amérique letioe, qui eveient opté, dans les années 50 à 70, pour le développement des industries de substitution, la Corée du Sud e choisi la promotion des exportations. Efficace pour la croissance, ce choix a son revers sur le plan social. D'une part, l'Etat, pour le mise eo œuvre de sa planification économique, e crée les conglomérats, les chaebols (lire. ci-dessus. l'article de Laurent Carroue), qui constitueront le noyan de la future caste capitaliste en alliance evec les élites militaires au pouvoir. D'antre part, il s'est assuré la docilité d'une main-d'œuvre à boo marché par une dure répressioo du mouvement syndi-

L'envers de cette industrialisation rapide fut donc un régime autoritaire et un grand déséquilibre entre les classes, entre les secteurs et entre les régions. De ces contradictions émergera une classe ouvrière combative, s'engageant dans la lutte politique en alliance avec les étu-

A partir de 1961, pendant un quart de

rel » ; elles sont construites socialement.

de travail ne sont pas un « produit cultu-

La concentration du pouvoir économique s'est accrue depuis 1993, sous la présidence de M. Kim Young-sam. Ce la compétitivité le contrôle que ses prédécesseurs avaient imposé aux chaebols à la suite des spéculations boursières et foncières auxquelles ils s'étaient livrés dans les années 80. De plus, ces conglomérats ont diversifié leurs activités dans des branches sans liaison entre elles, audétriment d'une nécessaire spécialisation et de la compétitivité internationale. Ces chaebols ont ainsi assuré des intérêts particuliers et leur emprise sur la société, sans profit pour celle-ci.

Pendant longtemps, sous le régime militaire, la société civile était, pour ainsi dire, absorbée par l'Etat autoritaire, hypertrophié. Mais l'industrialisa-tion et l'urbanisation ont favorisé l'émergence d'intellectuels, d'universitaires, d'hommes d'Eglise, d'étudiants, de syndicalistes ayant en commun l'idéal de la démocratisation. A partir de 1980, cette société civile fut le moteur du changement social.

Mais la situation s'est transformée. Désormais, la société civile est caractérisée par la domination croissante des conglomérats dans tous les domaines, y compris celui des médias et de la culture. Nombre de dirigeants de l'ancienne opposition extraparlementaire se sont intégrés dans les partis poli-tiques, voire dans l'Etat. La classe oovrière, oumériquement forte mais divisée entre deux centrales antagonistes, n'e jamais réussi à se transformer en force politique. Le mouvement étudiant est affaibli par sa radicalité idéologique. Quant aux partis d'opposition, ils ne font pas le poids face aux puissantes formations conservetrices. Ce qui manque cruellement, c'est un grand parti démocratique.

Cette absence d'un contre-pouvoir rend fort fragile la démocratisation en cours, et les risques existent d'un retour tragique aux affrontements et à la vio-

#### Points de repère

Superficie : 99 020 km². Habitants : 44.3 millions d'habitants – 457 hab/km² – (chiffres de 1996). Population active: agriculture, 17 %; industrie, 36 %; services, 47 %.

Balance commerciale: de – 1,6 milliard de dollars en 1993 à – 21,6 milliards de dollars

PNB par habitant: 10 873 dollars.

siècle, les ouvriers se sont vu refuser

toute liberté d'association, le droit de négociations collectives et le droit de

grève. Tout en étant acteurs du déve-

loppement économique au même titre

que le patronat, ils n'ont pas en droit à leur part de richesse. Après l'explosion syndicale de juillet 1987, la tendance e

commencé à s'inverser. L'augmentation

des salaires e été forte dans les années

qui ont suivi, dépassant largement les

Même après 1987, l'État et le patronat

n'ont pas vraiment cherché à dissiper la

méfiance des ouvriers à leur égard, en tentant d'établir evec eux une concerta-

tion. L'amélioration des relations de tra-

vail reste l'un des problèmes majeurs.

L'exemple du Japon, où le mouvement ouvrier des années 30 et après la fin de

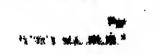
la seconde guerre mondiale fut extrême-

ment violent, confirme que les relations

gains de productivité.

amatins pas tr et toujours

will du drago







THE PERSON NAMED IN

the HMW. Provide on Generaline access of a control of received to receive the received to the provident of the control of the Later to churchels von Aver any principle interest the the same of the course of the same of the

entropies No By Feld devisition Man come if the home plus so & Quitant salement come come mitter megleuir enme Anna de la pouvelle ofenereze Print of the Partiety Stronger the name of the principle of the second

#### LARRIES HE SHETTE

Marin Car State	From the following a few and the same of
Harris & Sales and	SECT OF
March Trans	Time of the second
ata S San a s	in the document
M. B. GOOD, Constitue	
SERVICE STATE	A STATE OF
ANTERIORIST ATT	25 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 2 - 2 - 2 - 2
Section Secretary.	ين بين <u>مراه ريا</u> ه از
	hade

Ben miterfat.

- Andrew Andre

or to start and, to block and, to be been the

Market Committee and the second second

The second of the second of the second

The second secon The second of th 2000年 · 日本中国建筑中 the state of the s A CONTRACTOR ASSESSMENT -1 -7 -47 - 464 -414 The second secon 

inégelée à l'écrit. L'époque moderne, avec l'engagement et le besoin de témolgner, a conservé au réelisme sa dimension instrumentalista, ne mattant qu'exceptionnellement en

cause eon message morelisateur. Colonisation jeponeise, guerre civile, dictatures, urbenisation ont exacerbé le sentiment de l'écrivain d'être

citoven (2). Bref, on croit, en Corée, à l'effet et à l'efficacité des lettres, confirmé dans cette idée par le fait que les textes des écriveina ont eux-mêmes un affet considérable. Ainai du premier texte (un roman court, une nouvelle, ganre de fiction très prisé) de la romancière Ch'oe Yun, Là-bas, sans bruit, tombe un pétale. A priori très rétive devant les canons du réalisme, en partie parce qu'elle est une famme, alle e Intégré e ses techniques romenesques les leçons de ses lectures françaises, de Flaubert à Perec. Il ne s'agit pes pour eutant de technicité gratuite, mais d'une réflaxion aur le

\* Institut national des langues et civilisations orientales (inalco),

**MONDIALISATION** 

l'assaut du dragon l'Eorope occideotale et orien-tale (20 %) devient depuis trois ans leur cible privilégiée, dans trois grands secteurs industriels : l'aéronautique,

l'électronique et l'automobile. Dans l'aéronautique, la priorité coréenne consiste à desserrer la pression américaine (construction d'evions militaires sous licence) pour acquérir une antocomie technologique. Ainsi Samsung a signé en 1995 un accord d'étude avec l'allemand DASA et s'est porté acquéreur en novembre 1996 de l'avionneur néerlandais en faillite Fokker NV contre une aide de l'Etat de 1,7 milliard de francs (9). Mais les autres chaebols ont refusé de s'associer à cette entreprise. Hyundai a même fait dissidence, en s'alliant avec l'avion-

neur américain McDonnell Douglas. Dans l'électronique grand public, les chaebols se déchaînent. Samsong s'empare de l'informaticien américain AST et multiplie les coopérations technologiques avec Toshiba, NBC, IBM, ATT et Hewlen Packard. Hyundai remoote à l'assant des cemiconducteurs, avec un investissement de 19 milliards de francs en Ecosse (lire, pages 16 et 17, l'article de Guillanne Robin), où LG Group (qui a racheté le fabricant de téléviseurs américaio Zenith) investit pour sa part 13,6 milliards de francs. Kohgs rachète l'allemand BASF (audio, vidéo, disquenes informatiques, 3 700 salariés, 1,5 mil-liard de marks de chiffre d'affaires) au le janvier 1997. Tandis que Daewoo rate de peu Thomsoo Multimédia... Au total, les principaux chaebols ont créé une trentaine d'usines en Europe (Royaume-Uoi, Espegne, Italie, Prance, Pays-Bas, Allemagne, Portugal, Slovénie, Pologue, Hongrie, Turquie). Et ils détiennent 40 % du marché

européen des fours à micro-ondes. Dans l'automobile, l'offensive est d'envergure. Les entreprises coréennes ont augmenté de 39 % leurs ventes en Europe occidentale en 1995. Avec 2 %

du marché, les Coréens se trouvent

cependant encore loin derrière les Japonais (10,7 %). Mais Daewoo, par exemple, a l'objectif de passer de 700 000 à 2 millions de vénicules par an, dont 50 % construits à l'étranger grâce à des implantations en Chme, inde, Roumanie, Pologne, Ouzbékis-tan, Iran, Philippines, Indonésie, Vier-

nam, Tchéquie et Ukraine, Cette internationalisation forcenée s'effectue selon les vieilles recettes qui ont si bien réussi aux chaebols : pillage technologique, mais de façon policée, à travers le rachet d'entreprises de haut niveau dans les pays industrialisés, et surexploitation de la main-d'œuvre. étrangère cette fois. Ayant acquis en 1993 une usine de montage automobile en Ouzhékistan, Daewoo a réussi à faire modifier la législation sociale qui interdisait la production en ecotion avec trois équipes de buit heures.

Daewoo a aussi obtenu des autorités l'instauration de droits de donane de 50 % sur le prix des voitures importées afin de protéger sa production locale. Autre exemple de comportement du chaebol en pays cooquis : en septembre 1996, Daewoo, qui investit 10 milliards de francs dans l'automobile, l'électromique et l'immobilier polonais et spoo-sorise le Légia, club de football de Varsovie, menace de se retirer si Varsovie accepte l'ouverture d'uoe usice d'assemblage automobile de soo concurrent Hyundai.

#### 54 h 30 de travail hebdomadaire

UTIMPORTE alors, dans cet élan conquérant, le sort du travailleur coréen? Plutôt que de réaliser un effort de formation, de qualification, de recherche, assorti d'un meilleur partage des profits, les chaebols vont an plus simple: licenciement en masse d'une main-d'œuvre trop conteuse et retour aux bas salaires.

Mais, depuis 1987, le mouvement de démocratisation (liberté syndicale, suppression de la censure, droits de l'opposition) a fissuré le carcan que les chaebols et l'Etat faisaient peser sur la société coréenne su com de l'intérêt national. Les travailleurs ont arraché des revalorisations salariales (de 8,4 % par an) à la suite de très durs conflits sociaux - même si le salaire minimum ne s'applique que dans les grandes emreprises et concerne moins de 10 % des salariés. La Corée du Sud atteint déjà 89 % des colts unitaires salariaux coropéens. Les onvoiers des grandes entreprises y sont mieux payés que ceux da Royaume-Uni (lire, pages 16 et 17, l'article de Guillaume Robin).

naître de oouvelles exigences, pour l'extension des droits sociaux (système généralisé de retraite, sécurité sociale, démocratisation de l'enseignement...) et pour une meilleure qualité de vie.

L'apparition d'une classe moyenne touchée par une frénésie de consommatioo (10) entraîne un fort déficit de la balance commerciale, alors que les exportations stagnent. Fin 1996, le gouvernement du président Kim Youngsam, ancien dissident sons la dictature militaire et premier chef d'Etat civil de ce pays depuis trente ans, remet à l'ordre du jour une grande cure d'ansiérité. Il ordonne aux Coréens de moins consommer ( » pas de cadeaux de fin d'année»), afin de préserver les grands équilibres macroéconomiques, et supprime des milliers d'emplois de fooctionnaires.

Enfin, prétextant l'entrée de la Corée dans l'OCDE, le gouvernement vole au secours des chaebols avec une nouvelle législation du travail profoodément les procédures de licenciement, remet en cause la garantie de l'emploi, un des



LE MONDE DIPLOMATIQUE - FÉVRIER 1997 - 19

TSCHANG YELL KIM. - . Travall - (1986)

rares « acquis » dom oe béoéficient d'ailleurs qu'une partie des salariés, augmeote sensiblemeot le combre d'heures travaillées déià très élevé (la durée légale du travail hebdomadaire est de 54 b 30), facilite le remo ment des grévistes par des intérimaires ci, enfin, interdit la création de oouveaux syndicats jusqu'en l'an 2000. Ces mesures ont été votées en sept minutes, à la sauvette, lors d'une sessioo secrète du Parlemeot, le 26 décembre 1996 à 6 heures du matin, en l'absence de l'opposition. Ce disposinf s'accompagne d'une loi profoodé-ment antidémocratique et répressive qui renforce les pouvoirs de le féroce sécurité publique (surnommée KCIA). face à l'ennemi intérieur potentiel que redevienneot les salariés eo lunes revendicatives et leurs organisations

Le pays a répondu par une grève générale, la première, avec des ccotaines de milliers de grévistes dans des centaines de sites. Lancé par le KCTU (Confédération coréenne des syndi-cats), syndicat illégal et revendicatif regroupant 300 000 à 500 000 adhé-rents, le mouvement est rejoint par la FKTU (Fédération des syndicats coréens, 1,2 millioo d'adhéreots), le

seul syndicat légal jusqu'ici réputé pour sa docilité. La grève a débuté dans les principaux secteurs d'activité des chaebois (constructioo navale, automobile). chez Hyundai en particulier, fer de ice du syndicalisme de luite, evant d se diffuser dans le secteur terriaire et les services publics. Depuis, les travailleurs oot adopté de nouvelles formes de lutte, evec des grèves bebdomadaires et des maoifestetions - 300 000 persounes ont défilé dans les rues de Séoul, le 26 janvier dernier. Si le président cherche une issue à la crise, il oe semble pas prêt à céder sur les principales mesures adoptées, et les syndicats poursuivent leur mobilisation.

Ces ouvriers qu'oo donnait eo exemple aux salariés européens, pour leur flexibilité et leur docilité (du fait de rapports socio-écocomiques militarisés plus que par souci de compétitivité), apparaissent soudain à l'avant-garde de le révolte cootre la moodialisation ul tralibérale.

LAURENT CARROUÉ.

(9) L'exigence initiale des Coréens était 2,5 fois supérieure. Devam le refus des autorités néerlan-daises, elle fut revue à la baisse.

110: Jacques Decornoy: « Séoul on la rage de consonmer ». Le Monde diplomatique, tévrier

#### Des matins pas très calmes et toujours assoiffés important politiquement en ceci que des Coréene ont tué d'eutres Coréens, sans intervention étrangère. **PATRICK MAURUS \***

Yn Gwen Soon (1904-1920)

L ne faut pas chercher longtemps pour décaler, dans l'œuvre de tout écrivain coréen contemporain, la trace des deux grande blocs thématiques de cette littérature : l'obsession sociopolitique, fille des dégâts de l'urbanisation forcenée (Le Nain, de Cho Sehûl (1), en est l'example le plus convaincant), et la division du pays, présente physiquement eu cœur de chaque famille (L'Autre Côté d'un souvenir obscur, de Yi Kyunyong, qui vient de mourir accidentel-

Il est possible d'en trouver le raison dens l'approche réaliste qui règne sur la littérature coréenne, à condition toutefois de la replacer dans soo cadre historique. C'est vers

Confucius et son héritage qu'il faut d'abord se tourner, qui ont placé le littérature eous surveillanea, tenant en suspicion les affets « auperflus », lul demendant de s'en tenir aux « dénominatione correctes », et lui imposent un cahier des charges instrumentaliete, fonctionneliste. Il a'egit d'éduquer, de désigner, de transformer ce que vingt-cinq elècies ont confirmé. Si cette conception place eu eommet de sa pyramide des veleurs eymboliquee le poéele (toujours extraordineirement vivante), c'eet dans un système général qui, paradoxalement, accorde une Importence sane doute

thème évoqué: le massacre de Kwangju, inaugurent le régime dictetorial des ennées 80, perticulièrement

Le aujet apperent en est une jeune fille traumatisée par le

mort de son frère dane les meine de la police, puis par le fait d'avoir lâché le main de sa mère agonisame dens les rues de Kwangju. Sa folie la fait errer dans tout le pays. Le sujet réel, ou second, est la rumeur, qui se répand dans le pays, sous les pas de cette fillette, comme l'épidémie eux basques du juif errant. A l'image de l'information impossible de l'époque, l'armée Interdisant toute évocation du crime. Le travell formel, celui de la multiplicité des points de vue, correspond au propos d'una rumeur, c'est-à-dire d'un discours qui se répand sana qu'il soit possible de le vérifier ou de lui

attribuer un euteur. Cartains lacteurs (ou plutôt les critiques se réclement de certains lectorats) ont condamné le texte pour evoir rompu avec le réalisme, pour avoir présenté le figure d'un ouvrier violeur, pour être consecré à une région dont l'euteur n'est

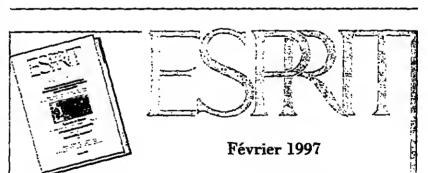
pas originaire. Meis le paradoxe de ce livre, issu donc d'un champ littéraire et critique non eutonome, dirait Bourdieu, c'est-à-dire dont les critères sont poli-tiques et non littéraires, c'est de s'être trouvé à le aource d'un véritable renversement culturel et

politique. En 1995, le cinéaete Cheng Sonu, jusque-lè spécielies en comédies sociales, s'empare du texte, et, sous le titre Le Pétale, porte l'effaire devant tout le pays (3). L'épisode le plus marquent de l'histoire étant le tournege de le reconstitution des menifestations réprimées à Kwangju mème, avec le population et les familles des victimes comme figurants. Et, tandis que les images montraient des slogens euthentiques,

ce de 1919 le foule criait des slogens contre l'actuel régime, coupeble de n'avoir pas fait toute le lumière sur les événements. En particulier le président Kim Yong-sam, cet encien dissident accusé de faire le politique de ses adverseires. Le genre de personnage évoqué dans un autre admirable récit de Ch'oe Yun, Avec cette neige grise et sale. Quelques mois plus tard, le responsabilité du massacre de Kwangju est ajoutée à le liste des crimes imputés eux deux ex-présidents militeires, Chun Doo-hwen et Roh Tae-woo. Et ce grâce à un film qui, reprenant les leçons du livre, à sa façon, met en cause à le fois la nationelisme et le réalisma cinématographique.

(1) Tous les titres évoqués sont publiés aux éditions Actes Sud, Aries. (2) Lire Patrick Manrus, « La Corée et ses héros défigurés ». Le Monde

(3) Sur le cinéma coréen, lire Gómil Dönmez-Colin, « La Corée du Sud au mirch de son cinéma », Le Monde diplomatique, janvier 1997.



# La santé, à quel prix?

Pour une politique de la santé publique Sécurité sociale : une réforme sous conditions L'utopie du corps parfait

Pierre Aïach, Marcel Drulhe, Didier Fassin, Gilles Johanet, Aquilino Morelle, Patrice Muller, Georges Vigarello, Lucien Sfez

Parler vrai sur l'Europe Jean-Marie Guéhenno, Dominique Janicaud, Paul Thibaud

La troisième révolution industrielle

Daniel Cohen Peut-on justifier Hiroshima?

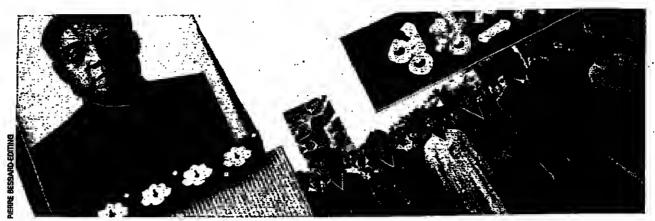
John Rawls Le numéro : 85 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 570 FF 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - 2 01 48 04 08 33

#### LES EFFETS INCERTAINS DE L'ARME ALIMENTAIRE

# Craquements en Corée du Nord

I la crise en Corée du Sud a suscité tant d'attentions et de préoccupations, c'est anssi que la péninsule reste divisée et que s'y concentrent tous les ingrédients d'une crise internationale majeure. La mort du dirigeant nord-coréen Kim Il Sung et le laborieux passage de témoin à son fils, Kim Jong-il, ont accentué les difficultés d'un régime confronté à l'arrêt des aides soviétique et chinoise et à de graves inondations. Si la Corée du Nord n'est pas sur le point de s'effondrer, ses dirigeants sont divisés sur la voie à suivre : alors que les pragmatiques prônent une ouverture économique à la chinoise, l'aile dure freine toute réforme. En braquant l'arme alimentaire contre Pyongyang, les Etats-Unis risquent de pousser le régime dans ses derniers retranchements et de compliquer toute perspective de transition pacifique en Corée du Nord.

■ Par SELIG S. HARRISON\*



INAUGURATION DE L'AVENUE DE LA REUNIFICATION DES DEUX COREES À PYONGYANG

D'après la plupart des observateurs étrangers, la Corée du Nord serait au bord de l'effondrement, empêtrée dans des problèmes insolubles que provoque une orthodoxie rigide, de type stalinien. Le général Gary Luck, commandant des forces armées américaines (et de celles des Nations unies) en Corée du Sud u'a donc fait qu'exprimer une vue très largement admise à Washington en affirmant, le 28 mars 1996, devant le Comité pour la sécurité nationale de la Chambre des représentants : « La question n'est pas de savoir si ce pays va se désintégrer mais comment, par implosion ou par explosion, et quand. »

Cette appréciation est-elle correcte? Ne peut-on pas plutôt imaginer une survie du régime inspirée du modèle chinois à la mort de Mao, c'est-à-dire très largement tributaire d'une libéralisation de l'économie? C'est en tout cas ce que suggèrent l'expérience de cinq voyages dans ce pays, le dernier en septembre 1995, et une série d'entretiens réguliers (le demier en décembre 1996) avec des officiels coréens en visite aux États-Unis. Le scénario le plus probable, à terme, serait une érosion continue de la stabilité politique si les dirigeants refuseot d'eotrepreodre des réformes à la chinoise afin de remédier aux difficultés économiques du pays. La survie de l'actuel régime dépendra en par-ticulier de la capacité de Pyongyang à surmonter la crise alimentaire consécutive à la disparition des crédits chinois et soviétiques et à deux années successives

En dépit de la mort, en juillet 1994, de Kim II-sung, la mystique nationaliste associée à sa mémoire continue de permettre aux dirigeams du pays de faire accepter aux habitants la discipline totalitaire du parti au pouvoir. Cette soumission bénéficie des traditions confucéemes de centralisation politique, et d'obéissance aux autorités. Les comparaisous, habi-

\* Chercheur au Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington, D.C., il a participé aux négociations qui ont abouti, en octobre 1994, à un accord entre la Corée du Nord et les Etats-Unis sur le gel du programme nucléaire de Pyoogyang.

tuelles mais approximatives, entre la Corée du Nord et l'ancienne Allemagne de l'Est, négligent les différences historiques. En Allemagne de l'Est, l'occupation soviétique a longtemps permis la survice d'un système totalitaire dans un environnement qui ne cessait de se démocratiser. En revanche, c'est une éthique confucéenne qui a accompagné l'évolution politique des deux Corées, permettant d'y maintenir sans trop d'efforts des systèmes autoritaires, voire totalitaires.

Antre différence: les deux Corées se sont livré une guerre fratricide, alors que le chancelier ouest-allemand Willy Brandt o'eut aucum héritage de ce type à surmonter lorsqu'il entreprit son Ostpolitik. Et le résean toujours plus étroit de contacts économiques et culturels entre les deux Allemagnes facilita, vingt ans plus tard, le bouillomement est-européen que déchaînerait la perestroika de M. Mikhail Gorbatchev.

Alors que, en Europe de l'Est, les chaînes de télévision occidentales, les radios à ondes courtes et les cassettes se jousient des frontières nationales, la Corée du Nord demeure complètement isolée de l'extérieur. Tous les postes de télévision et de radio, qui doivent être déclarés, ne peuvent capter que des stations précises.

Ainsi, seuls les dirigeants du parti au pouvoir ont une idée approximative de ce à quoi ressemble le reste de la planète.

Par sa situation particulière, M. Kim Jong II, successeur désigné de son père et évocation permanente de sa mémoire, est l'homme-clé du régime et le garant de sa légitimité, Mais, bien que l'ambassadeur de Corée du Nord amprès des Nations unies, M. Kim Hyong-n, nons ait annoncé qu'avant la fin de l'année en cours M. Kim Jong-il assurerait à la fois les fonctions de président du pays et de secré-taire général du Parti des travailleurs, il ne bénéficie ni du charisme de son père ni de la dévotico qu'inspirait celui-ci. Au demenrant, des rivalités individuelles et de groupes commencent à apparaître à l'intérieur même des cénacles du pouvoir. débouchant sur une succession tortueuse d'accommodations et de retards avant toute prise de décision. Les forces armées et les services de sécurité intérieure voient croitre leur influence, Et, traversant tous ces clivages, un désaccord de fond oppose une vieille garde orthodoxe et une jeune génération réformiste à la fois alliée à M. Kim Jong-il et davantage encline an pragmatisme et à l'ouverture au monde extérieur.

#### En échange du gel nucléaire

C E clivage, qui s'était dessiné pendant les dernières amées de la vie de Kim II-sung, découle en partie des politiques américaine, japooaise et sud-coréenne à l'égard de Pyongyang. Ainsi, en 1994, quand les Etats-Unis ont promis d'accorder à la Corée du Nord une aide économique et politique en échange d'un gel de son programme mucléaire (1), l'aile pragmatique du régime s'en est trouvée consolidée. Et, quand Washington a décidé de ne pas honorer ses engagements, c'est l'aile dure, hostile à un gel nucléaire, qui a redressé la tête.

Lorsqu'il détermine le rythme du changement, le parti au pouvoir sait qu'il affronte un risque presque égal en allant trop vite sur la voie des réformes et en avançant trop prudenument. Des tensions sociales muraient à la stabilité d'un régime qui, pour le moment, a réussi à calmer le mécontentement né des pénuries alimentaires en garantissant une certaine égalité économique. Uo essor de la corruption pourrait déclencher une tragédie comme celle de la place Tianammen en 1989. Dans la mesure où la corruption chinoise s'est généralisée au rythme du développement des lièmes économiques avec l'extérieur (2), l'émergence d'une « classe comprador » pourrait donc déstabiliser le régime de Pyougyang.

La levée des sanctions économiques américaines constitue le préalable à cette libéralisation des relations avec l'Occident et le Japon, qui faciliterait la solution des problèmes économiques de la Corée du Nord. Et, pour l'obtenir, Pyongyang a accepté le gel de son programme nucléaire. L'article 2 de l'accord négocié avec Washington stipulait en effet: « Dans les trois mois qui suivent la date de ce document, les deux purties réduiront les obstacles au commerce et à l'investissement. « Cette disposition ne dépendait aucunement des résultats obtenus sur un autre terrain.

Or, en janvier 1997, les seules actions significatives des Etats-Unis pour se conformer à l'article 2 ont été la levée des sanctions à l'exportation sur un seul produit, le magnésite, et la permission accordée à American Telephone and Telegraph (AT&T) de créer un système de communications téléphoniques en Corée du Nord. Les rares sociétés américaines qui, manifestant le désir d'investir sur le marché nord-coréen, out fait le voyage à Pyongyang u'aurivent pas à obtenir du ministère américain des finances les autorisations nécessaires.

Hormis AT&T, Cargill, le conglomérat génnt de céréales, est la seule entreprise qui ait obtenu un permis de Washington. Elle négocie depuis neuf mois un accord de troc qui procurerait 2 millions de tonnes de céréales à Pyongyang en échange de minéraux. Le mois demier, les Etats-Unis ont accordé à Cargill les permissions requises. Pyongyang ayant exprimé ses « profonds regrets » après qu'un sous-marin espion se fut échoué en septembes.

coréennes.

La Corée du Nord sait bien que les investissements américains n'atteindront jamais un niveau significatif avant que le pays o'ait remboursé ses créances bancaires européennes et japonaises, d'un montant de 3.2 milliards de dollars. Mais, pour Pyongyang, la levée des sanctions économiques américaines pourrait jouer un rôle symbolique important, encoura-

geant les entreprises européennes, japonaises et sud-coréennes à envisager des accords de troc et de sous-traitance susceptibles de faire démarrer une économie stagnante (3). Si seul le Congrès des Erats-Unis peut lever les sanctions, le président William Clintou a la faculté de retirer la Corée du Nord de la liste des pàys, jugés ememis, avec qui l'exécutif américain interdit tout échange.

cain interdit tout échange.

Mais l'administration Clintoo est encore peralysée par la craime des retombées politiques intérieures. Lorsque l'accord du 24 octobre 1994 entre Washington et Pyongyang a été conclu, les Etats-Unis avaient réellement l'intention d'en respecter les termes. Et d'assouplir les sanctions dans les trois mois qui snivaient en autorisant, par exemple, General Motors à investir en Corée du Nord. Mais, moins d'un mois plus tard, le triomphe républicain aux élections législatives a poussé l'exécutif américain à faire machine arrière, par craime de voir le Congrès refuser de ratifier l'ensemble de l'accord.

Pour bien contrôler le rythme des iovestissemeots étrangers et du commerce, la Corée du Nord distingue avec soin la libéralisation massive, circonscrite à la zone de libre-échange de Rajin-Songbong, et les concessions beau-coup plus limitées qui, elles, concement le reste du pays. Dans la nouvelle zone, les investisseurs étrangers penvent installer des entreprises dont ils sont les seals propriétaires, voyager sans visa, obtenir une exonération fiscale de cinq ans, et n'acquitter ensuite qu'un taux d'imposition de 14 %. Partout ailleurs, les termes des joint ventures et autres collaborations sont longuement négociés au cas par cas, déjà entrevoir la généralisation des zones de libre-échange si l'expérience de Rajin-Songbong se révélait concluante.

Pour les réformateurs nord-coréens, la priorité la plus urgente reste néaumoins de passer d'une agriculture collectivisée à une agriculture orientée vers le marché. Mais la vieille garde du régime continue de s'opposer à une telle transition, soulignant que la crise actuelle s'explique

surtout par des facteurs extérieurs.

Ainsi, les inondations de 1995-1996 ont été d'anzant plus douloureuses que les zones les plus atteintes étaient les régions greniers du Sud et de l'Onest. Or, peu avant les inondations, l'agriculture nord-

concenne subissait déjà les effets de la perte du pétrole soviétique dont dépendaient les tracteurs et les usines d'engrais.

La Corée du Nord, pays montagneux où moins du quart du territoire est cultivable, a toujours conno le risque de pénu-rie alimentaire. Malgré une politique d'irrigation et de mécanisation agricole qui a permis une augmentation importante des rendements en céréales, Pyongyang o'a cessé de dépendre des importations alimentaires, en particulier venant de Chine à des conditions très avanta-geuses. Mais, en 1989, Pékin, tout en maintenant le volume élevé des livraisons (qui atteignaient encore 600 000 tonnes de maïs en 1994), a durci les termes de l'échange. Puis, en 1995, l'augmentation de la demande intérieure a incité la Chine à interrompre brutalement ses exportations, ce qui a pris Pyongyang au dépourvn au moment précis où les inon-dations se déchaînaient. En avril dernier, an titre d'une aide d'urgence, la Chine a livré 120 000 tonnes de céréales et signé avec son voisin un accord de cinq ans: Pyongyang recevra 500 000 tonnes de céréales chaque année, la moitié comme don, l'autre moitié à un tarif de faveur. En 1997, il manquera péanmoins 1 million de. toones poor garantic an citoyen nordcoréen sa ration quotidienne de 250 gram-

C'est la province isolée de Hamyong, dans le nord-est du pays, qui risque de souffiir le plus: elle comaît déjà une situation de quasi-famine. A l'exception de la capitale, la malaminion frappe les neuf autres provinces. Pour tenter d'y remédier, M. Kim Joog-il a décidé d'accest la malaminion product de la capitale. d'engager la politique agricole du pays dans la voie précédemment suivie par la recoars aux incitations individuelles constitue le changement le plus important. Jusque-là, la production était organisée en équipes de vingt-cinq personnes travaillant dans des fermes coopératives d'Etat. Les rémunérations étant déterminées par la production de chaque équipe. une augmentation du rendement profitait autant aux bons travailleurs ou aux manvais. Le nouveau système crée des équipes de buit, ce qui devrait accentner la pression subie par les moins perfor-mants... Et chaque équipe pourra, en fonction de sa capacité à dépasser les quotas prescrits, conserver jusqu'à 30 % de sa

#### Manière de voir LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR /.F. MONDE diplomalique



Nul ne peut plus ignorer Internet, ce réseau des réseaux informatiques qui bouleverse la communication et devient l'un des phénomènes technologiques majeurs de la fin du siècle. Est-ce une chance ou bien une menace? Comment nos sociétés réagissent-elles à l'impact d'Internet? Quels effets sur l'économie, l'information, la culture? Quelles conséquences pour le Sud? Pour la démocratie?

#### AU SOMMAIRE

Les articlas daa meilleurs spécialistes internationaux: Herbert I. Schiller, Armand Mattelart, Paul Virilio, Richard Falk, Philippe Quéau, Riccardo Petrella, Joël de Rosnay, Eduardo Galeano, Dan Schiller, Francis Pisani, Riccardo Stagliano, Yves Eudes, Roberto Bissio, Pierre Lévy, Carlos-Albarto Afonso, Asdrad Torrès, Jacques Robin, Jean Guisnel, Philippe Breton, Alain Lipietz, Jaan-Pierre Archambauit, Alain Gresh, Bernard Cassan et Ignacio Ramonet.

En vente par correspondance
21 bis, rue Claude-Bernard 75005 Paris
Prix unitaire: France métropolitaine: 56 F (port inclus)
DOM-TOM et étranger: 61 F (port inclus)

#### Favoriser les marchés privés

CETTE réforme, apparemment modeste, est en réalité d'antant plus significative qu'elle s'accompagne d'une décision – elle, non rendne publique – permettant aux autonités locales de favoriser l'extension de marchés privés et d'autoriser les équipes de production agricole à y vendre leurs excédents (et les paysans individuels l'ensemble de leur production). La décision a obtenu l'appui de M. Kim Jong-il, même si, pour ne pas froisser la vieille garde, on a choisi de ne pas chercher à la justifier sur le plan théorique.

Le North Korea Report, un journal de Séoul, l'a justement remanqué: l'émergence de marchés privés, sooveot complétée par la généralisation des coutrats de fermage, constitue « une réforme par effraction. L'aile réformatrice du régime n'est pas assez puissante pour affronter directement la vieille garde. Alors que fait-elle? Elle attend que le désespoir né de deux années d'inondations oblige les « durs » du régime à consentir au chargement. En invoquant l'urgence. Mais les réformes en place elles deviennent irréversibles (4) ».

Pour soulager les victimes des inondations et subvenir aux « besoins les plus urgents » de la Corée du Nord, un consortium de six agences des Nations unies souhaite collecter 43,8 millions de dollars d'aide exceptionnelle. A ce jour, seuls 18 millions de dollars out été promis, dont 8 millions par les Etats-Unis et 6 millions par le Japon. Tokyo, qui avait également livré 500 000 tonnes de céréales en 1995, s'apprétait à faire encore plus l'ammée dernière mais a dfi y renoncer devant les objections sud-coréennes. Après avoir, il y a deux ans, offert 150 000 tonnes d'aide alimentaire à son voisin du Nord, Séoul voudrait en effet que, désormais, le Japon et les Etats-Unis s'abstiemment de toute aide supplémentaire à la Corée dn Nord. En attendant que Pyongyang se soumette à ses conditions pour un dialogue Nord-Sud.

Certains adversaires de l'aide alimentaire prétendent que la crise invoquée par Pyongyang serait très exagérée. Mais les experts des Nations unies, de la Croix-Rouge et des organisations humanitaires, qui out pu se rendre sur place, confirment tous l'étendue de la catastrophe vécue par 22 millions de Coréens du Nord. A terme, la repuise de l'aide japonaise et sud-coréame, l'accord avec la société Cargill et un relâchement des sanctions américaines peuvent probablement atténuer l'ampleur de la crise. Mais, dans l'immédiat, les Nations unies doivent intensifier leur action d'urgence. Ne serait-il pas moralement indéfendable de conditionner l'aide qu'attend un pays en proie à la famine à des critères d'ordre idéolo-

(i) Lire Selig Harrison, « L'atout nucléaire du régime nurd-coréen ». Le Monde diplomatique, février 1994.

(2) Gabriel Kolko, « Moscou, Pékin, Hanoï : Les prédateurs au pouvoir », Le Monde diplomatique, décembre 1995. (3) Lire le réportage de Jacques Decomoy, « Déli-

(3) Lire le reportage de Jacques Decornoy, « Délicute fin de guerre dans la périnsule de Corée », Le Monde diplomatique, novembre 1994. (4) Narth Evres Persons Selval Meaning 1996.



Car Tal

Arrest Co. L.

....

remain and all dear a thereby

the part of the selection and the

the state of the state of the state of

The state of the same and

december in the second

and a state of a combination of the

the authorized Malay are pres

The second of the second of

And the second second second

them for one many many managers.

and the second of the second second

the transfer to the contribute to the particular to the particular

Camping in Camping ber

Specification of the second of \$100 mg.

to the second second second

The second second second

ge ja ser and svenningandrifts

graduate of the first district to the

Program

war and the contract to an income

and the second or as armines.

the many of the second section is a second s

April 1981 1982 1982 1982

and the second of the second sections of the second sections in the second section is the second section of the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the section is the second section in the section is the second section in the section is the section in the section in the section is the section in the section is

Committee of the second second

The second secon

----

ness of the second section 2.

A THE

AND THE SECOND S

The second secon

مَدِّةُ اللَّهُ اللَّه المُتَعَلِّمُ اللَّهُ المُتَعَلِّمُ اللَّهُ اللَّهُ

A STATE OF THE STA

The state of the s

The state of the s

THE TEST

A STANKE SEA

100 mm (100 mm) (100

H. TEN

The state of the s

ser a trouble especiale 🕭

A STATE OF THE STA

me, ageneral and

# Okinawa, l'amour et l'ordinateur

L'un des grands cinéastes de notre temps, Chris Marker, vient de terminer son nouveau film, Level Five (Niveau Gnq), qui représente la France au Festival de Berlin et sort sur les écrans le 19 février. Il s'agit d'une œuvre majeure. L'auteur de La Jetée y propose un récit où se mêlent, avec un bonheur cinématographique constant, l'histoire de la bataille d'Okinawa (1945), la passion d'une forme et les intervalues formes et les intervalues et les i sion d'une femme et les jeux vidéo. C'est, à la fois, un film politique, une histoire d'amour, et une incursion dans les labyrinthes des ordinateurs. C'est aussi, comme toujours chez Chris Marker, un regard théorique sur le cinéma, les images et leur signification.

Par LAURENT ROTH \*



FAIRE APPEL À « LA PUISSANCE D'INTIMIDATION DU MASQUE »

E synopsis de Level Five est d'une simplicité

à ce risque qu'est l'oubli absolu

Maurice Blanchot

et à ce beau hasard que devient alors

déroutante : une femma, Laura (Catherina Balkhodja), hérite d'un ordinateur qua lui laisse la narrateur du film (Chris Marker) ; sa tàche est de terminer un jeu vidéo consecré à la bataille d'Okinawa (1945), épisode décisif dans la conclusion de la seconda guerre mondiala, et terrible massacre ancora sans nom... A l'inverse des jeux de stratégia classiques dont la propos est de renverser - ou d'esquiver - le cours de l'histoire, ce jeu s'obstine a reproduire l'histoire telle qu'elle s'est accomplie. Laura accumule les pièces de la tragédie, sous forme d'images et de témoignages, jusqu'au moment où alles commencent à interférer avec sa propra via. Hantee per les morts, Laura disparsit, tandis que le narrateur absent revient aur les tieux da son anquête.

« Qui veut se souvenir doit se consier à l'oubli,

La présence d'une femme à l'écren prend ici valeur de transgression: transgression marquée, non sans ironia, par Chris Marker lui-même, par repport au genre du film. « Un documentaire, c'est un film sans femme. S'il y a une femme, c'est un semidocumentaire. » Ces propos, attribués à Herry Cohn, patron légendaire de la Columbia, Chris Marker les rapporte à son film, soulignant de fait l'Irruption d'une dimension très inédite dans son univers. Les femmes ont été, chez Chris Marker, jusqu'à présent approchées par leur image ou par leur voix : jamais par laur présence, dans la cadra même de la mise en

La reison de cette soudaine Incarnation de l'égérie-muse (Catherine Belkhodja) de Chris Marker dans Level Five a partie liée avec la critique implicite que fait l'euteur de le projection fantasmatique proposée par nos sociétés au sujet des nouvelles technologies. La liquidation da la différence sexuelle est eu progremme du mytha cybernétique. L'homme informationnel préfère le lointain eu prochain, l'ivresse du coît virtuel à l'aventure du regard : dans ce monde de la pesanteur abolie, « le femme objet de tous les désirs, de tous les fantasmes, cède soudein la place à l'objet-femme (1) ».

Or la première chose que nous impose Chris Marker est la regard-camèra de Laura: nous prenant à bataille d'Okinawa, ella force par aillaurs notre regard sur sa propre beauté féminine, qui concentre tout le pouvoir de fascination de l'écran... L'érotisme de la situation est minimal, mais lui confère une sorta d'aura indéfinissable, un jeu da séduction avec la spectateur d'autant plus stimulant qua Catharine Belkhodia s'adressa ici à l'homma qu'alle aime... maie après sa mort.

C'est ici qu'antre en scène Chris Marker : par sa voix et les images toumées au Japon, dont un long reportage à Okinawa même, an 1985, il instruit an quelque sorte l'anquête de Laura. La destin asymétriqua des sexes ne peut être plus marqué: comme s'il fallait, pour se souvenir, que l'un fût mort quand l'autre est vivant. C'est en affet un dialogue d'outretombe qui s'instaurs ici, où chacun fait l'expérience de la perte de l'eutre. Cette présence en creux des personnages, qui est une constante phénoménologique de l'univers de Chris Marker, se trouve aubtilement mise en abyme par le référence que fait Laure au film de même titre (Laure, 1944) d'Otto Premingar, film vu à Okinawa avec le narrateur lors d'un

voyage commun. L'allusion, qui procède de la figure de l'emboîtement, vaut plus qu'un clin d'œil au spectateur cinéphile. Laura, c'est la mérnoira, élevée au rang de personnags mythique. Souvenons-nous du personnage interprété par la diaphene Gene Tierney dans le film de Preminger : teque pour morte. Laura reparaît lors d'un faux rêve dans l'espace ouvert per la promanade fiévreusa d'un anquêteur (Dana Andrews), épris d'alle alors qu'il ne l'a jamais rencontrée. Ce rêve et cette voix parlant dens les ténèbres ont trouvé place dans Level Five, mais l'énigme qu'ils signalant et tentent de résoudre dépasse le cadre d'une destinée individuella. C'est du destin da tout un peupla et, à travers lui, de l'humenité occidentale qu'il s'agit.

#### Les images sont nos souvenirs

E refoulé de Level Five, c'est une fois da plua - l'histoire, sous forma d'un épisode qui n'a pas fini de faire retour : en débarquant le 15 mai 1945 aur les côtes de l'archipel d'Okinawa, les « marines » américains na se doutaient pas qu'ils sereient l'instrument par lequel l'effroi régnerait durablement sur l'humanité occidentale. Okinawa fut à la fois l'occasion d'un grend massacra où 150 000 civils parirent, la plupart contraints au suicide par l'ermée japonaise, et l'étape décisive dans la décision de Washington d'utiliser l'erme atomique. La vigoureuse épuration menée après le guerre (le tribunal international de 1949 concerna quelque 200 000 Jeponais, 5 000 criminels de guerre furent jugés, 900 exécutés) n'e pu ampêcher les valnqueurs d'écrire l'histoire à leur manière, et les vaincus de taire durablement cette page de honte.

Bien plus, on peut se demander el la proconsulat sans partage du genéral MacArthur, déjouant le consell allié institue en décembre 1945 pour occuper et administrer la puissance vaincue, ne réserve pas encore eux Américains, gestionnaires exclusifs de la mémoire de cette partie du conflit, de douloureux examens de conscience. La récente affaire des Mangele nippone, ces médacins militairae qui se livrèrent à des expériences mortelles sur des prisonniers de guerre, et furent couverts par le Pentagone après guerra en échange de la communication des résultats de leurs travaux, montre combian la vérité

\* Réalisateur, critique aux Cahiers du cinéma, enscigne è l'université Paris-VII.

tarde ici à se faire en regard des crimes nazis de la deuxième querra mondiale (2).

La leçon de Level Five - mais n'est-elle pas cella de tous les filme da Chris Marker, depuis Les statues meurent aussi? - est de nous apprendre que la refoulé de l'histoire est à proportion du refoulé des images de l'histoire, la cinàma vanant ici réperer ca qua la monde da l'information ne cesse d'occulter par sa vitassa māma, sous la forme de ca « balayage de l'événement par un autre, substitution du rêvé au percu, et chute finale dans l'immémoire collective (3) ». Cette fonction critiqua du cinème a, dapuis Le fond de l'air est rouge (1977), trouvé sa forme : c'est la polyphonia. Ella serait au montaga ce qua la dialectiqua est au marxisme. La polyphonie des voix retourne le sens des images. Elle en fait à le fois voir l'envers et les retourns à leur envoyeur, cameramen et commanditaires.

Level Five comporte plusieurs séances de décryptage où l'on voit comment l'image de guerre passe commende à la mort (à moins que ce na soit l'inverse) : il y a cette bande d'actualités japonaises où les femmes d'Okinawa se précipitent du haut de la falaise. L'una d'elles hésita pourtant, voit qu'ella est filmée, et saute... Il y a ce sargant américain, décoré comme un héros après la guerre pour avoir planté la bannière étoilée aur le soi d'Okinawa au cours d'une mise en scèna et sous l'objectif des photographes. On lui evait interdit de révéler la aupercherie, il devint fou, se suicida... Il y a enfin ce mont en torche qua l'on retrouva dans tous les montages concernant les conflits dans le Pacifique. Dans una chute (non retanua au montaga) da la prise, Laura nous montre que la mort se relève, préférant vivre dans la hors-champ plutôt qua mounir sacrifié dans la plan... Si les images sont nos acuvanirs, elles prennant aussi part à la constitution de notra lagende, et l'on voit de quel prix se paie la droit à la balle imaga: il faut mount ou renoncer à l'inno-

L'image est notre destin. Face à ce déterminisme iconologiqua (« Comment se souviennent ceux qui ne filment pas?», demandait déjà Chris Market, alias Sandor Krasna, dans Sans soleili, il n'y e qu'une solution pour changer l'histoire : ce sont ses Images qu'il faut changer; et, pour ce faire, Chris Marker fait da plus en plus eppel à témoin. Confrontée à la puissance spectrale ou traumatique des images, la parole vraie, directa, vient apportar son démenti d'humanité. Ce fut, il y a deux ans, le gros plan de vingt minutes sur Frençois Crémieux, cet appelé ayant participé à la mission des forces francaises de l'ONU en Bosnia, donnant sa vision da ce

qu'il faut bien appeler une occupation (4). C'est, dans Level Five, le témoignage bouleversant du révérend Shigeaki Kinjo, supplétif à seize ens de l'armée japonaise (« par le sang et par le fer »), qui obéit à l'injonction de la « race supérieure», relayée par un commandement militaire fanatique. Shigeaki Kinjo raconte sobrement comment lui et ceux de son villege entreprirent de tuar, par emout et à coups de bâton, leur père, leur mère, laurs frères et leurs sœurs plutôt que de se rendre eux Américains. Son destin fut celui da dizaines de milliers d'habitants de l'île d'Okinawa, population réputée pacifique. Sommet de l'horreur que ce récit! Shigeeki Kinjo, convent depuis eu christianisme, prand da front la société laponeisa : « J'apporte le poids de ma propre mémoire pour que la Japon regarde la sienna en face. •

lci, l'espace de la parola ouvrs un espace inconnu. C'est celui du pardon : voità qui est vite écrit. Mais, à voir le visage du pasteur, on comprend que c'est le travait de toute une vie. Tournant le dos è le morsia des samoureïs l« La querre prognise toutes les perceptions de la vie », dit Kenji Tokisu au début du film), Shigeaki Kinjo déclare evoir découvert, avec la Bible, le pardon des fautes, notion inconnua au Jepon, où « la faute reste votre fardeau touta votre vie ». A travers lui, il s'agit, pour l'empire du Soleil-Lavant, d'apprendre cette chose apparemmant simole: la vie humaina est d'un poids inestimable. Lecon d'autant plus àmouvants qu'elle viant assortbrir d'une ombre redoutable la civilisation que Chris Marker eure le plus aimés (5).

Avec le témoignage de Shigaaki Kinjo, Level Five toucha le fond : « Imaginez-le dans un cadre "documentaire". [...] inscrit dans la journée d'un téléspectateur, entre le récit du calvaire d'un Bosnieque, celui du calvaire d'un Rwandais et celui d'un survivant de la Shoah. Combien de calvaires peut-il ingurgiter comme ça, en ligne, et garder à chacun son carectère unique? Il fallait trouver autre chose (6). » L'ordinateur, la multimédia, le jeu de stratégia, autant d'interfaces qui vont permettre d'écrire un nouveau protocola symboliqua entre le apectateur et l'information.

L'importance da Level Five tient sans doute à ce qu'il apporte de nombraux élémants de réponse à une question lancinanta: les « nouvelles technologies » de la communication peuvam-elles donner naissance à un nouveau type de création audiovisuelle ? La mutation radicala du support du cinema (de l'analogique on passe au numériqua et au virtuell peut-elle renouveler l'imaginaire du cinèma? Et, si oui, y a-t-il une autre voie pour intégrer l'ordinateur au cinéma?

LE MONDE DIPLOMATIQUE - FÉVRIER 1997 - 21

La premiere raponse qu'appone Level Five consiste a deplacer la question : savoir si la techno-logia peut êtra géneratrice d'œuvras est une mau-vaise question. Comme si le cinéme pouvan se passer de l'homme symbolique et polnique dont nous sommes faits, Level Five, par son dispositif en triangla lune femma, la mort et l'ordinateur place d'entrée de jeu la technologie entra deux abimes qui déliminent un espace de sens : l'amour d'una femme et le souvenir des morts sans sépulture donnent son horizon anthropologique à l'utilisation de l'ordinateur. Ce n'est plus, ici, la technologie qui se donne à voir dans des applaudissements d'autosuffisance. C'est, à travers l'inachevement du progremme et la penne de la technologie, le manqua à êtra fondamental de l'homme moderne qui se trouve indiqué. Et si notre manque d'imagination dans l'amour comme dans le lien social venan da ce qua nous manquions de mêmoira?

Rejoignant l'intuition thanatologique d'Internet, Chris Markar se tourne vers le monde cybemétique dans une attituda archaique; c'est e la puissance d'intimidation du masque qu'il fait appel pour conjurer la révelation de l'horreur comme le sommeil de l'oubli, « Pick up your mask I r, intima l'ordinateur à Laure avant qu'elle antre sur le réseau. Et Laura de s'inventer, sur l'écran, autant de masques virtuels qui vont lui permettre d'affronter l'au-delà (7).

#### Des interlocuteurs virtuels

C E stratagème parmet à Chris Marker d'en faira la véritable passeuse du film : Laura, en recueil-lant la confession de ceux qui voisinent avec le mort, témoins du massacre d'Okinawa mais aussi Interlocuteurs virtuels qui conversent sur la Toile (World Wide Web) avec ella, fait intervenir sa propre experience du dauil et de le perte dans l'argument même du film. « Comme j'imagine qu'il est plus facile eu spectateur da se reconnaître dens la souffrance de Laura que dans celle d'un homme qui e massacré toute sa familla, je panie sur cette reconnaissance qu'elle-mêma atteint en plongeant dans le tragédia d'Okinawa (8). » Le pari de Chris Merkar est gagné : Laura est d'autant plus émouvante qu'un ordinateur ne saureit pleuret.

Ce « niveau 5 » de le perfection euquel renvoie la titre du film n'est, à moins de mounir, pes à notre portéa. Moquent le mytha prométhéen à l'œuvra dans l'imaginaira cybernétique, Chris Marker nous renvoie à l'origine humaina da la technologia. On pourrait appliquer à calle-ci les mots du commantairs de son premier film, il y e quarente-cinq ans déia : « La statue négra n'est pas le dieu : ella est la prièra (9). » Avec Level Five, l'ordinateur, notre fétiche moderne, doit déchoir : lui non plus n'est pas « le dieu », même si sa puissance deviam redoutable lorsqua les hommes sans mémoire lui sacrifient leur

Mais Level Five nous raconte aussi qua, reliés à d'eutres, c'est à ces mêmes hommes qu'il appartient d'an fairs « une prière ». C'est alors qua s'ecrit la plus belle lettra d'amour.

111 Paul Virilio, La Vitesse de libération, Galilée, Paris, 1995,

121 Lire - L'Amerique et les Mengele nippons -, L'Express, Paris. 19 décembre 1996. 131 Introduction au « Fond de l'air est touge », textes et des-cription d'un film de Chris Marker, Maspera, Paris, 1978, p. 7. (4) Confessions d'un » casque bleu », témoignage recueilli par Chris Marker I vingt-six minutes. Arte, 1995.

15) Il est intéressant de comparer Les el Five aux quinze mis déjà consucrées à Okinawa dans Sans soleil (1982). L'archipel y est présenté comme idyllique, et, par anti-impérialisme, les métaits de l'occupation américaine voulignés.

16) Entretien over Dokues Walfish, The Berkeley Lantern, novembre 1996. Dossier de presse du film. 17) Entreuen avec Dolores Walfish, op. cit.

181 Line - Au-delà : les écrans parlent avec les morts », Inser-actif, nº 7, février-mars 1996.

191 Les statues meurent aussi, de Chris Marker et Alain Resnais, 1953 (treme minutes). Interdit par la censure de 1953 à 1963. Sur l'ensemble de l'œuvre de Chris Marker, tire le numéro que lui a conservé la revue *Images documentaires*, tr 15. Paris, 4º tri-

Entre autres, dans le numéro de février 1997:

Hongrie: que faire d'octobre 1956? Bela FARAGO Hongrie post-1990 Thomas MOLNAR

Pensée arabe et démocratie

L'armée israélienne va-t-elle porter « kipa »?

Yehoshua Rash

Samir Bouzid

Figures libres Choix de films, Chroniques de théâtre, Revue des livres, Choix de disques...

Le nº (144 pages): 58 F - étr.: 65 F Rédacteur en chef Abon. (11 nos/an): 485 F - étr.: 590 F Henri MADELIN

En vente dons les grandes librairies . Pour recevoir ce numéro, tapez sur Minitel 36 15 SJ \* ETUDES (2,23 F la min.) ou envoyez vos nom, adresse et reglement à l'ordre d'ETUDES:

14, rue d'Assas - 75006 PARIS @ 01 44 39 48 48

## LA HAVANE SOUS LA PRESSION

# Miser sur l'Eglise pour

LORS qu'un embargo imposé par les Etats-Unis gêne considérablement la vie économique à Cuba, la nouvelle loi Helms-Burton, votée à Washington, en aggrave les effets. D'autant que les Européens semblent plus ou moins se rallier aux thèses américaines de harcèlement du régime de M. Fidel Castro. Paradoxalement, c'est à travers un rapprochement avec le Vatican et l'Eglise catholique locale que La Havane cherche à briser son isolement. Cette décrispation, dont les conséquences sont encore difficiles à évaluer, favorisera-t-elle une nécessaire ouverture politique et une amélioration des conditions de vie de la population ?

■ Par notre envoyée spéciale JANETTE HABEL \*

du même article.

Lever l'embargo? « Insensé! » Uo diplomate américain, qui souhaite garder l'anooymat, précise : « Pour négocier, nous avons deux cartes en main: Guantanamo et l'embargo. Si nous levons l'embargo, le régime retrouvera une certaine prospérité économique sans ouverture politique. D'ailleurs, la possibilité de faire annuler la loi Helms-Burton n'existe pas. » En effet, l'exécutif américain s'étant dessaisi de ses prérogatives en matière de politique à l'égard de Cuba, le président des États-Unis, M. William Clinton, oe peut modifier cette loi sans l'accord do pouvoir législatif. Dans les prochaines semaines, selon ce même diplomate, « un plan d'action pour la transision à Cuba devrait être élaboré », conformément au Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act of 1996 - nom officiel de la loi Helms-Burton, plue communément appelée loi Bacardi (1) à Miami.

Véritable manifeste politique, cette loi confère un caractère permanent eux sanctions économiques dans l'attente d'un gouvernement démocratiquement élu ou de transitioo vers la démocratie, « qui n'inclura ni Fidel Castro ni Raul Castro » (section 205 a). Elle précise de surcroît que ce goovernement devra \* s'orienter clairement vers une économie de marché fondée sur le droit et la jouissance de la propriété privée » et \* restituer aux citoyens ou aux entreprises américaines les propriétés nationalisées par le gouvernement cubain après 1959 ou les indemniser » (sec-

Les titres III et IV de cette législation ont provoqué des réactions très vives des

\* Chercheur associé au Centre de recherches sur l'Amérique latine et les Caraïbes (Creale), IEP Aix-en-Provence, auteur de Ruptures à Cuba, Brèche-PEC, Montreuil, 1992.

Etats occidentaux qui commercent avec Cuba. Le titre III prévoit en effet la possibilité, pour les citoyens et sociétés des Etats-Unis possesseurs de « propriétés confisquées », d'attaquer devant les juridictions américaines les entreprises étrangères usant ou profitant de ces biens. Le titre IV permet d'ioterdire l'accès du territoire américain aux dirigeants et actionnaires de ces mêmes entreprises ainsi qu'aux membres de leur famille. Cette interdiction de séjour a déjà été appliquée à des dirigeants de la société canadienne Sherritt Internatiooal et de la société mexicaine Grupo Domos, en violation de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena). D'antres visas d'entrée aux Etats-Unis devraient être bientôt annulés en vertu

Quant au titre III, son epplication avait été reportée, le 15 juillet 1996, par le président Clinton, pour une période de eix mois. Cette suspension a été reconduite le 3 janvier 1997 (2). La visite en Europe de l'envoyé spécial américain, M. Stuart Eizenstat, a en effet permis de satisfaire aux exigences de Washington: la coopération européenne avec Cuba est désormais subordonnée « à l'améliaration de la situation en matière de droits de l'homme ». Après avoir dénoncé les violations du droit international et les visées hégémoniques américaines, l'Union européenne (UE) s'est en effet ralliée à Washingtoo. \* Cela a pris du temps, il a fallu convaincre, mais nous sommes heureux », déclare le même diplomate amé-

La plainte déposée par les Européens devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'adoption de législations miroirs (3) afio d'annuler les effets de la loi, les nombreuses condam-

oations votées dans les enceintes internationales o'ont pas empêché les Quinze d'entériner une « position commune » résultant d'une initiative du gouvernemeot espagnol (de droite), qui, le 14 oovembre 1996, avait soumis à ses partenaires un texte inspiré des positions américaines. L'utilisation des procédures de coopération prévues par le traité de Maastricht en matière de politique étrangère et de sécurité commune (PESC) e permis l'adoption sans débat et en un temps record - trois semaines après les propositions du gouvernement de M. José Maria Aznar – de cette posi-tion européenne commune. Les liens qui unissent M. José Maria Aznar au chef de la puissante Fondatioo cubano-américaine de Miami, M. Jorge Mas Canosa, expliquent sans doute le revirement de l'Espagne, dont les investisseurs ont échappé jusqn'à présent aux sanctions américaines. Bien qu'elle se défende de vouloir « provoquer des changements par des mesures coercitives », l'Union européenne a réduit de près d'un tiers son aide financière à La Havane en 1996, réduction qui affecte d'abord l'aide humanitaire (médicaments et produits

Mais comment interpréter ce recul des Européens, ootamment de la diplomatie française, qui critique depuis longtemps l'a inefficacité» de l'embargo et décooce les « ambitians hégémoniques » de Washington ? La possibilité d'un « cycle de représailles », évoquée par le président Jacques Chirac lors de la réunion du G 7 à Lyon, l'extension de la guerre commerciale, ainsi que la dispa-rité des intérêts des Quinze expliquent sans doute cette reculade face à l'agressivité américaine. En effet, la loi Helms-Burton a fait école : la loi D'Amato-Kennedy prévoit également des sanctions financières à l'égard des entreprises pétrolières étrangères qui investiraient plus de 40 millions de dol-lars en Iran ou en Libye, dans le secteur des hydrocarbures. Or les installations industrielles de l'Allemagne en Iran o'oot cessé de se multiplier... Les Etats-Unis, qui ont accepté de se montrer plus flexibles à l'égard de Téhéran, ont exigé en échange que l'Espagne d'abord, et l'ensemble de l'UE ensuite, imposent « des conditions draconiennes à toute aide économique à Cuba ».

alimentaires) (4).

Etrange compromis l Le régime de M. Fidel Castro ne constitue plus une menace pour les Etats-Unis, alors que « l'Iran et la Libye sont soupçonnés d'entraîner des terroristes ayant tué des Américains à l'étranger », constate un politologue. Mais Cuba se troove à

moins de 200 kilomètres des côtes américaines et reste soumis aux intérêts géopolitiques de Washington.

Le rapprochement euro-américain intervient alors que Cuba e connu, en 1996, un certain redémarrage économique. Tous les observateors s'accordent à reconnaître que l'effon-drement qui menaçait e été endigué. Après six ans de crise, la situation s'est améliorée sur le plan macroéconomique. Pour M. Daniel Patat, cooseiller commercial de l'ambassade de France, cette récupération est « incontestable, mais fragile, car gravement menacée par l'insuffisance de moyens financiers . L'amélioration résulte, selon lui, du développement prioritaire des secteurs rapportant des devises (les autres restent très déprimés), de l'optimisation des ressources internes, de la restructuration du secteur public, des effets induits des investissements étrangers, le tout grâce à un centralisme étatique qui « a permis de mobiliser efficacement les ressources du pays au service d'une économie de guerre ».

La montée en puissance du tourisme et ses retombées sont visibles. Elles stimulent diverses activités de services: l'artisanat s'est développé, les paladares (petits restaurants privés) sont pleins, les

Cubains louent leurs appartements et leurs voitures anx voyageurs de passage.

La récolte de canne à sucre a augmenté—
certes dans des proportions limitées—
de même que la production de nickel, de
tabac ou d'agrumes. Ces améliorations
sont toutefois d'autant plus précaires qu'elles ont été obtenues grâce à des financements à court terme contractés à des taux usuraires.

salier la révolta

L'île o'a pas accès aux prêts des insti-tutions internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international), et le renchérissement des crédits, pour cause de risque politique, est l'un des effets les plus pervers de la loi Helms-Burton. « Les banquiers ferment les guichets ; cette loi est un véritable garrot », constate l'ambassadeur de France à La Havane, M. Jean-Raphael Dufour.

L'activité bancaire peut en effet être assimilée à une forme de « trafic » si elle sert à financer des projets succiers on touristiques concernant d'anciennes propriétés américaines. Or, à ces contraintes financières et aux taux très élevés qui sont pratiqués, s'ajonte la dette extérieure (environ 10 milliards de dollars). La menace d'étranglement financier est un risque majeur. « Les caisses de l'Etat sont vides », affirme un entrepreneur

#### Des discours officiels contradictoires

M ALGRÉ ce contexte, les entre-prises étrangères déjà implantées n'ont pas fui. Elles s'adaptent en usant de nombreux subterfuges pour ne pas encourir les fondres du législateur américain. Certaines effacent leurs enseignes pour ne pas apparaître sous leur nom propre. Quelques grands industriels louent des chambres à l'année à l'Hôtel Cohiba: de construction récente, l'établissement o'est pas suspecté d'avoir été « confisqué ». D'autres sont en conflit ouvert: c'est le cas de Pernod-Ricard (qui commercialise à l'échelle internationale le rhum Havana Club, l'ancien Bacardi), et est attaqué de front par le groupe Bacardi, première marque de spirimeux au monde. « On est en procès partout, c'est une vraie guerre commer-ciale », constate M. Noel Adrian, directeur de Pernod-Ricard à La Havane.

La loi Helins-Burton est une épée de Damoclès dont l'effet insidieux opère comme une puissance occulte et dissua-sive : les législateurs o'ont pas à s'emparer des dossiers, les entreprises prennent

Menacé par les contraintes extérieures, le gouvernement de M. Fidel Castro est confronté à un autre défi : le poids de l'effort économique est sup-porté par une population dont la lassitude est de plus en plus grande au fil du temps. Les contraintes induites par l'extraordinaire effort de mobilisation. des ressources disponibles érodent la base sociale du régime. L'amélioration espérée de la vie quotidienne est peu perceptible : les curpares de courant ont nettement diminué, mais les importa-

7:4

£ ...

200

-

2.2

7

22....

£2:-- . T. . . .

E-71

42172574

Z.44

(1) Du noin de la famille Becardi, célèbre producieur de rium eubain avant 1959, dont les propriétés et les usines furent nationalisées par le régime de M. Castro et dont les produits sont commercialisés par Pernod-Ricard sons la marque Havana Club.

(2) La loi muorise le président américain à sus-pendre le titre III tous les six mois, sous réserve de certaines conditions.

(3) Il s'agit d'une réglemention autiboycott im-posant des pénalités à des entreprises américaines.

(4) En 1995, l'aide humanitaire et économique de l'Union européenne était de 30 millions d'écus; dont 26 millions d'aide humanitaire. En 1996, cette aide n'atteint plus que 18,7 millions d'écus, dont 15 pour l'aide humanitaire.

# Quand les Amériques disent « non »

MAURICE LEMOINE ORS de le quetrieme rencontre du Foro de Sao Peulo, qui réunit à Sen Salvador (El Selvador), fin juillet 1996, plus d'une centaine de partis et orge-nisations de gauche d'Amérique letine, outre le neolibéralisme, le blocua économique imposé é Cuba fut energiquement condamne. « Il n'est pas possible que cette erme, déclerait elore M. Luis Iñacio da Silva, dit « Lula », ex-candidat è le présidence du Brésil pour le Parti des travailleurs (PT), soit utilisée comme forme de pression politique. Ceux qui en souffrent sont les enfants et les vieux, les personnes qui n'ant rien feit, qui ne guerraient ni ne tuent, et n'ont qu'un seul souci : survivre. » La souvenir est vivace des multiples sanctiona économiques eppliquées pour déstabiliser des gouverne-ments insuffisamment réceptifs eux consignes de Weshington (la République dominicaine en 1961, le gouvernement de M. Joso Goulart au Brésil en 1964, le Chili de Salvedor Allende, le Nicarague san-diniste, Peneme en 1988-1989, etc.) (1).

Que la gauche latino-américaine a'oppose à la politique des Etets-Unis n'a, aomme toute, rien de surprenent. Ce qui l'est davantage, c'est que les premières victimes de la loi Helms-Burton ne soient pas à compter au nombre des traditionnela détracteurs de l'« impérielisme US»; ce sont, en effet, neuf dirigesnts et actionneires de la firme canadienne Sherritt International, qui exploite è Cuba un gisement de nickel, è qui les autorités américaines ont refueé, le 10 juillet 1996, tout visa d'entrée sur leur territoira. C'est donc bian è l'un de ses perteneires eu sein de l'Accord de libre-échenge nordeméricain (Alena) que M. Williem Clinton envoyait le premier evertissement. La loi a euecité d'emblée une vive opposition au Canada, premier partenaire commerciel de Cuba, qui a edopté dea mesures parmettant aux entrepriaea canadiennes sanctionnées de porter plainte à leur tour devant les tribuneux canediena et de réclamer des dommeges et intérèts. Le Mexique, tout aussi concemé, à travers le groupe de télécommunicatione Domos, réagit également et, eprès concertation evec Ottawe, dea contre-mesures ont été adoptées par les deux pays, le 3 octobre 1996, à Mexico.

Le temps n'est plus, comme en 1962, où lea Etats-Unia pouvaient contraindre l'Organisation dea Etats eméricaine (OEA) à exclure Cuba. En juin 1995



MUR PEINT À LA HAVANE.

déjà, lors de le 25° essemblée générale de l'OEA, son secrétaire général, M. Céser Gaviria, pleideit en faveur de la réintégration de l'Etat careibe au sein da l'organisation intereméricaine, aoutenu par des pays comme le Brésil, le Canade, le Chili et le Maxique. Un mois plue tôt, dans le cadre de la 14º réunion du Groupe de Rio, l'Amérique latine e'est prononcée contre le loi Helms-Burton, en réaffirment le respect da le souveraineté nationala et de l'Intégrité territoriele des Etats. Le Parlement latinoaméricain se menifestait dans le même sena le Bmers 1996, tendis que la Communauté des Caraïbes (Caricom) faisait savoir qu'elle s'opposerait à toute tentative des Etats-Unis pour étendre l'application de leure lois intérieures au-delà de leurs frontières.

Le 4 Juin euivant, l'adoption à Penema, par une forte majorité (vingt-troia pays eur trente-quatre) menés par le Ceneda et le Mexique, au nom de le « liberté du commerce et des investissements », d'une résolution hostile eux Etats-Unis – le pre-mlére dens l'histoire da l'OEA ~ provoquait le fureur de le représentante des États-Unis, Mª Harriett Barbitt. Dénonçant la « lâcheté diplomatique de ses collègues », elle leur reprocha de manquer « de courage moral et politique pour dénoncer le gouvernement dictatorial de Cuba » (2). L'admonestation tomba é plat.

En septembre 1996, et en présenca cette fois de Mm Madeleine Albright, elors ambassadrice des Etats-Unis è l'ONU, les chefs d'Etat et de gouvernement d'Amérique latina et de le Careïbe, réunis à Cochabamba (Bolivie), avec comme objectif prioritaire « la lutte contre la pauvreté régionele », occuperont le plue grande partie de leur temps à rédiger le paregrephe condamnent « énergiquement » la loi Helms-Burton. Quand à la déclaration finale de Viñe del Mer (Chili), signée le 11 novembre 1996 lors du sixième sommet ibero-américain, elle exprima une fois de plus un « rejet total » de la loi Helms-Burton. C'est cependent du Caneda qu'est venu, pour Washington, le camouflet le plus sévère : le 22 jenvier dernier son ministre des affaires étrangàres, M Lloyd Axworthy, aignait avec son collègue cubain une déclaration en quatorze points prévoyant notamment une coopération entre La Hevene et Ottawa pour combattre la loi Helms-Burton.

#### Refus de l'arme commerciale

N n'en déduire pas que les gouvements latinoeméricains ont une quelconque sympathie pour le régime du président Fidel Castro. Lors du aommet de Panama, le président populiste équatorian, M. Ortiz Bucarem, qui souhaitait durcir le texte incriminent les Etats-Unis, dut affronter M. Carlos Menem (Argentine), qui proposa, alors sans auccès, d'exiger la démocratisation du régime cubain. A Viña del Mar, en revanche, et alors que l'Espagne et le Maxique – redevable en ce qui le concerne de l'elde américaina lore de le criee financière – luttaient pour un texte plus souple é l'encontre de Washington, M. Fidel Castro dut accepter de signer, en échenge du soutien continental sur le loi Helms-Burton, une déclaration exaltant le modèle démocratique face « à l'eutoritarisme et eu populisme »,

référence évidents é son régime. Si l'anaemble des gouvernements du aouecontinent se sont relliés eux dogmes économiques promus par les Etats-Unia, les élites économiques locales y trouvant lergement leur compte, il n'en demeure pas moina que l'erme du commerce, en lieu et place de le diplomatie de le canonnière, ne bénéficie plus du priame déformant de le guerre froide. Soumis, eux eussi, à l'occasion, aux ingérences, aux rétorsions ou meneces de rétorsions économiques - entre autres la Bolivie et la Colombie, au prétexte du nercotrafic -, ils espirent à un vrai partenanat, débarrasse de toute intention de domination. A cet effet, le cas de Cuba est pour eux exemplaire, qui les pousse à serrer les rangs.

 Voir « Les embargos », Relations inte giques, Paris, nº 24, hiver 1996. (2) • L'Organisation des Etats améric



# Eglise pour

the state of the s and the state of t Samuel Ces more antact plas man cle obtaines par in The state of · 1.4 物等在果在在 terrors constitute of contraction from 10. e Cathon A STATE OF des tare marintes

The property of the same

L' des -

the second is

E. of Alberta a.s.

Ma m'a par accè aux prische tangene stierntirmale Bank B artification of a feet Y the proposition describe de Pareix. Marie Street egient fer bine beneut ge pipiff the spice Finance Vi Tenn-Kapitael Dalor The state of the s

and the patients ben tage . Taken AND THE REAL PROPERTY. or the state of th on the ameliana Oncome which were of the same and the with the transfer the best raise ones a lumbert bet The State of the S the format of chargings been Street, Free W. " for or have if . Les cattele." the site of the same ser color o diame a sens Mr. 305 74 .54. / 4" MENT MANOR - 1.1

#### come office - contradictoires

March of the continued PERSONAL PROPERTY. the manufacturer of the The second of th The second secon adapted 12 12 15 15 CONTRACTOR SE Beiter ber Gint fine out of political fails the state of the s and the second second MERCHANT CARE OFFICE Removal better to the gerein ifte er eifen de melle AND THE PERSON OF STREET ್ಷ ಕ್ರಾಮಾನ್ಯ ಕ್ರಾಮಾನ್ಯ ಕ್ರಾಮಾನ್ಯ ಪ್ರಾಮಾನ್ಯ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರಾಮಾನ್ಯ ಪ್ರಾಮಾನ್ಯ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರವಾಸ್ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರವಸ್ತ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರವ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ್ರವಾಸ್ತ ಪ E anima & . Trick. Service Services a antico a la la consideresse the second section of the second section is Company Constitution Company Comment Marie Committee of the The state of the state of

30.00 Date: الشيئية المنتها منه المناطقة ا المناطقة ال Water Maria Anna to the said مستع والمهاجب الماري الماري A SAME CONTROL OF THE SAME OF Chief Spiriter The last wife of the last -

> « non »



★ Editions Henri Deschamps, Port-au-Prince, 1996, 430 pages, 150 francs.

Dommage que le titre soit peu explicite et l'édicon de médiocre qualité. Le travail, loi, est passionnant. Il prolonge et approfondit Le Pays en dehors, bible de tous les découvreurs d'Haiti. Plaidoyer en faveur d'une culture agressée ? Peut-ètre plus : analyse de ce contreagressee? Pent-eure pius : manyse de ce contro-modèle rebelle aux standards occidentant qui trébuchent ici depuis deux siècles. Dans la société, rurale en majorité, la revendication de liberté est seconde. La culture catho-vandoue tourne le dos à l'économie de marché et à la consommation. l'agriculture est extensive - mais inadaptée aux déséquilibres écologique et démographique - et le regard de l'aure omniprésent. Justice et, plus encore, égalité, tout à la fois âge d'or, revendication ou réalité : chacun se retrouve dans une interdépendance économe en moyens. Y a-t-il en Haiti, née du marron-nage, un seus résiduel du social ? L'île résistera-t-elle aux efforts conjugués de l'Occident et de la diaspora?

CHRISTOPHE WARGNY.



14 P

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438 ISSN : 0026-9395 PRINTED IN FRANCE

98852 IVRY

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou aurre, utiliser nos numéros de téléphone verts : Paris et sa banlieue : 0 300-03-11-36 Province : 0 300-36-11-11.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

O ADAGP, Paris 1997, pour les œuvres de ses subérents

## DE LA LOI HELMS-BURTON

# sauver la révolution cubaine?

tions de pétrole risquent d'être affectées par la hansse des prix, et les apagones (coupures d'électricité) reprendront La situation alimentaire s'est améliorée, grace aux marchés paysans enfin rétablis en 1994, mais la part de l'approvisionne-ment public subventionné (la libreta) diminue sans cesse, provoquant une aug-mentation considérable du budget familial consacré à la nourriture. Dans l'ensemble, la chute du pouvoir d'achat o'a pas été enrayée, sauf pour une mino-rité. Avec leur misérable retraite en pesos, les retraités sans famille vivent dans le dénuement. Les mères seules avec des enfants sont à bout de forces.

Les efforts de restructuration du secteur public et la rationalisation de la gestioo étatique ont entraîné un accroissement du chômage. Selon les chiffres officiels, il atteint 8 %, mais certains économistes estiment que le quart de la population active est touché, même s'il est impossible de le mesurer avec précision. Les travailleurs « disponibles » pour cause de licenciement bénéficient d'indemnités réglementaires pendant une durée limitée puis se voient proposer des emplois dans l'agriculture - qui manque de bras. Nombreux sont ceux qui refusent. Ils rejoignent alors (légalement ou pas) l'économie informelle, menacés par la précarité en cas d'échec.

« Au motif que l'on demande aux gens de défendre les acquis de la révolution, on exige d'eux qu'ils s'en privent! », commente un sociologue. Une exigence d'autant plus mal acceptée que la réactivation économique crée de profondes différenciations et de grandes inégalités. Or le succès de cette politique de développement autoritaire suppose un haut degré d'adhésion et de mobilisation. « Il est vrai que le centralisme étatique s'est révélé être un instrument d'une très grande efficacité, reconnaît M. Patat. Il a permis la mobilisation et la redistribution de toutes les ressources. Les investissements faits jusqu'alors sont tous rifiés, ce qui a été réc ils ne sont pas passés pour l'instant sous les fourches Caudines du FML » Mais cette alchimie ne peut durablement répondre aux besoins du pays : pour redemarrer, il faut investir ; pour cela il faut des prêts à moyen ou long terme, or on empunite pour payer les interêts, et la majorité de la population ne touche même pas les dividendes de la crois-

« Dans les conditions cubaines, le centralisme étatique ne peut durablement assurer la croissance et le plein emploi », constate un économiste. Si les entreprises doivent désormais être rentables et fonctionner selon les lois du marché, il faut, selon lui, autoriser la création de petites et moyennes entreprises (PME) et permettre ainsi la croissance de l'emploi salarié. En fait, les bouleversements sociopolitiques introduits par l'essor des activités privées (fortement taxées par l'impôt) sont déjà tels que le gouvernement repousse un choix dont les effets pourraient être déstabilisateurs et impopulaires.

Autoritaire sur le plan économique, la ceotralisation gouvernementale l'est

encore davantage sur le plan idéologique et politique, Confronté à la crise sociale, le gouvernement craint de perdre le comrôle de la situation. Toute critique. l'élaboration d'une quelconque solution de rechange à la politique suivie sont donc exclues, y compris émanant des cercles du Parti communiste cobaio (PCC). Les sanctions qui ont frappé depuis mars 1996 les chercheurs d'une institution prestigieuse, le Ceotre d'études sur l'Amérique (CEA) (5), reconnu internationalement dans les milieux universitaires nord et latinoaméricains, en témoignent. Membres du Parti communiste, les chercheurs du CEA étaient engagés dans une réflexion critique sur la stratégie économique et le système politique : la place accordée au marché et à l'Etat dans l'économie, le rôle des syndicats face à l'extension des entreprises mixtes et des zones francbes, l'extension de la participation populaire, l'institutionnalisatioo future de la révolution. Ils avaient consacré différents travaux à l'étude de la crise cubaine dans la revue du centre, Cuadernos de Nuestra América, ainsi que dans plusieurs livres dont certains sont désormais « introuvables ». D'autres publications soot différées sine die. Ils avaient également coorganisé, en février 1996, avec la Fundacion de iovestigaciones marxistas d'Espagne (FIM), un séminaire consacré aux « alternatives de gauche au néo-

Accusés par M. Ranl Castro, lors du cinquième plenum du comité central, en mars 1996, de former une « cinquième colonne », les sept membres du conseil de direction du centre durent affronter pendant sept mois l'ire d'une commission nommée par le comité central. Au terme d'une démarche bureaucratique, le conseil de direction a été dissons et ses sept membres (7), refusant toute autocritique, ont été informés de leur mutation dans d'autres ceotres d'études. Mais nous voulons rester dans le camp de la révolution tout en maintenant nos désaccords », affirme l'un d'entre eux.

libéralisme » (6).

Dans les faits, la revue o'est plus parue et le CEA est démantelé.

AU TEMPS DU BLOCUS.

Interrogés, les dirigeants du parti minimisent les sanctions, justifiées seloti eux par le fait que les positions des chercheurs n'étaient pas conformes à celles du PCC, auquel le centre était rattaché. Certains condamnent - en privé - les qualificatifs utilisés par M. Raul Castro, sanctions prises au regard des accusa-tions portées. Les anciens dirigeants du centre sont convaincus que leur réflexion critique sur la situation dans ses multiples dimensions (et leor prestige à l'étranger) out mis le feu aux poudres. On a voulu adresser un averussement aux intellectuels et aux artistes, mais la réaction de ces derniers a été vive. L'Union nationale des écrivains et artistes cubains (Uneac) a exprimé son inquiétude dans une leure non publique envoyée au parti ; de combreux intellectuels latino-américains nnt protesté contre les attaques, ce qui a sans doute empêché des sanctions plus sévères.

Les dénonciations de M. Raul Castro s'expliquent par la volonté d'empêcher la moindre cootestation (an motif que tout débat interne va diviser et donc affaiblir la révolution), tout comme la censure imposée aux chercheurs vise à masquer le caractère contradictoire des discours officiels. Ces demiers ne parviennent pas à concilier les proclama-tions de fidélité au socialisme avec les réalités socio-éconnmiques de l'île après l'échec du « modèle » soviétique. Cene normalisation idéologique est difficile-ment compatible avec l'emphase nationaliste, qui appelle toutes les forces du pays - en particulier les catholiques - à

s'unir en défense de la patrie. Le traitement réservé à l'Eglise catholique contraste en effet avec la sévérité appliquée au CEA. L'accueil de M. Fidel Castro au Varican, le 19 novembre 1996. et la visite annoncée du pape Jean Paul II en janvier 1998 ne vont pas sans contrepartie. Une quarantaine de prêtres et de

FRANCE (y compris DOM-TOM.

et pays à accords postaux\*) ......

religieuses arrivés de l'étranger sont venus renforcer une présence pastorale jugée très insuffisante par l'épiscopat; d'autres devraient suivre. Les différeots diocèses ont leur revue et animent des centres de formation civique au sein desquels les problèmes de société sont abordés à la lumière de la docurine sociale de l'Eglise.

L'Uoioo catholique de la presse cubaine, qui vient d'être créée, regroupe les rédacteurs des différentes publications catholiques du pays. Son secrétariat est composé des directeurs de trois revues, Amanecer (diocèse de Santa

Clara), Palabra Nueva (diocèse de La Havane), animée par Mgr Carlos Manuel de Cespedes, et Vitral (diocese de Pinar del Rio). A peine distribués dans les paroisses, les 7 000 exemplaires de Palabra Nueva sont épuisés. Vitral conduit une réflexioo sur les rapports entre la société civile et l'Etat, un thème à la mode dans les tertulias (8) de la capitale depuis l'effondrement du socialisme reel, et l'on trouve dans ses colunnes une analyse critique d'une grande pertinence sur la crise du socialisme cubain (9).

Quant aux autres demandes pressantes de l'Eglise - accès aux médias, enseignement religieux -, elles ne semblent pas devoir être satisfaites dans l'immédiat. Après quelques difficultés, le gouvernement a accepté la distribution par Caritas d'une partie de l'aide humanitaire européenne dans les paroisses, ce qui contribue aussi à renfarcer l'influence d'un catholicisme minoritaire face anx cultes afro-cubains et confronté, de plus, à l'essor des Eglises

A la recherche d'une légitimité internationale, M. Fidel Castro a accepté une visite pontificale longtemps différée. Comme le remarque Mgr Carlos Manuel de Cespedes, l'Eglise peut cootribuer à changer l'image ioternationale du régime, et elle veut être un intermédiaire œuvrant à la « réconciliation nationale », grâce à ses liens avec l'épiscopai oord-américain, qui a condamné très fermement l'embargo, à la différence de quelques prélats de Miami.

Soulignant la désillusion du pape Jean Paul II face à l'évolution de la Pologne et des pays de l'Est, soo rejet de la corruption, de la drogue, de la désintégration familiale, de la dégradation des mœurs, et sa condamnation du modèle ultralibéral, des évêques mettent l'accent sur l'intérêt du pape à l'égard de Cuba, son souhait d'y œuvrer au dialogue et de contribuer - selou les paroles de Mgr Tauran, ministre des affaires étran geres du Vatican - « à l'établissement d'un climat de liberté religieuse et de confiance entre l'Eglise et l'Etat

## La religion comme solution

D ANS l'esprit des dirigeants, l'essor religieux peut aussi permettre de canaliser les tensions sociales. • Voy a ver un babalao para que me cambie la vida • (10), chante le groupe Palmas y Canas, à la télévision. Face aux frustrations et au sentiment d'insécurité provoqués par la crise, « la religion peut être une solution de rechange valable ; la société révolutionnaire est une œuvre collective où les bonnes volontés ont la possibilité et le devoir de se manifester », conclut un article de la revue du Comité central du PCC (11).

L'Eglise cubaine estime qu'il o'y aura pas de grands bouleversements tant que le Lider maximo sera vivant. Craignant le chaos et les violences que pourrait entrai-ner le retour des exilés, elle travaille dans la durée et négocie son autonomie pour l'avenir. Les dissidents de l'intérieur, selon Mer Carlos Manuel de Cespedes, sont pen crédibles : sur les cent quarante signataires de Concilio cubano (12), cent un avaient demandé, en juin 1996, leur visa pour les Etats-Unis.

Quant aux forces armées, Mgr de Ces pedes souligne que leur participation à la production économique, depuis leur retour d'Angola, les rend plutôt popu-laires. La démilitarisation babile à

1 AN 2 ANS

418 F

340 F

230 F

200 F

laquelle a procédé M. Raul Castro a per-mis l'incorporation de nombreux militaires dans l'agriculture, où ils manient plus souvent la machette que le fusil. Et ce sont des officiers qui dirigent souvent les entreprises mixtes.

La hiérarchie catholique souhaite, bien sur des changements, mais sans déstabiliser le pays. « Si jamais Cuba s'effondre, que diront les Américains? Pobrecitos (les pauvres petits)! ». s'exclame Mgr de Cespedes.

JANETTE HABEL

(5) Innette Habel. « Cuba à l'heure des grandes réformes ». Le Monde diplomatique, novembre 1995.

(6) Cf. Alternativas de izquierda al neo-liberalis mo, FIM, Madrid, 1996. (7) Aurelio Alonso, Julio Carranza, Haroldo Dil-la, Rafael Hernandez, Pedro Moméni, Luis Sumez, Juan Valdès, D'aurres chercheurs, tel Fernando Mar-tinez Heredia, ont également demandé leur transfert.

(8) Terrulia : cercle de réflexion informel. 191 Cf. José Amonio Quintana de la Cruz, « Sociedad civil, revolucion y socialismo », Virral, nº 14. (10) • Je vais voir un babalao (chaman dans les cultes afro-cubains) pour qu'il change ma vie. • (11) • Las buenas voluntades pueden y deben sen tirse », Juana Berges, Cuba accialista, tº J.

(12) Regroupement des dissidents dont la réunion nationale fut interdite en février 1996.



ÉTRANGER		<u> </u>
VOIE NORMALE (y compris Union européenne par avion)	290 F	538 F
VOIE AÉRIENNE Tunisie	285 F	528 F
Autres pays d'Europe (sauf Union europeenne, Suisse), Algérie, Manoc	310 F	578 F
DOM, Afrique francophone	330 F	618 F
Erats-Unis, Canada, Moyen-Orient	350 F	658 F
Amérique centrale et Amérique du Sud. Mezique, Japon, Chine, autre pays d'Asie	395 F	748 F
TOM	410 F	778 F
Oceanie, Australie	435 F	828 F

Un tarif spécial est réservé aux étudiants, lycéens, chômeurs, RMistes sur présentation d'un justificatif. (France metropolitaine uniquement)

#### **BULLETIN D'ABONNEMENT** à découper, à photocopier ou à recopier sur papier libre

Je m'abonne au Monde diplomatique pour : 2 ans (24 numéros). □ 1 an (12 numéros).

MODE DE RÈGLEMENT (les virements de sont pas acceptés) □ Chèque bancaire (fibellé en F.F.) □ Mandat international Eurochèque libellé en F.F.

□ Carte bancaire nº Signature: ☐ Carte American Express re

Signature : NOM:. PRÉNOM: .... ADRESSE: ..... CODE POSTAL: LOCALITÉ : .....

Bulletin et règlement à retourner à : Le Monde diplomatique - Service Abonnements 24, av. du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex FRANCE

## LES MAÎTRES AUXILIAIRES

# Ces puissantes officines

A finance internationale ayant, elle aussi, horreur du vide, le repli des Etats a permis de conforter le pouvoir d'une poignée d'agences de notation privées. Alimentées par un flot montant d'innovations, elles évaluent la solvabilité de tous les intervenants sur « les marchés », entreprises et gouvernements confondus. Une manvaise note peut coûter très cher, une bonne note se négocier... Cet engrenage n'est pourtant pas fatal : des économistes suggèrent les moyens de restaurer l'autonomie des Etats et de jeter du sable dans les rouages de la finance. Leurs propositions butent contre le mur du silence.

#### Par IBRAHIM WARDE \*

«Le monde de l'après-guerre froide compte deux superpuissances, les Etats-Unis et l'agence Moody's. » Thomas Friedman, éditorialiste de politique étrangère du New York Times, explicite ainsi sa formule : si les Etats-Unis peuvent anéantir un ennemi en faisant usage de leur arsenal militaire, l'agence de ootation financière Moody's possède les moyens d'étrangler financièrement un pays en lui décemant une « mauvaise

Jusqu'à une période récente, le pouvoir des agences de rating se limitait au monde des entreprises et des collectivités locales, dont elles notaient les émissions d'obligations. La note - étalée de AAA à D - se fonde sur une analyse de la solvabilité des emprunteurs. Le mythique triple A. très convoité mais rarement décerné, est accordé aux meilleurs emprunteurs et indique une totale sécurité de paiement. A mesure que la probabilité de non-paiement s'accroît, la note baisse. Le triple B constitue la mention « passable » car on est encore, mais de justesse, dans la catégorie « investissement » (investment grade): un investisseur prudent peut donc s'y aventurer. En decà, on tombe dans la catégorie de « spéculatioo » (speculative grade), qui ne convient qu'aux téméraires, prêts à assumer le risque, en échange d'un rendement élevé. La note D, accordée aux obligations co défaot, constitue le zéro pointé do

<sup>a</sup> Professeur à l'université de Californie, Ber-keley. Coanteur de Mythologies oméricaines, Edinons du Félin, Paris, 1996.

Une bonne note permet d'emprunter au moindre coût. Plus la note baisse, plus le taux d'iméret augmente, car les investisseurs exigeront une prime de risque. Les obligations mal notées (oo pas notées du tout) sont considérées comme des obligations « pourries » (junk bonds), même si leurs vendeurs préférent l'appellation d'« obligations à hant rendement » (high yield bonds). La procé-dure de ootation est bien rodée : le client présente son dossier, une équipe d'exa-minateurs lui rend visite et épluche ses comptes avant de présenter un rapport interne ; ce dernier est ensuite soumis à un comité qui fixe la note.

Pour certains types d'établissements, un bon rating est vital. Une banque mal notée se troove automatiquement en position défavorable face à des concurrents mieux notés, qui paieront moins cher leurs fonds. De même, pour une compagnie d'assurances, dans la mesure où la note reflète la capacité de faire face aux engagements à l'égard des assurés, toute dégradation est de nature à susciter la méfiance des clients, et donc une baisse du chiffre d'affaires.

Bien que privées, les agences de notation financière recoivent la caution des pouvoirs publics et sont en mesure de définir les règles du jeu financier. D'une part, la plupart des émetteurs sont tenus d'obtenir une note. D'autre part, certains investisseurs institutionnels - compaguies d'assurances, fonds de pension, caisses d'épargne - doivent investir l'essentiel, voire la totalité, de leurs capitaux dans des émissions bien ootées. Par ailleurs, les institutions financières béné-



FRANÇOIS ANTON - « Liberté pour une tomple » (1991

ficiant des meilleures notes sont sonvent soumises à une réglementation moins contraignante. Aux Etats-Unis, six agences - Standard and Poor's, Moody's, Fitch Investors Services, Duff and Phelps, Thomas BankWatch, IBCA – sont agréées par la Securities and Exchange Commission (SEC), le « gendarme de la Bourse » (1).

Cette emprise sur les marchés ne va pas sans controverses. Première critique : bien qu'en théorie ouvert à tous, le marché de la notation est, sauf sur des créneaux bien précis, un duopole de fait, constitué par Standard and Poor's, filiale de la maison d'édition McGraw Hill, dont l'origine remonte à 1860, et par Moody's, filiale du groupe d'information financière Dun and Bradstreet, fondée en

1900. Ces deux sociétés jouissent d'une rente de situatioo paisqu'un nombre tou-jours croissant d'émissions doit être hoté - an coût de 50 000 à 100 000 dollars par émission - et usent de méthodes musclées pour élargir leur emprise et éliminer leurs concurrentes.

Moody's est l'objet d'une enquête du ministère de la justice, pour concurrence déloyale, et d'un procès intenté par le district scolaire de Jefferson County dans l'Etat du Colorado. En 1993, cette collectivité, refusant de solliciter Moody's, demanda à la petite agence Fitch Investors Services de ooter son émission d'obligations. En réplique à l'affront, Moody's décerna une note « non sollicitée » (ou « note sauvage »), et bien entendu manvaise, ce qui rendit l'émission impossible. Pour l'agence de notation, il ne s'agissait pas là d'un chantage, mais d'un service rendu au public et couvert par le premier amendement de la Constitution, qui garantit le droit à la libre expression (2).

Le procédé revient pourtant à dire : « Payez-nous, sinon cela vous coltera cher. » Antrefois, les revenus des agences provenaient essentiellement des usagers de leurs notations. Désormais ce

(1) Les agences agréées sont celles ayant neu le label d'« organismes nationalement recomns de notation statistique » (NRSRO: Nationally Recognized Statistical Rating Organizations). Cinq d'enne elles sont américaines. IECA, spécialisée dans la notation bancaire, est franco-behannique. (2) Business Week, 8 avril 1996.

# Le projet de taxe Tobin, bête noire

N 1972, alors que le monde était en proie à des remous mooétaires, l'économiste James Tobin proposa, lors d'une conférence à l'université de Princetoo, de taxer les transactions de change en vue de permettre aux gouvercements de retrouver leur autonomie en matière de politique macroéconomique. L'idée fit long feu, mais telle le monstre du loch Ness, elle resurgit périodique-ment. En 1992 et 1993 lors des crises monétaires européennes, et fin 1994 avec l'effondrement du peso mexicain, la

1994, lors du sommet social de Copcohague, le président François Mitterrand en relança l'idée; dans les coulisses du G 7, à Halifax en 1995, la taxe fut à nouveau évoquée. A chaque fois, le projet fut rapidement enterré, et la taxe semblait condamnée à se voir systématiquement qualifiée d'« idéaliste » et

En octobre 1995, un groupe d'experts entreprit la première grande étude de la « taxe Tobin », à la lumière de l'état des connaissances en matière de mouvements de capitaux et des expériences de certains pays dans le domaine du contrôle des flux financiers. Certains des

taxe Tobin » refaisait surface; co

994, lors du sommet social de Copcolague, le président François Mitterrand
refaisait surface; co

de la finance internationale — parmi lesquels les professeurs Peter Kenen, de
l'université de Princeton, Jeffrey Frankel
of 7, à Halifax en 1995, la taxe fut à nou
de l'économic et
le moins qu'elle mérite d'être étudiée
pour lesquels il a obtenu le prix Nobel
plus à fond. Loin d'être « irréaliste »,
et Barry Eichengreen, de l'université de
et Barry Eichengreen, de l'université de l'économic et
le moins qu'elle vant
d'être sérieusement envisagée, ou à tout
le moins qu'elle mérite d'être étudiée
plus à fond. Loin d'être « irréaliste »,
et Barry Eichengreen, de l'université de
et Barry Eichengreen, de l'université de l'économic et
le moins qu'elle vant
d'être sérieusement envisagée, ou à tout
le moins qu'elle vant
d'être sérieusement envisagée, ou à tout
le moins qu'elle vant
d'être sérieusement envisagée, ou à tout
le moins qu'elle vant
d'être sérieusement envisagée, ou à tout
le moins qu'elle vant
d'être sérieusement envisagée, ou à tout
le moins qu'elle mérite d'être étudiée
pour lesquels il a obtenu le prix Nobel
d'écooomie en 1981 —, apparaissent Berkeley - analysèrent l'impact d'une telle taxe sur les flux financiers et les politiques monétaires, en particulier sa capacité à stabiliser les flux financiers, à permettre une plus grande autonomie en matière de politique économique, et à créer des revenus importants. Une col-lection d'articles fut pobliée en juillet 1996 par les Presses universitaires d'Oxford (1). Surprise : sauf pour de rares sceptiques, la taxe Tobin apparaît comme pleine de promesses. Malgré quelques réserves émises ici et là, la plu-

nalités aussi diverses que MM. Jacques Delors (président de la Commission européenne de 1985 à 1994), Bouros Bouros-Ghali (secrétaire général des Nations unies de 1992 à 1996) ou Barber Conable (président de la Banque mon-diale de 1986 à 1991). Pourtant, une conspiration du silence entoure le projet: La professioo économique n'y prête guère attention. Des fonctionnaires qui y ont contribué sont priés de n'en point parler. Depuis la poblication de l'ouvrage, aucun organe de la presse anglo-saxoune - y compris la presse d'affaires - o'en a dit un mot.

Il faut dire que M. Tobin n'est pas un économiste à la mode. Contre vents et marées, il s'affirme keynésien, appelant de ses vœux, en pleine révolution conservatrice, une intervention active de l'Etat dans l'économie. Alors que les adeptes de la « nouvelle macroéconomie classique » veulent accélérer la mondialisation financière et assécher les revenus de gouvernements dispendieux (2). il cherche à restaurer l'autonomie des Etats. Ses préoccupations, en particulier

pour lesquels il a obtenu le prix Nobel d'écocomie en 1981 –, apparaissect désuètes à une époque où il est de bon ton de s'extasier devant « l'efficience du marché ». Lorsqu'il dénonce les affres de la spéculation et propose de « jeter un peu de sable » dans les ronages bien hui-lés de la finance internationale, les gardiens du temple de « l'économiquement correct » sont hornifiés (3).

Pourtant, certains chiffres sont éloquents. Selon la Banque des règlements internationaux, les transactions de change ont atteint le niveau de 1 300 milliards de dollars par jour en 1995 (contre 18 milliards au début des amées 70). A titre de comparaison, le montant annuel du commerce internatio-nal de biens et services n'est que de 4 300 milliards. De plus, 80 % des allers et retours de transactions de change ont une durée de sept jours on moins ; dans la plupart des cas, ces allers et retours ont lieu au cours d'une seule journée. Et sur la place de Londres (la plus impor-tante du monde en matière de change), plus des quatre cinquièmes des transactions ne sont pas directement liées à des opérations de commerce ou d'inves-

#### Le long terme dure... dix minutes

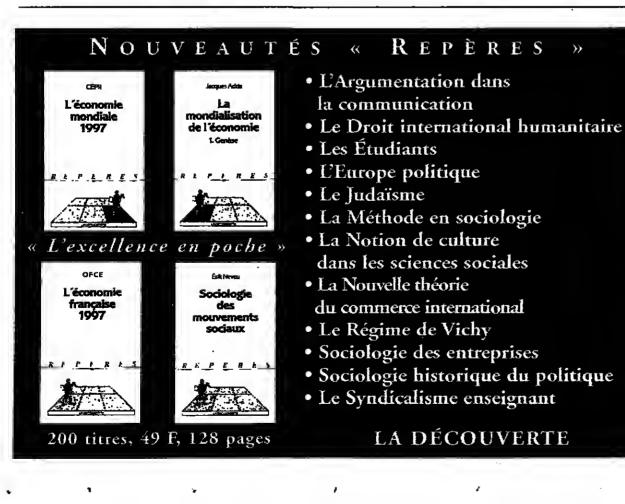
F ACE à ces réalités, les objections à la taxe Tobin se fondent sur des théories aprement défendues par la majorité des économistes, même si elles sont amplement démenties par les faits. Ainsi, au lendemain de l'effondrement du système de Bretton Woods, le consensus de la profession – s'appuyant sur les thèses du monétariste Milton Friedman – était que le système des taux de change flottants découragerait la spéculation car les cours refléteraient automatiquement les « fondamentaux » des économies sousjacentes. Depuis que le contraire s'est produit, un autre axiome est avancé : les spéculateurs ne font que représenter la volonté du marché, lequel est par définition rationnel et efficient. Pour M. James Tobin, au contraire, les spéculateurs exercent un effet autonome et largement déstabilisateur sur le marché. Le coup de pokar qui, en 1992, pennit à M. George Soros de gagner I milliard de dollars en un jour en spéculant contre la livre sterling montre que les spéculateurs peuvent s'enrichir tout en déstabilisant les mar-

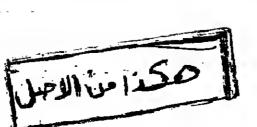
Comme pour la distinction entre économie réelle et économie financière, la différence entre court terme et long terme est également au centre des préoc-cupations de M. James Tobin. Il cite volontiers un opérateur sur le marché des changes déclarant : « Mon long terme à moi, c'est les dix prochaines m

(1) Mabbub Ul Haq, loge Kanl, Isabelle Grur The Tobin Tax: Coping with Financial Volo Oxford University Press, Oxford, 1996.

(2) François Chesnais (2008 la direction de), La Mondialisation financière: Genèse, coût et enjeux, Syros, Paris, 1996.

(3) Ibrahim Warde, «La tyrannie de l'écono ement correct ». Le Monde dis







ille. Fitats



# 50 mm Sept. Sept. Sept. Sept. Sept. 11 1 ್ಕಾರ್ ಅಂದಿ ಮಾಡಿಕೆಯಾಗಿ School Company of the Party of The 22 - 4 ... **新州村中 唐本社** A. Spend . No. 1994 re re recei

bin, bête nom

A NAME OF THE OWNER OWNER OF THE OWNER OW Marie Marie 1975 🚁 🙀 Parista 196 Secretary water AND CHARGE OF THE PERSON OF TH **(金) 14 14(14)** □ THE PARTY OF with the real party of the second per Statement State of State of t 28 60 1 1 1 7/2 Age and the second 等。 - 基度保守 (2017) **206** e-1 A STATE OF THE STATE OF metalling of the state of the state of MARINE LEGAL Cost 10 Printing State · F. M. THERMAN Marie Control of the Company of the second

- Allowing it is the

inghoras ---

of wifer

m Branchest ... The second second A STATE OF THE STA A Section of the sect To produce the street Manager & With the same of t The state of the s Marie Control of the # Antonia A Marin Control 

AND THE PARTY OF T

Aut. The

**Mark** Land Section 1 · 发 数率200 The same of the sa and not

intes officin

sont les notés qui paient pour l'être. Les émetteurs ont certes le droit de s'adresser à une agence moins comme, voire celui de ne solliciter ancune notation. Mais ils courent le risque de se voir infliger une note « non sollicirée »... D'où le raisonnement de bon sens qui prévaut : solliciter une notation et la payer coûte moins cher qu'une prime de risque rendue nécessaire par une manvaise note non sollicitée (3). Deuxième critique: les agences de notation commentent de graves erreurs. En 1975, à la veille de sa mise en cessa-tion de paiements, la ville de New York

était encore bien notée. Plus récemment à la suite de la faillite du comté d'Orange, Standard and Poor's a été prise en défant de vigilance et fait l'objet de nombreuses poursuites judiciaires. Là encore, l'agence assurait les investisseurs que le comté d'Orange était en bonne santé et bien géré, alors même que 2 milliards de dollars partaient en fumée, à la suite de spéculations sur les produits dérivés (4). En octobre 1994, le bulletin de la Réserve fédérale américaine cautionna les investisseurs. Tout en reconnaissant que « les notations jouent un rôle important et estimable dans le fonctionnement et la surveillance des marchés financiers », l'article suggérait que « les investisseurs devoient en faire une utilisation critique »

Les agences de notation poursuivent malgré tout leur fulgurante expansion. En effet, plus l'innovation financière et la titrisation se répandent, plus le besoin de octation se fait pressant (5). Tant Standard and Poor's que Moody's s'apprétent à noter les fonds mutuels, qui continuent de proliférer, en fonction de leur niveau de risque. Mais c'est surtout à l'étranger, la plupart des places financières eyant comu une évolution à l'anglo-saxonne, que la croissance des géants de la notation est le plus spectaculaire. Forts de leur expérience et de leur notoriété, ils ont multiplié leurs succursales extérieures où ils coopèrent souvent avec les autorités boursières nationales. En France, par exemple, depuis que la notation par des agences agréées des titres de créances négociables et des opérations de cotation a été instaurée par la loi, la Commission des opérations de Bourse (COB) exige une note pour les entreprises ou les collecti-

DES MARCHÉS

# qui notent les Etats

vités locales accédant pour la première fois au marché obligataire. C'est cependant le pouvoir de noter des Etats qui vaut aux agences l'image de superpuissance politique. En effet, depuis 1990 - la crise de la dette, l'asséchement de l'aide extérieure et des prêts bancaires, et les recettes néo-libérales des organisations internationales étant passés par là - l'essentiel du financement extérieur des Etats se fait sur les marchés obligataires. Depuis que la « loi Wris-

agences de notation se disent capables d'apprécier. La notation des différentes formes de la « dette souveraine » d'un pays (en monnaie nationale, en devises, etc.) revient à noter le pays (les entreprises privées s'y trouvant sont notées séparément, et en général plus sévèrement). Une mauvaise note ne signine pas seulement un renchérissement du financement. A l'heure où emprunteurs privés et publics se livrent, à l'échelle mondiale, à une concurrence acharnée pour attirer les capitaux, elle peut aussi mener ton » n'e plus cours (6), les investisseurs à l'étranglement financier d'un pays dont veulent s'assurer de la solvabilité des « les marchés » se métient. Etats emprunteurs... que senles les

#### Une bonne note contre des « cadeaux »

S I la lecture d'un bilan d'une compagnie anglo-saxonne peut se prêter à des procédures codifiées et à des grilles d'analyse elassiques, la notation d'un pays, surtout dans un contexte d'incertiinde quasi totale, est semée d'embûches. Seuls quelques critères (revenu par habitant, croissance du produit national brut, inflation, dette extérieure, etc.) sont quantifiables (7); la plupart (« bonne gestion » de l'écono-mie, perspectives à long terme, stabilité politique, etc.) ne le sont pas. Mais, dans le doute, les agences de notation ne s'abstiennent pas. L'arbitrage comprend alors une grande part d'arbitraire. Les pays riches peuvent compter sur de bonnes ootes, tandis que les plus panvres - et donc ceux qui ont souvent les besoins les plus pressants - sont pénalisés. Mieux vaut coopérer, e est-àdire fournir tous les documents demandés et recevoir la visite d'« examinateurs », que se voir décemer une oote non sollicitée. Le système renforce les inégalités et regorge d'effets pervers. Le plus spectaculaire étant celui que les Anglo-Saxons appellent \* self-fulfilling prophecy \* : le simple fait de prévoir, même à tort, une déconfiture amène la

Tout gouvernement qui dépend pour son financement des marchés internationaux se trouve à la merci des agences de notation. Un pays peut voir sa note modifiée du jour su lendemain, ou se trouver placé « sous surveillance », en anticipation d'une éventuelle rétrogradatioo. De tels « evertissements »

conduisent souvent à un changement de polioque, histoire d'éviter la sanction financière des « marchés ». Tels des potaches nerveux, les gouvernements guettent les changements d'humeur des agences. Ainsi, au cours des dernières semaines, tant en Argentine qu'en Israel, de simples rumeurs de retrogradation relayées par la presse ont provoqué des effondrements boursiers et des remous politiques. De nombreux pays font valoir que des pratiques qui ont cours hors du monde anglo-saxon ne sont pas prises en compte dans la notation. La « solidarité de place », par exemple : dans de nombreux pays, certains établissements, tels les banques, sont sauvés de la faillite par leurs concurrents. Ou les rapports privilégiés entre gouvernements et entreprises publiques: lorsque les banques d'Etat chinoises et leurs établissements associés à Hongkong se voient rétrogradés par Moody's, un porte-parole du gouvernement accuse l'agence soit « d'une ignorance de la situation actuelle en Chine », soit d'une « distorsion intentionnelle des faits (8) 🗛

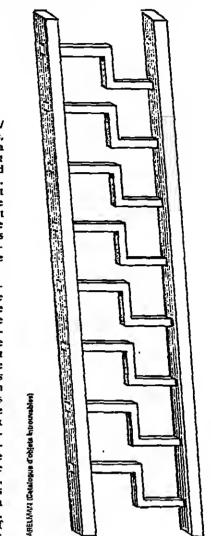
Un nombre croissant de pays se sont vu décemer des notes en 1996. Les considérations politiques o'en ont pas toujours été absentes. Ainsi, vu l'inquié-tude qu'inspire le pays, les notes - très attendues - de la Russie furent meilleures que prévu : Ba2 (Moody's) et BB - (Standard and Poor's). A ôtre de comparaison, la Slovénie, la Slovaquie, la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie ont reçu des ootes les plaçant dans la

catégorie + investissement « (Baa3/ BBB - et plus) tandis que la Roumanie, le Kazakhstan et la Lituanie sont dans la catégorie « spéculative » (Bal/BB + et moies). A l'occasion de son grand retour sur les marchés obligataires. Moscou avair certes pris l'engegement d'un nouveau train de réformes et de « rembourser » son dernier emprunt qui remonte à 1917), mais la note reçue n'était pas sans lien nvec les différents cadeaux » accordés par les gouverne-mens occidentaux à M. Boris Eltsine avant et après sa réélection (9).

L'autre note dont l'annonce déclen cha un long suspense fut celle de l'Egypte, En septembre 1996, après que agence Moody's eut annoncé qu'elle s'appretait à émettre une note non sollicitée, le gouvernement décida de demander à être noté (tout en affirmant ou'il n'avait pas l'intention d'émettre des obligationss. S'entourant des banques d'investissement Goldman Sachs et EFG Hermes, les dirigeants égyptiens se livrèrent à un bachotage forcené et s'empressèrent d'accèder aux exigences du Fonds mooétaire international eo matière d'ajustement structurel. L'Egypte se vit décerner la oote Ba2, se trouvant du coup au même niveau que le Mexique ou le Venezuela, soit un cran au-dessus d'autres pays émergents tels la Turquie, le Brésil ou la Jordanie, mais cependant derrière Israël. la Tunisie ou Bahrein. Pour M. Youssef Bourros Ghali, ministre d'Etat pour les affaires économiques, « cela vaut mieux que pas de note du tora, mais cela ne reflete ni la force ni le potentiel de l'économie égyptienne. J'espère que les notes qui nous seront bientôt décernées par d'autres agences de notation en tiendront compte (10) ».

Très sourcillenses en matière de transparence lorsqu'il s'agit des notés, les agences de notation restent ellesmêmes bien mystérieuses. Leur pouvoir exorbitant et leurs abus appellent à un contrôle plus strict de leurs pratiques ou du moins à l'adoption d'un code de déontologie. De telles minatives sont à l'étude, mais on peut douter de leurs succès. Les agences ne penvent en effet être contrôlées que par ces mêmes gouvernements qu'elles tiennent sous haute surveillance.

IBRAHIM WARDE.



(3) Financial Times, 10 juin 1996. 141 Ibrahim Warde: « Orange citron, les nécomptes d'un comté », Le Monde diplomatique,

janvier 1995.

15) Brahim Warde: « Les assises du système bancaire détruites par la déréglementation ». Le Monde
diplomatique, janvier 1993.

(6) M. Walter Wriston, ancien président de la Citibank, a donné son nom à la « loi » selon laquelle les
Etats paient toujours leur dette. Les grandes banques
internationales se bousculèrent alors pour accorder des crédits sux gouvernements étrangers, jusqu'à l'annonce en 1982 que le Mexique n'était plus en

mesure d'honorer ses engagements.

(7) Richard Cantor and Frank Packer: « Determinants und Impacts of Sovereign Credit Ratings »,
Economic Policy Review, Federal Reserve Bank of

New York, octobre 1996.

(8) Far Eastern Economic Review, 1st noût 1996. 191 The Wall Street Journal, 22 novembre 1996. (10) Financial Times, 23 octobre 1996.

# des spéculateurs, cible des censeurs



Mais la réalité ne passionne pas les théoniciens, qui peuvent ainsi ignorer un aspect essentiel de la taxe : elle ne cherche pas à réduire les échanges internationaux, mais à pénaliser les flux spéculatifs à court terme. En effet, au taux de 0,2 %, un aller-retour quotidien sur le marché des changes finirait par coûter 48 % par an ; le même taux n'amait pourtant qu'un impact négligeable sur le commerce réel ou sur les investissements à long terme.

Quant à l'argument selon lequel toute entrave à la libre circulation des capitaux serait facteur de distorsion et d'affaiblissement des économies nationales, l'expérience montre qu'il n'en est rien. Ainsi, le Chili, qui a instanré une série de mesures pour décourager les flux à court terme, a commu une plus grande stabilité monétaire et plus d'investissements à long terme que ceux des pays d'Amérique larine qui ont choisi d'éliminer tontes les barrières à la circulation des

capitanz et se sont retrouvés à la merci de

capitaux certes abondants, mais capricieux. Le Mexique, par exemple, en pas-sant sans evertissement du statut de meilleur élève des marchés à celui de cancre, a subi de plein fouet le contrecoup de la violence des flux monéraires. Maleré toutes les promesses de prospérité, la majorité de la population e vu son niveau de vie s'effondrer. Comme l'écrit M. James Tobin, el'exemple du Mexique, qui souffre aujourd'hui de sanctions cruelles pour des crimes fiscaux et monétaires qu'il n'a pas commis, devrait suffire à discréditer l'idée que les marchés sont onniscients ».

En somme, en réduisant les flucmations des taux et en permettant aux gouvernements une plus grande autonomie de gestion, la taxe Tobin aurait un effet stabilisateur sur le marché monétaire. Restent, bien sûr, les modalités pratiques d'application : quel tanx établir ? Quelles transactions imposer? Comment administrer la taxe? Comment en répartir les revenus? Quelles exemptions prévoir?

gés; au tanx de 0,1 %, la saxe permettrait de générer 166 milliards de dollars en un an; même un taux aussi bas que 0,05 % dégagerait quelque 100 milliards de dollars. Les chiffres sont bien entendu entourès d'incertitude, car par définition le montant global des opérations de change, devrait baisser. Reste à savoir dans quelles proportions.

Serait-il nécessaire de créer un nouvel organisme chargé d'administrer la taxe ? M. Tobin suggère que les gouvernements, travaillant en étroite collaboration avec le Fonds monétaire international, en seraient les principaux gestionnaires. Pour ce qui est des revenus, les pays industrialisés, dont on estime qu'ils recevraient 86 % du total, en reverseraient une partie aux organisations internationales qui s'en serviraient pour le financement d'opérations de maintien de la paix, la lutte contre la pauvreté et contre la dégradation de l'environnement, ou d'autres « biens publics ». Les pays en voie de développement, eux, pourraient conserver l'ensemble des revenus de la taxe pour leur usage propre.

Quant à l'objection selon laquelle les transactions de change scraient détournées au profit de paradis fiscaux - · les iles Caimons rempiaceraient Londres » -, elle ne résiste pas à l'analyse. On l'a vu au sujet de la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue ou dans le domaine des délits d'initiés : les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont toujours eu les moyens de contraindre les paradis fiscaux à modifier leurs législations. Par ailleurs, le transfert de fonds au niveau international étant très centralisé, et étroitement contrôlé par les banques centrales. des marchés organisés tels le LIFFE (London International Financial Futures [and Options] Exchange) et une poignée d'instituts de règlement tels Fedwire ou Clearing House Information Payment System (Chips), une coopération entre ces organismes réduirait le rôle des o paradis fiscaux Tobin » à la portion congrue. Enfin, d'autres systèmes d'encouragement et de dissussion sont possibles, en particulier une réforme de la charte du Fonds monétaire international qui interdirait aux récalcitrants l'accès aux prèts multinationaux.

La mise en œuvre de le taxe Tobin, on l'a vu, n'est en rien irréaliste. Le principal obstacle est cependant d'ordre politique. car l'idée va à l'encontre de tous les

grands principes néolibéraux - réduction des impôts, poursuite de la libéralisation financière, retrait des pouvoirs publies qui font l'objet d'un vaste consensus et sont ardemment défendus par les gouvernements, les grandes institutions financières privées et l'establishment de la profession économique. Tous out intéret à sonligner l'absence de solution de rechange et l'impossibilité d'une autre politique en matière de flux financiers. On comprend mieux ainsi les efforts déployés pour enterrer la taxe, ou à tout le moins pour en faire une présentation ten-

Paradoxalement, ce ne sont pas les objectifs initiaux de la taxe - autonomie macroéconomique des gouvernements, stabilisation monétaire - qui pourraient susciter un regain d'intérêt, mais sa capacité à créer des revenus à l'heure où tous les gouvernements ont du mal à réduire leurs déficits budgétaires, et où les organisations internationales font face à im dangereux assèchement de leurs ressources. Même à un taux aussi faible que 0,05 %, les revenus seraient substantiels : 26.6 milliards de dollars de rentrées sunplémentaires annuelles pour le Royaume-Uni, 14 milliards pour les Etats-Unis, et 3,3 milliards de dollars 117 milliards de francs) pour la France. Tant que la crise fiscale des pays les plus riches se poursuivra, le cadavre de la taxe Tobin continuera de bouger.

#### « Le Monde diplomatique » sur Internet

Premier journal français en ligne, Le Monde diplometique propose sur son serveur le consultation de l'ensemble des etticles parus depuis deux ens, in-dexés par mois, pays et sujets ; le sommaire et l'éditorial du numéro en cours ; des dessiars d'actuelité; une liste de colloques et un éventall de revues; l'en-nonce de manifestations organisées par Le Monde diplometique; enfin, le consultation de livres en ligne – actuellement Les 100 Portes du Proche-Orient. L'ansemble de ces services est hébergé par le centre serveur multimédie fran-cophone de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Notre adressa:

#### http://www.ina.fr/CP/MondeDiplo/

Vous pouvez également participer à des débats par courner électronique : « Internet Nord-Sud » ; « Internet public-privé » (dans le cadre d'Imegina, lire pages 26 et 27) et « InfoEthique » (avec l'Unesco). Le mode d'emploi est disponible sur le site. Pour tout ce qui concerne ces services, vous pouvez nous écrire è :

LeMondeDiplomatique@ina.fr

# Offensive insidieuse contre

N juillet 1996, une cour fédérale américaine a rendu un jugement dans l'affaire qui opposait Motorola à la Fédération de basket-ball (NBA). Elle à décidé d'accorder à cette dernière l'exclusivité des droits de retransmission des résultats des matches au fur et à mesure de leur déroulement. Cette décision, qui a fait l'objet d'un recours, confirme le danger qui pèse désormais sur l'information des citoyens. La conférence sur les droits de la propriété intellectuelle, tenue à Genève en décembre dernier, a marqué un pas dans la mauvaise direction, celle de la privatisation de l'ensemble des données mises en ligne grâce aux nouvelles technologies et notamment à Internet.

- Par PHILIPPE QUÉAU \*

« Par nature, les inventions ne peuvent pas être sujettes à la propriété », disait Thomas Jefferson, at de la déclaration d'indépendance américaine, et par ailleurs promnteur du concept de bibliothèque publique. La notinn de « propriété intellectuelle », relativement récente, n'a été acceptée par l'Etat que pour le bénéfice de l'intéret général. En permettant aux inventeurs de déposer la description de leur invention en échange d'une reconnais-sance officielle de propriété, on pensait ainsi s'assurer qu'elle ne disparaîtrait pas avec son inventeur, mais que sa émoire en serait préservée pour le bénéfice de tous. La propriété reconnue à l'individu n'était qu'un moyen au service d'une fin plus haute : l'intérêt supérieur de l'humanité (1).

Comme le feu ou l'air, les bonnes idées ont une tendance influctable à l'expansion. Si quelqu'on a une idée et qu'il veut la garder pour lui, libre à lui. Mais à partir du moment où il la b'vre au monde, il ne peut plus l'empêcher d'être reprise, critiquée, améliorée nn abandonnée.

C'est pourquni, selon une législation constante depuis la création du droit de la propriété intellectuelle, on ne peut pas protéger les idées, mais uniquement leur expression matérielle spécifique, leur mise en forme particulière, et seulement à la condition que cette expression et cette mise en forme soient originales. Les idées elles-mêmes – tout autant que les faits bruts – sont considérées comme la propriété collective de l'humanité.

Ce principe fondamental est, sinon mis directement en cause, du moins griguoté de toutes parts, avec l'évolutiou du contexte social et politique global, d'une part, et avec la révolution du numérique et du virtuel, d'autre part. De nombreux problèmes se posant quant à l'évolution du droit de la propriété intellectuelle, dans son acception classique, certains Inbbies sont en effet conduits à tenter de faire pression pour le réformer à leur profit, plutôt que dans la perspective du « bien commun ».

La stratégie employée consiste à élargir toujours plus le champ du protégeable et du privatisable, qualitativement et quantitativement. Quantitativement: on cherche à augmenter la part du domaine privé (en étendue, en durée) et à diminuer la part dévolue au « domaine public ». Qualitativement: on cherche à brouiller la distinction entre « idée » (purement immatérielle) et « expression nriginale » (matérielle), pour étendre le sens de cette dernière notinn. La notinn d'expression matérielle d'une idée, assez claire et limitée lorsqu'elle preud la forme d'un livre, d'un dépôt de brevet

 Directeur de la division information et informatique de l'Unesco. on d'un nbjet concret, perd de son acuité dans le méta-monde du cyberespace. Par exemple, comment faire le départ de l'idée et de son expression dans les divers niveaux d'écriture d'un logiciel, comme son code source, sa conception algorithmique, nn sa « personnalité » (flavor, look and feel, friendliness)? Les problèmes qui se posaient déjà à l'industrie informatique (exemple : le procès Apple contre Microsoft concernant l'originalité du concept de « corbeille ») se ramifient et s'amplifient désormais dans le cadre de la Toile (World Wide Web), immense machine à circulation d'idées et d'images, de programmes et de textes.

Les pensées et les idées qui circulent sur le réseau ne sont pas complètement désincarnées, mais leur fluidité, leur volatilité, leur virtualité, leur dématérialisatiou s'accroissent quantitativement et qualitativement. A mesure que la Toile s'étend et que progressent ses auxiliaires lngiciels (robots fureteurs, byperliens) nu ses tecbniques (sites mirnirs, mémnires caches), les incarnations matérielles des idées ou des créations deviennent de plus en plus difficiles à saisir, à recenser, à suivre à la trace, à

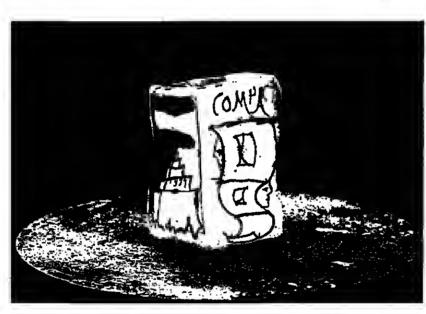
nouvel état du monde se révélait inappropriée, le fonctionnement même de la Toile pourrait être remis en cause, des droits acquis comme le concept de bibliothèque publique ou l'usage des œuvres pour l'éducation et la recherche seraient menacés.

Par ailleurs, c'est le concept même de

domaine public » qui est insuffisamment défendu, ou alors laissé à l'encan. Avec la fin des idéologies, le désengage-ment des Etats et la domination du paradigme du « marché », on assiste à une propension à privilégier de jure et non plus seulement de facto l'intérêt de cer-tains groupes de pression aux dépens de la collectivité. La logique du marché prévant, ou plutôt la logique de ceux qui en tirent le plus grand profit. Ils arrivent à imposer l'idée que le marché équivant au bien général, en se gardant bien d'identifier les champs où le marché « ne marche pas », parce que non sol-vable, c'est-à-dire insuffisamment susceptible de mobiliser l'enthousiasme entrepreneurial. Or ces champs « non rentables » recouvrent des domaines comme l'éducation, la santé, la solidarité sociale, l'aide au développement, la recherche, la création, la protection de l'environnement. Ces domaines d'intérêt public sont délaissés par le marché, qui n'a précisément pas vocation à s'intéresser au bien commun.

On retrnuve là nne expressinn moderne de la fameuse « tragédie » des commons (2). la tragédie du bien commun. Lorsqu'un bien appartient à tous, il n'appartient à personne. Nul ne se sent responsable de sa bonne utilisation. Et l'on observe que les biens collectifs bénéficient alors plus aux puissants, qui ont plus d'occasions d'en tirer avantage. Ainsi les prairies communales ouvertes à tous (les commons) profitaient proportionnellement plus au propriétaire d'un grand troupeau qu'au possesseur d'une maigre chèvre.

Anjourd'bui, cette « tragédie »



contrôler, créant brusquement l'occasion d'une révision fundamentale d'une attitude ancienne en matière de « propriété intellectuelle ».

Tout le défi est là La révolution en cours va potentiellement si loin que l'équilibre classique entre auteurs, intermédiaires (éditeurs, diffuseurs) et utilisateurs va certainement être affecté dans un sens ou dans un autre. Une grande imagination sera sans doute nécessaire pnur trnuver un compromis. En revanche, si la réponse juridique à ce

Dans le cadre de la seizième édition d'Imagina

organisée par l'Institut national de l'audiovisuel (INA)

Le Monde diplomatique propose une table ronde sur le thème :

« Public-privé :

quel accès à l'information en ligne ?»

jeudi 20 février de 15 heures à 18 heures

au Centre des congrès de Monaco

De plus en plus, le cohteau de l'information et son prix sont au cœur de la philosophie de développement

Comment le tiers-monde pourra-t-il se connecter sur des sources indispensables à son développement ?

Comment mettre l'information à la disposition de tous sans remettre en question le droit d'ameur ?

Renseignements, inscriptions et bébergement : OCM, 377 93 15 93 94

Le Monde diplomatique organise à ce sujet un groupe de discussions par courrier électronique. Un mode d'emploi est disponible sur notre serveur : http://www.ina.fr.

Louis Chanaming's (INA, France), Gérard Eymery (France Télécom, France), Roy Gondripp (Pays-Bas), Philippe Quéau (Unesco, France), S. Ramakrishnan (Education and Research Network, Inde) et Ignacio Ramonet (*Le Monde diplomatique*, France).

ions, bibliothèques, masées, etc. - peut-il jouer pour favoriser

ion sera-t-elle réservée à une élite prête à payer ?

Modérateur : Alain Gresh (Le Monde diplomatique).

concerne par exemple la mer, le spectre électromagnétique ou les emplacements des satellites géostationnaires. Mais elle s'étend aussi au domaine public de l'information, à la production intellectuelle sous toutes ses frames et à sa disséminatinn. Les informations du domaine public » sont souvent insuffisamment exploitées du fait même de la nature « publique » de ces informations, ou, au contraire, elles font l'abjet d'une surexplnitation aans scrupules lorsqu'elles sont « concédées » au privé par l'Etat. Certaines informations publiques (appels d'offres, banques de données...) ne sont pas exploitées aussi agressivement qu'elles pourraient l'être, dans l'intérêt même du citnyen. D'immenses réserves d'informations restent en jachère. C'est particulière-ment vrai de l'information gouvernementale, comme de toutes les œuvres intellectuelles tombées dans le domaine public.

Or c'est au moment nu l'explosion technologique laisse espérer un surcroît de possibilités pour l'élaboration et la diffusinn des informations et des connaissances que se mobilise une coalition de lobbies déterminés à réduire encore ce domaine public, à renforcer son appropriation par le privé et à briser l'équilibre entre les détenteurs de droits de « propriété intellectuelle » et les usagers.

La plus récente bataille s'est tenue à Genève, en décembre 1996, lors de la Conférence diplomatique sur certaines questions de droits d'auteur et de droits voisins, mise sur pied par l'Organisatiou moudiale de la propriété intellectuelle (OMPI) (3). Elle portait sur une révision de la convention de Berne de 1886 sur le droit d'auteur, dont la dernière modification remonte à 1979.

Trois traités ont été proposés : droits d'auteur et droits voisins, phonogrammes, banques de données. Pour



résumer les critiques et les craintes qu'ent suscitées ces propositions, citons la Fédération internationale d'information et de documentation : « Le rôle des collecteurs et des disséminateurs publics d'information (bibliothèques, archives, musées...) pourrait être détrait.» Ou encore la réaction de l'IFLA (Fédération ternationale des associations de bibliothèques): « Ces propositions vont obstruer plutôt qu'améliorer le flot des informations... La tendance actuelle à la protection des droits d'auteur pour des raisons purement économiques semble être en conflit avec le but priginel du copyright de promouvoir le progrès des sciences et des arts. »

En guise d'exemple, voici trois problèmes typiques des nouvelles difficultés juridiques à l'ère cyber : la protection des programmes informatiques, la reproduction transitoire et les mémoires caches, et enfin les banques de données.

La protection des programmes informatiques

« Les programmes informatiques sont protégés comme des œuvres littéraires (...). Une telle protection s'applique à l'expression d'un programme informatique snus n'importe quelle forme » (article 4 du traité I de la proposition de l'OMPI). Si en avait voulu se contenter de respecter la notion de protection de l'« expression matérielle » de la création intellectuelle, on aurait pu faire référence an « programme source » ou su « code » du programme. La formulation employée (« sous n'importe quelle forme ») ouvre la possibilité d'inclure la structure ou l'organisation intellectuelle des programmes. Il est viriq que l'on ne peut se contenter de protéger sculement la « lettre » d'un programme. Car il est assez facile de réécuire des programmes de manière à ne conserver aucune identité littérale par rapport au programme original, tout en conservant ses

Le débat sur l'originalité de la « corbeille », créée pour le Macintosh, évoqué plus haut, est exemplaire de cette difficulté à identifier le caractère original non pas d'une idée (non protégeable), mais de l'expressinn matérielle de cette idée. Peut-on protéger seulement le dessin de l'icône de la corbeille ou l'idée d'inclure la fonction de corbeille virtuelle sur une interface? Un juridisme étroit en la matière ne peut qu'avoir des résultats catastrophiques. C'est comme si l'on s'avisait de privatiser le théorème de Pythagore, le chromosome 33, on le car-

Cependant, cet article a été retenu à Genève, avec la formulation finale suivante: « La protection prévue s'applique aux programmes d'ordinateur quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression », tempérée par l'adoption d'un article préalable soulignant que « la protection au tirre du droit d'auteur s'étend aux expressions et non aux idées, procédures, méthodes de fonctionnement ou concepts

mathématiques en tant que tels ». L'alerte a été chande. Mais le débat reste entier. La « corbeille » est-elle une idée ou l'expression d'une idée ?

La reproduction transitoire et les mémoires caches

Dans la pratique actuelle, on considère implicitement qu'une page mise sur la Toile est librement consultable par quiconque : c'est le principe même d'Internet. Cela implique évidemment plusieurs « copies » transitoires, dans les mémoires des fournisseurs de services Internet ou dans les mémoires vives (RAM) chez l'utilisateur. Doit-on considérer cela comme une « reproduction »? Si oui, les ayants droit pourraient s'attaquer alors à discré-tion aux maillons faibles : les fournisseurs de services Internet, en les rendant responsables de la « reproduction » illégale d'informations, alors que cenx-ci n'ont ancune possibilité de contrôler les contemus qui transitent per leur intermédiaire. Les utilisateurs qui se contenteraient de « feuilleter » une page de serveur seraient aussi en infraction. De plus, les robots automatiques de recherche qui doivent; ponvoir analyser et reproduire tout ou partie des pages disponibles sur le Web semient illégaux. Ces précienx knowbots seraient mis d'un coup hors-la-loi:

Cette affaire rappelle le procès intenté en 1984 à Sony par Universal et Walt Disney pour complicité en matière de violation du droit d'anteur : l'entreprise japonaise avait vendu des magnétoscopes Betamax qui ponvaient (comme tout magnétoscope) enregistrer des films produits par les plaignants. La Cour suprême les débouts en faisant référence à l'usage loyal (fair use) à des fins d'adaptation boraire.

L'article 7 de la proposition de l'OMPI - en considérant comme une « reproduction » toute copie numérique, directe ou indirecte, transitoire on permanente - per-mettait une dérive équivalente. Il portait même en germe la « destruction d'Internet», si l'on en croit la déclaration commune, en date du 6 décembre 1996, de firmes comme AT&T et MCI, mais aussi American On line (AOL), CompuServe ou Netscape. Devant les nombreuses oppositions, cet article fut abandonné. La conférence de Genève a adopté à ce sujet une « déclaration », sans force juridique contraignante, soulignant que la simple fourniture de moyens physiques pour rendre possible ou pour effectuer une communication ne constitue pas en soi une communication: les utilisateurs, les fourmisseurs de services et les opérateurs de

(1) Le Monde diplomatique organise, autour de ce problème du droit d'autour et du domaine public, un débat sur son site Internet (voir p. 25) et une table roude dans le cadre du Salon imagina (voirautoure ci-courre).

(2) Cf. Garrett Hardin, «The Tragedy of the Commons.» pp. 16-30, in Garett Hardin et John Baden, Managing the Commons, W. H. Freeman, New York, 1977.

(3) Cf. le site de l'OMPI : http://www.wipo.org/







dril du public



1984) est allé junt reconnaire la Républe arabe sahraouie déaux tique (RASD). Déaux qui erca des tensions ne le Maroc et précine t perte.

réseaux l'ont échappé belle ! La tentative est toutefois révélatrice de la stratégic à

Qu'est-ce qu'une banque de données ?

La directive de la Commission de l'Union

européenne sur les banques de données,

adoptée le 11 mars 1996, donne cette défi-

nition: « Une banque de données est un recueil d'œuvres, de données ou d'autres

éléments indépendants, disposés de manière systématique ou méthodique, et

individuellement accessibles par des

moyens électroniques ou d'une autre

manière (4). » Il fant noter que cette définition o'insiste pas sur la nécessité pour une telle compilation de « constituer un travail

original de création » pour mériter une protection. Tant la directive européenne

que le traité sur la propriété intellectuelle

relative au commerce (Trips) de l'Accord

général sur les tarifs douaniers et le

tion mondiale du commerce (OMC) qui la

remplace, le mentionnent explicitement :

cette protection ne pent s'appliquer aux

données elles-mêmes contenues dans la

Cependant, cette restriction est, en fait,

invalidée par la création d'un nouveau

droit de propriété intellectuelle, le droit dit

sui generis. Ainsi, l'article 7 de la directive

européenne stipule : « Les Etats membres prévoient pour le fabricant d'une base de

données le droit d'interdire l'extraction et/oxi la réutilisation de la totalité ou d'une

partie substantielle, évaluée de façon qua-

litative ou quantitative, du contenu de

celle-ci, lorsque l'obtention, la vérification

ou la présentation de ce contenu attestent

un investissement substantiel du point de

L'alinéa 4 enfonce le clou : cet article

s'applique sans considération du caractère

protégeable ou non des données. Par

exemple, des données publiques collation-

nées et présentées par une entreprise privée

se trouveraient ipso facto privatisées.

vue qualitatif ou quantitatif. »

commerce (GATT), repris par l'Organisa-

Les banques de données

Au lendeman ie a antiver an pouvoir lendenel Manouya Ould in annonça une politique is stricte neutralité du la c conflu fratricité du la c occidental. S'il n'és occidental. S'il n'ésig question de revenir se l reconnaissance de l RASD. Nouskthe renouait les relations de matiques avec le March probleme du Sahara to dental entra ensur la une phase plus diplantique, sous l'égide à l'ONU, avec l'acceptant du plan de paix (1988), at cessez-le feu (1991) L région connu mète : bref état de grace en 198 avec la creation de l'in du Maghreb arabe (blu qui rassemble les cimpe d' Afrique du Nod

- L'élaintration de listes électron afin d'enganiser un référendent me determination bute sur les nomes · financies soulevés par Raba a le M. suriere outscients de leur enjeuchinis rappelle un observateur de l'ONT. parte Aussi le Conseil de sécuré se matement suspendu, au mois de gr 1000 les opérations de recensements montations sabrasuies. A Nontag en craint une reprise des ataqua à frilirano, et un redoute que les mes marocautes entrent sur le tente r-Aurul pour exercer un dreit à 28

Les relations avec l'Africe me resteur fragiles. La comesizione Plante de la frontière, mais saunt marsacres de Négro-Africans a le mante pur de Maures au Seign sin les expulsions massives de para d'autre out provoqué la repuzidant tem entre les deux pays en sa 198 Leur retablissement et la maempla d un plut spécial d'insertion às tits gies (PSIR) n'ont pas eners bonis regienent des préjudices materix per ter quelque 60 000 Maurinas dir

aren au Senegal. As ec le Mah, la satuation es magie par le retour dans ce pays des losses et des Maures. Quelque 12000 pe worker avaical ful, surroul dask and est de la Mauritanie, après les masses expetres, à partir de 1990, pe l'and er les unites des puisans sonné la irme application de l'accord since 1972 entre les Tournegs et le 200728 trant de Bantako n'a peras kus ishisement de la pars qu'ai dia è LANGER PROPERTY

1.3

2992

La reprohation internationale ala des massacres de Negrado tante, tutos surtous l'isoiemes piol there do Cioffe out umene le printe that Ties a tru changement is pe-"yes. Many le pays reste enclar Time des somes les plus confidents A Minque, et sa stabilità depend s ande partie, de l'apasement des specificationales.

Mary Carrier Committee Committee Com-

The Property of the State of the Committee of the Committ The Company of Manager of Property of the Company o the state of the s The second secon

- chronologiques

the second of th

Stange one of the state of the specific terms.

State of the state

and the second of the second o

and the second of the second o

the first of the second second

The second of th The second secon

The second section is the second seco

The second secon

The second secon

The second secon

au rythme des technologies nouvelles. Deux semaines plus tard, dans le cadre d'une réu-

\* Ameur de Rebels Against the Puture; The Luddies and Their War on the Industrial Revolution: Lessons for the Computer Age, Addison Wesley, Boston, Mas., 1995.

L'alinéa 5 va encore plus loin en affir-mant: « L'extraction evou la réveilisation répérées et systématiques de "parties non

le droit du public à l'information

INTELLECTUELLE, MENACES SUR INTERNET

Le public pourrait être obligé de payer pour disposer d'informations du domaine public. En France, e'est déjà le cas : le Journal officiel, que nul o est censé igno-ter, est accessible per Minitel... au prix de 5,48 F la minute! Ce qui est à comparer avec la politique de mise en ligne systématique et gramite sur internet des informations gouvernementales et législatives américaines. Voilà qui est particulièrement

Les informations contenues dans ces sans préjudice pour le citoyen. Les sous-traitants privés qui gérent ces bases de Information Act aux Etats-Unis.

La directive européenne garantit un droit de fair use limité à l'enseignement et à la recherche scientifique. Mais rieu ne garantit au citoyen l'accès à des informa-

substantielles" des consenus de la base de données (...) ne sons pas autorisées. » Ainsi les données elles-mêmes, parties non substantielles, se trouvent protégées dès lors que l'on cherche à les « réutiliser », ce qui est bien le moins lorsqu'une donnée est particulièrement importante ou significative. La directive européenne ressemble sur ce point à un magnifique cadeau fait sans contreportie aucune à l'industrie de

préoccupant à un moment où l'Etat se « désengage » et cède beaucoup de ses bases de données à l'industrie privée pour

bases appartienneot de plein droit au domaine public. L'Etat ayant le monopole de la collecte de ces informations publiques, il ne saurait s'en désintéresser données publiques ne devraient pas devenir de ce fait « propriétaires » des données elles-mêmes ou, ce qui revient au même, du droit exclusif d'en disposer. De plus, ce type de disposition peut avoir des conséquences plus graves encore, en empêchant que soient librement accessibles des informations publiques « sensibles » que l'Etat aurait intérêt à garder cachées évitant ainsi la pression de lois comme le Freedom of



tions publiques qo'il aurait d'ailleurs contribue à payer avec ses imposs. De surcroît, la durée de propriété. Limitée sur le papier à quinze ans, est facilement exten-sible à l'infini, par la remise à jour partielle des bases, ce qui cree ainsi un droit à perpétnité. Cette directive européenne, déjà adoptée, doit être appliquée à partir de 1998. En revanche, à Genève, le concert des protestations concernant cette proposition de l'OMPI pour un traité sur les bases de données a été si puissant que la proposition (reprenant en substance les mêmes idées que la directive européenne) o'a même pas été discutée. Une oouvelle conférence sera convoquée à ce sujet en 1997. Il faut demeurer vigilant.

Le « fair use » en danger

M. Vint Cerf. I'uo des ioventeurs d'Internet, ancien président de l'Internet Society, travaillant maintenant à MCL déclarait il y a peu: « Jusqu'à présent, même les maximalistes, partisans du contrôle le plus strict, devoient reconnaître le fair use et permettre la copie pour usage personnel. Car comment faire autrement? Avec une police du copyright frappont aux portes? Impossible. Mais à l'ère numérique, il y a un outil idéal pour cela: l'ordinateur. Tout le monde se souvient de l'« agent d'enregistrement en ligne » de Microsoft. Une fonction similaire pourrait enregistrer was ce qui se passe sur votre disque dur. »

On frémit à l'idée de robots planétaires surveillant en permanence, bit par bit, les flux de contenus, pour faire valoir avec précision les reversements induits. Une belle victoire en perspective pour les ayants droit, une terrible défaite pour les libertés publiques : le spectre du Cyber Brother prenant soudain une réalité terri-

L'attaque contre le fair use se fait également de manière oblique. L'article 13 de la proposition de l'OMPI proposait de renforcer l'application du droit d'auteur en permettant l'interdiction des machines ou des logiciels qui rendraient possible la

copie non légale. Cela aurait comme conséquence immédiate d'affecter les bénéficiaires des exceptions reconnues, et notamment ceux qui en ont le plus besoin comme les pays en voie de développemem, en diminuant la possibilité d'appliquer effectivement les droits liés au fair use, sous prétexte d'empécher les usages

L'article adopté finalement prévoit des sanctions juridiques efficaces contre la neutralisation des mesures techniques . mises en œuvre pour empêcher des copies illégales. Moralité : les copies + légales + comme la copie privée, ou la copie à des fins de recherche ou d'enseignement seront de ee fait plos difficiles, voire impossibles, à faire.

En conclusion, voici une proposition de stratégie positive de défense du domaine public. Différents projets, comme l'Alliance globale de l'information (5) ou l'« Initiative pour une bibliothèque oumérique globale », visent à renforcer l'acces-

sibilité du domaine publie de l'information. Le domaine-cle d'intervention devrait ètre celui des informations et des œuvres échappant o priori à tous les problèmes de droits d'auteur, soit parce qu'elles sont déja dans le domaine public du fait de leur date de publication, son parce qu'elles ont été produites par des organisations publiques ou académiques essentiellement préoccupées de diffuser au meilleur coût ces informations d'intérêt général. Uo nombre croissant d'auteurs sont prèts à laisser diffuser grammement leurs travanz à condition que leur nom leur soit bien associé et que l'intégrité des textes soit garantie. Cela correspond au concept de copyleft, L'Unesco a le projet de promonvoir la généralisation de conservatoires virtuels d'œuvres artistiques ou intellectuelles tombani dans le copyleft, accessibles librement en ligne, et pourrait exercer son patronage moral pour garantir l'enregistrement et l'autheotification des œuvres ainsi déposées (6).

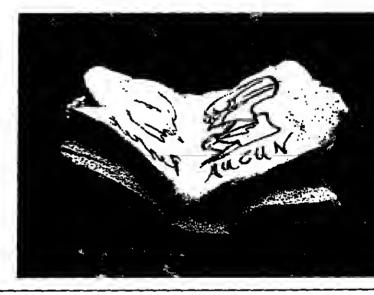
L'idée est simple : plus il y aura d'informations publiques et granites en ligne, plus le marché devra en tenir compte dans sa propre politique de tarification. Ainsi, le fossé croissant entre inforiches et infopauvres aura plus de chances de se réduire, PHILIPPE QUÉAU.

Les illustrations sont reprises d'une série de terres amallées réalisées par Pierre Alechinsky et Hans Splaner en 1994 et intimées « Livres néolithiques » [Galerie Lelong, Parist

(4) Cf. http://www2.echo.lu/legal/fr/proprint/ asedonn/basedonn.htm)

(S) Cf. le sue de la FID: http://fid.conicyt.cl: 8000/giaopen.htm

to i Un groupe de travail imermational de hant niveau devrait être organisé sur ce sujet, visant à documenter et à renforcer ce droit de l'homme fondamental : le droit à l'information, à son accès universel et « équitable », à va libre circulation. Il pourrait être créé à l'issue de la conférence inforéthique, organisée par l'Unesco à Monte-Carlo en mars 1997, http://www.unesco.org/s80/cii/ethicala



# Résistances américaines aux nouvelles technologies

KIRKPATRICK SALE \*

'AN damier, le Centre internationel d'enalyse des technologies, una « boîts è idées » (think tank) de Washington, crée la société Jacques Ellul et lui donne comme but d'honorer la grand philosophe connu pour son hostilité eu « progrès » (1/. Dans ce but, alla va charchar è réunir des écrivains comme Wendell Berry et Jerry Mandar (2), des écologistes comme Edward Goldsmith (3), des penseurs milltants comma Helena Norberg-Hodga et Vandane Shiva (4). Et à établir la légitimité d'una résistance aux changaments induits par la technologie. En avril prochain, à San Francisco, cette société consacrera sa deuxième réunion à l'élaboration d'une déclaration d'objectifs et à la désignation des auteurs qui rédigeront una séria da Livres blance sur les problèmes de la technologie moderne.

Cette rencontre eura lieu juste une semaine après que le Forum international sur la mondialisation, un comité de chercheurs et de militants, eut organisé une serie de cours consacrés aux dangers nes de l'approche occidentale du développement. Et an particulier à ceux d'une aconomie internationale de plus en plue tributaire d'un système financier qui vit

nion d'un jour consacrée à « la simplicité volontaire », un centre new-yorkais d'éducation pour adultes, la Learning Alliance, s'intéressera aux moyens de résister à la société de consommation, à l'autosuffisance, à la promotion des économies

Trois rassemblements, trois occasions qui, audelà de leur diversité, ont en commun una hostilité au type de modernité qui se propage et una voionté da privilégier l'économie locale et le développement durable. Inspirée des briseurs da machina de la première révolution industrialle (5), cette nouvella force politiqua, ca mouvement enti-tachnologique charche à populariser un « nouveau luddisme |6) ». Meis, pour reprendre les termes d'un manifesta eppelant, en avril 1996 an Ohio, à la tenue d'un second congrès luddita, il s'agit pour le moment d'« un mouvement non hiérarchisé da résistance passive à la société de consommation et aux technologies de plus an plus bizarres et effrayantes de l'ère

La palette de ce « mouvament » est aussi large que possible. Il comprand d'abord caux qui, an particulier depuis la généralisation du microprocesseur il y a une vingtaine d'années, ont vu la technologie transformer la monda à un rythme si rapida qu'ils ont le sentiment que laur existence échappe à la fois à leur compréhension et à laur contrôle. « Nous n'avons rien à perdre qu'un mode de vie qui aboutit à la destruction de toute vie », expliquent-ils. La galaxie comprend aussi tous ceux qui ont perdu, souvent temporairement, perfois definitivement, laur amploi (43 millions depuis 1979, soit 40 % de la force de travail eméricaine) parce que les nouvelles technologies ont randu leur activité inutile ou ont permis è leur entreprise de la délocaliser. Elle comprand anfin las victimes d'une agresaion technologiqua, qu'il s'agisse da l'empoisonnement par les pesticides, des consequences d'une irrediation, de le déforestation, de la construction de barrages gigantesques, da l'urbanisation rampante ou de l'épuisement de la flore et de la faune, terrestre et maritime. Récemment, ce mouvement e eu recours au type de violence qui rendit célèbre les premiers

San Francisco sert de siège au Forum internationai da la mondielisation. Largement soutenu par la Fondation pour l'écologie radicale (Foundation for Deep Ecologyi, le forum se soucie surtout d'alerter des dangars des traites de libre-échanga comme l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) et l'Accord générel sur les tarifs douaniers et le

Harris Santa Carlo

commerce IGATT) - remplacé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) - et des pratiques qui en découlem : agrobusiness et biotechnologie. Les entreprises multinationales constituant sa cible principale. Par des prises de parole et des menifestations, le forum cherche à redonner vie à la vieilla tradition luddita d'offansive contre les exces de l'industrie. La science-fiction et ses évocations d'une technologie devenue folle ont permis de populeriser certains des themes actuels des néoluddites, dont l'hostilité au nucléaire 17).

#### Sabotage des machines

I NE nuée d'organisations se préoccupe surtout de défendre les victimes des dérives scientifiques : amieme, radiations subies par les anciens combattants, déchets nucléaires, contaminations alimentaires, gavage aux hormones, incineration et nouvelles technologies. S'inspirant de la riche tradition des luddites, les militents écologistes, en particulier ceux du mouvement Earth First, se sont montrês les plus actifs, protestant contre des projets de barrage, de déboisage, de construction de routes, d'électrification, d'expérimentation animele et eutres « crimes écologiques », parfois en sabotant les machines (ecotage), en bloquant les routes, an rendant dangereuse la coupe des arbres.

Aucun aperçu du mouvement néoluddite eméricain ne serait complet s'il ne memionnait la personnage d'« Unabomber » (M. Theodore Kaczynski), que ses bambes meurtrières, ses proclamations anflemmées et l'interminable traque par le FBI (dixsept ans) ont rendu mondialement célabre. Au point d'en faire un heros pour quelques-uns. Le fait qu'il n'ait pas été imité indique cependant essez que ses méthodes (une quinzaine de colis piégés qui ont tué trois personnes et en ont blessé vingt-troia lui sont imputés) sont mal acceptées. Toutefois, les emissions da débat, les lettres de lecteurs, sans oublier... les sites Internet (8), démontrent aussi que beaucoup comprennent et partegant les objectifs d'« Unabomber », un homme qui refuse les technocation économique et de destruction de l'environnemant. Peu après la publication du manifeste de M. Thaodore Kaczynski (9), le magazine New Yorker expliquait même : « E Pluribus Unabomber : il y e un peu d'Unabomber dans chacun de nous. »

Il est presque impossible d'établir les effectifs du camp néo-luddite. Un cherchaur russe estimait il y a cinq ans qu'en Europe et en Amerique entre 50 et 100 millions de personnes eveient « rajete l'epproche scientifique, technocratiqua et cartésienne ». Rien qu'aux Etats-Unis, près de la moitié de la population s'avoue effrayée par l'offensive des nouvelles technologies qui submergent son existence. Mais le nombre de ceux qui se disent prêts à felra de la technologie l'ennemi principal et, de concert avec leurs amis et voisins, à lui résister, resta infiniment plus modeste. L'ennée dernière, des publications comma Newsweek (« Les Juddites reviennent »] et Wired (« Le retour des luddites ») ont néanmoins reconnu l'axistance de ce mouvement. Reste à savoir si le rouleau compresseur de le « modemité» la condamnera, comme son prédécesseur, à une défaite sans gloire.

1) I lucque. Ellul. Le Bluff rechnologique, Hachene, Paris, 1988. 121 Il est l'auteur de Four Arguments for the Elimination of Television et. de In the Absence of the Sacred, Sterra Club, San

131 Lire Edward Goldsmith » Une seconde jeunesse pour les ors coloniaux ». Le Monde diplomatique, avril 1996. (4) Lire Vadana Shiva. Ethique et agro-industrie, L'Harmattan,

(5) Lire Kirkpatrick Sale, Rebels against the Future; The Luddues and Their War on the Industrial Revolution: Lessons for the Computer Age, Addison Wesley, 1995 et Edouard Palmer Thomp-son. La Formation de la classe ouvrière anglaise, Le Seuil, Paris,

(6) Le • luddisme » fut, au Royaume-Uni, principalement entre 1811 et 1814, un mouvements de tisseurs qui, menacés par la meca-

(7) Aux Eints-Unis, le mouvement écologiste, qui a su expliquer le lien entre militarisme larme atomique, pollution (déchets) et autoritarisme (secret de la prise de décision) a contribué à ce qu'aucune centrale nucléaire n'ait vu le jour depuis 1978.

(8) On en compte soixante-trois à ce nom... (9) Pour de larges extraits, cf. The New York Times, 2 soft 1995.

## QUELLE PLACE POUR L'EUROPE DANS UN DOMAINE STRATÉGIQUE ?

# Mondialisation accélérée de la science

'EST leur potentiel de recherche et leur aptitude à le traduire rapidement en innovations qui constituent le socle de la puissance des entreprises et des Etats. Si l'hégémonie scientifique des trois pôles de la Triade (Amérique du Nord, Europe et Japon) reste écrasante, elle ne saurait occulter la progressive émergence des pays d'Asie orientale notamment de la Chine -, qui ne se contentent plus d'exploiter commercialement leurs faibles coûts salariaux. Dans la redistribution des cartes qui s'amorce, l'Europe aurait bien besoin, dans ce domaine comme dans d'autres, de se doter d'une vision stratégique.

Par PIERRE PAPON \*

Trois exemples récents témoignent de la mondialisation accélérée de le science et de la technologie : les négociations au sein de la Triade (Europe, Etats-Unis et Japon) sur le financement de la construction d'un collisionneur de particules - le LHC (Large Hadron Collider), dans le cadre du laboratoire européen de physique des particules (CERN); celles sur le futur réacteur thermonucléaire expérimental (ITER); et, enfin, les difficultés pour adopter des règles européennes communes en matière de brevets pour les hiotechnologies. Il s'agit d'un phénomène dynamique : des positions de force dans une discipline scientifique ou un secteur technologique peuvent s'acquérir ou se perdre, des stratégies nationales s'affirmer ou se déliter (1).

Les dépenses nationales de recherchedéveloppement (R&D) fournissent une première évaluation des potentiels scientifiques et technologiques des Etats. Elles étaient estimées, pour l'ensemble du monde, à 25 milliards de dollars en 1992, dont 83 % effectuées par les pays de la Triade: Union européenne (28,3 %), Etats-Unis (38,5 %), Japon (15,8 %). Le reste de l'Asie industrielle (dont l'Inde) contribue seulement à hauteur de 9,5 %, et les Etats de l'ex-URSS de 4 %.

\* Président de l'Observatoire des sciences et des techniques, Paris; auteur de Le Sixième Continent, Géopolitique des océans, Odile Jacob, Paris, 1996.

Les indicateurs de la production scientifique et technologique mettent également en évidence le poids écrasant de la Triade : elle e produit les trois quarts des publications scientifiques mondiales en 1993, et elle a déposé 90 % des hrevets américains (c'est-à-dire déposés aux Etats-Unis) et 93 % des hrevets européens. L'Amérique latine représente un peu moins de 1 % des dépenses mondiales et 1,4 % de la productioo scientifique, et l'Afrique seulement 0,5 % et 1,2 %. Le poids technologique de ces deux sires géographiques, mesuré à l'eune des hrevets, est, lni, quasiment insignifiant (0,2 % en part mondiale pour cha-

Il est cependant nécessaire d'aller au-delà de ce constat (2). Ainsi, le Japon ne représente que 8 % du total des publications, car il s'est nettement orienté vers la recherche technologique et industrielle. Le poids de sa production scientifique et technologique e cependant progressé de près de 20 % ces dix dernières années.

Le panorama s'est considérablement modifié durant cette période, l'effoodrement (de 8,4 % à 4,8 %) do potentiel de recherche des Etats de l'ex-URSS, ootamment de la Russie, et la très nette montée en puissance des peys d'Asie orieotele - doot la Chine - constituant les événements les

plus notables. De 1982 à 1993, la pro-duction scientifique de la Chine a, en effet, été multipliée par 3,5 (elle partait, il est vrai, de has) et celle des nouveaux peys industriels d'Asie (Corée, Taïwan, Hoogkong, Singapour et Malaisie) par 4. Les progrès de ces pays sont eussi significarifs dans le domaine de la technologie.

Les succès du Japon dans des secteurs comme les composants électroniques et les télécommunications, les transformations provoquées par les technologies de l'information dans les systèmes de production, ainsi que les perspectives onvertes par les hiotechnologies ont fait émerger le concept de « technologies critiques » on « techno-logies-clés ». Il s'agit, en fait, de technologies qui commandent le développement de larges seeteurs de l'industrie : composants électroniques, informatique, nouveeux metériaux, génie génétique, etc. Le Japon les a depnis longtemps intégrées dans sa stratégie industrielle ; plus récemment, les Etats-Unis, suivis par certains pays européens stimulés par la crainte de perdre pied dans la compétition inter-

En France, le ministère de l'industrie e publié, en 1995, les résultats d'une enqoête sur une centaine de technologies-clés - de l'électronique au bâtiment et eux travaux publics (BTP) – complétée par une étude des hrevets européeus dens les dix domaines techniques correspondants, effectuée par l'Ohservetoire des sciences et des techniques (3). Cette enquête moutre que, eo 1993, la recherche industrielle des quinze pays de l'Union avait produit 45,4 % des brevets européens (toutes technologies confondnes), les entreprises et les laboratoires américains 28,1 %, et le Japoo 19,7 %. Si les pays du Vieux Contineot distancent aussi oettement les Etats-Unis, c'est qu'ils veillent à protéger leurs inventioos sur leur propre marché. En revanche, si on se limite aux seules technologies-clés, et même si le classement reste inchangé.



PORTRAIT DE CHERCHEUR DU CNRS (Laboratoire des signant et systèmes

on constate que les Etats-Unis gagnent près de 10 points (36,6 % des brevets), alors que l'Union européenne en perd 6 (39 % des hrevets), la part du Japon se tassant légèrement.

Une analyse plus fine montre que l'Europe est en position de force dans le secteur du bâtiment et des travaux pohlics (BTP), les procédés industriels et surtout les transports terrestres. A l'opposé, clle est distancée dans l'andiovisuel, les télécommunications, l'informatique, ainsi que les compo-sants électriques et électroniques (4). Dans ces derniers domaines, elle est dépassée par les Etats-Unis et/ou le Japon. Dans le secteur des biotechcologies, elle est fortement dominée par les Etats-Unis.

Au sein de l'Europe, la France se clés (9,10 % des brevets) que sur l'ensemble des technologies (8,3 %). Elle apparaît ainsi spécialisée dans les domaines définis comme stratégiques, à la différence de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Elle se trouve cependant en position de faihlesse dans les hiotechnologies, au sens large du terme, ainsi que dans l'andiovisuel et les télécommunications.

A l'échelle mondiale, l'analyse des parts de marché dans les techniques de pointe corrobore les données précédentes. Ainsi les Etats-Unis disposentils de presque la moitié du marché

international de l'aéronantique et de près de 20 % de celui des composants électroniques et du matériel informatique. L'Union européenne se distingue dans les produits pharmaceu-tiques (30 %), l'aéronautique (25 %) et la chimie (16,7 %), alors qu'elle est dominée en électronique (8,7 % dn marché). La position du Japon, très forte en électronique (23,2 % du marché) et eo traosports terrestres (21,8 %), est quasiment inexistante en aéronautique.

Le poids des firmes multinationales o'est pas négligeable. Ainsi, en 1993. 16 % des brevets européens déposés par des firmes françaises ont été mis au. point dans les laboratoires d'une filiale à l'étranger. Cette proportion n'est que de 9 % pour l'Allemagne, mais elle atteint, en revanche, 22 % pour le et les Pays-Bas.

La croissance continue des coûts des grands investissements (accélérateurs, réacteurs uncléaires et thermonocléaires, satellites), la multiplication des champs d'investigation – rendant indispensable la collaboration interdis-ciplinaire –, l'impact croissant des technologies de l'informatioo favorisent la coopération internationale. En témoigne, entre autres, la création, il y a quelques aunées, au sein de l'OCDE. do Forum Megascience, qui vise à mieux organiser la recherche internationale autour de grandes machines.

#### La montée de l'Asie-Pacifique

O N perçoit aisément les progrès de la coopération scientifique internationale dans les publications. Selon nne étude britannique, 10,5 % des articles publiés en 1994 par les laboratoires britanniques avaient un coanteur européen (au lieu de 4,8 % en 1981) (5). De fait, coopération et compétition constituent les deux faces d'une même tendance à la mondialisation, qui fait apparaître deux puissances te giques majeures, les Etats-Unis et le Japon, cependant que montent en puissance les pays asiatiques. Elle pose donc le problème de la place future de

Ce devrait être l'enjeu du débat sur le prochain programme-cadre de le recherche et du développement technologique (PCRDT) de l'Union euro-péenne (1998-2002). Si le hndget communantaire de R & D représente seulement environ 4 % des dépenses publiques de recherche des Etats membres, ses effets vont hien au-delà de ce pourcentage. Ainsi, une enquête (6) montre qu'en France, sur la période 1988-1994, les financements européens ont représenté 1,2 milliard de francs par an, soit plus de la moitié des crédits de recherche incitatifs accordés par l'Etat aux laboratoires publics et privés (2 milliards de francs par an). Dans le même laps de temps, la Commission de Bruxelles e financé 5 000 projets de recherche auxqueis ont participé quelque 25 000 laboratoires d'universités et d'organismes publics et privés. La création de ces multiples réseaux constitue

Said de parties de la constitución de la constituci

un acquis insuffisamment souligné de la

coopération européenne. En fait, l'Europe a besoin de se doter d'une vision stratégique : à la fois stimuler and recherche fondamentale ouvrant des voies nouvelles et élaborer des programmes cohérents qui augmentent la compétitivité de ses entreprises et qui renforcent les politiques publiques dans des domaines comme la santé, l'environnement, les transports, etc. Il serait paradoxal qu'elle ne mobi-lise pas son potentiel, en particulier en sciences sociales, pour mettre en évidence les composantes de son identité (7). Il y va de sa place dans une mondialisation qu'elle peut tenter de maîtriser an lieu de la subir.

(1) Lire, en particulier, Science et technologie. Indicateurs, rapport de l'Observatoire des sciences et des techniques, Economica, Paris,

(2) Les cunils de mesure sont loin d'être parfairs. En particulier, l'utilisation d'une base de données recensant uniquement les queique 3 500 revuer scientifiques considérées comme de niveau inter-national contribue à minorer la production des

(3) Les 100 Technologies-Clés pour l'industifrançaise à l'horizon 2000, ministère de l'industrie. La Documentation française, Paris, 1996. (4) = Des technologies-clés pour l'avenir », La Lettre de l'OST, nº 10, janvier 1996 (93, roe de Vaughard, 75006 Paris).

(5) The Changing Shape of British Science, université de Sussex, Brighton, 1995.

(6) Regina Gusmao, Recherche nationale es recherche communantaire. Un regard sur l'engagement français, thèse de doctorat, Conservatoire national des arts et métiers, Paris, 1996. (7) Fondation européenne de la science, ramework Four, Strasbourg, 1996.





war affinde emprerate de casions france anales - au debut de la crise de Those, a l'era 1980, familie le déclenche sunt d'une répression dingée essenregisement contre les islantistes encorsegres par la sectione du FIS algérier un Alegari de inunicipales de jum 1990 Mary la cambine infermile n'a pasper sey! Sun, containe beaucoup le craies. the firece upon contection sangiame an -- gristes Nombre d'hommes polcomme, qui avaient ferme les jeussi the transfer and estamates, derron is meer involution serent, a leur mit.

(10) 为二年数年六

min mark un'upani oup sont cres. gar de 700 1995. " on resultate - 4 (RX) stores from it 4,77 or & paner l'emposition - sont et an especiale contains the arrest ha Melianuci Mounda, le previent the day werd bounded ablom mes-\* von - tielle a l' « arrown du enzige ere - free lettre ouvers entique a

- from Her. All entraine son cross-

Commence of the second second second second second Comment agent and Konder Tangelin, 2011. A second content of the content of th

the second of the second second second second second

refere. Astas des dirigeants de MDS

... (a june de miel avec le peason

The second of th The state of the s

asphyxiée, of the last process of the first

the sea to all the distributions

 $\omega = \{\{r\} \in \mathcal{L} : \{r\} \in \mathcal{U}(n)\}$ 

.....  $g \in \mathcal{C}_{k}^{\infty}$ 

. . .

,,,,,,,,,

11.1

 $\varphi \in \mathbb{R}^{n}$ 

; ...·

100

. . .

The second second second second or to Monte to Monte and there et al. free stand, and old theretake The state of the s TOTAL IN THE THE COURSE COURSE represented full fact of his as randa, so the laterage and set the second of th

The second secon

A STATE OF THE STA

The second secon

at the organism of dutie Time Serve the defended attended the 1 1 page 1, 25 mg St market el some communication communication of the second communic Control of the Contro Town the production of the second The second secon

MARSEILLE, Le mardi 4 février à 19 heures, à l'Ecole de journalisme et de communication, 21, rue Virgile-Marron, réunion des Amis de la région marseillaise pour élaborer un programme d'activités. (Contact : Dominique Pons. Tel.: 04-91-03-89-26.)

CERGY-PONTOISE. Le mardi 25 février à 20 h 30, Riccardo Petrella invite les Amis du Val-d'Oise à le retrouver à la cafétéria du Théâtre 95. allée du Théatre, Cergy-Pontoise, avant la conférence qu'il donnera à 21 heures sur le thème « Mondialisation et compétitivité: adaptation ou maîtrise » (Contact : Catherine Hérengt. Tél. : 01-30-38-11-99.)

Jean-Jacques Gandini. Tel.: 04-67-52-75-00.)

# Le Tchad entre Nord et Sud

PRÈS avoir longtemps nié (par fierté nationale?) l'existence de conflits intrinsèques à la société tchadienne, pour imputer aux immixtions exténeures - particulièrement françaises -la naissance de la guerre civile en 1965 et sa généralisation en 1979, appeler enfin un chat un chat représente un pas considérable. Celui-ci fut franchi à l'occasion d'un colloque, « Le conflit Nord-Sud, mythe ou réalité ? » (1), dont les communications viennent d'être publiées (2). Leur teneur suscite enfin un certain optimisme.

Beaucoup estiment nécessaire de reve nit, sans langue de bois, sur un passé lointain on récent, encore génant pour tous, et que l'on aimerait exorciser. Il s'agit d'abord des conditions de la mise en place, après un bref « âge d'or » démocratique de 1956 (loi-cadre Defferre) à 1962, du régime de parti unique, grâce à la lâcheté d'élites soucieuses de se ranger du côté du plus fort (François Tombalbaye) pour s'assurer une participation au pouvoir, mais qui furent broyées par la machine qu'elles avaient contribué à installer.

. Il s'agit aussi du conflit traditionnel entre les populations du Nord, composées de pasteurs nomades, musulmans, aux vieilles traditions guerrières, et celles du Sud, formées d'agriculteurs sédentaires, non islamisés, sans culture militaire, subissant les razzias des premières et contraintes à leur payer tribut.

ES analyses divergent ensuite sor la nature réelle de ce conflit maintenant, Pour certains, ce clivage Nord-Sud n'est deveno explicite que par le regard de l'administration coloniale tout d'abord, par l'inversion, à l'indépendance, des rapports de domination – les « sudistes » senls ayant accepté l'« école du Blanc » –, par l'utilisation intéressée, enfin, qu'en firent très vite les « politiciens » tchadiens. Pour d'autres. il s'agit bel et bien d'un conflit ancestral aux fondements objectifs, dont il convient de reconnaître enfin la réalité au moment de fonder des institutions renonvelées.

Dès lors, le début de fond se centre sur le problème de la forme de l'Etat tchadien. Deux écoles s'affrontent. Pour les uns. tenants de la conception jacobine qui tralisé et autoritaire - imprégna durant trente ans les pouvoirs africains, la formation de la nation doit être « tirée » par des institutions de type unitaire, mant les clivages régionaux pour mieux les fusionner dans l'application d'une loi uniforme : la création de collectivités décentralisées jusqu'ici inconnues au Tchad - est néanmoins proclamée nécessaire.

Pour les aurres - étonnamment nombreux pour qui se souvient de l'unanime concert de protestations soulevé, il y a encore quinze ans, par toute suggestion fédérale - le réalisme doit enfin l'emporter sur les incantations. Le fédéralisme leur apparaît comme la seule méthode pouvant

permettre une cohabitation pacifique de deux ensembles culturels aussi éloignés l'un de l'autre, et que tant de ressentiments Objectifs séparent. Des propos naguère inconcevables traduisent une réelle avancée des esprits ces dernières années : « A ceux qui brandissent le spectre de la division du pays pour diaboliser la Fédération, nous disons que trente ans de tromperie, de leurre, ça suffit! > « C'est la dispute autour du pouvoir central qui nourrit le conflit Nord-Sud. »

U-DELÀ de la question de la forme de A U-DELA de la question de la nature du pouvoir est aussi abordée. Si la plupart des intervenants placent encore leurs espoirs - à l'instar, malheurensement, de l'opinion africaine majoritaire - dans l'émergence de dirigeants enfin bons, moraux, suscitant autour de leur actiun éclairée un consensus, certains, plus au fait des fondements du pouvoir dans les démocraties libérales, expliquent avec lucidité que le pouvoir moderne n'est que « l'ordonnateur et l'arbitre des querelles entre les hommes », chargé d'« élaborer des compromis ». Il importe dès lors, pour eux, de rompre enfin avec un mythe unanimitaire qui a détruit les Etats africains, au profit d'une « représentation des diversités ». Même minoritaires lors du colloque, de telles analyses traduisent un réel mûrissement de la réflexion. One de tels échanges aient eu lieu, entre des hommes dont certains ont reconnu se hair avant cette rencontre, montre que le pire n'est jamais sûr.

A l'intérieur de chacun des deux grands blocs culturels qui partagent le Tchad, cli-vages interethniques et solidarités intracommunautaires sont bien réels malgré les rituelles incantations unitaires des élites, et font obstacle à un fonctionnement neutre, objectif, des institutions publiques, comme à une application égalitaire de la loi ; quelle combinaison de centralisation jacobine et d'autonomie locale serait à même de libérer les initiatives locales tout en garantissant l'égalité devant la loi ?

Enfin, l'Irrésistible fascination qu'éprouve chacun pour le modèle de consommation des pays riches n'amènet-elle pas la bante fonction publique à accaune part écrasante des ressources de l'Etat ? Malgré l'échec, du moins à terme, des quelques expériences de développe-ment fondées - comme la Tanzanie de M. Julius Nyerere ou le Niger de M. Seyni Kouniché - sur la moralité des dirigeants et une ascèse volontaire de leur part, le Tchad, au fond du gouffre, peut-il s'offrir le luxe de ne pas mener de réflexion sur ce point brülant?

THIERRY MICHALON.

(1) Ce colloque fut organisé, du 22 au 26 mai 1995, par le Centre culturel Al-Mouna, animé à N'Djamena par des religieuses libanaises. (2) Centre culturel Al-Moona, Tchod: confit Nord-Sud, mythe ou realité. Editions Sépia, Paris, 1996, 207 pages, 120 F.

# DANS DES REVUES

D LES TEMPS MODERNES, Claude Lanzmann dénonce l'e infamie e d'un article qui tronquant des citations de Santre sur la révolution ise de 1956, prétend que celui-ci anrai approuvé la sanglame répression soviétique : le système nippo-asiatique ; sur L'Horreur économique, de Viviane Forrester. (N° 591, décembreier, bimestriel, 82 F. – 4, rue Férou, 75006

D FOREIGN POLICY. Le trafic des matières issibles et les nouvelles menaces de prolifération mucléaire. Comment contrôler l'épidémie de corruption mondiale. (N° 105, hiver 1996-1997, trimestriel, 7,95 dollars. – 2400 N Street, NW, on, DC 20078-6806.)

n DISSENT. Pour la gauche américaine, que faire?; la politique de l'nide sociale au lendemain de la • réforme • Climon ; le mouvement syndical américain • entre opportunité et terreur .: l'imposture du . social text ... (Automne, trimestriel, 7,50 dollars. - 521 Fifth

Avenue, New York, NY 10017.1 D REGARDS SUR L'ÉCONOMIE ALLE-MANDE. Une étude sur les échanges commer-ciaux franco-ellemands. Egalement, un dossier sur l'Allemagne en tant que site de production industrielle et sur les délocalisations de ses entre-prises. (N° du 29 décembre, trimestriel, abonent ammel : 600 F. - Cirac, 97, rue Anatole-France, 92300 Levallois-Perret.)

D AVANCÉES. Un dossier sur l'Europe sous la coupe des marchés et un entretien avec l'eurodépuel travailliste Ken Coates sur les prochaines élections an Royaume-Uni. (N° 51, janvier, mensuel, 120 FB. - 4, rue Rouppe, Bruxelles

D ETHNOLOGIE FRANÇAISE. Une quin zaine de regards sur la société russe : folklore, contes paysans, légendes populaires, foi ortho-doxe, médecine populaire, fêtes, chanson lyrique, linérature orale, démons, etc. (Nº 4, décembre, trimestriel, 135 F. - 6, avenne du Mahatma-Gandhi, 75116 Paris.) o LE COURRIER DES PAYS DE L'EST.

· Acteurs inédits en Europe centrale et orien-\*Accurs means en Europe centate et chertale » : collectivités locales, eurorégions, micro-emreprises, etc. (N° 413, octobre 1996, mensuel, 72 R. – La Documentation française, Paris.)

• COMMUNIST ECONOMIES & ECONO-MIC TRANSFORMATIONS. Le point de vue d'experts de la Banque mondiale et d'universi-taires sur la restructuration des entreprises en Russie, (Vol. 8, nº 4, décembre 1996, trimestriel, abounement nn an: 46 fivres. - PO Box 25, Abingdon, Oxfordshire, OXI4 3UE, Royaume-Unil)

n SITUATION. Une analyse des avis de la Cour internationale de justice sur la légalité des armes nucléaires. (N° 28, hiver 96-97, trimesn WAR REPORT. Oure les rubriques qu'elle consacre à l'ex-Yougoslavie, la revue présente un dossier d'une tremaine de pages sur l'écrasement de la société kurde. (N° 7, novembre-décembre. uel, 3 £. - IWPR, Lancaster House. 33 Islington High Street, Londres NI 9LH. MONDE ARABE MAGHREB. MACHREK. . Algérie, la fin de l'unanimisme débats et combats des années 80 et 90 », avec des articles sur les jeunes, les lutes des femmes, la question berbere, etc. (N° 154, octobre, trimes-triel, 72 F. – La Documentation française,

E REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES. La stratégie du président Assad ; un entretien avec Walid Al Mu'allim, chef de la délégation syrienne aux pourpariers avec Israël. (N° 10, hiver; trimes-triel, 85 F. – Editions de Minuit, Paris.)

CONFLUENCES MÉDITERRANÉE. Terrorismes et violence politique: de l'Algérie à l'Italie, de la Macédoine à la Palestine, une reflexion approfondie sur un sujet bridant. (N° 20, hiver 1996-1997, trimestriel, 110 F. – 5, rue Emile-Ducaux, 75015 Paris.)

= AFRIQUE 2000. Un dossier sur l'Afrique et les nouvelles technologies de l'information; enjeux politiques et économiques. (N° 25, hiver 1996-1997, trimestriel, 60 F. – 144, boulevard m, F-75008 Paris.)

E VIVANT UNIVERS. La lente renaissance du Mozambique après deux décenties de guetre. (N° 427, jaqvier-févrler, bimestriel. 180 FB. - Chaussée de Dinant 115, 5000 Namur, Belgique.)

MERIDIANO CERL La revue espagnole se

penche sur la position européenne face à Cuba, examine le présent et le futur des intérêts espagnols dans l'île et critique l'utilisation des sauctions économiques comme instrument d'une politique étrangère. (N° 12, décembre, bimestriel, abouncment un an : 46 dollars. - Apar-tado de correos Nº 1, 1184 FD, 28080 Madrid.) ESPACES LATINOS. Un dossier sur le Mexique, « pays de masques » : de nombreux aspects de la situation sont abordés, depuis la décomposition du Parti révolutionnaire tionnel (PRI) juqu'au bilan de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), en passant par les événements du Chiapas, IN-137-

138. décembre 1996-janvier 1997, 50 F. – BP 5035, 69245 Lyon Cedex 05.) ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. Un dossier sur les vrais revenus, particulièrement inégalitaires, des Français; une étude sur les fonds de pension comme bonne affaire pour les assureurs, et un entretien avec Paul Bahrych rela-tivisant les - bienfaits - du libre echange. (N° 144, janvier, mensuel, 20 F. - 28, rue da Sentier, 75002 Paris.)

C POLITIQUE, LA REVUE Les perspectives du syndicalisme avec des interventions croisées de responsables de la CCT, de la CFDT, de FO, de SUD-PTT, de la FSU. Egalement au sommaire, une série d'articles sur ce qui change au sein de la jeunesse. (N° 3, janvier-février-mars, trimestriel, 60 F. – 60-62, rue d'Hanteville, 75010 Paris.)

D LE MUSULMAN. Un dossier sur la famille avec une réflexion sur la famille musulmane et l'insemination artificielle. (N° 28, novembre, trimestriel. – 23, rue Boyer-Barret, BP 59, 75661 Paris Cedex 14.)

n M. La revue propose un riche dossier, « La France au risque de la xénophobie ». Réflexions historiques et regards actuels traitent de la répression à l'enseignement, en passant par les lois, le logement, les langues, sans oublier la crise de l'antiracisme. (N° 87, mensuel, bimestriel, 50 F. - 17-19, rue des Envierges, 75020 Paris.) " REVUE DES SCIENCES SOCIALES DE LA FRANCE DE L'EST. « Femmes et hornmes dans une Europe en mutation ». Avec. notamment, un article d'Alain Bihr sur le travail domestique et un autre, de Charlotte Herftray. intitulé « Horames, ferranes, une petite différence ? « (N° 23, 1996, annuel, 140 F. – Université des sciences humaines, 22, rue Descartes, 67084 Strasbourg.)

D CHRONIQUE FÉMINISTE. - Emploi, ce n'est pas le travail qui manque », des réflexions sur l'histoire du travail des femmes, la réduction du temps de travail, le travail à temps partiel, etc. (N° 60, navembre, bimestriel, 200 FB. – 10, rue du Méridieu, 1210 Bruxelles, Belgique.) O TRAVAILLER LE SOCIAL. Travailleurs sociaux : les métamorphoses de la profession

face au malaise social. | Nº 17, 4º trimestre 1996, 250 FB. ~ Rue Taravisée 2, 5034 Grand-Leez,

D CAHIERS MARXISTES. La revue belge propose un dossier original dans ce numéro, consacré à William Morris (1834-1896), graphiste et militant socialiste (présent fors de la fondation de la II<sup>1</sup> Internationale), mais aussi précurseur de l'écologie par sa démarche anti-industrielle. (N° 204, décembre 1996-janvier 1997, bimes-triel, 300 FB. – 21, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles, Belgique.)

D SILENCE. Ecologisme et Etat : l'écologie politique contre la dictature, un plaidoyer pour l'écogestion. (N° 212-213, janvier, mensuel, 38 F. – 9, rue Dumenge, F-69004 Lyon.)

D VINGTIÈME SIÈCLE. De Gaulle et l'histoire de France : Tahiti avec et sans la bombe : la genèse inachevée des Vens; la culture pop des annues 60 en Angleterre. (N° 53, janvier-mars, trimestriel, 118 F. - Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 44, rue du Four, 75006 Paris.)

D FRENCH POLITICS AND SOCIETY. Un grand dossier traite du syndiculisme français (son exceptionnalisme, le rôle de la CGT de 1936 à 1968, la marginalisation des femmes, la place des ingénieurs et cadres), (Vol. 14, p. 4, trimestriel, 8 dollars. - Center for European Studies, Harvard University, 27 Kirkland Street, Cambridge, MA 02138, Etats-Unis.

DEBATTRE. Cene revue libertaire public plusieurs articles sur l'Espagne de 1936 et l'expérience de l'anaogestion. (N° 2, antonne, trimestriel, 20 F. – Agora 2000, BP 177, 75967 Paris Cedex 20.)

D PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. L'économie du sport ; de l'a affaire Bosman » au marché de la presse sportive, en passant par les organisations professionnelles, (Nº 2503, 15 janvier, bimensuel, 16 F. - La Docume française, Paris-)

D RAISON PRÉSENTE. L'inopie déclinée en sept articles. (N° 121, trimestriel, 80 F. – 14, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris.)

P INFORMATIONS ET COM-MENTAIRES. Une livraison entièrement dédiée au a cybermonde et aux systèmes d'information v. A lire, des articles sur Internet, le virtuel, les autoroutes de l'information, et les marchés électroniques. (Nº 97, octobre-décembre, trimestriel, 65 F. - 32, rae Michel-Dupeuble, 69100 Villeurbanne.1

to TERMINAL. Un numéro double . Spécial Internet « structuré autour des enjeux de société, de la choyenneid et des libertés, des usages et pratiques sociales. (N° 71-72, été-automne, trimestriel, 160 F.- L'Harmattan, Paris.

ti LES CAHIERS DU JOURNALISME. Autour du thême « Le journaliste acteur de société», une série de réflexions sur le traitement médiatique des mulaises sociaux, le « journalisme civique » à l'américaine, les médias communautaires au Québec. (N° 2, décembre, semestriel, 120 F. - ESJ Lille, 50, rue Gauthier-de-Chatillon, 59046 Lille Cedex.)

n EUROP. Sous le titre. « La bataille du cinéma européen », un grand dossier consucré à la résis-tance contre la puissance de Hollywood, avec des analyses sur la situation au Royaume-Uni, en Espagne, en Grèce, en France, en Italie et en Lituanie. (Nº 84, hiver, trimestriel, 50F. - 33, rue du Louvre, 75002 Paris.)

# LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

Avec, à l'heu	re où nous mettons sous	presse, environ 900	0 adhérents et près d
2 4 millions de f	france d'apports et de cotis	sations, l'Association	est en train de laire
menve d'une vite	alité fondée sur l'attacheme	nt à l'indépendance d	nı Monae avpıomanqu
Et nins de 2 000	adhérents de 1996 ont déja	a réglé leur cotisation	ı de 1997.

Les rencontres-débats organisées en janvier ont permis de créer de nouveaux liens entre Amis, responsables de l'Association et rédacteurs du journal, ainsi qu'entre les Amis eux-mêmes. Ce mouvement devrait s'amplifier dans les prochains mois pour déboucher sur l'assemblée générale du 3 mai. D'ici là, d'autres mitiatives seront prises, que nous détaillerons tous les mois dans les colonnes du journal et dans celles de la Lettre adressée à chacun des membres. Tout irait donc pour le mieux ? Pas tout à fait, car ces résultats encourageants doivent être amplifiés. Nous pouvons, et surtout nous devons,

mieux faire. Comment? 1. -- Pour les quelque 7 000 membres qui ne l'ont pas encore fait, en renouvelant leur adhésion pour 1997. Et ce, en utilisant (ou en reproduisant) le coupon ci-contre. Le fonctionnement de l'Association -- dont les comptes détaillés seront présentés à l'assemblée générale -- repose sur les cotisations, puisque les apports sont intégralement utilisés pour l'achat d'actions du Monde diplomatique SA. Sans les 100 F demandés à chacun d'entre vous, ce fonctionnement -- gestion administrative et comptable, animation, etc. -serait mis en péril. Il y a donc urgence à accomplir ce geste. D'autant que, statutairement, ne pourront participer aux délibérations de l'assemblée générale (vote par correspondance on sur place) que les membres à jour de leur cotisation.

Nombre d'entre vous ont spontanément ajouté à la somme de 100 F un versement visant à compléter leur apport initial. Nous les en remercions. C'est certainement un bon moyen de gagner plus vite la « bataille des 10 millions ».

2. - Pour ceux des centaines de milliers de lecteurs du Diplo qui n'ont pas encore adhéré. En rejoignant sans attendre les rangs de l'Association.

> LUXEMBOURG. Le mercredi 5 mars, au Centre culturel français, en collaboration avec le service culturel de l'ambassade de France, rencontre-débat avec Bernard Cassen: «L'Europe estelle un rempart contre la mondialisation ou en est-elle le fourrier ? » (Contact : Alain Simonetti. Tel.: [352] 43-00-38-

MONTPELLIER. Le jeudi 6 mars à 20 b 30, salle Guillaume-de-Nogaret, rue Pitot, conférence-débat avec Claude Julien: « Société en crise et verrouillage de la pensée : quel citoyen face au diktat de l'économie ? ». En partenariat avec le Cercle Condorcet. (Contact :

Prénom:	Nom de jeune fille :
Né(e) le : Profession	
Adresse:	
Viile: P	
Téléphone :	Fax :
☐ 600 F + 100 F (coisaion 1997) total 700 F  Apport supérieur à 600 francs :  ☐ + 100 F  Verse ma cotisation 1997 d'un montant de 100 F	Apport supérieur à 200 francs :
Procède à un nouvel apport de :	F 
J'effectue le règlement :	•
☐ Par chèque bancaire ou postal ☐ Par carte ban	Caire : Nº de carte  Date d'expiration :
	Signature
Coupon à retourner, accompagné de votr Association des amis du Monde diplomati	e règlement, à la délégation générale

A L'HEURE DE 1789

## L'épopée de la « république parthénopéenne »

LA SAN FELICE, d'Alexandre Dumas, Gallimard, Paris, 1996, 1708 pages, 150 F. Préface de Claude Schopp.

A longueur ou la brièvest d'une matière n'est point soumise à une mesure maté-rielle : on l'œuvre est intéressants, et, eût-elle vingt volumes, elle semblera courre au public ; on elle est ennuyeuse, et, eût-elle dix pages seuloment, le lecteur fer-mers la brochure et la jettera loin de lui avant d'en avoir achevé la lecture. » Alexandre Dumas ne craint pas la démesure, lui qui se qualifiait d'« arivain interissable».

Jour après jour, du 15 décembre 1863 au 3 mars 1865, il livre aux lecteurs fascinés du quotidien La Presse, sa dernière œuvre, La San Felice.

Certes, note Claude Schopp dans une postface érudite, le feuilleton populaire a perdu de soo attrait dans le Second Empire finissant : • Il est remplacé (...) au • rez-de-chaussée • de la mee par les cours de la Bourse, et relégué, lui, au • rez-de-chaussée • de la seule trois. • Le temps est déjà loin où la publication des Trois Monsquetaires ou du Comte de Monse-Cristo faisait s'envoler la diffusion des gazettes. Pourtant, Alexandre Dumas espère, au crépuscule de sa vie, reconquérir ainsi Paris qu'il a, très partiellement, délaissé, pour s'associer à une épopée italienne.

Le 4 janvier 1860, l'écrivain rencontre, à Turin, Garibaldi, qui commence sa longue marche pour l'unification de la péninsule. Comment Alexandre Dumas, qui fut de rous les combars de soo siècle, de la révolution de 1830 à l'opposition à Napoléon III, de la querelle romantique aux insurrections de 1848, ne serait-il pas séduit ? Il rejoint donc les rebelles à Palerme, achère pour leur compte un millier de fusils, participe à la campagne de Sicile, puis à la conquête de Naples enfin délivrée du joug des Bourbons. Nommé directeur des musées et des fouilles, il foode le journal L'Indipendente. Il participe à la campagne contre - ces deux envoyés des térières », l'Eglise et la royauté. C'est là qu'il écrit les premiers chapitres de La San Enlire qu'il sermine à Paris, où il repourse en mars 1864. Felice qu'il termine à Paris, où il retourne en mars 1864.

A LEXANDRE DUMAS a un compte à régler avec la branche des Bourbons qui a régné sur le royaume des Deux-Siciles : en 1799, elle a emprisonné son père, général français qui devait disparaître en 1806, des suites des mauvais traitements subis en prison. Son fils, Alexandre, n'avait pas quatre ans, et il ne devait oublier ni ce père adoré ni ceux qu'il rendit responsables de sa mort. A Naples, il termine de regrouper une abondance documeoration sur ces années, qui allait lui servir dans la rédaction de La San Felica. L'intrigue amoureuse entre la San Felice et le républicain Salvaro Palmieri, trame du récir, n'est qu'un prétexte, qui permet de faire revivre une époque, celle de la Révolution française, et de retracer le combat de ceux qui, à travers l'Europe, en furent les champions.

Nous sommes en 1798. Encouragé par son épouse et par l'amiral britannique Nelson — le futur vainqueur de Trafalgar ne sort pas grandi du tableau décapant qu'en brosse Dumas —, le roi Ferdinand I° engage le royaume de Naples dans une guerre contre la France. Au début victorieuse, cette aventure se termine par un désastre, l'entrée des troupes françaises dans Naples et la proclamation, en janvier 1799, de la « république parthénopéeane » (1). A travers ses personnages, historiques ou créés de toutes pièces, nous revivous les quelques mois de cette expérience, la lutte contre la réaction et l'insurrection encouragée par les prêtres, la fin qui mena à l'échafaud les principaux protagonistes du drame. L'auteur érige, selon ses propres termes, « un monument à la gloire du passiotisme napolitsin, et à la honte de la tyrannie

Intellectuel engagé, Alexandre Dumas proclame: « En art, la forme n'est que secondaire, la pensée est tout. . Pourtant, on trouve dans ce roman tous les ressorts du grand feuilleton populaire, sa force de description, son intérêt pour les personnages, grands et petits, aristocrates ou paysans, jamais caricaturés, les rebondissements inattendus de l'histoire – souvent éclairés par des documents authentiques –, autant d'ingrédient qui gardent le lecteur en haleine et qui, à l'heure de la télévision et du multimédia, le réconcilient avec le plaisir de la lecture.

Une autre manière de voir la

politique internationale et

problèmes de notre temps. Des dossiers étoffés.

rigoureux sur des suiets

d'actualité. Dans chaque

morale, économique,

écologique ou culturelle.

ABONNEZ-VOUS

numéro, un point complet

aur une grande crise sociale,

d'aborder les grands

(1) De Parthénope, nom d'une ancienne ville d'Italie semi-légendaire, foudée par les Grecs.

Manière de voir

LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE MONDE DIPLOMATIQUE

**BULLETIN D'ABONNEMENT** 

A renvoyer à : Manière de voir - Service abonnements - 24, av. du Général-Lederc, 60646 Chamilly Cedex VALABLE UNIQUEMENT POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE

☐ 2 ans (8 numéros] : 289 F eu (leu de 360 F (prix d'echat au numéro)
Tarif spécial pour les ebonnés du Monde diplometique\* : 246 F
☐ 1 an (4 numéros] : 157 F au lieu de 180 F (prix d'achat eu numéro)
Tarif spécial pour les abonnés du Monde diplomatique\* : 135 F

J'al bien noté que chaque dossier pareitra dans l'année aux detes suivantes : février, mai, eoût, nov Pour les tarifs étrangers, nous consulter au : (33) 01.42.17.32.90 de 3 h 30 à 17 heures.

OUI je m'abonne à Manière de voir :

Notez votre numéro d'abonné : ...

Code postal Lililia Villa

Mode de règlement : 

Chèque bancaire

Adresse.

PROCHE-ORIENT

HAFEZ EL ASSAD ET LE PARTI BAATH EN SYRIE. - Pierre Guingamp

★ L'Hermattan, Paris, 1996, 400 pages,

Cette chronique dense et très documentée de l'histoire de la Syrie contemporaine est particulièrement précise à partir de 1970 et l'instauration du pouvoir de M. Hafez El Assad. Que ce soit sur les affrontements politiques et armés dans les diverses provinces de la Syrie, les relations france-systemes ou la guerre menée par le régime contre ses opposants à l'étranger, l'auteur tire ses informations de l'observation directe, d'une lecture systématique de la presse arabe et de documents internes du Parti Bans (ou Baath).

Une histoire du Bass n'a pas à être forcément une histoire bassiste. La cohérence de l'ouvrage tient à ce qu'il suit la logique du régime syrien, son discours nationaliste arabe, sa volonté de marginaliser dissidents et opposants. L'anteur se montre sceptique quant aux transformations question la centraliné du Bans et le rôle du président Hafez El Assad,

ELIZABETH PICARD.

LA FRANCE ET LE PROCHE-ORIENT, 1916-1946. Une chronique photographique de la présence française en Syrie et au Liban, en Palestine, au Hedjaz et en Cilicie. – Pierre Fournié et Jean-Louis Riccioli

\* Casterman, Tournai, 1996, 286 pages,

On a là une collection exceptionnelle de pho-tos, officielles ou non, telarant l'histoire du mandat français au Levant entre les deux guerres mondiales. Paysages, monuments, scènes locales, villes en chantier et, suriour, sevenements politiques et militaires sont mis en scène dans ces documents uniques - qu'ils montrent une foule dans l'émotion du moment ou le portrait éloquent d'un héros de l'époque, Un texte dense et documenté lie et contextualise ces images, tout en se gardant de surin-terpréter. Avec le choix du sépia et le respect des orthographes et d'une terminologie danées, l'ouvrage colle à la vision et au commentaire l'ouvrage coue à la vision et au commentaire des acteurs français de l'époque – diplomates et sintour hauts fouctionnaires et chefs de guerre –, apportant un témoignage parfois ambigu sur les réalités locales.

#### MAGHREB

LA POLITIQUE SOCIALE EN TUNISIE DE 1881 À NOS JOURS. - Abdelmajid Guelmani,

\* L'Hamnatten, « Histoire et perspectives éditerranéennes », Peris, 1996, 293 pages,

La politique sociale étant fille du développe-ment capitaliste, tous les Etats s'en sont sucmoyen de mise en valeur. Professeur à l'univer sité Paris-l-Panthéon-Sorbonne, Abdelmajid Guelmani s'applique à le démontrer à propos de la Tunisie, un pays dont le riche héritage syndical et culturel tend désormais à se fondre dans le moule commun du néolibéralisme. dans le moule commun du néolibéralisme. Economiste, il est aussi spécialiste de la protection sociale et regarde l'économie en historien, rappelant qu'à chaque modèle économique correspondit un modèle politique et social spécifique. Ainsi peut-on distinguer trois périodes en Tunisie: avant l'indépendance, celle de l' Etat hygiéniste gendarme de la santé publique et de la mise en valeur », puis de l'« Etat-providence colanial »; après 1956, celle de l'« Etat-providence national ». Cerres, il faut avoir en mémoire l'histoire politique et syndicale de ce pays, le rôle écrasant de il fant avoir en mémoire l'histoire politique et syndicale de ce pays, le rôle écrasant de M. Habib Bourguiba, mais aussi le volontarisme et la compétence de ses élites nationalistes, pour apprécier pleinement la démonstration de l'anteur; mais, ce qui est clair, e'est que l'interveotion de l'Etat a longremps favorisé le développement du capital humain et l'égalisacion des chances et le merché étant bénances. con des chances: « Le marché étant théorique-ment encadré, l'exclusion n'avait pas lieu d'être dans la logique de la politique sociale, » On depuis le début des années 80, la tendance est à l'accroissement des transferts verticaux dépenses d'assistance, charges de compensa-tion, etc. - pour contrebalancer les effets néga-tifs du système de marché.

Conforme an modèle occidental. l'évolution des finalités de la politique sociale tunisienne paraît logique, presque inéluctable. Mais alors pourquoi le pays s'enfonce-t-il de plus en plus dans la dictature? Nulle part il o'est écrit que charité publique et répression policière sont les deux mamelles du néolibéralisme...

MICHELINE PAUNET.

TOUAREGS. - Sous la direction d'Hélène Claudot-Hawad et Hawad

★ Ethnies documents, Paris, nº 20-21, 1996, 256 pages, 120 F.

En écho au soulèvement armé des Touarege du Sahara contre les Etats qui se sont partagé leur espace de nomadisme et d'identité, c'est leur espace de nomadisme et d'ideniné, c'est surtout un peuple de civils et de déracinés qui prend ici la parole. Répression, ruine des équilibres écologiques, atraques meurarières, exode massif vers les camps de réfugiés, mais aussi déchirements fratricides marquent la destruction d'une nation (un « corps social », dit la langue touarègue) qui a le tort de se rebeller contre le cadre des Etats découpé par le colorisateur français. Non réductible à un problème de déveloprement, la cuestion, étonnamment de développement, la question, étonnamment actuelle, est celle de l'existence politique hors

l'Etat. Le recueil entrecroise des poèmes de violence et de douleur, des discours militants et des analyses lucides des enjeux régionaux et

internationaux de la lutte.

**ASIE** 

HISTOIRE DE LA GUERRE D'AFGHANISTAN. -Assem Akram

\* Balland, Paris, 1996, 636 pages, 240 F. L'histoire récente de l'Afghanistan est faite L'histoire récente de l'Afghanistan est faite d'événements symboliques couverts par les médias et de larges zones d'ombres inexplorées. Assem Akram, Afghan né à Kaboul en 1965, se penche avec une égale rigueur sur cette histoire moderne, de la désignation du prince Daoud (soutem par les Soviétiques) au poste de premier ministre en 1953 à la prise de Kaboul par les talibans fin septembre 1996. Dans un traitement sérieux et déstillé qui a l'immense métire de mettre en persoccive les l'immense mérite de mettre en perspective les multiples rebondissements, l'anteur nous offre un ouvrage complet, riche d'anecdotes et de révélations. Il revient point par point sur la soviétisation. l'affrontement soviéto-afghan soviétisation. l'affrontement soviétio-afghan même, puis se penche longuement sur les der-nières aumées et les umiriples tentatives de constitution d'un Elas afghan isau de la résis-tance. Enfin, il analyse sans concession, en la replaçant dans son contexte historique, l'appa-nium du mouvement des talibans. L'ouvrage ritiun du mouvement des tattocales indispen-d'Assem Alcam propose les clés indispen-sables pour mieux saisir la nature de ce pays, accompanyant de la mais égale-

vastes intérêts géopolitiques. STÉPHANE ALIX.

#### **EUROPE**

ment sa douloureuse position an centre de plus

NATIONALITÉ, MINORITÉS ET SUCCESSION D'ÉTATS EN EUROPE DE L'EST.- Emmanuel Decaux, Alain Pellet

\* Montchrétien - Cedin - Parie-X, « Cahiers Internationeux », Paris, 1996, 330 pages, 320 F.

Les contributions réunies dans ce volume Les contributions réunies dans ce volume constituent le deuxième volet d'un triptyque consacré à l'Europe de l'Est. De nombreux, intervenants s'efforcent, souvent avec bonheur, de cerner les questions juridiques complexes posées par les événements du début des années 90 en Europe médiane, et noummeut en Tehécoslovaqoie et en Yoogoslavie, L'ouvrage s'articule autour de trois grands thèmes: les questions de nationalité et de citoyenneté, les problèmes liés à la mise en place d'un statu des minorités et, enfin, l'évolution de la situation dans les Etais successeurs de la Yougoslavie.

intion de la situation dans les Etats successeurs de la Yougoslavie.

Par-delà la grande variété des situations et des références juridiques en cause, on perçoit distinctement au fil des pages l'empreinte des démarches répétées, et plus efficaces qu'on ne le dit parfois, des organisations européennes – notamment de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et du Conseil de Europe – en vue de la construction de sociétés civiles pacifiées.

YVES PLASSERAUD.

ÉCONOMIE

LES DÉRIS DE LA MONDIALISATION. - Samir

★ L'Harmettan / Forum du tiere-n Paris, 1996, 346 pages, 170 F. Dans ce dernier livre de Samir Amin, composé à partir de onze articles récents, chaque thème est abordé avec un recul histo-

rique. S'agissant de la période contemporaine, l'anteur considère qu'a prévalu, dans les l'anteur considere qu'a prevait, dans les années 50 à 80, une « mondialisation controlée », où les trois piliers du système monde — respectivement caractérisés par l'interventionnisme keynésien, le projet soviétique et le « projet de Bandoung » — avaient en commun le rejet de l'économisme libéral et la mise en œuvre de de l'économisme libéral et la muse en ceuve de politiques et stratégies relevant de responsabilités nationales. Il lui oppose la « mondalisation débridée » d'après 1990, prônée par l'idéologie néolibérale extrême, et dans le cadre de laquelle la financiarisation est, « une fois de plus, le signe de crise de l'accumulation », sans en être la solution.

Samir Amin opte pour « l'hypothèse opti-miste où la raison humaine », anétent le capita-lisme « dans son déploiement autodestruc-teur », celui-ci « apparaîtra comme une parenthèse dans l'histoire ». Constatant l'échec de l'étatisme, il admet que « la société construite par la social-démocratie en Occident » est l. mes la nive adleuse qu'nn compaisse » n'est (...) pas la plus odleuse qu'on convaisse », et reprend la réflection sur la transition longue vers le socialisme, transition également diversi-fiée selon les situations et les dynamiques en cours des pays et des régions du monde

MICHEL BEAUD. STATES AGAINST MARKETS. The limits of globalization. - Sous la direction de Robert Boyer et Daniel Drache ★ Routledge, Londres, 1996, 448 pages,

Cet ouvrage collectif va déranger, car il s'inscrit à contre-courant de la limérature domi-

nante sur l'économie Tout d'abord, la mondialisation est beaucoup Tout d'abord, la mondialisation est beaucoup moins avancée qu'on ne le prétend. C'est la thèse développée notamment par Paul Bairoch, au travers d'une approche de longue durée qui relativise fortement le phénomène et manque ses limites. En second lieu, Eric Hellemer avance que la libéralisation financière n'obbit pas à un déterminisme technologique, mais plutôt à des déterminisme technologique, mais plutôt à des déterminisme politiques, douc largement réversibles, Contrairement à une idée largement réversibles, Contrairement à une idée largement répandue, la mondialisation, loin d'entraîner l'effacement de l'Esta-nation, va au contraîner l'effacement de l'Esta-nation, va au contraîner en simple et se populations et développer des marges de manœuvre face aux-marchés, Lescontibutions réunies sont stimulantes et, s'écattant des poncifs son la nécessaire résignation, contribuent à une réflexion sur le retour de l'Etat comme acteur central du développement. Elles constituent également des matériaux pour penser la nécessaire régulation mondiale et la post-globalisation.

MICHEL ROGALSKI.

MICHEL ROGALSKI.

# UN PREMIER ROMAN POSTMODERNE

# Adolescence polonaise

MADEMOISELLE PERSONNE, de Tomek Tryzna, traduit par Elisabeth Destrée-Van Wilder, Solin Actes Sud, Arles, 1996, 349 pages, 168 F.

DOUR son premier roman, Mademoiselle Personne, le scénariste et cinéaste polonais Tomek Tryzna ne s'attendait certainement pas au succès qu'il allait rencontrer, dans son propre pays comme à l'étranger. En Pologne, le réalisateur Andrzej Wajda lui a consacré son nouveau film. Et le livre est déjà traduit en douze langues ; aux Pays-Bas, il a même figuré sur la liste des meilleures

Ce roman, placé lors de sa sortie en Pologne sur les rayons des « livres pour adolescents », et son auteur, un débutant de quarante-sept ans, n'ont été révélés au grand public que plusieurs mois plus tard, en juin 1994. Prix Nobel de littéra-ture, l'écrivain polonais Czeslaw Milosz a pris alors la plume dans le quotidien Gazeta Wybortza pour présenter Mademoiselle Personne comme le « premier véritable roman polonais postmoderne ». Sa lecture, ajourait-il, doit être réservée « aux plus de quarante ans », « l'âge auquel, autrefois, les juifs pieux avaient enfin le droit de live le livre de la Kabale ».

C'est le monologue intérieur d'une adolescente de quinze ans. Alors qu'elle passe de l'univers de l'enfance à celui de l'age adulte, Marysia combe éperdument amoureuse : dans la passion, elle découvre la perversité et la cruaint des sentiments extrêmes. S'exprime aussi la déchirure d'une « provinciale » nave, élevée à la campagne, qui se retrouve soudain dans une HLM de Walbrzych, ville minière du sud-ouest de la Pologne. Les uns après les autres, tons ses repères vont s'effondrer pour laisser la place au cynisme et enfin au néant.

« Voilà ce que c'est, être adulte. J'ai choisi. J'ai choisi intelligemment. Je ne pouvais faire autrement. Et je choisivai ainsi ma vie durant. Je regarderai les manuais dérnire les bons sans lever le petit doigt », tente de se convaincre Marysia à la fin du roman.

Pourtant, Mademoiselle Personne n'est pas une étude psychologique ni même sociologique, mais bien plutôt une sorte de « conte » pour adultes où la part du rêve et du fantasme donne au récit toute sa dimension littéraire. Pour Czeslaw Milosz, l'écriture simple, parfois même enfantine qu'a choisie Tomek Tryzna pour décrire, en toile de fond, les dernières années de la Pologne communiste, reflète en réalité la vision du monde propre à ce peuple, mais en la simplifiant jusqu'à la

S I l'auteur de La Pensia captive et de Sur les bords de l'Issa s'est intéressé à Made-moiselle Personne, c'est parte que, dit-il, « Tomek Tryzna devait être un être bon, compatissant à l'égard des gens, notamment des adolescents, contraints d'apprendre à se connaître et à vivre, aujourd'hui, à la fin du vingsième siècle, lorsque, derrière les véraments colorés, les publicités éclairées aux néons et les voitures scintillantes, le méant grince des dents. »

L'écrivain va d'ailleurs teuter de sauver son héroine du précipice vers lequel elle est entraînée, mais en vain. Au beau milieu d'un cockrail mondain, où les hommes parlent l'américain et sont beaux comme dans les catalogues, « un seul type n'approche pas. Il reste sons le palmier, un type palle, effrayé, en pull gris, il n'a pas de montre. Un suc à lunestes, par-dessus le marché. Ob! sans donte un Polonais! [...] - Marysia, dio-il à voix basse, je veux l'aider. [...] - Eufnis-soi. Marysia, fai un vélo ».

ELISABETH KULAKOWSKA.

حكدًا من الأصل

Ŋ.

MEL.

4.

200

.....

- --

(5.0 m

opose-t-il comme solutions 'L ? Lo laisser-aller ? Les soluios nouve se chercher et nien s'es es criminels sexuels ne son ps consubles. Ils sout en panie le ne nociété qui secrète la violence raphie, la recherche du profit i l'abétissement. Un long travail n et de culture à entreprendre inomédiat, il y a des initiatives u res à prendre. En face de fais jects que ceux de l'affaire ce ne sont pas des mesures de qu'il faut appliquer, mais de e protection pour mettre les cons d'état de mire à nonveau. de telles horreurs, doit primer : considération. (...) Alors, par : enfants à l'abri de pédophils s, si l'on ne veut pas revoir à sort, il ne reste plus que la peni npressible. A moins de se résares viols, tortures et assassina qui seraient commis par os yant purgé leur peine.

. .

85 A

i sta

is billion All Allien All Allendari

....

7 14 44 1512 28

ing we have the larger than the

100

0.00

5.4

1000

40.00

. . ·

12 72 3

....

moi, je préfère de loin les vir ivement bors d'état de mire C videnament s'accompagner è aion la plus poussée possible ous de détention à vie.

eur Pierre Chatorier, de Beg iej, adhère pour sa pan i de l'article, et exprime un

ni la dangerosité des dérives às s beiges, s'installe insidienzndammation d'une catégorie à < Agéle)s, probes, qui du fai tamoes de la vie, n'ont pas pour ter leurs roles de « papies » a Ces gens vont-ils etre misa ree que solitaires ? Va-t-on le ens un rôle social marqué à défiance permanente de miss n de la maturation de leus

#### 'émoignage

sident de l'association Li corizon (les amis de Français notre collaborateur Francis nan neus cerit :

Decornoy survail regular tivités de notre association. parer pour pretacer le denie enhume) de François Parus que n'en est pas une, sous ! en firm avec l'obscenie. en aimi avec l'orscent 'ene o, en ce qu'elle détour - nem sculement les plaisie. es affections, les activités surritures de l'homme. 5 December, comme à Fra

qu'il qualifian de prophet. sque des lecteurs et des aut il n'a manque sans done 2 i detracteurs, tant sont legis thetes of une civilisation me mes. 4 l'invere, ne donnée suire est à invenier. messe 9 these cucure on 3 bene a continues Jacques Deceme agmer parce de frugalité me me disalt il, non senema Isabilite, mais aussi ant

IDARITÉ # 1995, 351 centres de Orient, 68 an Americal povietique et 12 en Asia.

The second secon

de diplomatique, aires " nurs solidores », s Cedex 05

at somme de

● WORLD EMPLOYMENT 1996-97. -(Bureau international du travail, Genève, 1996, 210 pages, 35 FS.) La documentation indispensable pour juger de la crédibilité de toutes les prédictions à sensation sur la fin du

plein emploi, quand ce n'est pas sur la fin du

Organisations internationales

#### HISTOIRE COMMUNICATION

L'HISTOIRE DES HOMMES. - Suzanne Citron

\* Syros, Paris, 1996, 361 pages, 118 F.

Suzanne Citron a consacré le pins clair de

son travail à critiquer les mythes de notre chro-nique officielle, autrement dit de notre histoire

nationale, et à dévoiler les conditions du fonc

tionnement de la corporation des historiens. Ici,

elle s'adresse aux jeunes. Un index, précis et très utile, est révélateur de l'esprit du livre et de

l'ampleur de la tâche : on n'y trouve pas Ver-cangetonix, mais le commonard Varlin et le

docteur Villermé, et nombre de noms exo-

tiques, chinois, musulmans, etc. Une histoire mondiale où l'Autre n'est pas réduit à la por-tion congrue ou muséiné, mais mis en relation

Au carcan de la chronologie européocen-tique des manuels s'oppose ici un effort paru-

temps - lent et rapide - et faire comprendre aux jeunes que le vouex de la modernité

n'amihile pas un passé toujours vivant ni les permanences. Celles de la guerre, des mas-sacres, de l'inégalité, du racisme sont présen-

tées sans occultation. Signe d'espoir, au contraire, les sagesses de Bouddha et de Socrate, la libération de Mandela et la place

attribuée aux métissages (du jamais vu dans

Une certitude anime ce livre: l'histoire

continuera, et elle « offre toujours une possibi-lité de se battre contre l'injustice ». L'anstérité de la présentation, l'absence de couleurs,

compensées par un effort typographique et

d'illustration, ne doivent pas desservir ce bel

exemple de passion pédagogique et militante.

LA PART DES MILITANTS, - Sous la direction de

Michel Dreyfus, Claude Pennetier, Nathalia

\* L'Amier, Paris, 1996, 354 pages, 140 F.

« Militant » fait partie de ces mots qui

semblent passer de mode, appartenir à une autre époque, définitivement révolue. La

novlangue e du néolibéralisme, mais aussi la crise bieu réelle que naversent les grandes organisations syndicales et politiques l'ont apparenament transformé en un archaisme. C'est mur l'intérêt de cet ouvrage collectif de

rappeler à notre thémoire quelques-unes des figures de ce monde des « saus-grade » qui out

voue leur existence des 4 sans-grace » qui ont voue leur existence à la défense des opprimés, en y laissant quelquefois leur vie, et auxquels, nous devons une partie de nos droits et libertés, La plupart des contributions ici réunies

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français de Jean Maitron (1910-1987), poussivi sous la responsabilité de Chaude Pennetier. Exploitant d'autres sources documen-

taires, les comributions restantes n'en sont pas moins tributaires du « Maitron » – quant à son

esprit, sinon quant à sa méthode - en montrant

que, « dans le mouvement ouvrier, il n'est de

richesse que d'hommes et de femmes » et qu'il est impossible d'en faire l'histoire saus s'inté-resser d'abord aux individus qui l'out animé au

ODICTIONNAIRE D'ÉTHIQUE ET DE

PEULOSOPHIE MORALE. - Sous la direction de Monique Canto-Specher. (PUF, Paris, 1996, 1720 pages, 980 F.) D'Aristote à Max Weber, d'Assistance humanitaire à Ville, Violence ou Vitalisme... Auteurs, histoire, notions, courants

de la morale et nouvelles questions éthiques par 250 spécialistes. Inestimable.

(CADTM, 29, rue Plantin, B 1070 Bracelles, 1996, 46 pages, 45 F.) Plus un pays du tiers-monde achète des armes, plus il reçoit d'aide

monde achète des annes, plus il reçoit d'aide des pays industrialisés. Le Comité pour l'annu-lation de la dette du tiers-monde prêche résolu-

• LA CONSTRUCTION SOCIALE DE .

L'EMPLOI EN FRANCE. - Ouvrage collectif réalisé en collaboration avec le CNRS et l'Ifras. (L'Harmattan, coll. « Forum de l'Ifras », Paris, 1996, 245 pages, 130 F.) Et si

les « trente giorieuses » ne l'étalent pas tans que cela ? Et si la crise ne concernait pas le volume de travail, mais sa répartition ?

ACTEURS ET ESPACES POLITIQUES

AU MAROC ET EN TURQUIE. - Hamit

Bozustan, Mounia Bennani-Chraibi et Rémy Leveau, (Cahier n° 3, Centre Marc-Bloch, Ber-lin, novembre 1996, 100 pages, 20 F.) Des isla-

mistes élus en Torquie, un roi moderniste au

Maroc: Idéologie et pratiques du pouvoir ne

**• LES LIBERTÉS INTELLECTUELLES** 

EN AFRIQUE. - Ouvrage collectif du Conseil

pour le développement de la recherche en sciences sociales. (Editions du Codesria.

BP 3304, Dakar, Sénégal, 1997, 200 pages.

38 F.) Une vinetaine d'universitaires africains,

dont certains ont pris des risques personnels,

font le point sur la situation des libertés intel-

lecumiles. Accusé numéro un : l'autoritarisme.

Mais le milieu intellectuel africain pâtit aussi

de la crise économique et de la faiblesse crois-sante des finances publiques.

concordent pas toujours...

• LES AUTRES VOIX DE LA PLANÈTE.

ALAIN BIHR.

CLAUDE LIAUZU.

nos manuels !).

Viet-Denaule

lier pour permeure la maturise du temps, des

TÉLÉVISION ET POUVOIRS - Ouvrage collectif \* CRAC, Scène nationale, Valence, 1996, 150 pages, 50 F.

Voici enfin les Actes du collegue qui, dans le cadre des Rencontres 25 images/seconde, avait réuni à Valence, en février 1996, journalistes, réalisateurs, sociologues, qui se sont interrogés sur le « quatrième pouvoir » constitué par l'information. Relayant l'interrogation de Karl Popper, les antenrs se demandent si, dans les ciétés démocratiques, la télévision ne possociales democratiques, la television de pos-sède pas un sur-pouvoir. Pace, en effet, à l'absence de contre-pouvoirs, la télévision deviendrait un système hégémonique d'exclu-sion de toute parole critique, nivelant a priori les contradictions. Hypothèse vérifiée par la plupart des journalistes (Claude Sérillon, Hervé Brusini, Michel Nandy, Claude Torra-cinta), qui évoquent leur difficulté, an sein même de leurs rédactions, à relayer une pensée exosème au système de l'information-succexogène au système de l'information-spec-

Face à son propre pouvoir, la télévision serait donc dans un rapport de dénégation. Ce phéno-mène est habilement pointé par les auteurs, à la faveur de deux documents : « Pas vu à la télé », de Pierre Carles, et l'émission d' « Arrêt sur image », consacrée aux conflits sociaux de décembre 1995, commentés par Pierre Bour-dieu. L'analyse de l'émission de Daniel Schneidermann montre combien le fonctionne ment des débats en plateau finit par provoquer des effets qui sont en communiction avec l'évication politique des citoyens. A moins d'assi-miler le citoyen au téléspectueur, selon une logique consumériste font bien traitée par Pierre Musso dans son texte sur le modèle italien de Silvio Beclusconi, et développée par Ignacio Ramonet dans sa conclusion sur les rveaux pouvoirs », régis par les paradigmes de la communication et du marché. LAURENT ROTH

UN PAYSAGE D'ÉVÉNEMENTS, - Paut Virilio

#### Galilée, Paris, 1996, 192 pages, 140 F.

· A la peur de l'avenir a soudain succédé celle du présent », constate Paul Virilio en ouverture de ce livre qui rassemble une vingné dé courts et brillants e nières années. L'auteur, dont la hacidité (que certains qualifient de pessimisme) est connue, propose avec sa fascinante et déronnus grille de lecture une analyse du drame contemporain, depuis la chure de mor de Berlin et l'implosion de l'Union soviétique. Dans quel monde sommes-nous entrés ? Quels principes fondateurs structurent le nouvel espace-temps dans lequel nous habitons? Quels événements donnent sens à l'ère contemporaine? A ces questions capitales, Paul Virilio répond avec sou originalité; il voir ce que nul autre parmi les penseurs ne sait voir : « le coup d'Eust atique », « la mors approchée », « le musée de l'accident », « le système experi », « le tueur de masse », etc. Il nous révèle ainsi ce qui, dans le foisonnement chaotique du flot des informations, permet de vraiment comprendre les caractéristiques de cette fin de siècle.

NANCY DOLHEM

#### SOCIÉTÉ

LA FRANCE EN PROSPECTIVES. - Sous la direction de Robert Fraisse et Jean-Baptiste de Foucauld

+ Odile Jacob, Paris, 1996, 402 pages,

Cet ouvrage collectif est un outil de réflexion maique pour ceux que rongent les incertindes et le défaut d'avenir. Le constat de ses anteurs, représentant un riche éventail de disciplines, est que la France est « une société béante traversée par les flux d'une société plus vaste ». obligée pour sa survie de refuser l'« entre-soi » casanier et d'investir impérativement l'excep-

Les textes se lisent comme un appel à l'innovation politique. Très documentés, précia, tous les diagnostics s'accordent à souligner les « dysfonctionnements d'une société tchermobytienne » pervertie par « la crise du sens conta-miné ». Sont étudiés ici le resoumement démographique, la désagrégation annoncée des services publics et de l'État – dont souffirment les plus modestes -, les atteintes à la vie privée dans le cyberespace, le gommage du lieu social et une croissance qui ne peut plus être porteuse d'espérance.

Vouloir que l'économie s'adapte aux nécessinés du social n'est pas faire preuve d'idéaliane aveugle.

INGRID CARLANDER.

LA PRISON DANS LA CITÉ - Anne-Marie Marchetti, avec la collaboration de Philippe

\* Deselée de Brouwer, Paris, 1996, 320 pages, 160 F.

Ce remarquable tableau de la vie dans les prisons françaises souligne les différences suivant les établissements et l'importance des relations entre les institutions pénitentiaires et leur environnement local, sur les plans humain, matériel et symbolique. L'ouvrage détrit les rapports complexes qui se nouent entre les détenus et ceux qui les encadrent ou cohabitent avec eux : travailleurs sociaux, formateurs, personnel médical, visiteurs et surveillants. A la lecture de ce travail, des interrogations élémentaires resurgissent. Quelles sont les finalités du « service public pénitentiaire » ? Pourquoi la détention, idéal-type de l'exchision, resta-t-elle le principal mode de sanction? Et pourquoi les cines alternatives ne sont-elles pas davantage

mises en pratique ? ROLAND PREFERKORN. « SUR LA TÉLÉVISION », de Pierre Bourdieu

## Emprise de la pensée jetable

I « la rélévision fait courir un danger à la vie politique et à la démocra-tie », c'est qu' à l'exposé d'un « discours articulé » elle préférers toujours « la parole des penseurs qui som censés penser à vitesse accélérée ». Dans son nouveau livre (1), Pierre Bourdieu choisit de ne pas s'attarder sur les contraintes essentielles mais commes - qui pèsent sur la profes-sion de journaliste, nourrissant quelquesuns de ses tropismes (idéologie de marché. réseaux de connivence, révérence pour le ponvoir, tentations de la complaisance, du nombrilisme et de l'argent). Identifier les « vedenes » médiatiques - inamovibles mais interchangeables - étant inutile, le sociologue peut refuser « l'effet de mise en exergue qui débanalise en arrachant au contexte familler tous les exemples équivalents que la routine du regard ordinaire laisse échapper ». Mais le lecteur-télé-spectateur, hii, donnera sans effort visage (s) à chaque dérive. Et la dérive n'étant pas une « dérive », ce visage deviendra celui d'un système.

Pour en rendre compte, Pierre Bourdien analyse la « formidable censure que les iournalistes exercent, sans même le savoir, en ne retenant que ce qui est capable de les intéresser ». Il ne se consacre donc ni aux jeux de cour entre médias et pouvnir (offrance d'un entretien à l'Elysée on diner d'ortolans avec le dernier « roi de France \*), ni aux pressions de l'annonceur, ni aux « renvois d'ascenseur » qui garantissent un écho démesuré à l'« essai » semestriel du demi-quarteron d'éditoria-

traite de l'éclat d'un spectacle qui éblouit l'analyse. Du temps minuté qui ouvre une voie royale aux . fast-thinkers, spécialistes de la pensée jetable ». De l'igno-rance et de l'irresponsabilité; « 11 m'arrive d'avoir envie de reprendre chaque mot des présentateurs qui parlent souvent sans avoir la moindre idée de la difficulté et de la gravité de ce qu'ils évoquent (...) sans comprendre et sans comprendre qu'ils ne comprennent pas (2). - Amant de contraintes - ou de défaillances - « techniques », autant d'effets politiques ; l'image-choc ensevelit le réel sans photographe et l'histoire sans archives ; la pensée rapide est une pensée conforme, voire une pensée servile; l'inculture encourage le gavage « de temps rare avec du vide ».

R la réfévision ne cesse d'étendre son « emprise sur l'ensemble des activités de production culturelle, y compris scientifique ou artistique ». Et. dans ces univers « pars » qui devraient demeurer antonomes, elle entretient des chevaux de Troie qui, progressivement, grâce à l'écho qu'elle leur assure, parviennent à imposer à leur champ (histoire, philosophie, littéra-ture) les priorités idéologiques de l'extérieur, les lois de la commande et du commerce. En collaborant avec l'Andimat, en obtenant ainsi « une consécration qu'ils ne peuvent recevoir de leurs pairs », ces intellectuels « ratés » deviennent les « électrons » de l'uniformité, les étrangleurs de la dissidence.

Sommes-nous donc faits comme des rats? Et n'y aurait-il d'autre recours pour « les petits, les jeunes, les subversifs, les casse-pieds • que de lutter • désespérément pour introduire des petites diffé-rences dans une énorme bouillie homogène » ? En le suggérant, Pierre Bourdieu sous-estime peut-être la perte de crédit des journalistes et des intellectuels de marché. la conscience montante des « censures » qu'il détaille. Ainsi, lors du mouvement social de novembre-décembre 1995, pendant que Jean-Marie Cavada se courbait interminablement devant MM, Alain Peyrefitte et Alain Touraine, des millions de léléspectateurs n'écoutaient que les cheminots qui, loin des plateaux, faisaient effracnon sur les écrans pour revendiquer une aotre société. Ce soir-là, la transgression ent lieu. Un océan de tyrannie économique et médiatique n'avait pas encore recouvert tous les îlots de résistance.

#### SERGE HALIMI.

(1) Pierre Bourdieu. Sur la tétévision. Liber Edi-tions, Puris, 1996, 95 pages, 30 F. Ces ouvrage reprend largement le texte de deux émissions de télévision diffusées l'année dernière sur Paris Première (pour les enregistrements : Hartequin Vidéo. 23, rue Meslay, 75003 Paris).

(2) Dans son rappon sur « Les journalistes et leurs qualifications », Jean-Marie Charron note à propos de l'islam, du Maghreis, du Rwanda et de la Bosnie : « La reconnatissance por les Jeannalistes de leur faible moitrise de questions auxsi sensibles dans le traitement de l'actualité ne les conduisait pas forcément à tenter de combler ce handicap » (Observatoire des praiques et des métiers de la presse, CFPJ, Paris, décembre 1996).

#### « MONDES REBELLES »

## L'encyclopédie de l'homme révolté

ST-OUEST », « guerre froide » ct « rideau de fer » : la bipola-risation du monde imposa, durant plusieurs décennies, une grille de lecture simpliste des conflits de la planète et fit passer au second plan les ressorts intimes d'affrontements dont l'ultime finalité paraissait toujours de se rallier à l'un des deux grands camps mondiaux. Elle masquait ainsi les facteurs internes de déclenchement des crises sociales, politiques ou religienses, des ressentiments régionaux. des luttes de libération nationale, qui, loin d'être éteints par la fin du choc Est-Ouest, se sont depuis spectaculairement multipliés.

Mondes rebelles - un ouvrage en deux tomes sur les « acteurs, conflits et violences politiques (1) . - est la première encyclopédie consacrée aux mouvements de guérilla, milices ethniques ou partisanes, groupes terroristes et focusations paramilitaires ou malicuses, « longtemps reléguées dans les sous-bois de l'Histoire » ; mais dont les auteurs - Jean-Marc Balencie, analyste politique, et Amaud de La Grange, ournaliste an Figuro - affirment, preuves à l'appui, qu'ils « prement aujourd'hui le pouvoir (comme les moudjahidins afghans à Kaboul), font plier les grandes puissances (comme les Américains en Somalie), ou portent la violence au-delà de leurs fronnières (comme les groupes islamistes en Europe ou aux Etats-Unis) ».

DRESSER ce tableau exhaustif du désordre mondial a souvent donné le « vertige » aux auteurs de cette somme inédite, qui s'appuient sur une riche information : outre leur propre expérience et l'exploitation des « sources ouvertes », ils ont eu accès à une partie des dossiers du Secrétariat général à la défense nationale (SGDN), qui collecte et synthétise, pour le gonvernement français, les données mondiales. Jean-Christophe Rufin - un géopoliticien qui parraine cet ouvrage et l'introduit longuement - a lui-même été conseiller du ministre de la défense.

Mais l'intérêt de ce qui se veut un manuel de la contestation internationale tient aussi à sa « lisibilité » exceptionnelle : pour chaque pays ou conflit, un historique et une prille d'analyse intégrant les facteurs géographiques, humains, éthniques, socioéconomiques : et une partie « acteurs », conque comme une fiche d'identité de ces monvements et de leurs principaux chefs le nont très découpé et hiérarchisé, avec cartes, bibliographies, et un vaste index finaL

On saura tout, désormais, et en un seul ouvrage, des racines de la rébellion zapatiste au Mexique, de la « narco-guérilla » ou du « pétro-terrorisme » en Colombie, et des ramifications du Sentier lumineux au Pérou - qui sont parmi les chapitres les phis importants du premier tome. Mais on relèvera également, dans l'imposante section africaine, un décorticage de l'« imbroglio militaro-ethnique » au Tchad, avec son « fort potentiel conflictuel » et ses multiples ingérences (au premier rang desquelles celle de la France). Une étude détaillée des insurrections • faussement jumelles • des Touaregs du Niger et du Mali. Un tableau éclairant des guérilles dans l'est du Zaire ou en Ouganda. Et tout sur les grands classiques de ces demières années; Liberia, Angola, Somalie, Ethiopie, etc. Le second tome, plus imposant encore, a été réalisé avec la collaboration de plusieurs spécia-listes, pour ce qui est du Maghreb, du Proche-Orient, ainsi que de l'ex-URSS et de l'Europe de l'Est, mais réserve une part essentielle aux mouvements rebelles d'Asie de l'Ouest et de l'Est.

Dans sa présentation, Jean-Christophe Rufin explique que ces rebelles, « libérateurs » pour les uns, » bandits » pour les

autres, sont une minorité d'exception -« combien de collabos pour combien de résistants ! » — occupés à canaliser la révolte de « peuples brûlants, inexorables, torrentiels ., et que ces . forgerons des multitudes en fusion » doivent, s'ils veulent gagner ou simplement survivre, « manier avec habileté de lourds outils e loin du spontanéisme prété dans l'idéal à l'homme

#### PHILIPPE LEYMARIE.

(1) Jean-Marc Balancie, Arnaud de La Grange, Mondes rebelles-acteurs, conflits et violences poli-tiques. Toroe 1: Amériques et Afrique. 564 pages, 195 F. Tome 2: Asie, Maghreb, Proche et Moven-Orient, Europe, 826 pages, 215 F, Edinions Micha-lon, Paris, 1996.

#### « GÉOPOLITIQUE DES ÉTATS DU MONDE »

#### Réhabiliter l'international

ERIONS-nous en train de nous replier sur nous-mêmes ? », se demandait récemment le rédacteur en chef adjoint de The New Statesman dans la revue Prospect (I). . Oui! répondait-il. Depuis longiemps, la culture et les médias populaires accordent peu de rôle aux événements internationaux; ils les interpretent exclusivement à travers le regard national (...). Désormais, les médias de l'élite prennent le même chemin. . Toutefois, précisait-il, . les journaux qui vont à l'encontre de la tendance (...) voient leur tirage augmenter ». Et de citer l'exemple du Monde diplomatique.

Dans le combat pour réhabiliter les questions internationales, l'édition représente un allié d'importance. La naissance d'une collection de livres consacrés aux réalités de la planète mérite donc d'èrre saluée, surtout si elle est bonne. C'est le cas de « Géopolitique des Etats du monde », dont quatre volumes sont déjà disponibles (2), aux éditions Complexe.

Original, son concept l'est à plusieurs égards. Chaque livre se veut une introduction, à la fois dense et pédagogique, à un Etat, abordé sous les angles historique, géographique, economique, social, politique et culturel. Avec 144 pages d'un petit format carré, il s'agit d'un instrument accessible an plus grand public. La démarche rédactionnelle conjugue le texte proprement dit, des informations supplémentaires en marge, de nombreux encadrés (chiffres, dates, synthèses, mini-reportages, etc.) et chose rare - un glossaire, une chronologie et un index. Seule la cartographie, rudimentaire, n'est vraiment pas à la hauteur.

Parmi les premiers volumes, signalons ceux consacrés à l'Italie et à la Jordanie. Professeur de géopolitique, Bruno Teissier nous offre l'approche la plus à jour d'une peninsule en plein chambardement. Après avoir mis en lumière l'enracinement histo-

rique (jusqu'au Risorgimento) de la crise acmelle, il en dissèque les dimensions insé-parables : une identité nationale contestée. une économie fragilisée (trop vite traitée), des élites bousculées par les « Mani pulite - anti-corruption, des institutions à reconstruire après l'implosion du pouvoir démocrate-chrétien, une diplomatie qui se cherche entre engagement européen, ambitions à l'Est, influence balkanique et politique méditerranéenne...

C 'EST également une forte démonstra-tion que réussir Alain Renon en montrant à la fois que la Jordanie est, comme il l'écrit, « une invention géopolitique, fruit de conflits d'intérets, dont l'existence paraît même tributaire de leur perpétuation », et en même temps que « cet instrument a su, en s'émancipant grâce à l'habi-leté de ses souverains, s'imposer comme un acteur politique incontournable du Proche et Moven-Orient . Familier du pays, où il a véen puis effectué de nombreux voyages, le iournaliste éclaire ainsi le caractère central de la question palestinienne pour le trône hachémite, dont il décrit, d'Abdallah à Hussein, l'inlassable effort d'affirmation nationale. Winston Churchill, alors secrétaire d'Etat aux colonies, avait trouvé « plaisant » d'inscrire, « un dimanche après-midi » de 1921, un nouveau nom sur la carte du Proche-Orient, rappelle Alain Renon en conclusion, pour mieux souligner: « Le royaume de Jordanie semble en 1996 avoir de beaux jours devant lui. » A moins que les accords israélo-palestiniens ne s'enlisent, au risque d'une tempête qui pourrait gâter, à Amman aussi, l'atmo-

#### DOMINIQUE VIDAL

(1) Prospect, novembre 1996. Londres. (2) Alain Renon, Géopolitique de la Jordanie ; Olivier Da Lage, Géopolitique de l'Arabse saou-dite ; Bruno Teissier, Géopolitique de l'Italie ; Alain Musset, Géopolitique du Mexique, 95 F.

# LE MONDE DIPLOMATIQUE

T UMÉRISATION, Internet, autoroutes de l'information, fibres optiques, satellites, réseaux, antant de termes qui renvoient à des innovations bien réelles - encore qu'à leur début – et qui jouent trop souvent un rôle idéo-logique dans le discours néolibéral. M. Jack Valenti, président de la Motion Picture Association of America (MPAA) regroupant les grands studios américains, l'exprime sans détour: « Satellites, fibres optiques, numérisation, créent une nouvelle situation donnant au consommateur le choix ultime des programmes qu'il souhaite voir. Il est donc raisonnable de suivre une politique de déréglementation. » Le marché planétaire, désormais présenté comme le principal facteur de régulation des sociétés, oppose ainsi la liberté d'expression commerciale – qui n'est pas un ocuveau droit de l'homme et qui s'épanouit – et la liberté d'expression artistique et citoyenne qui, elle, constitue toujours un autheotique droit de l'homme et qui se rétrécit.

Cette « guerre sans bataille » (Heiner Müller) se livre particulièrement dans le domaine de l'audiovisuel et du cinéma. Elle est d'autant plus acharuée que, en 1993, lors de la phase finale du cycle de l'Uruguay du GATT, les créateurs (et pas seulement ceux d'Europe) avaient mis en avant une posidon neuve et constructive. tive: l'« exceptioo culturelle », récusant la toute-puissance d'un marché « sans conscience ni miséricorde » (Octavio Paz). Malheureusement, l'Union européenne limita d'emblée ses ambitions en se fixant seulement comme objec-tif à atteindre un « traitement exceptionnel et séparé » pour le secteur audiovisuel. De fait, les discussions débouchèrent sur une acceptation de l'intégration de l'audiovisuel aux services - et donc, à terme, aux règles du GATT, devenu Organisation mondiale du commerce (OMC) avec, comme lot de consolatioo, un simple constat, nécessairement provisoire, de con-accord avec les Etats-Unis.

#### Exigences américaines

F ORTS de cette première victoire stratégique (alors que l'Europe a obtenu on simple répit tactique), Washingtoo et Hollywood entendeot bien pousser leur avantage et imposer un accord sur la base des principes énoncés dans un document intitulé US Global Audiovisual Strategy, dont les points-clés soot les suivants:

-éviter un renforcement des « mesures restrictives » (notamment les quotas de diffusion d'œuvres européennes et nationales) et veiller à ce que ces mesures ne s'étendent pas aux nouveaux services de communication ;

- améliorer les cooditions d'investissement pour les firmes américaines en libéralisant les régulations existantes ;

- éviter les querelles inutiles sur les questions culturelles eo recherchant plotôt des zones d'intérêt commun :

 lier les questions andiovisuelles et le développement des oouveaux services de communication et de télécommunications dans le sens de la déréglementation ; - s'assurer que les restrictions actuelles liées

aux questions culturelles ne constituent pas on précédent pour les discussions qui vont s'ouvrir dans d'autres enceintes internationales ; - multiplier les alliances et les investisse-

ments américains en Europe; - rechercher discrètement l'adhésion aux positions américaines des opérateurs européens

\* Animateur des Etats généraux de la culture.

**HOLLYWOOD À L'OFFENSIVE** 

# **Cultures** à vendre

Par JACK RALITE \*



affectés par les quotas et les réglementations : télévisions privées, publicitaires, opérateurs de

Cette stratégie porte déjà ses fruits. En premier lieu dans le blocage de toute amélioration des systèmes de protection européens, que tra-duit la nouvelle mouture de la directive communautaire Télévision sans frontières de 1989. venue à échéance. Dans un premier temps, en février 1996, le Parlement de Strasbourg avait voté un texte fort différent de celui qui lui était soumis par la Commissioo et le Conseil, puisqu'il renforçait l'obligation des quotas, les appliquait aux couveaux services, interdisait les pratiques de délocalisation des diffuseurs et donnait une définidon rigoureuse de l'œuvre. Lors de la seconde lecture, en octobre 1996, le Parlement, qui a une pratique étriquée de la démocratie, fut incapable de s'opposer à la nouvelle « position commune » du Conseil, élaborée par la Commission, qui intégrait les injonctioos américaioes. Dans ses dispositions centrales, la directive de 1989 reste donc en l'état. Elle ne comporte ni progrès ni réponse aux problèmes oouveaux et peut se résumer à : réglementation a minima pour tout ce qui existe, aucune réglementation pour ce qui est à venir.

La Hongrie, la Tchéquie, la Pologne, candidates à l'Union européenne, négociaient avec elle des accords d'association transposant dans

leur droit interne la directive Télévision sans frontières. Washington est intervenu, menaçant leurs gouvernements de s'opposer à leur entrée dans l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Seule la Pologne a refusé de s'incliner, Pointant, dans ces trois pays, la part de marché des films américains est déjà supérieure à 90 %.

Le deuxième volet de l'offensive de Hollywood est celui de l'investissement. Les entre-prises géantes - Time Warner-Turner, Disney-ABC, Westinghouse-CBS - sont de plus en plus présentes en Europe, où elles achètent des stu-dios, construisent des salles multiplexes, intervienment dans les réseaux cablés, passent des accords avec les entreprises locales. Elles créent évalement des chaînes rénécalistes ou thématiques : une cinquantaine à ce jour, au point que, dans quelques années, les premières télévisions privées de tous les pays de l'Est risquent d'être

Aux quelque 140 monopoles nationaux de l'andiovisuel s'est substitué un oligopole mondial composé de 5 ou 6 groupes avec un chef de file américain. En termes commerciaux, le solde des échanges d'images entre l'Europe et les Etats-Unis est de plus en plus négatif : 2,1 milliards de dollars en 1988, 6,3 milliards de dollars en 1995.

La démarche américaine se développe égale-

ment dans les organismes internationaux. En premier lieu à l'OCDE, dans le cadre de la négociation sur un Accord multilatéral sur les investissements (AMI), qui vise à favoriser la circulation des investissems étrangers et à supprimer les subventions accordées aux seuls producteurs nationaux. L'objectif des Etats-Unis est d'obtenir un traitement national et europée pour leurs investissements en Europe, et donc d'avoir accès aux systèmes d'aide communan-taire (programme Media) et nationaux (fonds de soutien en France). Le gouvernement français, représenté par le ministère des finances et soumis à la vigilance des milieux de la création, s'efforce d'obtenir une clanse d'« exception culturelle » dans l'AMI, sembiable à celle qui, à la demande du Canada, figure dans l'Accord de libre-échange oord-américain (Alena). La partie est loin d'être gagnée.

Antre champ de bataille: l'Organisation Antre champ de bataille: l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), qui siège à Genève. En décembre 1996 y ont été débatues différentes propositions d'adaptation des instruments internationaux en matière de droits d'anteur (lire, pages 26 et 27, l'article de Philippe Quéau). Les Etats-Unis o'oot pas obtenn l'accès à la « copie privée » (taxe sur les cassettes vierves) qu'ils revendiment avec cassettes vierges) qu'ils revendiquent avec force. Mais ils ont dévoilé leurs objectifs en reconnaissant droits d'ameur et droits voisins à condition que les ayants droit en cèdent la gestion aux grands groupes andiovisuels. Ainsi se profile une remise en cause des sociétés regroupant auteurs et artistes et une offensive pour faire prévaloir le copyright sur le droit moral. De ce point de vue, Washington a réussi à créer une brèche dans le front européen eu passant un accord avec la Société britannique des auteurs, anssitôt désavouée par ses homologues euro-péennes. Enfin, lors du sommet de l'OMC en décembre 1996 à Singapour, si les droits d'anteur sur les Cédéroms ont été préservés, la déréglementation sur les fibres optiques et les nouvelles techologies a été programmée.

#### Réaction européenne?

FACE au rouleau compresseur de la mar-I chandisation de la culture, dont les grands groupes américains sont les principaux bénéfi-ciaires, le Vieux Continent peut et doit réagir, anirement que la plupart de ses grands groupes de l'andiovispel et de ses gouvernements, qui se contentent trop souvent de singer les pratiques américaines. D'abord par la création d'une véritable industrie européenne de production et de création d'images. Il fant savoir que, en Europe, les industries audiovisuelles mobilisent moins de 0,3 % des produits intérieurs bruts (PIB) nationaux. Par ailleurs, pourquoi le Conseil de l'Europe, qui regroupe 40 Etats, oc prendrait-il pas l'initiative de convoquer un sommet mondial des images, du même type que celui de Rio en 1992 sur le développement durable? Artistes, auteurs, juristes, chercheurs, producteurs, pourraient y travailler au toilettage du droit d'auteur, sur la base du droit moral, et non du copyright.

Au-delà, l'ambition de civilisation que peut porter l'Europe reste l'invention et la construction d'un nouvel espace public d'expression, de création, de citoyenneté et de travail. Uo espace où opère sans discrimination le multiple comme richesse de l'humanité, où s'articulent de manière nouvelle le local, le national et l'international, où s'exprime une responsabilité publique et sociale en matière de culture. Jusqu'ici les opérateurs dominants ont été l'attrait de l'argent et celui du pouvoir. Les sociétés out besoin d'autres combustibles.

#### Dans ce numéro

#### PAGE 2:

« Habiter le temps », de Jean Chesneaux, par René Passet. Courrier des lecteurs.

#### PAGES 3 à 6:

MAGEREB: Arabisation et démagogie en Algérie, par Gilbert Grandguillaume. – Les libertés envolées de la Tunisie, par Hamed Ibrahlmi. – La Mauritanie cernée par les conflits, par Bruno Callies



#### **CENTRE D'ETUDES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES** Formation spécialisée pour dirigeants

MARS - JUILLET 1997

Cycle de relations internationales approfondies

2 soirs par semaine, 1 samedi matin par mois + dîners-débats Formation sanctionnée par un diplôme de 3° cycle

Renseignements: à l'ECOLE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES Établissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899 54, avenue Marceau, 75008 PARIS Tél.: 01-47-20-57-47

PROCHE-ORIENT : Injustices et instabilités menacent la paix, par Alain Gresh. - Désordre établi au Liban, par Samir Kassir.

#### PAGES 8 et 9:

Le Soudan au centre d'une guerre régionale, par Gérard Prunier. – Incertindes d'une fin de règne au Zaire, par Colette Bracckman. **PAGE 10:** 

Le Gabon entre pétrole et démocrarie, par Stéphane Odzamboga.

**PAGE 11:** Divorce à la belge, par Bernard Remiche.

#### **PAGE 12:**

Les Allemands de l'Est redressent la tête, par Brigitte Patzold. **PAGE 13:** 

Fascinations autrichiennes pour M. Haider, par Roland Pfefferkorn.

**PAGE 14:** 

#### Menaces sur la liberté d'avorter, par Paul Cesbron. PAGES 15 à 17 :

ROYAUME-UNI: Regards acides sur la société britannique, par Gareth McFeely. — Excellents indices économiques pour un pays en voie de dislocation, par Richard Farnetti. — Régime social minimum pour investisseurs étrangers, par Guillanme Robin. PAGES 18 à 20 :

#### CORÉES: Les travailleurs à l'assant du dragon, suite de l'article de Laurent Carroné. – Un régime libéral à poigne de fer, par Bertrand Chung. – Des matins pas très calmes et toujours assoiffés, par Patrick Maurus. – Craquements en Corée du Nord, par Selig S. Harrison.

**PAGE 21:** CINÉMA: Okinawa, l'amour et l'ordinateur, par Laurent Roth.

#### PAGES 22 et 23:

CUBA: Miser sur l'Eglise pour sauver la révolution? par Janette Habel. – Quand les Amériques disent « non », par Maurice Lemoine.

#### PAGES 24 et 25:

ÉCONOMIE : Ces puissantes officines qui notent les Etats, par Ibra-him Warde. - Le projet de taxe Tobin, bête noire des spéculateurs

#### PAGES 26 et 27:

COMMUNICATION: Offensive insidicuse contre le droit du public à l'information, par Philippe Quéau. - Résiste nouvelles technologies, par Kirkpatrick Sale.

#### **PAGE 28:**

Mondialisation accélérée de la science, par Pierre Papon.

#### **PAGE 29:**

Le Tchad entre Nord et Sud, par Thierry Michalou. Dans les revues...

#### PAGES 30 et 31:

LES LIVRES DU MOIS: «La San Felice», d'Alexandre Dumas (A. G.). — « Mademoiselle Personne», de Tomek Tryzna, par Elisabeth Kulakowska. — « Sur la rélévision», de Pierre Bourdien, par Serge Halimi. — « Mondes rébelles », de Jean-Marc Balancie et Arnaud de La Grange, par Philippe Leymarie. — Comprendre l'international, par Dominique Vidal.

Le Monde diplomatique du mois de janvier 1997 a été tiré à 287 000 examplaires.

